Parti Socialiste
Congrès national de Liévin
18, 19 et 20 novembre 1994

Sommaire

Le président (Jean-Pierre Masseret) 2
Daniel Percheron 3
Jean-Pierre Kucheida 6
La présidente (Pascale Crozon) 9
Roland Huguet 9
Marie-Christine Blandin 12
Henri Emmanuelli 15
Jean Glavany 17
Le président (Claude Estier) 25
Gérard Fuchs 25
Ahmed Rouadjia 35
Tassadite Yacine 39
Myriam Derkaoui 41
Benjamin Stora 44
Ahmed Rouadjia 47
Benjamin Stora 48
Ahmed Rouadjia 50
Myriam Derkaoui 51
Tassadite Yacine 52
Henri Emmanuelli 53
Pierre Mauroy 56
Henri Emmanuelli 61
La présidente (Marie-Thérèse Mutin) 62
Marie-Noëlle Lienemann 62
Michel Debout 67
Jean-Claude Boulard 70
Jean Le Garrec 73
André Arnaudy 77
Michel Delebarre 79
Luc Legras 82
Laurent Zarnitsky 84
Claude Bartolone 87
La présidente (Nicole Péry) 91
Denis Bonvalot 91
Yves Ackermann 95
Jean-Pierre Sueur 96
Pervenche Berès 98
Jean-Louis Cottigny 101

Fondation Jean-Jaurès

Jean-Pierre Sueur 103
Laurent Fabius 104
Martine Aubry 110
Lionel Jospin 117
Jean Poperen 123
Jean-Luc Mélenchon 128
Louis Mermaz 132
La présidente (Martine Aubry) 135
Louis Mexandeau 136
Ségolène Royal 136
Vincent Peillon 139
Jean-Pierre Bel 142
Didier Mathus 145
Julien Dray 148
Geneviève Domenach-Chich 151
Alain Bergounioux 151
Gérard Fuchs 154
Christine Priotto 156
Dominique Strauss-Kahn 159
Didier Guillaume 163
Alain Vidalies 165
Jérôme Lambert 168
Barthélemy Alcantara 169
Georges Louisor 172
Vincent Assante 174
Michel Coffineau 176
Michel Raffet 179
La présidente (Michèle André) 182
Olivier Faure 182
Claude Bartolone 184
Christophe Clergeau 185
Daniel Percheron 189
Henri Emmanuelli 190

Séance du vendredi 18 novembre 1994 (Après-midi)

La séance est ouverte sous la présidence de Jean-Pierre Masseret.

Le président (Jean-Pierre Masseret)

Chers camarades et amis, bonjour. Pascale Crozon, du Rhône, et moi, qui suis de la Moselle, avons le plaisir de vous accueillir, de déclarer ouverts les travaux de notre Congrès de Liévin, de vous saluer, de saluer nos invités, délégations françaises et délégations étrangères, et de vous présenter très rapidement le déroulement de nos travaux pour cet après-midi.

D'abord, Daniel Percheron, Premier secrétaire fédéral du Pas-de-Calais,

Coll. Fondation Jean-Jaurès

interviendra, suivi de Jean-Pierre Kucheida, maire de Liévin, qui nous accueille aujourd'hui, demain et après-demain, Roland Huguet, président du Conseil général du Pas-de-Calais, Marie-Christine Blandin, présidente du Conseil régional et, bien sûr, Henri Emmanuelli, Premier secrétaire du Parti.
(Applaudissements)
Ensuite, Jean Glavany présentera son rapport d'activité, il y aura quelques mots sur le déroulement du Congrès et nous aborderons la table-ronde sur la situation en Algérie, avec un certain nombre d'intervenants qui vous seront présentés tout à l'heure autant par Gérard Fuchs, qui fera une intervention liminaire, que par Claude Estier et Pervenche Berès, qui co-présideront le déroulement de ces travaux.
Tout de suite, j'appelle Daniel Percheron, Premier secrétaire fédéral du Pas-de-Calais.
(Applaudissements)

Daniel Percheron

Chers camarades Socialistes venus de toute la France, nous vous attendions depuis longtemps, depuis toujours, bien sûr, depuis 1971 évidemment. Nous vous attendions avec patience puisque, entre 1946 et 1969, nous avons eu le privilège dans le Pas-de-Calais de confondre nos débats fédéraux et les grands débats nationaux à travaux la personnalité, l'autorité, la loyauté et la pédagogie de Guy Mollet, responsable des destinées de la SFIO.
(Quelques applaudissements)
Nous vous attendions et nous sommes fiers, heureux, comblés par votre présence et je le dis avec les mots de toujours, avec les mots qui se veulent les plus simples, au nom des milliers et des milliers de militants de la fédération Socialiste du Pas-de-Calais, en espérant par la sincérité de ces propos bousculer tous les clichés sur cette puissante mais fragile fédération, sur cette vivante et libre collectivité du mouvement ouvrier qu'est la fédération Socialiste du Pas-de-Calais.
(Applaudissements)
Chers camarades, j'ai tellement de choses à dire que je vais être très bref.
C'est vrai, nous sommes nombreux, l'histoire l'a exigé, l'histoire l'a voulu, et nous avons maintenu, à partir des années difficiles, facilement avec le pari d'Epinay. Nous sommes nombreux et encore aujourd'hui au siège de la fédération, parce que nous avons écrit dans chaque foyer, avec une carte "T", plus de 200 adhésions sont arrivées au nom de notre Premier secrétaire, Henri Emmanuelli, au nom du Premier des Socialistes d'aujourd'hui.
(Applaudissements)
Ces 200 adhésions sont arrivées, mais elles reflétaient aussi la diversité d'un immense département de près de 900 communes, dont 750 communes rurales. Nous sommes nombreux et divers et, pour prendre en compte cette diversité des talents, des dévouements, des compétences, nous avons recours régulièrement, inexorablement si j'ose dire, à la médiation de nos élus et de nos secrétaires de sections.

Fondation Jean-Jaurès

La collectivité Socialiste du Pas-de-Calais vit de sa diversité et vit du rassemblement de ses militants.
Une génération, une commune, un secrétaire de section, la possibilité, parfois la certitude du succès... N'écoutez pas ceux qui vous disent que nous ne sommes qu'un appareil. Du guesdisme nous vient la notion de l'outil, mais cet outil, dans le Parti de François Mitterrand, nous l'avons dû uniquement au talent, uniquement à la disposition de nos militants, de nos secrétaires de sections, uniquement créateur d'intelligence et de propositions. Nous avons vraisemblablement réussi. N'oubliez pas non plus, dans ce stade encore incomplet, que nous sommes la seule grande collectivité du mouvement ouvrier, politique ou syndicale, à être restée debout.
Mais vous n'êtes pas ici, dans ce stade superbe de Liévin, dans ce stade mondialement reconnu, au cœur de la protestation, vous n'êtes pas simplement ici parmi des gens qui depuis toujours ont appris à dire non. Vous êtes au cœur d'un département où sourd la modernité, où se prépare l'avenir.
Nous sommes le seul grand département de France qui a accepté de conjuguer, de surmonter toutes les crises, toutes les adaptations, toutes les mutations, toutes les disciplines, toutes les contraintes internationales, européennes ou nationales. La culture de gouvernement que nous avons acceptée, je le dis, est pour nous une culture de rigueur, une culture d'abnégation, et aussi une culture d'avenir.
De la pêche à la mine, de la sidérurgie au textile et des quotas laitiers aux difficultés et aux contraintes de l'Europe, nous savons ce que veut dire la fin d'une époque et le début d'une autre époque. Nous l'avons fait, nous avançons à pas de géant vers l'avenir, nous entendons la sociologie de notre département se modifier et, par conséquent, nous fragiliser, parce que c'est l'intérêt vital des populations qui nous ont toujours fait confiance. Et même quand elles doutent (58% de "non" à Maastricht), nous les entendons, nous les comprenons, nous les accompagnons.
Oui, nous sommes un immense département qui, dans la peine aujourd'hui, apprend à accepter l'avenir.
Nous n'aurions jamais pu le faire sans les chances de la décentralisation. Merci, Defferre ! Et nous n'aurions jamais pu le faire sans les chances des gouvernements de gauche, l'université, avec Jospin, la conversion du bassin minier, avec Pierre Mauroy, le transfert du patrimoine minier, grâce au courage exceptionnel d'Edith Cresson. Avec la Gauche et avec la décentralisation nous avons pu enfin sauvegarder nos chances. Sans la victoire de 1981 et de François Mitterrand, nous ne serions plus un grand département, nous ne serions plus une grande fédération Socialiste !
(Applaudissements)
La dernière chose que je m'autorise à vous dire avec la plus grande humilité et avec la plus grande force, c'est que nous savons, nous qui venons de la SFIO, qui avons connu le miracle de l'aventure collective à partir du pari et du Parti d'Epinay, nous savons, nous, qu'en 1969, en 1970, le mouvement Socialiste démocratique avait pratiquement perdu la partie. Nous savons qu'il a fallu du talent, du courage, pour rassembler les Socialistes dans la même organisation et

Fondation Jean Jaurès

nous savons qu'alors que tout semblait compromis, tout a été sauvegardé à Epinay et tout a pu recommencer.
Nous pensons aussi que l'actualité du mitterrandisme doit être au cœur du Congrès de Liévin. Je vous en cite pour nous trois exigences.
Le rassemblement de tous les Socialistes dans le même parti. Tel est le premier aspect de l'héritage, conservez-le précieusement. Peut-être parce que nous sommes nombreux, peut-être parce que nous venons de plus loin, nous avons compris ici que cette unité appelait un autre fonctionnement. Nous avons tourné le dos, c'est vrai, à la proportionnelle, elle n'est plus transcendée, elle n'est plus maîtrisée par François Mitterrand ou par Lionel Jospin et nous avons donc considéré que le temps était venu d'un fonctionnement ordinaire, car nous aspirons à vivre, après cette personnalité extraordinaire, dans un parti ordinaire des jours ordinaires. Là est pour nous l'une des clés de l'avenir. Parce que nous avons douté (le dialogue idéologique de Guy Mollet, l'hésitation avant le Congrès de Metz), le deuxième aspect auquel nous tenons par-dessus tout est le rassemblement de la Gauche. Cette puissante fédération n'est pas une fédération arrogante. Ce parti dominant, le Parti Socialiste, n'est pas un parti sans partage. Ici, dans ce département, au nom de la ruralité, au nom de l'évolution des mentalités, il y a depuis plus de dix ans un député radical de gauche, Jean-Pierre Defontaines, que je salue. Ici, dans ce département, parce que l'histoire va vite et parce que l'utopie nous a interpellés, au bout d'une nuit de négociations nous avons choisi d'élire la seule présidente écologiste d'une région d'Europe et nous ne le regrettons pas ! C'est une présidente qui, à nos côtés (je la salue, elle s'exprimera)... (applaudissements)... a empêché la Droite et l'extrême droite de remplacer le mouvement ouvrier à la tête de la première région de gauche. Et, d'un réflexe défensif, nous avons fait une alliance offensive et nous avons un programme commun de direction régionale, basé sur le développement durable. Nous avons appris à partager et naturellement, malgré l'histoire, nous dirigeons le département avec Roland Huguet et avec nos camarades Communistes, et les grandes villes du département au sein du rassemblement de la Gauche. Nous n'entendons renoncer à aucun prix (peut-être parce que nous avons douté, je vous l'ai dit) au rassemblement de la Gauche et même, d'une certaine manière, à l'union de la Gauche. Le troisième aspect, c'est le gouvernement dans la durée. Je vous ai parlé de notre culture de gouvernement, de notre responsabilité et, parfois, de notre chemin de croix. Oui, nous avons renoncé au "grand soir". Nous sommes les premiers bien placés pour le dire. Oui, nous sommes devenus un parti de réforme, grâce à la durée, grâce à François Mitterrand, grâce aux gouvernements de la Gauche, aux gouvernements Socialistes, et pour nous cette évolution est irréversible. Nous en avons payé suffisamment le prix pour en attendre aujourd'hui les promesses.
Le gouvernement dans la durée, nous l'acceptons, mais à une condition, c'est que ce que nous avons, en quelque sorte, compris, accepté d'un homme d'exception, nous ne pourrons plus le comprendre et l'accepter des hommes ordinaires qui sont appelés à être nos candidats aux plus extrêmes fonctions et à être nos dirigeants.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Le temps des jours ordinaires peut seul, avec un grand parti rassemblé, remplacer ce qui, par certains côtés, est irremplaçable. Et parce que demain il sera parmi nous, si tout va bien, nous vous disons, nous fédération Socialiste du Pas-de-Calais, tout simplement : n'oubliez jamais, jamais, que si lui, c'est lui, lui aussi, demain, à Liévin, c'est nous, nous tous ensemble !
Chers camarades, voilà la courte, simple, brève, imparfaite introduction que je souhaitais faire en votre nom, au nom de tous les militants, de tous les élus, au nom de toutes les générations de Socialistes du Pas-de-Calais.
Vive le Socialisme démocratique ! Vive le Parti Socialiste de toujours et le Parti d'Henri Emmanuelli ! Vive le refondateur du Socialisme français, François Mitterrand !
(Vifs applaudissements)

Le président - Avant de passer la parole à Jean-Pierre Kucheida, maire de Liévin, j'indique que la Commission de vérification des votes se réunira à 16 h, vestiaire n°2, du côté du secteur organisation.
Maintenant, la parole est à Jean-Pierre Kucheida.

Jean-Pierre Kucheida

Mes chers camarades, ensemble demain nous communierons au pied du chevalement de saint Amé devant ce modeste monument qui rappelle aux passants le sacrifice de 42 mineurs, les derniers de Liévin en 1974, il y a juste vingt ans. Nous le ferons avec François Mitterrand qui s'était d'ailleurs déjà incliné en 1976 devant la mémoire du peuple de la mine. La mine, le Socialisme, et la ville ne font qu'un ici à Liévin. Le Congrès des Socialistes, je l'accueille avec une immense satisfaction, parce qu'il est ici chez lui, il est revenu à ses sources et se trouve dans des espaces où se situe sa véritable identité.
Terre d'espoirs renouvelés, terre de sacrifices, terre volontaire et fière, c'est Liévin, c'est le bassin minier, c'est le Pas-de-Calais.
Quant au milieu du 19ème siècle on découvre du charbon, Liévin n'est qu'un village comme les autres. C'est alors le développement : la mine prend la place de la campagne, les premiers immigrés arrivent... ceux des autres villages de l'Artois, main d'œuvre d'ouvriers agricoles libérée par la mécanisation. Les serfs des campagnes deviennent les serfs de l'industrie.
La mine, système éminemment capitaliste, est dure avec l'homme, très dure : elle n'a jamais enrichi, a toujours fait souffrir, a souvent tué. Les premiers mineurs rejoints par les Belges venus de Wallonie, puis de Flandres, ont peu à peu pris conscience que groupés ils ne seraient plus les bêtes d'hier, qu'ils pourraient se défendre un peu, défendre leur famille, défendre leur dignité. On s'organise, on se ligue, les premiers syndicats apparaissent ici sur cette terre minière, et il y a juste un siècle, les premiers conflits permettront de formidables avancées qu'on a trop souvent oubliées. La première caisse de secours qui est en quelque sorte l'anticipation de la sécurité sociale, née dans cette ville, ici à Liévin, en 1894, il y a juste cent ans.

Fondation Jean Jaurès

Le syndicalisme alors, mes chers camarades, était à l'origine de tout, mais en particulier du Socialisme.
Nos anciens avaient vite compris que le combat dans l'entreprise avait besoin d'un relais politique pour améliorer la condition humaine.
Le combat syndical est personnalisé à Liévin par Arthur Lamendin, il deviendra aussi le premier maire et premier député Socialiste de Liévin.
Mais la grande guerre ne nous épargnera pas : ne l'oublions jamais, 4 années de martyrs, 4 années d'enfer.
C'est sur ce secteur qu'Henri Barbusse et Roland Dorgelès écriront leurs plus belles pages teintées de sang. A Lorette, à Vimy presque toutes les nations du monde se sont confrontées. Liévin fut complètement anéantie. Pas une maison de ma commune ne date d'avant 1914.
Les mineurs dispersés se retrouvent peu à peu et avec l'aide d'autres immigrés les Polonais reconstruisent ce bassin minier saboté par les Allemands. Liévin renaît peu à peu de ses cendres. Le combat politique reste le même, le pouvoir économique aux compagnies qui dominent 85% du territoire, le pouvoir politique bien dérisoire aux Socialistes qui gagnent parce que rassemblés. Mais il leur arrive aussi de perdre, quand ils se déchirent comme en 1935. Mais ils sont là, sûrs d'eux, volontaires, ils sont les "héritiers dépouillés d'une immense humanité de revendication et de combat", comme le dit le grand Jaurès et ils le sont, aujourd'hui, toujours ! Ils s'engageront d'ailleurs à nouveau dans le combat contre le fascisme, avec une incroyable force, dès les années 30 et seront résistants, et aussi fusillés ou déportés et sacrifiés pendant le 2ème conflit mondial.
Ces hommes n'avaient pas toujours une immense instruction, mais quel cœur, quelle émotion, quelle solidarité, quelle générosité, ils écoutaient, ils comprenaient et savaient où était leur chemin. Après la deuxième guerre mondiale, Liévin renaît de nouveau, il faut produire et vite le charbon nécessaire à la nation. Et c'est donc la bataille du charbon, que l'on extrait jusqu'à l'épuisement non du charbon mais des hommes, et c'est encore aussi la bataille politique, à gauche, fratricide entre le Parti Communiste et les Socialistes, bataille entre nos valeurs et un certain totalitarisme.
Les Socialistes, alors le Parti de Guy Mollet, tiendront dans les grèves insurrectionnelles de 47 et 48 et seront le rempart de la démocratie.
On produira en 1959 dans ce bassin près de 30 millions de tonnes de charbon mais le peuple de la mine n'en tirera aucune richesse et plus tard si peu de reconnaissance.
En 1963, la Droite décide la récession, les mineurs se révoltent, c'est la grande grève. De Gaulle est obligé de plier, mais néanmoins le bassin minier entre en agonie pour trente ans. Dix ans plus tard, en 1974, Liévin ville de 34 000 habitants se réveille atterrée : le dernier puits, St Amé, entre Noël et Nouvel An ne rendra pas 42 mineurs victimes du grisou.
Ici, dans notre ville, s'arrête l'histoire de la mine commencée 117 ans plus tôt, mais notre population est marquée à jamais par son passé. Le Premier Ministre de l'époque, Jacques Chirac prendra solennellement des engagements en faveur

du monde minier : nous attendons toujours, et confidences mes chers camarades, la ville de Paris trop pauvre sans doute n'a pas seulement accordé un centime à la souscription lancée il y a un an "hommage aux mineurs" ; le maire de Paris ne se souvient pas qu'il a été Premier Ministre et qu'il avait fait des promesses ici.
La fin de la mine n'est pas la fin de la ville : Henri Darras, mon prédécesseur commence l'œuvre de transformation. Mais c'est la crise, les Socialistes espèrent toujours, ils ont confiance.
Nous sommes 600 à la section en 1974, et nous progressons.
Nous avions pleuré en 1974 sur nos mineurs, mais quelle fête, quelle joie en 1981. Le 2 juillet 1981, quelques semaines après la victoire historique de François Mitterrand, nous pleurerons hélas Henri Darras et les Socialistes me donneront alors leur confiance.
Un Président Socialiste au pouvoir, François Mitterrand, quel bonheur et quel honneur. Que de réformes alors, que de transformations et ce que nous n'avions jamais eu, des politiques spécifiques pour le bassin minier apportées par le Président lui-même ici, en 1984.
Au second tour des élections présidentielles de 1988, François Mitterrand obtiendra - c'est le salut du peuple de Liévin - 79% des voix dans cette commune.
Mais dès 1986, la Droite de retour au gouvernement remettra ces acquis en cause. Le rapport Lacaze demandé par M. Méhaignerie - déjà lui - prévoit la destruction de plus de la moitié des logements du bassin minier. Les 1600 militants de la section et le bassin minier tout entier font reculer le pouvoir, le pouvoir encore de Chirac et déjà de Balladur. C'était une véritable volonté de détruire cette région minière, ce bastion de gauche. La ville pourtant malgré des ressources dérisoires se transforme, s'aménage. Personne ne s'intéresse au phénomène, mais l'effort est prodigieux comme dans de nombreuses autres villes du bassin minier. Peu à peu, Liévin sort de sa gangue et prépare son avenir, malgré un retard colossal, celui dû aux compagnies, puis aux Charbonnages qui ont toujours brisé toute initiative et malgré les gouvernements de Droite qui n'apportèrent jamais les moyens de la mutation industrielle indispensable.
Liévin voit sa population croître, mais subit la loi d'airain du chômage.
Aujourd'hui, en 1994, nous sommes toujours près de 1600 à la section de Liévin, nous croyons toujours à la justice sociale, à la liberté, nous sommes de vrais camarades : Danielle Darras, Michel Lardez, Daniel Percheron et moi-même sommes en symbiose avec la section, avec la population. Nous refusons le combat des chefs, mais nous voulons un parti fort, un parti uni, un parti fraternel, qui donne des réponses véritables aux difficultés de notre époque, un parti qui s'inquiète de la condition humaine, un parti militant, un parti présent sur le terrain, un parti qui fuit les palais dorés de la République, et tous les langages technocratiques !
(Applaudissements)
Nos valeurs sont là : nous sommes d'abord et avant toute chose, ne l'oublions pas, au service de la France, au service de tous ceux qui souffrent.

Collection Jean Darras

A Liévin, nous nous préparons pour les combats futurs, nous serons toujours présents, les militants sont là, la France nous regarde, la France nous écoute, soyons forts, soyons dignes, nous serons prêts. Le Congrès de Liévin doit être, pour nous Socialistes, pour la Gauche, pour les Français qui croient à la justice sociale, et aux valeurs républicaines, autour de son Premier secrétaire Henri Emmanuelli et de son président, François Mitterrand, pour lequel nous avons tant d'affection, d'amour devrais-je dire, le Congrès de Liévin doit être un Congrès exemplaire et il le sera !
Les Socialistes sont de nouveau en marche, avec les forces de gauche, avec les Verts, et beaucoup d'autres, nous gagnerons, ici à Liévin, comme vous l'avez vu, jamais on ne pose les armes. Nous avons confiance !
(Applaudissements)

La présidente (Pascale Crozon)

Merci, Jean-Pierre de ton intervention. La parole est à Roland Huguet, président du Conseil Général du Pas-de-Calais.

Roland Huguet

Vous êtes, mes chers camarades et amis, j'en suis persuadé, très nombreux et très nombreuses, à venir pour la première fois dans le Pas-de-Calais.
Qu'il me soit permis, après Jean-Pierre Kucheida, et Daniel Percheron, de vous souhaiter la bienvenue dans notre grand département.
Bienvenue en cette terre de tradition et d'accueil, en cette terre, chargée de l'histoire ouvrière, véritable berceau du Socialisme.
Oui, c'est un Pas-de-Calais encore trop peu connu, trop mal connu à notre grand regret qui vous accueille pour votre Congrès, pour notre Congrès, et que je vous décrirai en quelques minutes.
Certes, pour beaucoup d'entre vous, mes chers camarades, le Pas-de-Calais n'est pas un département qui vous laisse indifférent lors des différentes consultations électorales.
5ème département de France, avec plus de 1 400 000 habitants, c'est celui qui a apporté 64,57%, pour être précis, des suffrages à François Mitterrand, au deuxième tour de la présidentielle de 1988.
C'est un Conseil général qui rassemble 33 élus parmi les nôtres. Il perpétue, de renouvellement en renouvellement, la gestion Socialiste depuis des décennies et il a largement conforté ses positions aux élections au mois de mars, cette année, prouvant ainsi, après le revers de 1993, que la population continue à nous faire amplement confiance.
Le Pas-de-Calais, qui vous accueille, c'est le département fort de ses 6 députés : Jean-Claude Boulard, Jacques Mellick, Dominique Dupilet, Jean-Pierre Kucheida, Serge Janquin, et aussi Jean-Pierre Defontaine ; et avec également Daniel Darras, député européen, et ses 4 sénateurs : MM. Percheron, Fatoux, Sergent et votre serviteur.
Le Pas-de-Calais, qui nous accueille, c'est le département fort de ses 170 maires,

Fondation Jean-Jaurès

Socialistes et républicains, qui s'appuyant sur ce réseau de Conseillers municipaux, de Conseillers généraux, de Conseillers régionaux, et de militants, exceptionnellement dense, en fait incontestablement, sa première vraie richesse.
Oui, chers camarades, portés par une force militante et des réseaux associatifs puissants, nos élus ont non seulement écrit quelques-unes des belles pages de l'histoire du Pas-de-Calais, mais ils continuent actuellement, en première ligne, à anticiper, et à conduire le département, sur la voie d'une transformation profonde, aux aspects de modernité, aux accents européens, et aux vertus de solidarité.
Les clichés que vous êtes encore trop nombreux à retenir du Pas-de-Calais, ceux de la mine, des corons, des usines et du pays noir, ils ont certes existé, expression d'un pays de labeur, d'un pays de luttes sociales, mais aussi d'un pays de générosité, dans le cœur de ces femmes et de ces hommes, qui, par centaines de milliers, ont donné leur vie et leur sacrifice au service du pays.
Et puis, implacablement, comme l'a rappelé Daniel Percheron, la mutation économiquement galopante, socialement dramatique, nous a atteint de plein fouet.
La disparition totale de l'exploitation charbonnière, la modernisation, à marches forcées, de l'appareil sidérurgique, la restructuration du textile, le déclin de la presse industrielle, ou le marasme dans l'agriculture encore, bref, le Pas-de-Calais dans un passé encore récent, a subit toutes ces crises simultanément.
Nous les avons gérées au mieux politiquement. C'est, pour nous, un réel motif de satisfaction collective mais notre ambition, à nous Socialistes, c'était aussi celle de donner de nouvelles perspectives à cette population laborieuse du département et qui plaçait massivement sa confiance dans nos capacités à les aider, à accéder à de meilleures conditions de vie, à une meilleure qualité de vie.
Aussi, le nouveau visage du Pas-de-Calais, qui vous accueille aujourd'hui et qui, je l'espère, vous restera gravé désormais après notre Congrès, c'est celui de ces nouvelles universités en pleine croissance, de son réseau dense d'autoroutes, au cœur de l'Europe du nord-ouest, de son train à grande vitesse, le TGV, de son tunnel sous la Manche, fréquente depuis lundi par l'Eurostar, de ses centres-villes en pleine transformation urbaine, autour de ses 6 pôles universitaires : Arras, Lens, Béthune, St Omer, Calais, Boulogne-sur-Mer.
C'est ce visage d'un département étonnamment accueillant sur le plan du tourisme, et des loisirs, celui d'une Côte d'Opale généreuse, de ses immenses espaces, de plages et de nature, ou encore d'un très beau milieu rural, vallonné, architecturalement très riche, qui impressionne, ne serait-ce que par le nombre des communes.
Oui, chers camarades, progressivement, le Pas-de-Calais a tourné la page spontanément et construit son avenir. Cette évolution vers la modernité, c'est l'œuvre des Socialistes. Incontestablement, 1981 marque une étape essentielle dans cette œuvre de transformation. Sans l'impulsion de François Mitterrand et sans l'élan gouvernemental, nous n'en serions pas là. Que Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Edith Cresson, Michel Rocard, et notre regretté Pierre Bérégovoy en soient très sincèrement remerciés.

Collection Jean Jaurès

C’est bien volontiers que j’associerai à ces remerciements Lionel Jospin qui nous a permis d’acquérir une dimension universitaire qui nous faisait cruellement défaut.
(Applaudissements)
En revanche, chers camarades, depuis 18 mois, plus rien ! C’est sûrement la punition de Matignon qui s’abat sur nous. Nous avons sûrement mal voté et pourtant, cette impulsion nationale, cette impulsion de solidarité envers un département qui a tant donné au pays, a été essentielle et elle le reste. Elle a été essentielle d’autant plus qu’elle s’est accompagnée d’une dynamique complémentaire qui ne l’a pas été moins, à savoir la décentralisation.
Dans le Pas-de-Calais, effectivement, les collectivités locales sont de véritables acteurs de ces transformations. Certains voudraient prétexter quelques affaires pour faire un mauvais procès à la décentralisation, et aux responsabilités des collectivités locales. Ne tombons pas dans ces épouvantails dressés par les revanchards du centralisme. La décentralisation est probablement la plus grande réforme de citoyenneté qui est à mettre à notre crédit, au cours des deux septennats de François Mitterrand.
Dans le Pas-de-Calais, nous en avons une éclatante démonstration. Je n’ai aucun scrupule à en parler au nom du Conseil général, et en celui de tous les camarades, maires du Pas-de-Calais.
Seul regret que nous pouvons partager : c’est que nous n’avons pas été suffisamment loin dans ce processus, et que nous n’avons pas eu assez de courage pour briser les barrages de ceux qui voyaient s’échapper leur parcelle de pouvoir, au profit des collectivités locales au profit du citoyen finalement.
La solidarité nationale nous a permis de disposer de nouvelles chances mais nous n’avons plus les moyens de les saisir et ainsi de combler nos handicaps. Le premier d’entre eux reste naturellement le chômage, avec 16,5% de demandeurs d’emploi, soit 4 points au-dessus de la moyenne nationale. C’est un problème profond. Il était chez nous, d’abord structurel. Il expose dès lors la population aux phénomènes concomitants, tels que la délinquance, la drogue, l’insécurité. Phénomènes qui, pendant longtemps, avaient été relativement mieux contenus de par la structure sociale, et culturelle dominante de la population. Malheureusement, l’effet limite de ces structures sociales tombe, même si nous apportons massivement des éléments correctifs à travers une politique de solidarité, politique éminemment Socialiste, qui place le Pas-de-Calais au premier rang des départements de dépenses d’aide sociale par habitant. Mes chers camarades, j’ai voulu, en quelques mots, vous aider à mieux aborder votre rencontre avec le Pas-de-Calais, pour mieux comprendre ce qu’est notre discrétion, tout simplement notre modestie, et rompre avec les facteurs d’ignorance et parfois de manque d’intérêt à notre égard.
Et pourtant, mes chers camarades, en choisissant Liévin, et le Pas-de-Calais, pour tenir notre Congrès, notre Premier secrétaire, Henri Emmanuelli, savait qu’il s’agissait aussi d’une rencontre à laquelle il vous invitait, avec un Parti Socialiste particulièrement vivant, riche de ses 14 000 militants, géré depuis plus de 20 ans, par notre brillant secrétaire fédéral, Daniel Percheron.

Fondation Jean Jaurès

Homme orchestre, animateur hors pair, Daniel Percheron a su fort habilement fertiliser le terreau Socialiste du Pas-de-Calais, et faire progresser le Parti et ses élus, en leur faisant confiance et en jouant sur leurs capacités personnelles à gagner par leur travail, la confiance de leurs électeurs.
Il est un acteur essentiel de cette réussite collective qui attribue au Socialisme la transformation de leur département. Oui, mes chers camarades, au-delà de quelques symboles très forts dans le choix de Liévin et du Pas-de-Calais, pour la ré-émergence de notre Parti, Henri Emmanuelli a souhaité que le Congrès aille à la rencontre d'une fédération qui gagne. J'y vois aussi un élément fondamental de son tempérament. Qu'il en soit de même à l'issue de ce Congrès pour notre Parti, et pour nos prochaines échéances présidentielles et municipales. Chers camarades, soyons ensemble dans un parti fort, s'il est uni et fraternel, dans un parti déterminé, résolument tourné vers un avenir dans lequel ce sont les aspirations de nos concitoyens qui devront rester au centre de nos préoccupations.
Chers camarades et amis, bienvenue dans le Pas-de-Calais avec l'espoir que vous conserverez la mémoire d'un excellent Congrès, ce que je nous souhaite.
(Applaudissements)

La présidente - Nous sommes heureux d'accueillir Marie-Christine Blandin, président du Conseil régional du Nord Pas-de-Calais.

Marie-Christine Blandin

Souvenez-vous des légendes de votre enfance. Quand le héros se trouve dans une situation inextricable, et qu'un petit personnage vient jouer un rôle décisif dans la résolution du problème.
C'est un peu ce qui s'est passé ici, dans le Nord Pas-de-Calais, à l'issue des élections régionales de 1992, et la veille du 1er avril.
Que dans cette aventure, on prête au petit parti des Verts la gentillesse d'un lutin, la malice d'un farfadet ou le pouvoir de nuisance d'un Kremlin relève de l'appréciation de chacun. Notre région a toujours anticipé : pionnière dans le textile ou l'extraction du charbon, elle le fut aussi dans les luttes sociales. C'est en 1891 à Fourmies, que le 1er mai fut sanglant.
Après la deuxième guerre mondiale, vient l'euphorie de la croissance : celle qui exploita les hommes et l'environnement sans se préoccuper des générations futures. Trente ans de développement non-durable ! Il en reste une population adulte peu formée - le haut fourneau ou le continu à filer n'avaient pas besoin de bacheliers - des logements ouvriers vétustes, des friches à re-qualifier, des canaux aux vases toxiques, un entrelacs d'autoroutes, des centaines de milliers de chômeurs et beaucoup de jeunes prêts à tout pour échapper au présent.
Naguère l'instit disait "travaille bien à l'école, tu auras un bon métier". Et les gens, pendant 30 ans, ont joué le jeu, accepté les cadences, la mobilité pour l'emploi, la formation pour la performance, la pollution des milieux pour la compétitivité. Les gens ont joué le jeu mais le système aujourd'hui n'offre plus de place pour tout le monde : le contrat social est rompu.

Fondation Jean-Jaurès

Autour de nous, il y a le monde des gagnants qui continuent, crise ou pas, de s'enrichir.
Ils sont directement responsables de ce tour de force en France depuis vingt ans, on a fabriqué deux fois plus de biens avec un tiers de personnes en moins. Et puis, il y a le monde des grands chantiers, à l'abri derrière le paravent de la lutte pour l'emploi, les aménageurs sont à l'initiative du bétonnage du littoral, du tout nucléaire, du tout autoroute, des ZAC et des gouffres immobiliers.
Et puis, en face, ou plutôt en marge, il y a le monde des exclus, ceux pour qui un contrat à durée déterminée de six mois constitue un pactole, ceux qu'on licencie, qu'on prive de domicile, ceux qu'on condamne à l'échec scolaire, qu'on fait basculer dans la petite délinquance. Les arguments majeurs du discours du progrès, le mythe de la place au soleil ou de la libération par la science, ont volé en éclat. Plus personne ne croit que la vie de nos enfants sera automatiquement plus facile que la nôtre;
Et pendant ce temps, Balladur endort les Français avec une stratégie redoutable : laisser faire un Pasqua qui rogne les libertés tout en popularisant les arguments du FN, préparer un "après 94" de plomb, en vendant la culture au domaine marchand, en sonnant le retour de l'ordre moral et de la censure, en livrant l'équilibre social à la compétitivité forcenée, les derniers paysans aux agriculteurs managers, les derniers commerçants aux hypermarchés, les plus belles vallées aux entrepreneurs, l'Afrique au marché mondial, et le nucléaire des pays de l'est à EDF.
Balladur endort les Français, sans oublier, bien sûr, de se bâtir un personnage présidentiable sur une image de patron d'autrefois, "Monsieur Edouard", l'homme qui donne du travail, tout puissant, intouchable, dont parfois une paupière se lève sur le sort des exclus, et qui prononce un mot charitable avant de regagner ses appartements.
(Applaudissements)
Mesdames et Messieurs, vous savez comme moi qu'il n'y a pas de crise. Le système est purement et simplement en panne. Nous ne vivons pas la fin du monde, mais la fin d'un monde. Le chômage et l'exclusion ne peuvent plus être regardés comme une simple fatalité, ni le marché accepté comme une idole mangeuse d'hommes.
Nous sommes de plus en plus nombreux à avoir pris conscience que la transformation rapide de notre société était devenue un impératif, que nous allons au-devant de catastrophes sociales et écologiques si nous ne changeons pas radicalement et rapidement notre façon d'habiter le monde.
Mais on ne change pas de modèle de développement comme on remplace une roue crevée.
Patrons, salariés, étudiants, syndicalistes, politiques ou chômeurs, nous avons tous appris des rôles pour un scénario des années 60. Ils ne collent plus à la comédie humaine de cette fin de siècle.
Il faut négocier le virage d'une nouvelle société en frottant nos principes à la réalité en mouvement du terrain. Quand François Bayrou, le dynamiteur de la loi Falloux, se sert de la laïcité pour favoriser l'exclusion et confondre quelques

gamines en foulard avec de dangereux intégristes, il ne parle pas de la même laïcité que Jules Ferry.
(Applaudissements)
Quand on construit une école de police sur le terrain de foot d'un quartier DSQ, sans débat, ni compensation, on ne parle pas du même développement que les gens du quartier. Quand à tant d'incompréhension, s'ajoutent nos propres difficultés à forger d'autres façons de voir et de faire le monde, ne nous étonnons pas de la montée de l'abstention et de l'écho rencontré par des leaders populistes et démagogues.
C'est, bien sûr, l'incapacité des mouvements politiques à forger des projets mobilisateurs qui est ici en cause. Mais c'est aussi la faillite d'une certaine conception, selon laquelle les hommes politiques seraient des décideurs omniscients et omnipotents, chargés d'expliquer et de convaincre au nom d'une vérité supérieure. Nul doute que nos gouvernants soient capables de trouver des mesures pour calmer les tensions sociales. Mais il est tout aussi certain que ces mesures seront coercitives et aliénantes si elles ne se fondent pas sur la mise en mouvement et la parole des laissés pour compte.
La lutte contre l'exclusion, c'est la lutte pour la citoyenneté.
Les problèmes quotidiens des gens ne sont pas solubles dans de vieilles recettes.
Aujourd'hui, émergent de nouvelles forces sociales dans les institutions, dans les syndicats, mais aussi au travers des comités d'action, de lutte, de quartier, coordinations ou simples associations. Elles traitent concrètement des grandes questions qui interpellent notre société : la gestion urbaine, le logement, la santé, la formation, l'emploi. Les partis politiques doivent se confronter avec ces nouvelles formes d'intervention, s'immerger dans le mouvement social pour construire des projets valides et durables.
Depuis deux ans et demi, en région Nord Pas de Calais, l'exécutif Vert et Rose prend le risque d'initier de nouvelles pratiques et de mettre au débat des questions centrales. Il s'agit pour nous, aussi souvent que possible, de permettre une réflexion en profondeur de la société sur elle-même. En garantissant au plus grand nombre de pouvoir s'exprimer, en amont, sur les grandes décisions et de participer, en aval, à leur mise en œuvre.
Dans cette optique, l'élu est un arbitre, ajustant ses décisions après avoir entendu les points de vue multiples des experts, techniciens ou simples citoyens. Et son action légitimée en droit par le suffrage universel, s'appuie sur une connaissance réelle du vécu quotidien.
C'est ainsi que nous avons préparé le dernier plan régional. C'est ainsi que nous animons depuis quatre mois une importante réflexion collective : les assises régionales pour l'emploi et le travail. 600 contributions, un comité d'animation de 28 personnalités régionales de tous milieux et de toutes sensibilités. Chaque semaine, plusieurs centaines d'élus, chefs d'entreprises, chômeurs, universitaires, syndicalistes, représentants des services publics de l'emploi, enseignants, formateurs, militants associatifs et j'en oublie certainement, qui participent à des ateliers de réflexion, de confrontation d'expériences et de conception de synergies possibles sur des thèmes tels que les gisements

d'emplois, l'organisation collective des chômeurs, l'insertion, la participation à la vie sociale, la prise en compte des nouvelles compétences, la dynamisation des territoires.
Les assises régionales pour l'emploi et le travail sont l'élaboration d'une parole et d'une volonté commune, et nous savons qu'elles produiront des effets bien au-delà de nos espérances.
Dans le bilan de deux ans et demi d'exécutif Vert et Rose, il y a aussi pour les gens du Nord Pas de Calais un plan lycée d'un milliard par an, deux fois plus d'actions culturelles que dans les autres régions, des initiatives fortes sur la santé, des actions pour le logement des plus défavorisés, la valorisation des transports collectifs. Il y a des solidarités internationales assumées vis à vis du sud ou de l'est. La région la plus pauvre de France se prépare à consacrer 1% de son budget à la coopération décentralisée. En recevant Alpha Oumar Konaré, Président du Mali, nous choisissons le camp des démocrates. En travaillant au montage d'une banque solidaire au centre du Vietnam, nous choisissons le développement local concerté avec les ONG et la population, l'indépendance vis-à-vis des multinationales.
Dans notre bilan, il y a notre apprentissage du travail en commun, respectant nos différences, tantôt après de franches explications, tantôt dans une douce harmonie croisée. Hier, l'un d'entre vous signait la déclaration d'utilité publique de l'autoroute A16. Aujourd'hui, élus régionaux Verts et Roses votent contre l'autoroute A1 Bis, et consacrent 725 MF sur cinq ans à la requalification du Train Express Régional.
Aujourd'hui, beaucoup nous demandent : l'expérience est-elle reproductible ? Je sais que nos différences nous ont enrichis. Je suis convaincue que nous ne pouvons que nous retrouver sur le terrain des droits au logement, à la santé, à la formation, à la culture, à la différence. Au croisement de ces valeurs et de l'écoute des quartiers, il y a forcément une somme de projets communs que nous pourrons soutenir ensemble. Vous savez qu'être élu écologiste opprimé ou faire valoir nous fait fuir. Avoir le plus haut poste d'un exécutif municipal ou régional nous convient très bien. Je doute que vous en fassiez une recette universelle !
(Rires)
Nous devrions donc nous retrouver car nous croyons que la biodiversité est fertile et suppose le respect mutuel.
Je vous remercie. Je vous souhaite un excellent travail à Liévin. C'était idéal pour le Congrès des Socialistes.
(Vifs applaudissements)

La présidente - Merci à Marie-Christine.
La parole est à Henri Emmanuelli.

Henri Emmanuelli

Chers amis, chers camarades, je voudrais simplement à ce stade de notre Congrès, à ce commencement, d'abord vous saluer toutes et tous les congressistes, et puis saluer la fédération du Pas de Calais, le maire de Liévin,

son Premier secrétaire fédéral, le président du Conseil général et la présidente du Conseil régional que nous venons d'écouter avec beaucoup d'intérêt à l'instant.
Je voudrais donc vous dire quelques mots, en me gardant d'entrer dans le vif du sujet de ce Congrès, tout simplement parce que nous aurons l'occasion, au long de ces deux jours, de débattre et que je crois qu'il m'appartient plutôt de conclure que de peser d'une manière ou d'une autre sur ces débats dès le départ du Congrès.
Bienvenue donc à Liévin où nous sommes accueillis dans les meilleures conditions par ces Socialistes du Pas de Calais dont l'implantation et les traditions militantes restent, je crois, un exemple pour nous tous. Bienvenue dans ce Congrès qui nous permet de définir pendant ces trois journées nos orientations pour la période à venir, après que les militants dans les fédérations et les sections en aient discuté et aient voté.
Le Congrès est toujours un moment important, privilégié, dans la vie de notre Parti et nous permet non seulement de définir nos orientations stratégiques, mais aussi de nous adresser à nos concitoyens, d'affirmer nos convictions et de donner à l'opinion publique l'image de ce que nous sommes, de ce que nous voulons être, à la veille d'échéances électorales importantes que nous voulons toutes et tous gagnées, je suis certain qu'élus parmi les militants pour les représenter, nous aurons particulièrement à cœur de répondre à leur attente en faisant de ce Congrès une réussite.
Pour cela, nous devrons tout d'abord montrer un parti uni, ce qui ne veut pas dire sans voix ou sans goût du débat, mais un parti uni au moment où la Droite s'enfonce dans une guerre des chefs, ravageuse je crois pour elle-même au moment où elle donne la pire image à l'opinion publique.
Pour ce qui nous concerne, nous devons donner aussi à côté de cette image d'unité l'image d'un parti capable de rompre définitivement avec un certain nombre de ces pratiques issues de ce malheureux Congrès de Rennes, ville que je ne veux plus associer qu'à la bonne gestion de notre camarade Edmond Hervé.
(Applaudissements)
Un parti qui s'efforce de créer une nouvelle dynamique, un parti fraternel, capable de témoigner d'un nouvel état d'esprit autour d'orientations politiques clarifiées. Mais aussi un parti conquérant, offensif, s'opposant sans concession ni complexe à la politique conservatrice de la Droite et de M. Balladur, en affirmant son refus des excès du libéralisme économique qui engendre l'inégalité, la déflation salariale, la misère, le chômage et l'exclusion. Un parti doté d'une orientation et de propositions politiques différentes pour une politique différente. Un parti qui soit présent sur tous les terrains, intervenant dans tous les domaines de la vie sociale et citoyenne, parce que porteur d'une véritable volonté de transformation sociale. Un parti enfin qui rassemble, qui ne parle pas qu'à lui-même, mais à toute la Gauche, sans esprit d'hégémonie ni sectarisme, pour ouvrir de nouveau la voie au succès. Un parti qui renoue avec la victoire, parce que les présidentielles et les municipales ont lieu demain, et nous savons bien que nous avons là un rendez-vous avec le pays et avec une

partie de notre histoire.
Voici, je crois, les messages que nous devons adresser à nos concitoyens pendant des trois journées de travail qui sont devant nous. C'est ce qu'attendent nos militants, nos sympathisants et nos électeurs qui seront, n'en doutons pas, attentifs à nos débats.
Je compte simplement sur chacune et chacun d'entre vous qui représentez les militants, chacune et chacun d'entre vous qui portez leurs aspirations, afin de ne pas les décevoir. Bon Congrès, donc, à toutes et à tous !
Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Jean Glavany pour son rapport d'activité.
Au préalable, deux messages.
Le premier concerne la Commission nationale entreprises : elle se réunira tout à l'heure à 18 heures au bâtiment face au centre régional d'accueil, salle n°6.
Deuxièmement, les fédérations sont invitées à déposer des amendements au pied de la tribune, amendements qui seront reçus jusqu'à 20 heures ce soir par Jacques Salvator et Brigitte Garzino.
Je donne la parole à Jean Glavany pour le rapport d'activités.

Jean Glavany

Mes chers camarades, le rapport d'activité que je vous présente, qui n'est pas "mon" rapport d'activités, mon cher Jean-Pierre, mais le rapport que je présente au nom de la Direction nationale, est un exercice difficile, puisqu'il doit retracer l'activité du Parti depuis le Congrès du Bourget en octobre 1993. Il ne sera pas soumis à votre vote. Il me faut en effet rendre compte de l'action de deux secrétariats successifs, de deux Premiers secrétaires successifs : Michel Rocard du Congrès du Bourget jusqu'au Conseil national du 19 juin, Henri Emmanuelli depuis cette date jusqu'à ce jour. Le Bureau national du Parti Socialiste a donc décidé à l'unanimité que ce rapport ne serait pas soumis au vote afin que l'ancienne direction n'ait pas à penser que l'on rapporte son activité sans qu'elle ait mot à dire, et afin que la nouvelle direction n'ait pas occulté six mois de l'activité du Parti. Ce n'est pas purement formel, c'est aussi affaire de dignité, je le pense, et je suis sûr que vous le comprendrez. Je voudrais simplement dire, par honnêteté intellectuelle et politique, par souci de rigueur, que pendant les six mois qui ont suivi le Congrès du Bourget, le Parti a beaucoup travaillé. On ne peut pas taire ici notre participation à l'immense manifestation du 16 janvier pour la défense du service public de l'éducation, pour la défense de la laïcité menacée alors par un gouvernement dont les gesticulations actuelles auxquelles faisait référence à l'instant Marie-Christine Blandin sur le même thème apparaissent, avec du recul, dérisoire, le Parti Socialiste participe depuis cette date à l'action menée par 107 organisations pour la poursuite du mouvement, 107 organisations qui organisent demain samedi 19 novembre une journée nationale d'action pour la défense du service public d'Education nationale, avec

Fondation Jean Jaurès

des manifestations qui, comme vous le savez toutes et tous, sont prévues dans toutes les régions de France.
Nous ne pouvons pas passer sous silence non plus le lancement du processus des assises de la transformation sociale, démarche qui avait été, conformément au mandat du Congrès du Bourget, patiemment mise en œuvre.
Première session des assises, les 5 et 6 février 1994, à Paris, à la Maison de la Chimie, sur le thème "Pourquoi transformer la société ?".
Deuxième rencontre le 30 avril à Rennes sur le thème "Quelle économie pour l'emploi ?".
Troisième rencontre à Vaulx-en-Velin les 24 et 25 septembre sur le thème "Vivre ensemble".
Enfin, vous le savez tous, j'imagine, une quatrième session des assises de la transformation sociale aura lieu les 3 et 4 décembre prochain à la Bourse du travail, rue Saint Denis, sur le thème "Quelles perspectives maintenant pour la politique ?"
Il est clair que le problème du débouché politique des assises est de fait posé et qu'il sera abordé dans le cadre de l'approfondissement de notre réflexion sur nos alliances. Personne ne peut douter que ce thème sera abordé pendant nos trois jours de débat.
Notre convention pour l'emploi.
Le Congrès du Bourget nous avait mandatés pour préparer une Convention nationale spécifique sur l'emploi, elle a eu lieu les 26 et 27 février 1994 à Cergy Pontoise, et nous a permis de poursuivre notre réflexion sur le problème central de la société française, réflexion dont nous pouvons tous dire qu'elle a progressé, mais qu'elle est loin d'être achevée, au moins parce qu'elle n'a pas franchi le cap de la crédibilité dans l'opinion.
La manifestation du 3 mars contre le SMIC jeunes.
La réaction du Parti contre le contrat d'insertion professionnelle a été immédiate dès notre convention sur l'emploi à Cergy. Le succès de la manifestation du 3 mars, la constitution d'un front syndicale unitaire, l'intransigeance en même temps du gouvernement ont conduit le Bureau national du Parti Socialiste à soutenir toutes les manifestations organisées. Les faits ont confirmé la justesse de notre analyse et toutes ces manifestations ont été un succès et ont abouti au recul gouvernemental que vous savez.
On ne peut pas taire non plus le succès remporté aux élections cantonales du mois de mars. Nous avons conservé 449 cantons, nous en avons perdu 106 et nous en avons gagné 105. Le report des voix lors de ces élections cantonales a été d'une telle qualité que sur ces 105 cantons gagnés, 5 l'ont été dès le premier tour et 100 au deuxième. Quant à l'analyse en terme de départements, elle montre que nous avons perdu la Creuse, nous avons gagné la Dordogne, la Gironde, la Réunion, et renforcé la majorité de Gauche dans de nombreux départements, en particulier dans les Côtes d'Armor et dans la Nièvre.
Enfin les élections européennes préparées par la Convention nationale des 16 et 17 avril : le 12 juin n'ont pas été à la hauteur de nos espérances, loin s'en faut. La liste du Parti Socialiste a obtenu 14,5%. Cet échec du Parti Socialiste

contrastait avec le succès de la Gauche non-Communiste qui a pu totaliser plus de 30% des voix, ce qui constitue un score inédit lors des précédentes européennes.
A droite, ce fut l'échec de la Droite balladurienne, Dominique Baudis réalisant un score nettement inférieur à celui de Valéry Giscard d'Estaing en 1989, et la percée de la Droite traditionnelle avec le score de 12,3% de Philippe de Villiers.
Ces élections, mes chers camarades, ont été suivies du Conseil national du 19 juin, par les votes que vous connaissez, par la démission de Michel Rocard et l'élection d'Henri Emmanuelli, avec la mise en place d'un nouveau Secrétariat national. Là, si j'ose dire, commence vraiment mon rapport d'activités. Je ne reviens pas sur cet épisode du 19 juin, sauf pour dire qu'il s'est déroulé dans une grande dignité et dans un total respect de nos règles. Oui, dans le total respect de nos règles, par un vote, comme un an auparavant, quand cela ne paraissait pas être un coup d'Etat, pour reprendre l'expression de certains. Un coup d'Etat, avec un vote à bulletins secrets !
Restons sérieux et sereins.
Seulement en même temps, nous comprenons tous que les militants n'aiment guère découvrir dans les médias un beau matin qu'ils ont changé de Premier secrétaire. Oserai-je dire que c'est aussi un peu pour cela que nous sommes réunis en Congrès ? Pour que notre Premier secrétaire puisse vérifier sa légitimité devant les militants et leurs délégués ? Peut-être pourrait-on réfléchir à un mécanisme rendant cette consultation automatique dans de telles circonstances.
Depuis le 19 juin, la nouvelle direction elle aussi a beaucoup travaillé, et je voudrais aborder devant vous les quelques grands domaines de cette activité pour mieux résumer son intensité.
D'abord la confrontation à une grave crise financière, la traversée difficile de la période estivale, notre université d'été à la Rochelle, la campagne de rentrée, et bien sûr la préparation de notre Congrès.
Nous vous devons des explications sur la situation financière de notre Parti.
L'examen de la situation financière du Parti Socialiste a été proposé par le Premier secrétaire en Bureau national début juillet. C'est une situation qui est devenue très difficile puisque, vous le savez, nos ressources publiques ont fortement diminué à l'issue de notre échec électoral de 1993. Nous devons faire face à un fort endettement, et malgré un résultat excédentaire de notre exercice 1993, nous n'avons pu couvrir la majeure partie de nos dettes, qui sont supportées par un découvert bancaire dont il faut assumer chaque année les frais financiers. Mais rassurez-vous, le Parti n'a à ce jour souscrit aucune hypothèque.
Le Bureau national a donc décidé de mandater le Premier secrétaire pour mettre en œuvre un plan autour de six grandes orientations.

- D'abord une campagne de souscription des militants et des sympathisants, qui sera accompagnée, cela va de soi, d'une contribution exceptionnelle de nos élus.
- Une opération immobilière éventuelle sur notre siège.
- Un plan d'allégement des effectifs salariés.

Fondation Jean-Jaurès

- Une remise en cause sérieuse du coût de l'ensemble de nos publications.
- Une meilleure cohérence, si possible, parmi les associations de financement.
- Une redéfinition des relations financières avec les groupes parlementaires.

Mes chers camarades, la mise en œuvre de ce plan se fait d'une manière laborieuse, car les partenaires financiers sur la place ne sont pas spontanément enclins à aider le Parti Socialiste. Mais cette mise en œuvre se fait d'une façon progressive et réelle, et nos instances seront régulièrement tenues informées de cette mise en œuvre.

Mais à cette date du rapport d'activités, je voudrais devant les délégués du Congrès rendre un hommage particulier aux permanents du Parti. Il est clair que cette situation difficile et le climat qu'elle entraîne ne leur rend pas la tâche facile. Ils comprennent, ils doivent comprendre que notre organisation ne peut pas vivre au-dessus de ses moyens. Tous les Français le comprennent. Ils comprennent, ils doivent comprendre que le Parti doit des comptes à ses militants qui d'ailleurs le demandent.

Alors au nom de la direction du Parti, je vous demande de témoigner à ces camarades permanents et salariés estime, respect, solidarité et amitié.

(Applaudissements)

C'est l'occasion aussi pour moi de vous dire quelques mots de l'avenir de Vendredi, dont nous avons suspendu la parution pour des raisons financières. Vendredi doit reparaître et va reparaître, et le plus tôt possible sera le mieux.

(Applaudissements)

C'est un instrument de combat politique essentiel. Mais il reparaîtra sous une forme moins coûteuse, là encore chacun peut et doit le comprendre.

Et puisque je vous parle de la situation financière du Parti, je voudrais un moment élargir mon propos et - ce ne sera pas très dur, compte tenu de l'actualité - dire quelques mots sur le débat public concernant les rapports entre l'argent et la politique. D'abord pour dénoncer la tartufferie d'un Premier Ministre qui voudrait laver plus blanc que blanc, et qui se retrouve peu à peu dépouillé de ses ministres, mis un par un en examen. Souvenons-nous, chers camarades, des leçons de morale qu'il nous donnait et tirons-en au moins une leçon : méfions-nous de l'utilisation de la morale dans nos débats publics. Mais au-delà de la tartufferie, c'est surtout de la théorie de l'amalgame que je voudrais vous entretenir, de l'insupportable amalgame, expression odieuse d'une malhonnêteté intellectuelle que malheureusement certains observateurs ou commentateurs partagent avec nos gouvernants.

L'odieux amalgame qui efface les différences fondamentales entre les "affaires", comme l'on dit, datant d'avant la loi de 90 sur le financement des partis et des campagnes et celle d'après la loi. Comme s'il n'y avait pas un non-droit, comme si après il n'y avait pas de nouvelles règles.

L'odieux amalgame qui efface les différences entre les affaires de financement des partis et les affaires d'enrichissement personnel. L'odieux amalgame entre les affaires où le lien personnel et directement entre des faits et un homme est réel, spectaculaire, et ces affaires où il faut l'inventer de toute pièce. L'odieux

amalgame savamment entretenu par le Premier Ministre et son gouvernement qui, soit disant, n'interviennent pas dans les affaires de justice, mais qui font sortir comme par miracle - un miracle annoncé qui plus est - un arrêt de la Cour de cassation, comme pour rééquilibrer un climat par trop défavorable au gouvernement. L'odieux amalgame de certains éditoriaux qui mêlent scandaleusement, Médecin, Carignon, Longuet et notre Premier secrétaire dans un même clan ! Comment faudra-t-il faire comprendre à ces éditorialistes qu'Henri Emmanuelli n'a jamais été mis en cause pour s'être fait construire une somptueuse villa ou pour avoir abusé de jets ou d'appartements luxueux, ni pour avoir fait évader de l'argent sur des comptes à Panama, en Uruguay ou au Luxembourg ? Comment faudra-t-il expliquer à ces éditorialistes qu'Henri Emmanuelli n'a jamais été mis en cause qu'au nom d'une responsabilité collective, concept inique dans le droit français, parce qu'il portait un titre, parce qu'il exerçait une fonction que nous, nous tous, les Socialistes, nous lui avions confiée ? Oui, comment leur faire comprendre ?

Je ne vois qu'un seul moyen, mes chers camarades, en répondant à cette responsabilité collective par la solidarité collective, en proclamant haut et fort que nous nous sentons tous mis en cause, en témoignant haut et fort notre solidarité à Henri Emmanuelli, une solidarité active, oui, active, en dénonçant collectivement auprès des Français l'odieux amalgame dont je parlais à l'instant. Bref, en menant ce combat politique solidairement. Je voudrais tout simplement dire ici à cette tribune, je le pense en votre nom à tous, à Henri Emmanuelli, Henri, tu peux compter sur nous !

(Applaudissements)

Et puis, il y a eu la traversée difficile de l'été. Si j'évoque ici ce problème, c'est qu'année après année, les étés provoquant les mêmes phénomènes quelques camarades se démènent pour que le Parti ne soit pas silencieux pendant un mois ou deux, qu'il s'exprime sur tous les sujets, qu'il réagisse à tous les mauvais coups du gouvernement. Et, chaque fin d'été, d'autres camarades, ou des commentateurs, se lamentent sur le thème "le Parti était absent, il n'a rien dit, on ne l'entend pas".

Chers camarades, tout l'été nous avons bataillé. Et, en particulier, dès le début du mois d'août, le Parti s'est exprimé sur la douloureuse situation en Algérie. Tout l'été, nous avons dit, et nous le redirons, tout à l'heure d'une façon plus collective et solennelle, que nous refusons l'idée selon laquelle la situation algérienne se résumerait à un seul et tragique face-à-face entre un pouvoir militaire et un intégrisme meurtrier. Tout l'été nous avons affirmé que la seule issue politique était de s'appuyer sur les forces démocratiques algériennes qui, bon an mal an, ont recueilli 4 millions de suffrages aux dernières élections.

Et tout l'été, nous avons dit que puisque ces forces représentaient la clé de la seule issue possible, il fallait commencer par les soutenir et non pas nier leur existence... Oui, nous avons essayé de faire entendre la voix du Parti tout au long d'un été de démobilisation et malgré le mur bien peu coopératif en la circonstance des médias. Et c'est pourquoi, il est toujours un peu déplaisant d'entendre certains d'entre nous et beaucoup de commentateurs rentrant de

vacances, se plaindre de ne pas avoir entendu le Parti sur ce sujet si essentiel. A la rentrée dans les premiers jours du mois de septembre, notre université d'été de la Rochelle a été, j'ose le dire, une réussite exceptionnelle. Je le dis avec d'autant plus de facilité que la principale responsabilité de cette réussite revient à une décision de la direction précédente, en réunissant en un même lieu, en un même temps, selon la bonne vieille règle du théâtre rempli, plusieurs manifestations : le Conseil national de la fédération des élus, celui du MJS, les journées des groupes parlementaires, la réunion des Premiers secrétaires fédéraux, l'université d'été elle-même, conclue, bien entendu, par le discours de rentrée du Premier secrétaire, un discours combatif. Ce fut donc un rassemblement utile, chaleureux, fraternel j'allais dire : les rues de la Rochelle résonnent encore des chants improvisés du MJS, et je crois profondément que nous devons renouveler cette méthode de rassemblement et d'échange car elle a fait ses preuves.

Dès le lendemain même de l'université d'été, nous avons lancé notre campagne de rentrée. C'est d'abord l'occasion pour moi de remercier chaleureusement ceux des permanents du Parti qui ont, justement, travaillé tout l'été pour que cette campagne soit prête à temps, que nos fédérations ne souffrent pas de ces retards trop souvent connus. Nous étions prêts au tout début du mois de septembre et c'était appréciable.

Quelques remarques sur cette campagne de rentrée sur la forme tout d'abord : 400 000 affiches tirées, nous en avons eu de trop. Le collage militant est-il, peu à peu, remisé au rayon des articles dépassés ? Certains nous disent que oui, pour cause de propreté urbaine ou d'efficacité communicante comme on dit. D'autres nous disent que non et que les militants en réclament encore... Qui croire ? Dites-le-nous.

1,6 millions, 4 pages données aux fédérations. 400 000 supplémentaires ont du être fournis. C'est un très beau score que d'avoir distribué ces 2 millions de tracts. J'ajoute, pour l'avoir observé moi-même aux portes des entreprises de mon département, que ce beau score s'est doublé d'une belle surprise : l'accueil des salariés, que nous redoutions un peu, il faut bien le dire, a été chaleureux. Ils étaient heureux de nous revoir ! Sachons en tirer quelques leçons politiques. Enfin, de très nombreuses fédérations, presque toutes, comme nous le leur avions demandé, ont organisé des conférences de presse sur la campagne de rentrée qui ont eu un écho important. Cette campagne était une adresse aux salariés.

Pourquoi ? Parce que nous voulions parler, je devrais dire "reparler" au monde du travail, lui parler du social, de la régression sociale mise en œuvre par le gouvernement de M. Balladur, du projet social de la Gauche. Et nous avons considéré, nous la direction du Parti, que les salariés étaient un bon vecteur pour ce message : parce qu'ils sont 18 millions, parce qu'ils représentent plus 80% de la population active. Et, c'est en ce sens que certains d'entre nous avons parlé de "Parti du salariat".

Mais que n'avions-nous pas dit !

Aussitôt vinrent les commentaires, "constructifs" sur notre refus de parler à toute

Fondation Jean Jaurès

la société, voire, bien entendu, sur notre archaïsme, l'archaïsme persistant du PS, comme dirait (comme dit !) Alain Duhamel ! Mes chers camarades, après un échec comme celui que nous avons connu en 1993, il nous semble pourtant évident qu'il nous faut "refaire nos gammes", retourner aux portes des entreprises, être présents dans les conflits sociaux, être en prise sur la réalité sociale, et reparler à ceux qui sont notre première base électorale. Ce raisonnement-là, nous l'assumons. Mais, nous n'assumons pas le procès d'intention qui est fait et qui, d'ailleurs, fait abstraction des autres thèmes de notre campagne : aux salariés, mais aussi à ceux qui ont peur de ne plus l'être, à ceux qui aimeraient bien le devenir... c'est-à-dire "aux chômeurs, aux exclus". Quant au contenu de ce journal, il paraît qu'il était par trop "syndical". Comme s'il n'était plus permis à un parti politique de gauche de parler de chômage, de salaires, de droit du travail, des libertés... reconnaissons que cette critique a eu des échos surprenants dans le monde syndical où l'on nous reprochait même de vouloir nous transformer en "super syndicat". Reconnaissons qu'on aurait pu nous taxer pire de sous-syndicat. Non, soyons sérieux. Henri Emmanuelli a dit des choses simples : dans "Socialisme", il y a "social" et rien ne nous empêchera de traiter ces problèmes majeurs de notre société parce qu'ils sont au cœur de notre engagement militant.

Quant au caractère purement revendicatif et protestataire, et pour éviter les caricatures qui n'enrichissent pas nos débats, souvenons-nous collectivement et simplement que la lutte des Socialistes depuis un siècle et demi, n'est qu'une longue et puissante protestation, que la contestation de l'ordre établi est au cœur de notre engagement...

Enfin, j'en viens à la préparation de notre Congrès, préparation qui s'est déroulée dans le strict et scrupuleux respect de nos règles et de nos délais : phase de contribution, Conseil national de synthèse du 4 octobre dont vous connaissez l'issue, phase des motions. Pourquoi ce Congrès ?

Je sais bien que certains se sont posé la question, et, d'une certaine manière la posent encore dans les coulisses, mais j'ai essayé de commencer à apporter une première réponse tout à l'heure à propos de la légitimité de notre Premier secrétaire. Mais, cette question a sans doute été aussi posée par frustration du débat, parce que les militants avaient cru comprendre à travers de très nombreuses et spectaculaires déclarations médiatiques, fondées sur une déclaration d'intention courageuse au Conseil national du 19 juin, que la direction du Parti autour d'Henri Emmanuelli n'était pas unanimement soutenue, que sa ligne politique était contestée, qu'une alternative "rénovatrice" existait. Je le pense très sincèrement ; ce débat eût été utile, il aurait intéressé les militants, ils l'auraient compris, ils auraient voulu le trancher. Mais ce débat n'a pas eu lieu, malgré les efforts méritoires de la motion 2, malgré le souhait, la volonté même de notre Premier secrétaire. Tant pis pour cette fois. Chacun sait bien qu'il aura lieu, tôt ou tard, je veux dire tôt ou tard devant les militants.

Mais il faut aller plus loin et poser, je crois, dans le cadre de ce rapport d'activité, et au nom de la direction du Parti qui a voulu et prépare ce Congrès, les questions auxquelles nos débats de ces trois jours doivent apporter des

Fondation Jean Jaurès

réponses. Je me contenterai donc de les évoquer ici pour ne pas déborder de mon rôle et pour conclure.
Première question : comment concilier rassemblement et retour du débat ? Comment pour cela éviter faux unanimisme et affrontements stériles ? Comment, si j'ose dire, poursuivre la rénovation de notre Parti ? Nous allons enfin mettre en œuvre le quart sociétal, l'ouverture de nos instances à des militants issus du monde du travail dans les deux mois qui viennent puisque le Bureau national de mercredi dernier a décidé, par un vote, le dispositif à mettre en place, sur proposition de Daniel Percheron. Devons-nous aller plus loin pour poursuivre la rénovation du Parti ?
Deuxième question : comment concilier culture de gouvernement et culture d'opposition comme si nous devions choisir l'une ou l'autre ? Quel équilibre trouver entre opposition et propositions ? Comment exprimer à la fois notre opposition farouche au gouvernement de M. Balladur, cette droite éternellement douce pour les riches, dure pour les pauvres, et avancer en même temps nos propositions sur les problèmes essentiels de la société française ? Comment en particulier dire simplement aux Français qu'une société comme la nôtre qui est de plus en plus riche, mais qui fabrique de plus en plus de pauvres, est une société qui redistribue mal, qui répartit mal ses richesses, qui partage mal ? Comment donc mettre la répartition au cœur de notre projet politique ?
Troisième question enfin : comment, bien sûr, aborder l'échéance présidentielle si majeure dans notre vie politique et dont nul n'imagine qu'on puisse en faire l'impasse ? Avec quel partage des tâches entre le Parti et son candidat ? Avec quel rôle spécifique et quelle autonomie pour le Parti et pour le candidat afin que chacun puisse apporter le meilleur de lui-même dans cette compétition ?
Voilà, je le crois, mes chers camarades, les trois grandes questions que nous devons nous poser et auxquelles nos débats d'abord, mais le Premier secrétaire ensuite dans la conclusion de nos travaux, devront apporter des réponses claires, simples, et mobilisatrices.
Parce que notre long combat "pour une société plus juste" comme le dit notre fond de scène, n'est pas achevé.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

La présidente - Merci Jean de la présentation de ce rapport d'activité.
Le Comité d'organisation ayant décidé qu'il n'y aurait pas de vote sur ce rapport, il n'y aura donc pas de débat.
Je souhaitais informer les camarades que la motion 2 se réunira à 20 h salle 7.

Le président - On termine notre mission en installant deux Commissions.
D'abord le bureau du Congrès, et ensuite, la Commission de recollement des votes.
Donc, le bureau du Congrès se présente ainsi : son président sera Claude Bartolone.
En sont membres : Pierre Schapira, Manuel Valls, Claude Fleutiaux, Jean Le

Fondation Jean Jaurès

Garrec, Marie-Thérèse Mutin, Jean-Pierre Masseret, Elisabeth Mitterrand, Christophe Borgel et Jérôme Salvator. Ce bureau du Congrès se réunira à 17 h 30 vestiaire n°3.

La présidente - Pour la Commission de recollement des votes, les camarades suivants sont prévus : présidence : Daniel Vaillant.
Annick Aguirre, Gabriel Amar, Jean-Pierre Bel, Pierre Besnard, Philippe Bonnefoy, Christophe Borgel, Christophe Caresche, Alain Claeys, Philippe Fossier, Claude Fleutiaux, Michel Françaix, Didier Guillaume, Philippe Joachim, Philippe Kaltenbach, Jérôme Lambert, Pascale Le Néouannic, Bruno Le Roux, Pierre-Etienne Rosensthiel, Michèle Sabban, Michel Thauvin, et Manuel Valls.

Le président - Merci.
Maintenant, la présidence sera assurée par Claude Estier et Pervenche Berès. Je demande à ces camarades de bien vouloir gagner la tribune pour la deuxième partie de nos travaux de ce vendredi après-midi.
(La séance se poursuit sous la présidence de Claude Estier et de Pervenche Berès)

Le président (Claude Estier)

Chers camarades, nous arrivons donc à la deuxième partie de notre premier après-midi, c'est-à-dire celle qui va être consacrée à la partie internationale, avec d'abord une intervention de Gérard Fuchs qui va présenter les délégations étrangères qui nous font l'honneur et le plaisir d'assister à notre Congrès, présentation qui sera suivie, comme vous l'avez vu sur le programme, d'une table-ronde qui sera consacrée à l'Algérie et que nous vous présenterons le moment venu.
Je donne tout de suite la parole à Gérard Fuchs pour l'accueil et le salut aux délégations étrangères qu'encore une fois nous sommes heureux d'accueillir dans ce Congrès.
(Applaudissements)

Gérard Fuchs

Chers camarades, cinq ans après la chute du mur de Berlin, la politique extérieure n'est plus ce qu'elle était. D'abord, j'ai bien dit "politique extérieure" et non pas "politique étrangère", car je crois qu'il n'est plus d'action que nous conduisons à l'intérieur de notre pays dans laquelle nous pouvons ignorer les répercussions extérieures et je crois surtout qu'il n'existe plus de problème posé à la société française dont la solution ne dépend pas pour partie également de cette situation extérieure. C'est évident pour l'emploi (nous l'avons vécu douloureusement ces dernières années, nous savons qu'il est lié à l'état de l'économie mondiale), c'est évident pour le social (Jean Glavany nous rappelait tout à l'heure à quel point le libéralisme mondial tendait, en l'absence de

réactions syndicales et politiques, à faire pression à la baisse sur les acquis de décennies ou d'un siècle de luttes sociales et syndicales), c'est évident pour l'environnement (Marie-Christine Blandin ne me démentira pas quand je dis que les problèmes d'environnement, bien sûr, moins que tout autre, ne connaissent pas de frontières), c'est évident même enfin pour la sécurité dans nos quartiers, de plus en plus liée aux problèmes de drogue dont nous connaissons les ramifications internationales. Alors, il est vrai que nous nous sommes réjouis de la disparition de l'Union soviétique, puissance totalitaire, nous nous sommes réjouis de la fin de la division du monde en deux blocs, de la fin de la guerre froide, en pensant que nous toucherions les dividendes de la paix. Sans doute avons-nous sous-estimé les nouvelles difficultés apparues sur les ruines du Communisme. Je crois qu'aujourd'hui ce sont de nouveaux principes de politique extérieure qu'il nous faut définir et, pour changer un petit peu, puisque nous avons (je ne sais pas s'il faut s'en réjouir ou le déplorer) maintenant un Congrès tous les ans, c'est en illustrant ce que sont nos principes Socialistes de politique extérieure que je voudrais aujourd'hui présenter les délégations étrangères.

Je ne le ferai pas comme d'habitude en suivant un ordre géographique ou continental, mais en suivant un ordre lié aux principes d'action qui doivent conduire à une intervention de la communauté internationale en faveur de ces pays ou de ces délégations et particulièrement, bien sûr, à une intervention des Socialistes français.

Le premier principe que j'évoquerai (vous me direz qu'il n'est pas nouveau, mais nous pensions qu'il était tombé dans les oubliettes de l'histoire, nous pensions que son rappel renvoyait au siècle passé), c'est simplement le refus d'accepter toute modification de frontière acquise par la force. Les Africains, nos amis africains, dans leur sagesse, quand ils avaient rédigé la charte de l'organisation de l'Unité Africaine, en 1962, avaient dit : "Nous ne toucherons jamais aux frontières héritées de la colonisation". Ils ont presque respecté ce serment et ils ont bien fait.

Paradoxalement, aujourd'hui, nous constatons que ce n'est pas en Afrique (où l'on pouvait craindre le pire à cet égard dans les années 60) mais en Europe, et pour commencer dans l'ex-Yougoslavie, que certaines forces politiques et totalitaires essayent de remettre en question ce principe.

Je voudrais saluer pour commencer (c'est inhabituel mais vous me comprendrez) trois partis qui ne sont pas présents à ce Congrès mais avec lesquels nous entretenons des relations étroites, que nous essayons d'aider autant que nous le pouvons (et trop souvent cette aide est limitée). Ces trois partis, ce sont :

- d'abord l'Union Social-démocrate de Bosnie, dont le président est le maire de Tuzla, qui se bat depuis des années pour une Bosnie multiculturelle et laïque... (applaudissements)
- Le Parti Social Démocratique de Bosnie, dont le président est membre de la présidence collégiale du gouvernement bosniaque et qui siège lui aussi à Sarajevo ; nous avons eu, quant à lui, l'occasion de le rencontrer

Collection Jean Jaurès

récemment, manifestons-lui notre soutien et notre mémoire… (applaudissements)

- Enfin, l'Action des Sociaux-démocrates de Croatie, qui tente de fédérer l'ensemble de la Gauche non nationaliste de ce pays, un pays que, jusqu'à ces derniers jours, on croyait momentanément à l'abri de la guerre et qui, avec le conflit dans la poche de Bihac, revient tragiquement à la une de l'actualité.

A ces trois partis et à tous ceux qui mènent le même combat, je rappelle nos engagements.

Nous n'accepterons jamais un démembrement de la Bosnie Herzégovine ou de la Croatie. Nous combattrons toujours pour que l'idée de citoyenneté soit une idée reconnue comme supérieure à l'idée d'appartenance ethnique. Nous pèserons de tout notre poids pour que la communauté internationale impose la paix nécessaire en Bosnie Herzégovine et en Yougoslavie.

Nous regrettons les récentes positions des Etats-Unis dont le désengagement risque de conduire davantage (on le voit en ce moment) à une escalade militaire sans pour autant rendre moins nécessaire une intervention. Si par malheur les Américains devaient se dégager, la FORPRONU se retirer et les Bosniaques subir une défaite militaire, qui ici n'a pas conscience que nous ne pourrions pas rester immobiles ?

Chers camarades, ce dossier yougoslave est plus grave que jamais. Le respect des frontières, le refus de leur modification par la force est aujourd'hui un des problèmes majeurs de notre politique européenne.

Je voudrais saluer à cet égard (on les a oubliés, eux sont présents) nos camarades d'un pays plus petit, qui s'appelle Chypre, dont là aussi les frontières sont contestées. Vous savez que depuis des dizaines d'années une partie de l'île de Chypre est occupée par les forces militaires turques et je voudrais dire à nos camarades de l'Edek, que je remercie d'être venus à ce Congrès, que nous n'acceptons pas ce partage et que nous soutenons leur combat pour la réunification de l'île.

(Applaudissements)

Deuxième principe : défense des droits des minorités.

Nous avons toujours été convaincus, à l'intérieur et à l'extérieur de notre pays, que sans la reconnaissance des identités et, en particulier, des identités minoritaires, les explosions et les guerres civiles étaient inévitables.

Nous avons aujourd'hui dans notre salle cinq délégations de trois pays différents, mais qui ont en commun d'être d'origine kurde. Je veux les saluer toutes les cinq, je veux dire : l'Union du Peuple du Kurdistan de Jalal Talabani, le PDK, également irakien, de Massoud Barzani, le PDKI d'Iran, et enfin le Parti de la Démocratie de Turquie.

(Applaudissements)

Chers camarades, ces cinq partis vivent une répression sans commune mesure. Manifestons-leur notre solidarité !

(Applaudissements)

Chers camarades turcs, chers camarades kurdes, vous connaissez nos positions.

Nous ne voulons pas les démembrements des Etats auxquels vous appartenez, nous croyons que le risque de guerre serait trop grave. Mais dans le cadre des frontières existantes, encore une fois nous souhaitons la reconnaissance de vos droits. Nous sommes favorables à la levée de l'embargo qui pèse actuellement sur l'Irak, qui vient de reconnaître le Koweït, à une dernière condition, c'est que Saddam Hussein reconnaisse les droits de la communauté kurde. C'est une condition pour nous incontournable.
(Applaudissements)
Nous condamnons les bombardements iraniens sur les représentations du PDKI en Irak.
Enfin, nous condamnons la répression de l'Etat et de l'armée turcs qui, bien que membres du Conseil de l'Europe, usent de plus en plus de méthodes politiques que nous considérons comme inacceptables, et je le dis solennellement et publiquement une fois encore devant vous cet après-midi.
(Applaudissements)
Le troisième principe de notre politique extérieure, c'est la défense des Droits de l'homme et je voudrais commencer par dire quelques mots du Rwanda.
Nous avons, dans cette salle, un représentant du Parti Social démocrate du Rwanda et je voudrais le remercier particulièrement d'être venu... il est vrai que nous l'avions invité.
(Applaudissements)
Face au génocide du printemps, préparé et organisé par les autorités du Rwanda, génocide dont tout le monde sait qu'il visait d'abord la population Tutsi, dont beaucoup trop ignorent, et je vous le rappelle, qu'il visait aussi les démocrates du Rwanda, y compris les démocrates Hutus qui se battaient pour un changement de régime et qui, simplement, voulaient que la démocratie s'instaure aussi dans leur pays, nous avons soutenu, Parti Socialiste français, l'opération "Turquoise". Oh... Nous n'estimions pas que nécessairement la France était le pays le mieux placé pour intervenir au Rwanda mais, puisque personne d'autre ne voulait le faire, nous avons dit : eh bien, envoyons des troupes. Mais je dis avec solennité devant vous aujourd'hui, chers camarades, que je souhaite en votre nom que le nouveau gouvernement du Rwanda, où cohabitent des Hutus et des Tutsis, reçoive l'aide internationale dont il a besoin. Comment pouvoir lui dire : faites d'abord régner la sécurité, ensuite nous vous donnerons de l'argent, alors que les autorités rwandaises actuellement n'ont pas d'argent pour payer ni leurs policiers, ni leur armée ?
Je dirai quelques mots ensuite à nouveau du Togo. Je sais que certains estiment parfois que j'en parle trop. Je suis désolé, ce n'est pas que j'en parle trop, c'est la situation qui continue de parler dans ce pays ! Ce n'est pas moi qui ai dit que la dernière élection présidentielle togolaise n'avait pas été satisfaisante, c'est Michel Roussin, ex-ministre de la Coopération du gouvernement Balladur qui a reconnu que ces élections présidentielles étaient pour lui un échec majeur. Nous avons dans cette salle le secrétaire général du CDPA togolais, Léopold Gninivi. Je dis avec vous : j'espère que le jour viendra bientôt où il pourra se présenter en sécurité à des élections ; cela n'a pas encore été le cas dans le passé.

(Applaudissements)
Je voudrais saluer nos camarades du Cameroun, du Social Democratic Found, de l'Union des Forces Démocratiques Camerounaises. Je voudrais saluer nos camarades du Rassemblement national des Bûcherons au Gabon, du Rassemblement du Peuple de Guinée, de l'UDFS du Zaïre. Ces cinq partis se battent pour une chose simple que, dans notre pays, la France, on considère comme tragiquement élémentaire, acquise et évidence, ces cinq partis se battent pour la possibilité de participer à des élections honnêtes, libres et non truquées. Je souhaite qu'ils réussissent bientôt dans leur combat.
(Applaudissements)
Enfin, c'est une originalité, je ne sais pas si je peux déjà les mettre dans cette rubrique, je voudrais mentionner une délégation du Parti Communiste vietnamien. Je crois que c'est un pays qui a beaucoup de chemin à faire, je crois que le mouvement est engagé et je souhaite que nous les encouragions également.
(Applaudissements)
Notre quatrième principe, chers camarades, c'est le soutien au développement, car nous pensons qu'il n'y a pas de démocratie durable si le développement ne va pas de paire pour la satisfaction des besoins fondamentaux.
Je voudrais saluer maintenant des représentants de partis de pays où la liberté d'expression est aujourd'hui acquise, et où je crois que le problème du développement est maintenant prioritaire. C'est le Front populaire ivoirien, de Côte d'Ivoire, avec laquelle nous avons une vieille relation très fraternelle. C'est l'ADEMA du Mali, et je souhaite que le gouvernement français actuel tienne les engagements pris pour aider les autorités démocratiques du pays à remplir les engagements vis-à-vis des Touaregs du nord.
C'est le Front Patriotique du progrès de République Centrafricaine, c'est enfin le Parti Socialiste du Sénégal, de vieux amis. Nous avons eu avec eux, il y a quelques semaines, quelques mois maintenant, une petite discussion. Elle s'est bien terminée, puisque nous avons dans cette salle non seulement des camarades du PS sénégalais mais également le secrétaire général du PADS sorti de prison, j'en remercie le président Diouf.
(Applaudissements)
Cinquième principe - il y en aura 6 - : renforcer le rôle de l'ONU, donner à l'ONU une possibilité accrue non seulement de dire le droit international, mais de le faire respecter si nécessaire.
Je voudrais saluer deux Partis cambodgiens, le Funcipec, et le PBC. L'intervention de l'ONU plus le rôle modérateur du Prince Sihanouk ont permis dans ce pays l'organisation d'élections, ont permis grâce à l'Organisation des Nations Unies de donner au Cambodge une nouvelle chance. J'espère, nous espérons que ce nouveau départ ne sera pas gâché.
Nous avons dans cette salle deux représentants de parti, d'une île, qui a beaucoup retenu notre attention à tous ces dernières années. Je veux parler d'Haïti. Je veux parler des deux partis du Pampra et du Khanakom. Nous avons beaucoup discuté dans notre Bureau national, autour de l'intervention

Fondation Jean-Jaurès

américaine à Haïti, je l'ai défendue. Je l'ai défendue bien qu'américaine, parce qu'elle découlait d'une décision de l'Organisation des Nations Unies, je crois qu'aujourd'hui on peut dire que la démocratie est en cours de rétablissement à Haïti, le président Aristide, président légitime, légitimement élu dont nous avons toujours réclamé le retour, est à sa place.
Une démocratie parlementaire est en cours d'instauration. Je vous demande d'applaudir nos camarades d'Haïti qui sortent d'une nuit qui a été pour eux longue et terrible.
(Applaudissements);
Et à travers cet exemple d'Haïti, j'en arrive à mon dernier principe : je disais que j'étais heureux de l'intervention d'Haïti bien qu'américaine. Qu'est-ce que cela veut dire ? Cela veut dire que je souhaite que le plus rapidement possible l'Organisation des Nations Unies puisse être dotée de troupes propres, de troupes à sa disposition, et je crois que dans ce domaine si l'on veut équilibrer un peu la pesanteur américaine sur l'Organisation des Nations Unies, il y a une seule organisation qui peut le faire, c'est l'Union Européenne, c'est notre dernier principe d'action : faire de l'Union Européenne le contre-poids nécessaire à ce qui devient aujourd'hui l'unique puissance mondiale.
(Applaudissements)
De l'Union Européenne, nous avons aujourd'hui un certain nombre de représentants : nous avons d'abord des représentants du Parti des Socialistes européens. Chers camarades, je vous ai dit que nous devrons souhaiter un renforcement de l'Union Européenne, y compris dans sa politique de défense, si nous ne voulons pas n'importe quelle Union Européenne, nous voulons une Union Européenne qui ne soit pas libérale, qui ne soit pas ouverte à tous les vents du large, qui ait une volonté politique, sociale, et de solidarité internationale.
Cela veut dire qu'en son sein nous voulons également le renforcement du Parti des Socialistes européens dont nous sommes membres. Nous avons dans cette salle le secrétaire général du Parti Socialiste européen Axel Hanis… (applaudissements)… nous avons les représentants du Parti Socialiste au Parlement européen, Raymond Dury… (applaudissements)… nous avons un vice-président du Parti Socialiste européen, que je salue particulièrement, qui est Raymond Viols du PSOE, l'un des partis qui nous est le plus cher et le plus proche.
(Applaudissements)
Chers camarades, l'internationalisme est notre famille, large, Pierre Mauroy s'exprimera en son nom tout à l'heure. Luis Ayala est parmi nous. Le PSE va devenir plus que notre famille proche, cela doit devenir, je crois, notre instrument d'action, notre lieu de combat, l'un des théâtres de notre militantisme, je souhaite que le PSE évolue dans cette voie. Je le dis en votre nom, à ceux des 16 partis du PSE qui sont avec nous aujourd'hui dans cette salle.
(Applaudissements)
Nous avons donc aujourd'hui 162 délégués de plus de 60 pays. Je crois qu'ils

Fondation Jean Jaurès

représentent à eux tous l'ère de la solidarité Socialiste internationale, je ne les ai pas cités tous, je crois qu'ils me le pardonneront, d'autant plus facilement que ceux que je n'ai pas cités sont en général des partis des pays où les choses ne vont pas trop mal. Vous l'avez remarqué. A l'inverse, ceux que j'ai cités, sont ceux qui méritent une solidarité particulière, mais malgré tout, 162 délégués de plus de 60 partis cela marque aussi notre rayonnement et l'importance de notre famille.

Chers camarades, il y a maintenant un pays dont je n'ai pas encore parlé, un pays dont nous avons décidé pourtant de faire aujourd'hui cet après-midi l'objet d'une attention particulière, de le mettre au cœur de nos réflexions. Je veux parler de l'Algérie.

Il y a quarante ans, à quelques jours près, les plus anciens ici s'en souviennent, éclatait le début de ce qui pour les uns sera appelé une rébellion et pour les autres une libération. Neuf, 6 à Alger et 3 au Caire, 9 fous en apparence pour se dresser contre la présence française en Algérie, lancés contre la France, le combat pour l'indépendance de leur pays.

Pourquoi ce défi ? Sans doute, il y avait bien des raisons, mais il y en avait à coup sûr une, qui était plus évidente que les autres, c'était, je crois, une révolte au nom de la dignité. L'Algérie c'était trois départements français, on le disait à l'époque, vous vous en souvenez sans doute, mais c'était quand même des départements un peu particuliers. Certes tout le monde votait en Algérie, mais l'Assemblée algérienne était composée de deux collèges, avec 60 élus pour un million d'européens, et 60 élus encore pour les 8 millions d'autres.

Certes, tout le monde votait en Algérie, mais la fraude dépassait l'imagination. Aux élections de 1951, pas un nationaliste ne fut envoyé siéger au Palais Bourbon sur les 15 députés de l'époque.

Certes, tout le monde votait en Algérie, mais à chaque fois que les progressistes de la métropole voulaient réintroduire là-bas un minimum de Droits de l'homme, il se levait de l'autre côté de la Méditerranée trop souvent des élus pour se mettre en travers et je veux vous lire cette phrase qui date de 1929, c'est le projet Blum-Violette, ces deux noms sont familiers à nos oreilles et chers à notre cœur.

Devant ce projet de réformes en Algérie, un élu d'Algérie dont je tairai le nom disait ceci : "nous n'admettrons jamais un projet qui permettrait à un village si petit soit-il d'avoir un maire arabe".

Alors, le premier novembre 1954, 9 hommes commandant à quelques dizaines d'autres lançaient à la fois une rébellion et une libération et mettaient en circuit un manifeste dont je vous cite la première phrase car elle sera, je crois, utile à notre débat de tout à l'heure : "notre but, l'indépendance nationale par la restauration de l'Etat algérien souverain démocratique et social, dans le cadre des principes islamiques". Chers camarades, avec le recul, comme ces quelques lignes sont importantes. Dans l'hexagone, la plupart tout d'abord n'ont pas compris ce qui se passait le 1er novembre 1954. Cela a été le cas, il faut bien le reconnaître malheureusement, de la majorité des Socialistes de l'époque, à la SFIO, cela a été le cas de la très grande majorité des Français.

Pourtant, vous le savez bien, ce qui s'est appelé d'abord "événements d'Algérie", avant de s'appeler encore jamais officiellement "guerre d'Algérie" a marqué et continue de marquer très profondément notre pays.
Il y a ceux qui ont compris avant d'autres vers quelle tragédie on allait, et je voudrais citer, chers camarades, le nom d'un des nôtres, dont vous savez qu'il n'est pas là aujourd'hui, mais qui nous a apporté beaucoup, dont je souhaite qu'il reste un moteur pour notre pays, qu'il ne devienne pas injustement critique à notre égard, je veux parler, car ce rôle ne lui a jamais été contesté, de Michel Rocard.
(Applaudissements)
Il y a ceux qui sont partis en Algérie, soldats, appelés ou rappelés, plus de 3 millions de Français, de jeunes de l'époque, ils ont découvert là-bas la fraternité des armes, car il est vrai qu'elle existe. Ils ont découvert là-bas l'inégalité du pays, les inégalités du pays. Ils ont découvert aussi qu'on pouvait en Algérie non seulement perdre sa vie, mais aussi pire encore, perdre son âme, dans une guerre sans pitié, et sans limite, dont ils ont en général peu parlé à leur retour, mais qui les a, dans bien des cas, marqués pour le reste de leur vie. Il y a ceux qui sont revenus, les pieds noirs qui n'étaient pas tous de gros colons, souvent avant les événements ils votaient à gauche, souvent ils avaient des amis arabes, notamment à l'école, et comment ne pas rendre hommage aux instituteurs de l'époque, ce que décrit Albert Camus dans ce livre exceptionnel qui s'appelle "Le premier homme".
Il y a eu les Harkis, ceux qui ont cru jusqu'au bout à la parole de la France, ceux que trop souvent on a laissé massacrés, ceux que trop souvent on a oubliés et les événements de ces derniers jours à Amiens nous rappellent, je crois, qu'ils sont encore présents sur notre territoire.
Il y a des Algériens qui ont combattu dans l'armée de libération nationale et puis qui sont venus travailler chez nous car il fallait bien vivre, et que l'automobile ou les travaux publics recrutaient, y compris après l'indépendance de l'Algérie dans notre pays.
Et puis, chers camarades, il y a les enfants de ces dernières catégories, qui parfois aujourd'hui ne savent même pas s'ils sont Français ou Algériens, et comment le sauraient-ils avec ces lois Pasqua qui visent non à intégrer, mais à exclure, qu'il nous faudra changer aussitôt que nous serons à nouveau au pouvoir !
(Applaudissements)
Alors, avec tout cela, ce qui se passe aujourd'hui en Algérie a nécessairement chez nous une résonance exceptionnelle. L'Algérie est un pays indépendant aujourd'hui, fier de cette indépendance, sourcilleux devant tout ce qui paraît la mettre en cause mais l'Algérie ne sera jamais avant bien des générations pour la France un pays comme les autres.
C'est probablement d'ailleurs parce qu'elle n'était pas un pays comme les autres que nous avons été trop longtemps silencieux, nous avons accepté un parti unique et ses excès, parce qu'il s'appelait "le Front de Libération Nationale", et que cela évoquait beaucoup de choses.

Fondation Jean Jaurès

Il est vrai que notre Parti avait peut-être en plus un héritage et ses raisons à lui de s'imposer une certaine discrétion. Mais aujourd'hui où les communiqués, les nouvelles, les atrocités qu'ils racontent nous ramènent presque quarante années en arrière sur le plan des violations des Droits de l'homme et de l'âpreté des conflits, je crois que notre Parti Socialiste doit s'exprimer face à la montée de l'intégrisme en Algérie. Notre position, vous la connaissez, je la résumerai en quatre points rapides.

Premier point : nous ne croyons pas à une solution militaire. On n'éradique pas, par la force, ce qui nous paraît, au départ, revendications sociales et identitaires.

Deuxième point : le choix, n'en déplaise à Pasqua, n'est pas entre le régime actuel et l'intégrisme. Penser cela, chers camarades, ce serait faire le jeu de l'intégrisme. Car le régime a été rejeté par la population lors des élections interrompues de 1991. Nous disons, avec force, qu'il y a, en Algérie, non pas deux protagonistes mais trois. Le troisième étant le pôle démocratique algérien.

(Applaudissements)

Troisième point : il nous faut donc pousser au dialogue, si possible, avec les islamistes, s'il en existe, qui acceptent un minimum de principes constitutionnels. En tout état de cause, avec les forces démocratiques que j'ai évoquées, qui sont concernées au premier chef, qui sont non seulement des partis mais des associations, des organisations, et notamment des organisations de femmes dont vous savez à quel point elles ont joué un rôle important. C'est à eux que nous devons apporter notre solidarité.

Quatrième point : l'Union Européenne. Ces outils que j'évoquais tout à l'heure doivent faire des relations avec l'Algérie, une des relations communes, une des politiques étrangères communes prévues par le traité de l'Union Européenne.

Je crois que c'est de cette manière que l'Union Européenne peut peser pour faire en sorte qu'une légitimité démocratique soit rétablie en Algérie. Sans cette légitimité démocratique, la crise politique, sociale et morale que traverse le pays, ne sera pas résolue.

Chers camarades, je terminerai par trois décisions de solidarité.

C'est sur la base de ce sentiment d'urgence que je viens d'exprimer devant vous, que nous avons demandé à 4 historiens et sociologues - on les présentera tout à l'heure - de venir animer devant nous une table-ronde, de venir expliquer devant nous, leurs positions, leurs analyses, leurs points de vue, par rapport à cette situation algérienne. Je ne donne pas leur nom. Claude Estier le fera en votre nom à tous. Ce sont deux hommes, et deux femmes, et ce n'est pas un hasard. En votre nom à tous, en notre nom, je les remercie d'avoir bien voulu s'exprimer devant notre Congrès.

(Applaudissements)

J'espérais, et j'espère encore, je n'en suis plus sûr, que nous pourrions donner tout à l'heure également la parole à l'un de ces 9 hommes que j'évoquais tout à l'heure, et qui ont lancé les combats pour l'indépendance de l'Algérie le 1er novembre. J'espérais que nous aurions la visite et l'intervention cet après-midi, devant notre Congrès de, Hocine Aït Ahmed, secrétaire général du Front des Forces Socialistes, qui est pour nous, un parti frère. Il ne représente pas à lui seul

toute l'Algérie. C'est l'unique Parti membre de l'Internationale Socialiste. Nous avons, avec lui, des relations particulières. J'espère encore qu'il pourra nous rejoindre, mais je n'en suis pas sûr. Si Hocine nous rejoint, comme je le souhaite, nous l'écouterons, j'en suis sur, avec respect mais avec émotion.
(Applaudissements)
Enfin, et avant que ne s'installe cette table-ronde, je voudrais conclure par une information.
Le 3 décembre prochain, samedi en huit, à Paris, à 15 heures, démarrera une grande manifestation de solidarité, avec les démocrates algériens.
Chers camarades, j'ai indiqué tout à l'heure quelles étaient nos positions. Je crois que nos positions doivent être renforcées par des actions, par des manifestations visibles, tangibles de solidarité. J'espère que les Socialistes seront très nombreux à la manifestation du 3 décembre. Je vous invite, tous, et ce sera peut-être pour nous une occasion exceptionnelle de nous exprimer de toutes nos forces, et d'exprimer, notre attachement aux principes que je viens de vous énoncer, et notre attachement particulier au pays avec lequel nous avons eu des relations d'histoire que vous savez.
Chers camarades, il en est parfois qui disent qu'une manifestation ne sert à rien. Je voudrais, dans cette ville de Liévin, dans ce département du Pas-de-Calais, où tant de manifestations de mineurs, de salariés ont eu lieu, rappeler que le premier geste politique de solidarité, c'est l'acte de manifester, car c'est là que se forgent les rassemblements et se marquent les solidarités.
Je vous espère tous à Paris, place de la République, le 3 décembre.
(Applaudissements)

La présidente - Merci Gérard. Tu vas animer la table-ronde, donc reste avec nous.
Nous sommes très heureux d'accueillir quatre amis. Je les appelle en demandant de venir nous rejoindre à la tribune.
Myriam Derkaoui, juriste, qui appartient au Relais de la société Algérienne des Femmes démocrates, ce qui signifie RAFT en Algérien, et qui en arabe signifie le refus. Je lui demande de venir nous rejoindre à la tribune.
Deuxième participant : Ahmed Rouadjia, historien, qui a choisi de nous parler de l'état de l'opinion publique Algérienne.
Troisième intervenante, Tassadite Yacine, qui va nous parler de l'utilisation du thème berbère.
Et enfin Benjamin Stora, historien, mais lui, on n'a pas besoin de le présenter.
Nous sommes tous contents de les accueillir ici.
Il est significatif que dans ce Congrès, nous ayons choisi de parler de l'Algérie à l'ouverture, et de parler de ces solidarités qui nous lient à l'autre côté de la rive Méditerranéenne.
Je laisse la parole à Claude Estier qui souhaite avant l'ouverture des débats dire quelques mots.
Je voudrais vous faire part d'un petit point d'organisation. Nous avons prévu dix minutes à peu près d'intervention pour chacun de nos invités et puis nous

aimerions, dans la mesure du possible, organiser avec vous un débat.
Pour que les choses se déroulent normalement et dans la mesure de nos contraintes de temps, ce que je vous propose, c'est de nous soumettre par écrit, au cours des interventions de nos invités, les questions que vous souhaitez leur soumettre.
Merci.

Le président - Chers camarades, chers amis, je voudrais simplement dire quelques mots après la présentation qui a été faite par notre ami Gérard Fuchs, de nos relations avec l'Algérie.
Je crois, comme lui et comme vous tous, que nous ne pouvions pas tenir un Congrès du Parti Socialiste, sans consacrer une partie de nos travaux, à la situation actuelle en Algérie. Tous les Socialistes, et particulièrement ceux dont je suis, par l'âge, qui depuis des décennies ont vécu de près des événements algériens, sont aujourd'hui angoissés, devant ce qui se passe dans ce pays si proche de nous, par la géographie, par l'histoire, par la culture, par tant de liens affectifs. Chaque jour, en Algérie, des hommes et des femmes, des intellectuels, des journalistes, de simples citoyens, meurent tous les jours.
Des étrangers, des Algériens payent de leur vie cette violence aveugle qui tire le pays en arrière et qui voudrait le plonger dans l'obscurantisme, le plus réactionnaire.
On nous dit parfois que nous n'avons pas à intervenir dans les affaires intérieures de l'Algérie. Je crois, au contraire, comme vous tous, j'en suis persuadé, que nous avons, comme on dit, un certain devoir d'ingérence. Je crois que nous ne pouvons pas rester silencieux et que nous devons témoigner notre solidarité avec les démocrates algériens, hommes et femmes, qui luttent avec tant de courage, au risque quotidien de leur vie.
Nous devons en tout cas les entendre, pour qu'ils puissent eux-mêmes, à travers nous, et aujourd'hui à travers notre Congrès, faire savoir à l'opinion française, quel est le sens de leur combat, et c'est pourquoi je crois que cette table-ronde était tout à fait importante et il leur appartient, maintenant, de s'exprimer.
Merci.
(Applaudissements)

Gérard Fuchs - Je vais donner la parole, pour commencer, à Ahmed Rouadjia, historien, qui va nous parler de l'état de l'opinion publique Algérienne.

Ahmed Rouadjia

Je me propose de vous entretenir de la situation algérienne actuelle, de la façon la plus simple, en essayant d'utiliser un langage relevant plutôt d'une simplicité champêtre, que d'un langage académique.
Que se passe-t-il en Algérie depuis l'interruption du processus électoral ?
Vous connaissez les opinions des Partis étatiques, tels que le FLN. Vous connaissez le point de vue des partis démocratiques comme le FFS, le RCD - Rassemblement pour la culture et la démocratie - pour le Ahartabed (?), qui est

Fondation Jean Jaurès

un parti issu de l'ancien Parti Communiste algérien, baptisé Parti d'avant-garde Socialiste, après 1962. Vous connaissez leurs points de vue, leurs prises de position par le canal médiatique franco-algérien.
C'est la première fois, dans l'histoire de l'Algérie indépendante que les médias français et algériens se trouvent complètement en phase. C'est une chose qui n'a pas existé par le passé. Pourquoi ?
Je vais vous dire pourquoi.
Nous connaissons les prises de positions actuelles de ces Partis mais nous ne connaissons point, vous ne connaissez pas du tout peut-être l'opinion de la population algérienne, sur la déchirure sur la fracture sur la guerre civile. Que disent les masses algériennes ? Que disent-elles ?
La première chose que nous avons pu relever, c'est que bien que je n'ai pas eu l'occasion d'avoir des contacts avec tout le peuple algérien, je dispose cependant d'un échantillon suffisamment représentatif pour parler, pour vous présenter l'opinion qu'ils se font de la situation actuelle.
La première chose, c'est que dans leur totalité, les Algériens déplorent et condamnent l'interruption du processus électoral. Cela ne signifie pas que le peuple algérien soit pour l'intégrisme, pour le fascisme. Ce sont deux notions, deux catégories sur lesquelles je reviendrai tout à l'heure. Le peuple algérien, c'est un peuple de bons vivants. C'est un peuple qui versait dans l'hédonisme, il faut bien le dire. C'est un peuple qui a des relations avec l'occident par le passage obligé de la France.
Si vous voulez, à leur insu, beaucoup d'Algériens ont adopté un style de vie, un comportement, un modèle de consommation inspiré du système français. Cela veut dire que si les Algériens ont refusé l'interruption du processus électoral, cela signifie tout simplement qu'ils ont voulu le changement.
Depuis 1962, le régime de l'état FLN n'a pas laissé d'autres alternatives aux Algériens. L'idéologie totalitaire du FLN a verrouillé tous les espaces de liberté et a laissé au peuple algérien que la Mosquée et le bistrot. Il n'avait pas de grands choix !
Je dois vous dire que la religion islamique, son renforcement, la politique de surenchère religieuse, l'utilisation de la religion islamique, de tous les symboles sacrés ont été le fil de l'Etat algérien, à préparé par la législation, par le discours nationaliste, qui avait pour boucs-émissaires la France hideuse - c'est le vocabulaire que toute une génération d'Algériens a entendu, depuis l'indépendance.
L'Islam a été exalté, glorifié, et utilisé lors des Congrès successifs du FLN et qui dit FLN, dit un système social et politique totalitaire dans lequel sont inclues toutes les clientèles de ce pouvoir, mais aussi le pouvoir militaire, qui fait toujours partie du FLN, du Comité Central. Mais il ne faut pas croire qu'il y a d'un côté une caste militaire indépendante d'un parti et de l'autre un parti qui a une idéologie réactionnaire. Le système FLN, c'est un ensemble idéologique politique qui a imposé en Algérie un régime très dur, mais c'est aussi un régime qui a généré des inégalités sociales et aussi l'incurie, l'incompétence. L'incompétence, l'incurie, le dilettantisme sont des phénomènes caractéristiques

de ce régime algérien.
Le vote de 1992 signifie tout simplement un désir de changement, et si les Algériens n'ont pas peur et savent très bien que les islamistes ne sont pas racistes, pourquoi ? Ce n'est pas moi qui dis cela, c'est parce que le mouvement islamiste est un mouvement porteur de revendications sociales, qui les exprime par le vocabulaire religieux. J'ai dit, je répète qu'on n'a pas donné la possibilité aux Algériens de réfléchir en adultes, en hommes politiques, on ne leur a appris à réfléchir qu'en termes religieux, et comme il n'y a pas d'autres pensées, il n'y avait pas d'autres idéologies alternatives, les masses s'adressent au discours religieux, parce que le discours religieux traduit, exprime les attentes non satisfaites de la population. Il y a à la portée de tout le monde, et surtout ce qui séduit la population algérienne dans le discours islamiste, c'est qu'il parle d'équité, de justice sociale, ce qui n'a jamais existé en Algérie.
La population ne se définit pas en terme d'idéologie, elle se définit en terme social, elle ne sait pas ce que c'est que les catégories idéologiques qui sont propres à l'occident comme fascisme et intégrisme. L'intégrisme n'existe pas dans le vocabulaire populaire et arabe. Il existe le concept islamiste fondamentaliste, mais ce mot ne signifie pas qu'il ne recèle pas de la violence. La violence n'est pas l'apanage des islamistes. La violence, nous la rencontrons dans le système institutionnel et politique de l'Algérie indépendante. Les islamistes ne font que reprendre les méthodes, la posture et les approches de leurs détracteurs, de leurs adversaires militaires et politiques dans la société algérienne.
La population à l'heure actuelle, que cherche-t-elle? Elle cherche le dialogue et le dialogue, pour elle, permet de retrouver la paix, la sécurité. Elle est éprise d'ordre, cette population, elle veut l'ordre, mais elle ne veut pas un ordre à n'importe quel prix. Elle rejette les islamistes, une partie de la population rejette les islamistes, l'autre partie ou bien la totalité rejette le régime algérien. La population algérienne ne sait pas à quel saint se vouer, elle est dans l'attente, mais elle a le sens de la justice, elle a le sens de la raison, elle est pour la légalité, elle estime que le régime a commis trois erreurs, quatre erreurs.
La première a été d'avoir développé les islamistes dans les mosquées. La deuxième, ce sont les gens du peuple qui tiennent ce vocabulaire, la deuxième, c'est d'avoir reconnu légalement ce parti. La troisième, c'est d'avoir poussé aux élections. La quatrième, d'avoir confisqué sa victoire.
La population ne comprend pas comment un régime, qui se dit un régime de droit, un état fort, un état intelligent, commet de telles erreurs. C'est pour cette raison qu'elle a tendance à se réfugier dans la légalité. Elle estime que les islamistes ont remporté la victoire. Nous aurions dû faire un petit bout de chemin avec eux et voir ce qu'ils feraient par la suite.
Troisième point fort que je vais développer : la démocratie et les démocrates. Qu'est-ce que cela veut dire dans les conditions actuelles de l'Algérie ? Un état qui n'a jamais pratiqué la démocratie, qui a toujours assimilé la démocratie occidentale à un système bourgeois d'exploitation de l'homme par l'homme, et le terme n'est pas de moi, vous le trouverez dans la charte nationale Algérienne

et dans la constitution, toute cette logomachie que je cite est celle du FLN. On a toujours rejeté la démocratie et même la liberté d'expression la plus élémentaire constitue une association de locataire. Avant 88, il fallait absolument passer par le FLN, la police politique, et demander l'autorisation à la préfecture. Vous voyez comment le système a été contrôlé. Après 88 et après l'adoption de la constitution de mai 89 qui ouvre des perspectives pluralistes à l'Algérie, on a commencé à parler de démocratie, démocratie d'abord en imitant le vocabulaire français, comme "états généraux républicains", dans les partis qui se disent démocrates, ils reprennent le vocabulaire de la Révolution française, ils reprennent les concepts employés dans le journal "Le Monde", "France Soir" et les juxtaposent, les mettent dans leurs articles, ils parlent de la démocratie qui ne trouve sa traduction ni dans les institutions locales, ni dans le comportement des hommes politiques.
Les gens qui se disent démocrates, je ne veux pas dire qu'ils n'existent pas, mais ces démocrates n'ont pas d'antécédents, n'ont pas de modèles de références dans le passé auxquelles se référer. Ils ont été projetés sans transition d'un système de parti unique totalitaire à un système pluraliste qui a avorté. La plupart des Algériens qui se réclament de la démocratie, je ne le leur interdis pas, mais je m'interroge comme la plupart des Algériens : comment peut-on construire un système démocratique et exiger l'éradication d'une bonne partie de la population algérienne sous prétexte qu'elle a versé dans l'intégrisme ?
Ils pensent résoudre le problème à la manière du président Hafez el-Assad de Syrie en 1982 lorsqu'il a envoyé des troupes héliportées pour éliminer 30 000 de ses concitoyens à Hama.
Cela devient une référence chez certains démocrates, je ne généralise pas. Il y a des démocrates dans la société algérienne qui sont informels, qui ne sont pas organisés, mais je peux dire que la majorité de la population algérienne est une population débonnaire et démocratique à l'état virtuel, à l'état potentiel, parce que les Algériens, s'ils ont imposé les thèses islamistes, n'avaient pas le choix. Ils savent, par ailleurs, que l'islamisme, s'il respecte la légalité, ne peut pas aller au-delà de ses affirmations de restaurer un état fondé sur la chaleur islamique que la majorité des Algériens n'accepteront jamais.
On vient de me dire que je dépassais mon temps de parole. Je vous laisse sur ces propos, on aura peut-être l'occasion d'en discuter la teneur par la suite.
(Applaudissements)

Gérard Fuchs - Chers camarades, c'est supposé être une table-ronde. Les règles du jeu : quatre fois dix minutes d'interventions. Ceux qui veulent poser des questions dans la salle peuvent les faire parvenir par écrit auprès de Claude Estier qui en a déjà une ou auprès de Pervenche Berès. Nous prendrons cinq ou six questions, selon le temps qui nous restera. Cela vous donne une possibilité d'intervenir dans le débat.
Maintenant, je donne la parole à Tassadite Yacine, sociologue, qui va nous parler de l'utilisation du thème berbère dans la situation politique présente.
(Applaudissements)

Tassadite Yacine

Juste une précision sur l'intitulé de l'intervention. Je crois qu'il serait long et fastidieux de parler de l'utilisation du thème berbère, parce qu'il faudrait peut-être remonter à ses origines, c'est-à-dire la colonisation en Algérie, en Afrique du nord, et je vous propose de parler plutôt de la revendication identitaire et pluraliste en Algérie. Pourquoi ? Parce qu'il me semble tout simplement que cette question est importante, mais qu'elle peut être aussi mal comprise. C'est donc une réflexion au sujet de ce qu'est la revendication identitaire et pourquoi cette revendication bien comprise, bien remise à sa place, peut, je l'espère du moins, nous conduire vers la démocratie en Algérie.

Il peut donc paraître paradoxal que la question identitaire renaisse de ses cendres à un moment de crise. Cette apparition sur la scène politique ne fait une fois de plus que révéler les contradictions d'un système face à son histoire passée et présente.

Comprendre aujourd'hui la revendication berbère, c'est en fait revenir sur le passé récent et lointain de l'Afrique du nord et du bassin méditerranéen. Aussi, comprendra-ton qu'il est difficile de cerner cette question qui se cristallise autour de la seule langue alors qu'il s'agit d'un tout, c'est à dire de la perception de l'histoire d'un peuple, à travers les âges ; c'est la négation d'une dimension importante, voire essentielle, de la personnalité du maghrébin, dans la mesure où elle constitue le socle de son identité. Si le pouvoir central algérien, pour ne citer que cet exemple, s'est cantonné dans une vision réductrice, simple, et simpliste de l'histoire, et de l'anthropologie de son peuple, c'est parce qu'au fond, cela convenait à sa conception de la politique qui est, en réalité, sa conception du monde. Même si le sens commun établit à tort des distinctions entre arabes et berbères, ce qui ne correspond à aucun fondement historique, puisque comme vous le savez ou comme vous ne le savez pas, les arabes ne sont que des berbères arabisés - mais ceci ne veut pas dire que l'identité berbérophone en elle-même ne soit pas importante - n'oublions pas que ce qu'on appelle les Kabyles, les Chaouias, les Touaregs, les natifs du Gourara ou de Mzab mis ensemble constituent des groupes importants, pour ne citer que ceux qui parlent la langue, appelés berbérophones par opposition aux berbères arabisés, dits arabophones.

Diviser les Algériens entre arabes et berbères est non seulement mauvais, mais dangereux. Cette stratégie n'a pas eu d'effet pendant la colonisation, elle n'aurait pas dû exister depuis l'indépendance retrouvée. C'est faire donc des Algériens des arabes. C'est, en fait, contribuer à laisser croire que l'Afrique du nord était un appendice de l'orient, comme l'affirmait le grand leader réformiste des années quarante, qui qualifiait l'Afrique du nord dans le septième siècle et l'apparition de l'Islam, de terre d'ignorance, où il n'y avait que ténèbres. L'islam vint, et la lumière fut, écrit-il. Cette expression que je rapporte aujourd'hui, même si c'est un raccourci, montre en fait comment en période de pré-révolution comme pendant les années quarante, l'idéologie en place va être déterminante et définitive dans la conception de la culture et donc de l'identité

algérienne.
Pourquoi est-ce que je dis cela ? Parce que déjà bien avant les années 49, cette question de l'identité va se poser, des cultures existent donc en Algérie, on va exclure ce qui va poser problème, c'est-à-dire berbérité, arabité, islamité et reconnaissance de la minorité européenne. Ces groupes vont être disqualifiés, rejetés, face à ceux qui proclameront de facto que le peuple algérien était arabe et musulman. On va voir se dessiner la tendance dure du mouvement national qui va s'imposer, au détriment de la réalité algérienne. Les berbères de Kabylie seront à l'avant-garde du mouvement, mais ils vont être mobilisés par la suite avec d'autres, par exemple, les Chaouias, pendant la guerre d'indépendance et vont se voir niés en tant que tels, c'est à dire en tant que locuteurs de cette langue ancienne, à l'indépendance et bien après. Je n'irai pas jusqu'à dire que la présence des berbérophones dans le système n'a pas existé : elle a existé, et bien au-delà.
C'est de cette situation que va hériter la jeunesse des années 80, avec les manifestations d'avril 80 à Tizi Ouzou, qui va revenir une fois de plus sur cette question à dessein puisque la reconnaissance de la langue berbère encore une fois ne pouvait pas se réaliser sans une liberté d'expression qui est elle-même liée à un pluralisme politique. D'où évidemment la répression qui a suivi.
Le mouvement culturel berbère conçu dès les années 80 dans son principe comme une mouvance culturelle aura donc à faire face aux contradictions du système d'une part et à des aspirations démocratiques de sa base d'autre part.
Je crois donc qu'il est important d'établir le lien entre ces événements des années 80 et ceux de 1988 à Alger, qui n'auront pas à revendiquer l'identité berbère, mais qui auront à manifester un mécontentement général et généralisé de la jeunesse algérienne.
Cette frustration des Algériens sera grande, qu'ils soient arabophones ou berbérophones, et c'est pour cela que la revendication berbère doit être perçue comme une revendication nationale, même si elle est le fait d'une région. Elle vise dans ses formes à réconcilier l'Algérie avec elle-même, voire le Maghreb avec lui-même.
L'histoire de l'Algérie ne commence pas avec l'Islam. Assumer aujourd'hui cette histoire revient à assumer l'histoire plurielle, depuis bien avant l'antiquité jusqu'à nos jours, c'est-à-dire en prenant en compte les héritages gréco-latins, arabes et français.
Mettre les Algériens dans une réalité culturelle plurielle - je parle du peuple encore une fois - et l'éduquer dans ce sens, c'est une façon de lui faire accepter le pluralisme politique. Et c'est pour cette raison qu'il est indispensable d'éviter la politique du ghetto, d'éviter la division du peuple algérien, et enfin d'éviter la fragmentation de la culture algérienne, quelle que soit sa langue d'expression.
Cette volonté de parquer la revendication dans le ghetto kabyle peut faire encore une fois le jeu des intégristes d'un côté et du système en place de l'autre. Reconnaître cette culture en Algérie même et au-delà, c'est-à-dire en Europe, c'est respecter la revendication et c'est à coup sûr permettre à l'Algérie de renouer avec ses origines plurielles.

(Applaudissements)

Gérard Fuchs - Merci, Tassadite Yacine.
Je donne la parole à notre troisième intervenant, Myriam Derkaoui, qui est juriste, et qui va nous parler du rôle des femmes dans la mobilisation pour la démocratie.

Le président - Je vous demanderai, chers camarades, de cesser les brouhahas dans la salle si possible, parce que nous avons la chance de pouvoir entendre des amies algériennes et algériens et je crois qu'il faut les écouter avec respect et dignité.
(Applaudissements)

Myriam Derkaoui

Chers amis, bonsoir !
Je voudrais à mon tour vous remercier d'avoir permis que nous puissions débattre de la situation en Algérie aujourd'hui, de nous avoir donné la parole en tant qu'association féminine relayant des associations d'Alger et d'Oran.
Sachez, chers amis, que votre solidarité nous touche et nous donne la force et l'espoir qu'un jour, notre pays retrouvera la paix.
Je vais profiter de cette occasion pour vous dire quelle est la situation et les problèmes que vit la femme algérienne depuis l'indépendance. Je ne veux pas être longue, je situerai donc les problèmes aussi bien durant le système de parti unique, le FLN, que depuis ces deux dernières années où nous vivons une situation de terreur et de désarroi.
Au nom de l'ordre moral et religieux, les intégristes comme le FLN hier ont d'abord refusé à la femme algérienne la citoyenneté et les droits attachés à ce statut. Aujourd'hui son existence en tant qu'être humain est menacée.
Les articles 7, 8, 11, 31 du Code de la famille promulgué en 1984 par l'assemblée populaire nationale du FLN établissent nettement son infériorité sociale et sa soumission. Ainsi l'exigence formulée par les intégristes relative au port du voile, le hijab, en mars 1994 est une conséquence directe de la série de concessions faites par le pouvoir sur la question de la femme, notamment dans les années 80, aboutissant à une violation des droits élémentaires.
Faut-il rappeler que les courants rétrogrades portés et encouragés par le système du Parti unique, le FLN, avaient tenté déjà d'interdire la pratique du sport pour les filles dans les établissements scolaires ? L'enseignement de la musique ? La mixité devenant de plus en plus un sujet de culpabilisation morale et sociale, faisant dire aux députés que la présence des filles dans les classes gênait les garçons et obérait leurs chances de réussite !
Les débats parlementaires rapportés par la presse sur des sujets touchant à la question de la femme, et notamment les débats relatifs au Code de la famille et à la pratique du sport dans les établissements scolaires, ces débats, Mesdames et Messieurs, ne peuvent être acceptés par la conscience humaine ! Ainsi, certains députés se sont demandé s'il fallait battre son épouse ! D'autres voulaient

Contribution Jean-Jaurès

légiférer sur le nombre de sorties auxquelles elle avait droit. Les intégristes ont depuis réglé la question : elle a droit à deux sorties, le jour de son mariage et le jour de son enterrement !
La pratique du mariage de jouissance, qui permet d'épouser une femme, y compris une mineure et une adolescente, pour un jour, pour deux jours, pour un mois, est largement utilisée durant l'occupation des places publiques en juin 1991 par le Front Islamique du Salut, le FIS. Cette pratique, nommons-la pour ce qu'elle est, c'est-à-dire un viol, est une barbarie de plus infligée aux femmes, et tous les sacrifices que pourra faire demain le peuple algérien n'arriveront pas à effacer la honte des dizaines de femmes et adolescentes assassinées après avoir subi ce calvaire, qui interpelle la conscience humaine. Nous, les femmes, nous n'oublierons pas !
(Applaudissements)
Ce qui a ainsi exposé les femmes, ce sont tous les archaïsmes de la société algérienne. Une femme n'a pas toujours le droit dans mon pays de choisir son mode de vie. Si elle s'écarte du chemin qu'une société de type patriarcal a tracé et adopté comme étant ce qu'il lui faut, elle est immédiatement suspectée de débauche. Même quand elle ne porte pas le hijab, elle doit s'habiller de la manière la plus stricte pour éviter des injures, et parfois des agressions dans la rue. Aujourd'hui, c'est son apparence physique même, sa féminité, qui est haïe, rejetée.
C'est aussi à travers ce sujet fondamental que l'on se rend compte que le problème du projet de société n'a jamais été réglé, car nous vivons aujourd'hui les conséquences des saupoudrages modernistes opérés par les différents régimes sur une société en proie à une lutte sans merci entre archaïsme et modernité.
Le mouvement féminin n'a cessé de dénoncer le Code de la famille comme étant indigne. Des femmes comme la Querina, comme la Fatma ont refusé le Code de la famille et la politique d'apartheid que porte le projet intégriste. Ces femmes prennent aujourd'hui des initiatives d'organisation et de mobilisation, et cela malgré le climat difficile créé par le terrorisme. Vous le savez, chers amis, une combativité exemplaire a toujours animé la femme algérienne. Faisant fi des textes, de tous les textes infâmes que je viens de citer, elle a lutté au quotidien pour occuper la place qui aurait été la sienne dans un état de droit, et c'est ce paradoxe entre son statut de mineure et son combat en tant que mère, en tant que médecin, journaliste, enseignante ou étudiante, qui est porteur d'espoir. Ces deux dernières années, elle est devenue la cible privilégiée des troupes armées. Plusieurs dizaines ont été assassinées, violées ou agressées. Des adolescentes ont été enlevées à leurs familles, elles sont souvent revenues à leur domicile violées et enceintes, quand elles n'étaient pas égorgées et jetées dans la rue !
Alors que toutes ces atrocités sont commises au quotidien, une partie de la classe politique et le pouvoir avaient entamé un dialogue qui, comme nous le savons aujourd'hui, a montré ses limites. Ceux qui ont appelé à la désobéissance civile, et qui ne manquent pas d'arrogance et de cynisme, qualifient aujourd'hui le terrorisme de résistance populaire. Je voudrais rappeler au pouvoir qui

Collection Jean Jaurès

aujourd'hui nous dit que le dialogue aura lieu en respectant les valeurs et les constantes nationales, je voudrais lui dire qu'une des constantes consisterait à soustraire la religion de toute utilisation politique, à abroger le Code de la famille, à affirmer l'égalité des hommes et des femmes, à interdire les partis qui se réclament de religions, d'ethnies ou de régions qui sont diviseurs de l'unité nationale, à rendre à la langue tamazight la place qui lui revient en tant que langue nationale et officielle.

Seule une nouvelle constitution réglera toutes ces questions. Mais on ne pourra faire l'économie d'un débat profond sur le type de société auquel aspire la majorité des Algériens. J'aimerais, chers amis, vous rappeler que le FIS avait remporté des élections municipales en 1990 et vous dire comment il a mené sa campagne électorale.

Je vais vous lire un tract qui a circulé dans la région d'Oran, où il est question de la femme. Je répète, donc, il s'agit du Front Islamique du Salut qui a distribué des tracts pour appeler aux élections municipales. Je le cite :

"Mère, sœur, épouse, je voudrais en tant que père, frère, époux, que ta beauté soit ma richesse, que sans toi je ne puisse vivre. Je brûle de jalousie de te voir servir de secrétaire à un renard humain qui avant de t'embaucher a demandé ta photo. Je ne voudrais pas que tu sois un outil de travail, un bouc émissaire pour ceux qui veulent détruire les mœurs musulmanes. Je ne voudrais pas que tu te serves du mot juif "émancipation" pour attaquer les valeurs islamiques de tes ancêtres et plaire aux organisations féministes."

Je vous donne quelques résultats des élections communales non pas en terme de scrutin, mais en terme de gestion de société. Les élections communales et départementales de 1990 se sont concrétisées par la fermeture des conservatoires et des salles de sports pour la femme, par la séparation des sexes dans plusieurs établissements allant à l'encontre des règlements existants, par des pressions énormes en été pour que les femmes ne puissent pas aller à la plage, par une séparation en deux sur les plages, hommes d'un côté, femmes de l'autre, des pressions sur les lieux de travail pour le port du hijab, le foulard islamique, une déstabilisation au niveau des familles où la haine et la violence prennent le pas sur la fraternité contre celles et ceux qui ne pensent pas comme les intégristes. Objet principal des discours des islamistes, la femme apparaît comme enjeu central dans leur programme dès 1990, où il n'est pas question d'admettre d'autres points de vue ou une autre manière de voir. La problématique du droit à l'existence de l'individu et du droit à disposer de sa personne deviennent très rapidement un enjeu principal, car les intégristes vont choisir la voie des armes pour s'imposer. Les assassinats et les meurtres se multiplient et s'élargissent à toutes les franges de la société intellectuelles, journalistes, femmes, simples citoyens, étrangers, religieux musulmans ou chrétiens.

On me dit que mon temps est dépassé. Je vais donc rapidement terminer en vous disant ce que nous pensons de la manière d'exprimer la solidarité à notre égard.

Etre invités au Congrès du Parti Socialiste est pour nous une grande forme de solidarité, je tiens à le souligner. Nous avons besoin de votre soutien pour que les génocides contre les intellectuels et les jeunes, les femmes et le simple

citoyen s'arrêtent. Pour cela, il faudrait interpeller les Etats qui constituent les arrières stratégiques des intégristes, créer un mouvement international de solidarité avec l'Algérie où le droit élémentaire à l'existence n'est plus garanti, dénoncer le fascisme rampant et les partis totalitaires basés sur l'exclusion.
Je termine en disant simplement que je voudrais saluer ici la mémoire de tous ceux qui ont été assassinés en Algérie. Nous savons qu'aujourd'hui, plusieurs centaines ont subi le calvaire, nous savons que plus de 60 étrangers dont 22 Français ont payé de leur vie d'avoir été à nos côtés et d'avoir essayé de nous aider dans notre entreprise de développement.
Je vous remercie, Mesdames et Messieurs, je souhaite plein succès à vos travaux.
(Vifs applaudissements)

Gérard Fuchs - Chers camarades, je pense que nous avons écouté cette intervention avec émotion. Je voudrais rappeler pour que les choses soient claires que les quatre intervenants de cette table-ronde s'expriment en tant que personnes sur la base de leur qualité professionnelle et non pas au nom d'une organisation. Plusieurs questions ont été posées à la tribune sur les organisations algériennes invitées à ce Congrès. Je voudrais donc répéter notre position, de façon à être clair et éviter tout malentendu.
Nous avons invité quatre partis politiques algériens qui siègent parmi les délégations étrangères là bas qui sont :

- Le FLN. Nous avons souhaité inviter plus particulièrement d'ailleurs certaines personnes que je ne nommerai pas, qui n'ont pas pu venir.
- Nous avons invité, ces invitations étant traditionnelles depuis plusieurs Congrès, le RCD.
- Edtahadi.
- Et le quatrième parti auquel nous donnons toujours un rôle particulier puisque c'est notre Parti frère, membre de l'Internationale Socialiste. C'est de lui que nous nous sentons le plus proche en termes de position, le Front des Forces Socialistes.

Je donne maintenant la parole à Benjamin Stora, dont je rappelle, tout le monde le sait, je pense, qu'il est Français à la différence des trois orateurs précédents et il est l'auteur de très nombreux livres et articles sur l'Algérie. Il est professeur à Paris VIII, et en ce qui le concerne, et quelles que soient ses sympathies et ses engagements personnels, il est clair qu'il s'exprime en tant qu'universitaire, il m'a demandé de le rappeler, je le fais bien volontiers.
(Applaudissements)

Benjamin Stora

Il y a une difficulté en France à parler de l'Algérie pour plusieurs raisons. Peut-être que cela tient au très long silence de la France et des Français par rapport à ce qui s'est passé en Algérie depuis l'indépendance de 1962. Depuis cette période, c'est-à-dire depuis la période où la France a quitté l'Algérie à la suite d'une guerre très longue que nous connaissons tous, l'Algérie s'est présentée à

Fondation Jean Jaurès

nous comme une sorte de bloc indifférencié, une sorte de société unique dirigée par un parti unique, une sorte de société où n'existait pas de mouvement culturel, de mouvement de femmes, de mouvement de jeunes, où n'existait pratiquement pas de mouvement d'opposition politique.
Je me souviens personnellement en 1987, au moment de l'assassinat à Paris de Ali Mecili, compagnon de lutte de Aït Ahmed, de l'absence des forces politiques, en particulier de la Gauche française au moment de cet enterrement et de la grande solitude des militants berbères et kabyles et des militants algériens par rapport à cet acte particulièrement odieux. Je voulais simplement vous citer cela pour vous dire que pendant très longtemps nous n'avons eu en France de représentation de l'Algérie que celle effectivement d'une société bâtissant le Socialisme de l'industrie industrialisante, bâtissant des réformes agraires, bref, édifiant un Etat centralisé et donc marchant vers le Socialisme à grands pas. C'était une fable ! L'Algérie, comme nous le savons, est entrée dans une crise multidimensionnelle qui est à la fois économique et sociale, qui tient en particulier au fait de la déstructuration de son potentiel industriel, de la très profonde crise agricole que traverse ce pays qui importe pratiquement 70% de ses besoins alimentaires sur le marché mondial, qui est aussi une crise de la démographie, bien sûr, mais également une crise politique et une crise identitaire puisque l'Algérie était effectivement plurielle. Une Algérie mouvante, une Algérie en mouvement, une Algérie différenciée, une Algérie qui tentait notamment de se réapproprier à la fois sont histoire, sa mémoire, notamment à partir du printemps berbère de 1980.
Nous sommes donc, lorsque nous parlons de l'Algérie, dans une situation où tout le monde croit savoir l'Algérie, où tout le monde se sent proche des Algériens (et en même temps si loin d'eux, si loin de leur diversité politique, de leur opposition politique), mais où nous avons du mal à réfléchir et à penser en termes, disons, politiques à propos de l'Algérie, car il existe bien des divergences politiques entre Algériens et nous, Français et nous devons prendre la mesure de toutes les divergences politiques qui existent entre les différentes formations politiques algériennes.
Il n'y a pas simplement que des problèmes de solidarité, d'humanité, par rapport à la souffrance et par rapport à la violence, mais il y a bien des divergences, il y a bien des appréciations posées entre différentes forces, différentes formations politiques. Donc, nous ne pouvons pas renvoyer à une altérité globale, indifférenciée, et parler de l'Algérie comme d'un bloc homogène avec, d'un côté, une société qui souffre et, de l'autre côté, des barbus, des intégristes disons, qui l'agresse. C'est un petit peu plus compliqué que cela. Il y a en Algérie des forces politiques qui sont pour le dialogue politique, pour trouver des formes de compromis, bref pour avancer sur la voie de la paix civile en Algérie, et il y a des forces politiques qui sont pour la guerre civile, qui sont contre le dialogue et qui refusent politiquement ce dialogue. Comme parti politique, le Parti Socialiste devrait réfléchir à cette question car la solidarité ne peut pas simplement se faire sur des bases qui seraient celles d'une ingérence humanitaire ou de problèmes humanitaires. Il faut revenir au politique, savoir

pourquoi l'Algérie est aujourd'hui en situation de pré-guerre civile, avec près de 100 morts par jour, avec près de 30 000 morts depuis l'interruption du processus électoral. C'est une question politique, ce n'est pas simplement, disons, une question humanitaire ou une question de rapport à la violence qu'il faudrait condamner de manière abstraite.
Je conclurai en disant que lorsque la guerre d'indépendance algérienne a eu lieu, il existait effectivement une bataille terrible entre l'armée française et, bien sûr, le FLN, et nous n'avons pas suffisamment prêté attention à l'époque à ceux qui essayaient de faire entendre des sons différents en France ; je pense en particulier à ceux qui avaient été assassinés par l'OAS le 15 mars 1962, Max Marchand, Mouloud Feraoun et leurs compagnons qui, précisément, essayaient de tracer une autre voie pour l'Algérie.
Eh bien, ne recommençons pas politiquement la même erreur d'appréciation et d'analyse. Entre l'armée et les groupes armés, il existe une autre voie politique pour l'Algérie, mais cette voie politique, démocratique, ne peut se faire et se construire que par l'établissement d'un dialogue entre tous les partis politiques concernés. Sinon, nous rajouterons de la guerre à la guerre.
La tâche, le rôle des hommes de gauche dans ce pays, à mon sens, est celui de se battre pour la paix civile dans ce pays.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, comme il a été dit (et je remercie à mon tour les quatre intervenants), il s'agit d'une table-ronde et nous avons demandé aux camarades qui sont dans la salle de nous faire parvenir des questions. Un assez grand nombre de questions nous sont parvenues, mais le temps imparti ne permet pas de les prendre toutes.
Nous allons prendre trois ou quatre questions, qui recoupent d'ailleurs toutes les autres, et je vais demander à Pervenche Berès d'en donner lecture de manière que nos intervenants puissent y répondre.
Je précise que, lorsque nous aurons achevé la table-ronde, nous donnerons la parole à Henri Emmanuelli pour conclure ce débat sur l'Algérie.

La présidente - La première question se présente comme suit : pourquoi le pouvoir algérien parle-t-il de démocratie alors que, lors des négociations avec les démocrates comme le FFS, il viole toutes les règles pour qu'il y ait un minimum de démocratie et il ne répond lui-même que par la violence policière, au nom de l'Etat ?
Je ne sais pas, Gérard, comment tu veux organiser le débat... est-ce qu'un de nos invités peut répondre à cette première question ?

Gérard Fuchs - C'est aux invités de la table-ronde de dire lequel d'entre eux se sent, je ne dirai pas le plus concerné (vous l'êtes tous), mais le plus apte à répondre...

Fondation Jean Jaurès

Ahmed Rouadjia

Cette question est compliquée et son caractère compliqué vient tout simplement de l'attitude de louvoiement du régime algérien, qui ne veut pas lâcher prise, qui ne veut pas lâcher le pouvoir, ni en faveur des démocrates, qui risquent de l'éclipser de l'appareil d'Etat, ni en faveur des islamistes, qui risquent de lui demander des comptes.

Le problème en Algérie n'est pas un problème philosophique, de projet de société, entre un projet démocratique, d'un côté (je parle du pouvoir), et un projet intégriste, de l'autre. Nous avons affaire à deux projets totalitaires qui s'affrontent, entre lesquels les démocrates, les véritables démocrates, ou je dirai plutôt les nationalistes favorables à la démocratie, sont complètement éclipsés de ce débat qui ne les concerne pas. Pourquoi cela ne les concerne-t-il pas, et le pouvoir algérien en est conscient ? Parce que ces démocrates (hormis le FFS qui commence à gagner en influence dans certaines régions d'Algérie) sont imperceptibles, méprisables et négligeables du point de vue de la quantité et de la qualité en Algérie.

1°) Ils sont coupés de la population, à laquelle ils ne parlent pas berbère ou arabe dialectal, mais français.

2°) Ces gens-là sont repliés sur des quartiers huppés, sur des quartiers de la petite bourgeoisie en voie de transition vers la moyenne bourgeoisie algérienne, et ne sont pas à l'écoute de la population.

C'est en vertu de cette situation, que le régime a compris que ces démocrates, ces gens qui se disent démocrates, n'ont pas de représentation, n'ont aucun poids politique dans la société algérienne. On constate maintenant la dépolarisation entre les islamistes qui, eux, sont incontestablement présents dans l'imaginaire de la société algérienne (je l'ai dit, je le répète, en tant que chercheur essayant d'être objectif, ce qui n'est pas toujours évident dans cette période de passions véhémentes où l'invective l'emporte sur la réflexion politique), et le pouvoir algérien.

C'est pourquoi je ne peux pas donner une réponse exhaustive satisfaisante, tant que les passions éliminent le débat politique et, surtout, la raison et la volonté de dialogue.

Merci.

(Applaudissements)

Gérard Fuchs - Je voudrais rajouter sur ce point ce qu'a été la position prise par notre Parti très récemment, c'est-à-dire que nous pensons que les relations bilatérales et multilatérales, au niveau et des autorités françaises et de l'Union Européenne, l'aide économique, l'aide monétaire apportées à l'Algérie, sans utiliser bien sûr des moyens qui mettraient de façon désagréable et mal reçue en cause l'indépendance de l'Algérie, doivent pousser au dialogue. Nous pensons, comme Benjamin Stora l'a dit, que le choix n'est pas, encore une fois, entre le régime actuel et sa répression, ou l'intégrisme, mais qu'il faut favoriser la voie démocratique et, par conséquent, nous essayons de peser par nos moyens de parti et par les relais politiques nationaux et européens pour que les autorités

algériennes engagent effectivement le dialogue, s'engagent dans le dialogue, et plus la situation empire, plus nous essayons de nous exprimer de façon carrée, même si ce n'est pas toujours tout à fait public à cet égard.
La question suivante ?

La présidente - Ensuite, il y a la question de savoir comment le peuple algérien peut éviter que la religion soit utilisée pour commettre des assassinats et la question de savoir s'il y a pas une crainte que la situation empire et ne devienne similaire à ce qui s'est passé en Iran ?

Gérard Fuchs - Qui souhaite répondre ?

Benjamin Stora

Il faut arrêter les comparaisons avec l'Iran par rapport à l'Algérie, parce que cela fait partie des fantasmes mais la société algérienne n'est pas la société iranienne, pour plusieurs raisons.
La première, c'est qu'en Iran le Shah est tombé à la suite d'une mobilisation énorme, qui allait du Toudé, c'est-à-dire du Parti Communiste Iranien, jusqu'aux mollahs. Il y a eu une espèce de mouvement général, social, politique, unanime contre le Shah, qui l'a fait tomber.
En Algérie, nous sommes dans une guerre. Donc, pour que le régime tombe et que les islamistes prennent le pouvoir, cela ne me paraît déjà pas être la même situation. Enfin, c'est mon point de vue.
Le deuxième aspect très important, c'est que dans la société algérienne (cela a déjà été dit), il y a une extraordinaire volonté de consommer, de circuler, de voyager, de vivre. Il s'est créé un espace mixte méditerranéen où les Algériens veulent absolument conquérir leur modernité. Il faut le dire et le répéter, cela concerne des millions, des millions et des millions d'Algériens, ce qui n'empêche pas ces millions d'Algériens de voter quelquefois pour le FIS dans certains quartiers, dans certains coins, par désespoir, il faut le savoir aussi. C'est un deuxième point.
Troisième point, il y a la forte présence d'une immigration algérienne en France, enracinée depuis des années ici, plus de 2 millions d'Algériens ou d'origine algérienne vivent ici, en France et en Europe et c'est une dimension très importante qu'il faut prendre en compte dans la construction d'un modèle politique et culturel entre les deux rives de la Méditerranée, ce qui n'était pas le cas en Iran, y compris du point de vue de sa diaspora.
Le quatrième aspect, c'est que l'Islam en Algérie n'est pas un Islam chiite, avec un clergé, donc avec des intermédiaires structurés, mais un Islam sunnite populaire, où il n'y a pas de représentation et de clergé. C'est un élément de comparaison qui ne tient donc pas au niveau de la structuration étatique que les mollahs ont pu imposer en substituant à l'Etat un clergé déjà existant, ce qui n'est pas le cas en Algérie.
Bref, tout cela pour dire que nous sommes engagés en Algérie dans une lutte politique, culturelle et militaire qui est très grave, tragique, violente, sanglante,

Fondation Jean Jaurès

terrible, qui fait des milliers de morts, qui fracture la société algérienne, qui met les Algériens en situation de choisir entre tel parti et tel parti, entre telle formation et telle formation, entre tel modèle et tel modèle de société, et paradoxalement c'est cette pluralité de choix et d'affrontements culturels qui crée de manière tragique l'entrée dans une modernité politique. C'est terrible à dire, mais c'est cela aussi.
Donc, arrêtons les comparaisons avec l'Iran, qui sert plus de contre-modèle que de modèle aujourd'hui, y compris pour les islamistes algériens eux-mêmes. La révolution iranienne date de 1979, elle est loin maintenant, nous sommes en 1994, ne l'oublions pas, quinze ans ont passé... On a vu, les Algériens ont su ce qu'a été la révolution iranienne dans ses effets du point de vue des mutilations, des atteintes aux libertés, toutes ces choses-là ont pénétré dans la société algérienne, tout cela a été approprié par les Algériens eux-mêmes, donc les comparaisons à ce niveau-là ne tiennent pas et l'Algérie aujourd'hui, dans sa propre définition idéologique et identitaire, invente, j'allais presque dire, quelque chose d'original et de nouveau dont on parlera dans dix ans en disant : c'est l'expérience algérienne qui ne recommence pas. C'est-à-dire que c'est sous nos yeux en train de se dessiner, c'est sous nos yeux que cette bataille est livrée par des démocrates, livrée par ceux qui veulent se réapproprier le religieux, livrée par les mouvements de femmes ; il y a une bataille formidable qui se livre dans la société algérienne et à l'extérieur de cette société dont l'issue est encore très indécise et c'est à ce niveau-là qu'il faut saisir le problème et manifester notre solidarité, bien sûr, pour peser le plus dans le sens de la démocratie, dans le sens de l'unité du camp démocratique, bien sûr, mais aussi en sachant que l'Algérie est un pays différent de la France, qui a des formations politiques différentes de celles des Français, qui a une histoire différente, que 70% des jeunes n'ont pas connu la présence française, que c'est très important, et ne cherchons pas à calquer nos modèles politiques, nos types de représentations et de formations politiques sur la société algérienne, parce que cela nous ferait plaisir et cela nous permettrait d'applaudir très fort dans des Congrès !
(Applaudissements)

La présidente - La troisième question est posée par Jean-Claude Giraud, de la fédération de l'Hérault.
Elle attire votre attention sur une contradiction entre une situation économique qui appellerait, quels que soient les jugements qu'on puisse avoir sur les scénarios et les politiques mises en œuvre par le FMI, une politique d'assainissement très sévère dont la seule chance de succès serait d'être acceptée par l'opinion publique (premier élément de la contradiction), et le fait que, pour qu'une telle politique puisse être acceptée par une opinion publique, elle doit émaner d'un pouvoir largement soutenu et donc résultant d'élections libres, quand on sait qu'accepter l'organisation d'élections libres veut dire confier le pays au FIS.

Tassadite Yacine - On n'a pas compris...

Fondation Jean Jaurès

La présidente - D'un côté, si on veut remettre l'Algérie sur pied, il faut une politique d'assainissement très forte qui ne peut être mise en œuvre que par un pouvoir soutenu par la population, et donc issu d'élections libres, et de l'autre on refuse l'arrivée au pouvoir du FIS, sachant que des élections amèneraient forcément le FIS au pouvoir.

Ahmed Rouadjia

Moi, je voudrais répondre à une précédente question, qui est la suivante : pourquoi assassine-t-on au nom de l'Islam (je veux dire, bien sûr, les islamistes du FIS, du Groupe Islamique Armé) ?

Pour moi qui ai suivi ce problème de l'intégrisme depuis des années, si on remonte dans l'histoire la plus récente de l'Algérie, je dois dire que pendant la légalité du FIS, il n'y a jamais eu d'assassinat. Les seuls assassinats ont été commis par le Groupe Islamique Armé qui n'est pas contrôlé par le FIS et le FIS a eu des problèmes énormes avec ce mouvement terroriste qui a été à l'origine financé par les Américains et les Saoudiens, c'est-à-dire toutes les monarchies obscurantistes du Moyen-orient. Le FIS, pendant la période de la légalité, a essayé justement de neutraliser, mais en vain, ces groupements armés. La deuxième chose, c'est que les assassinats n'ont commencé que lorsque les autorités militaires ont instauré l'état d'urgence, la torture, les exécutions sommaires. Je dois vous rappeler que le rapport d'Amnesty International, qui remonte à quelques semaines, parle d'exécutions sommaires... Moi, je connais des familles (je suis allé les voir) qui ont perdu leurs fils, leurs enfants, soupçonnés tout simplement d'appartenir à la mouvance islamiste !

Mais je dois vous faire observer que Boudiaf a été assassiné par les militaires et que son assassinat a été imputé le lendemain, le 30 juin 1992, aux islamistes. Kasdi Merbah, ancien chef de la sécurité militaire, a été assassiné par le pouvoir. D'autres intellectuels ont probablement été (je n'en ai pas la preuve) assassinés par le pouvoir, assassinats imputés aux islamistes. Il y a de très nombreux citoyens anonymes, ordinaires, qui ont été et qui sont assassinés par le pouvoir, parce que je dis que nous sommes dans une guerre passionnelle où les adversaires s'entretuent.

Il y a une vision manichéenne qui consiste à dire que le mal provient uniquement des islamistes. Je ne dis pas cela pour disculper les islamistes, mes valeurs n'ont rien à voir avec ces gens-là, mais il faut absolument être objectif, dire la vérité si l'on a les moyens de la dire, dire que nous sommes en présence de deux adversaires fanatiques, l'un se réclamant d'une modernité inachevée, d'une démocratie absente, qui n'a jamais existé, l'autre, le mouvement islamiste, qui est dans une posture défensive, parce qu'il ne faut pas oublier que des milliers d'Algériens civils, qui avaient des sympathies pour les islamistes, sont torturés de façon permanente et exécutés. Voilà, je pense, pour la première question...

Myriam Derkaoui

Pardonnez-moi d'apporter la contradiction. Evidemment, je ne représente que mon point de vue, mais je tiens quand même à dire qu'il faut rendre à César ce qui lui appartient et, puisque les islamistes, le Groupe Islamique Armé et l'Armée Islamique du Salut revendiquent les assassinats, les enlèvements et les égorgements, eh bien, il faut qu'on les leur laisse ! On ne va pas dire : "Non, ce n'est pas vous, vous êtes innocents !"

(Applaudissements)

C'est bien eux qui revendiquent, c'est bien eux qui, à partir de Londres et d'Allemagne, par le biais de l'Arhmat Kebir, disent qu'il faut aujourd'hui intensifier la lutte jusqu'à l'objectif final, c'est bien eux qui encouragent les assassinats de citoyens civils, de simples personnes qui se rendent à leur travail, d'écoliers qui sortent des établissements scolaires ! Pas plus tard qu'il y a deux semaines, à Aln-Tecla, des écoliers sortaient de l'école et ils ont été assassinés ! La revendication est celle du GIA ! Donc, moi, je ne vais pas ici me faire l'avocat du diable. D'autre part, quelqu'un a posé la question : s'il y a des élections et que le FIS gagne ces élections, pourquoi, au nom de la démocratie, ne le laisserait-on pas faire ?

Il faut dire qu'en Algérie (M. Benjamin Stora en a parlé, il a parlé des aspects de la démocratie et de l'histoire de l'Algérie, je ne vais pas revenir là-dessus), les conditions ne sont pas réunies pour un exercice réel de la démocratie. Comment peut-on aller voter aujourd'hui alors qu'aller travailler ou aller faire son marché est déjà un acte d'héroïsme ? Comment peut-on aller voter alors que les assemblées populaires communales, c'est-à-dire l'équivalent des mairies, ont connu la destruction des fichiers depuis qu'en 1990 le FIS les a occupées pour la plupart, je dirai pour la quasi-totalité ? Ces fichiers sont détruits ! Qui sont les électeurs ? Est-ce qu'on va, comme pour les élections législatives, encore faire disparaître 900 000 cartes d'électeurs ?

On ne peut pas parler de démocratie et d'exercice de la démocratie dans des conditions pareilles.

Quant à venir au pouvoir, il faut d'abord que ce parti obéisse au moins aux principes constitutionnels. Parce qu'il est vrai que dans ce pays, aujourd'hui, on ne respecte plus rien, mais il y a quand même une constitution qui date de 1989 et qui, dans son article 40, interdisait la formation de partis intégristes, de partis qui, comme l'ont fait le FLN et l'armée, vont instrumentaliser encore la religion à leur profit, alors que la religion est celle de tout le peuple algérien !

J'ai assisté personnellement aux élections municipales de 1990, et ceux qui étaient là, comme observateurs du FIS, disaient aux électeurs : voilà le Parti des musulmans, voilà les autres partis, tous les autres partis démocrates, de gauche ou de droite, selon les appellations, les partis classiques qui étaient considérés comme des partis impies, seul le FIS était le Parti des musulmans.

Il y a une partie des gens qui vont voter pour le Parti des musulmans, ils ne vont pas voter pour un autre Parti. En plus un parti qui vous dit : une fois que je suis au pouvoir, je n'accepte pas l'alternance. Ali Belhadj l'a bien dit : "la démocratie, je l'ai cherchée dans les dictionnaires arabes, c'est un mot qui

n’existe pas". La démocratie est une hérésie, contraire à la religion musulmane. Donc pour eux, c’est un moyen d’arriver au pouvoir, ce n’est pas, comme disait Benjamin Stora, comme dans les sociétés occidentales, ce n’est pas du tout les mêmes représentations, ni les mêmes repères.
Pour lui, quand il est arrivé au pouvoir, il le garde, parce qu’il l’a au nom de Dieu, il porte la parole de Dieu. Comment voulez-vous lui porter la contradiction ? Nous avons vu et l’expérience a montré que pendant les municipales et après, dans les assemblées où ils étaient présents aux côtés d’autres forces politiques, des forces politiques démocratiques, ou autres, ou même ceux du FLN, qui s’entendaient plus ou moins puisque le FIS sort pratiquement des rangs du FLN, Abassi Madani, était un élu du FLN en 1974, dans ces assemblées, disais-je les décisions n’étaient pas prises au conseil municipal. Les décisions étaient prises dans ce qu’ils appelaient les conseils consultatifs du FIS, la veille, et on venait les imposer le lendemain aux élus des autres partis politiques, en disant : "nous FIS nous sommes majoritaires, et notre conseil consultatif en a décidé ainsi."
C’est comme cela que les attributs, les symboles de la République algérienne ont été enlevés devant les communes, alors que la devise c’était par exemple - je ne dis pas cela pour défendre ou ne pas le défendre - "par le peuple, et pour le peuple", on a jeté tout cela, on a mis : "commune islamique" un peu partout.
Donc les atteintes à la constitution, à la loi algérienne étaient connues dès 1990.
Je laisse la parole à Tassadite Yacine.

Tassadite Yacine

Je crois que nous illustrons tous peut-être une image de cette Algérie déchirée. Comme vous pouvez le constater, nous avons des discours différents, mais ceci dit, pour résumer, il est hors de question de faire le jeu de l’intolérance. Il est hors de question de tomber dans le panneau habituel où l’on se situe du côté du pouvoir, ou du FIS. Nous ne sommes pas là pour justifier cette intolérance et l’admettre, et nous ne sommes pas là pour dire qu’on va assassiner, même après l’arrêt des élections, mais ceci dit, je crois que le problème en Algérie et cela on ne cessera jamais de le dire, c’est qu’on n’a jamais repensé l’histoire de l’Algérie, non seulement depuis 1962, mais depuis les années 80.
Là aussi, aller à des élections sans savoir quelles seraient ces élections, c’est quand même l’illustration d’une aberration et d’un manque de lucidité extraordinaire.
Ce que disait M. Rouadjia tout à l’heure je ne le partage absolument pas, à savoir que les dits démocrates, ou ceux qui se proclament démocrates - on n’a pas à rentrer dans ces considérations, est démocrate celui qui se dit démocrate- la démocratie n’est pas une histoire de langue nom de Dieu !
(Applaudissements).
Ce n’est pas parce qu’on parle français qu’on est démocrate, et qu’on parlera arabe qu’on n’est pas démocrate. Qu’est-ce que vont devenir tous ces Algériens qui ne parlent ni arabe, ni le français, qui parlent berbère ou le dialecte ?
Dans les assemblées d’Ores et de Kabylie il y avait ce qu’on appelait la Yema,

une assemblée municipale et chacun donnait sa voix. Ce n'est peut-être pas la démocratie au sens où on l'entend maintenant, mais c'était les germes d'une démocratie, dans les villages de Kabylie ou d'Ores, ou des Hauts Plateaux, les femmes sortaient, parlaient avec les hommes.
Donc je veux dire encore une fois qu'il y a des germes de démocratie en Algérie, il y a des possibilités d'ouverture, et en tous les cas cela me gêne beaucoup de retomber dans ce piège, pouvoir/FIS, mais je crois que nous devrions essayer tout au moins de voir comment essayer de redonner la parole à la société algérienne, au peuple algérien qui lui est muet, ne peut pas venir aujourd'hui parler.
Ce sont ces gens là aujourd'hui qui ont voté FIS, on le sait, par contestation, ils ont voté parce qu'ils en avaient assez, et c'est en fait revenir à la paix, revenir à une espèce de sérénité morale et je dirai même à une sécurité physique et voir si ces gens qui ont voté FIS ce qu'ils voteraient aujourd'hui. C'est cela qui m'intéresse, la vérité. Les assassinats sont à condamner, et si c'est le pouvoir c'est dix mille fois plus condamnable. On ne va pas encore rentrer là-dedans. Cela n'a pas de sens, il est quelque part à condamner, il est justement au pouvoir, il a tous les moyens de connaître sa société, s'il ne l'a pas fait, c'est qu'il y a des raisons.
Quant au FIS, de grâce : on n'a pas assassiné des gens sous prétexte qu'ils sont avec le pouvoir, on sait que la majorité des Algériens ne sont pas avec ce pouvoir. Il y a là une grande contradiction.
Excusez-moi de m'être emportée, mais je crois que la situation l'explique.
(Applaudissements)

Le président - Au contraire, chers amis, merci d'avoir exprimé à la fois ce que vous ressentez profondément et de faire apparaître aussi votre diversité.
Il serait tout à fait anormal que vous soyez tous bâtis sur le même moule, que vous pensiez tous à la même chose. Le temps qui nous est imparti pour cette table-ronde va s'achever, je tiens au nom de tout le Congrès à vous remercier pour votre présence et pour vos interventions et au nom de tous je vous souhaite bon courage pour la lutte que vous menez et dont nous sommes solidaires.
(Vifs applaudissements).
Vous restez là bien sûr. Je vais donner la parole à Henri Emmanuelli pour conclure ce débat sur l'Algérie, étant entendu que la partie internationale de notre après-midi sera conclue par Pierre Mauroy, président de l'Internationale Socialiste. La parole est à Henri Emmanuelli.
(Applaudissements)

Henri Emmanuelli

Je voudrais ajouter mes remerciements à ce que vient de faire Claude Estier, pour les participantes et les participants à cette table-ronde.
Mes chers camarades, il est inhabituel qu'un de nos Congrès consacre une séance entière de ses débats à une question internationale.
Pourtant notre Bureau exécutif avait de bonnes raisons pour vous proposer

d'innover quelque peu en donnant une dimension toute particulière à la discussion consacrée à la situation en Algérie. Lorsque l'on assassine des femmes et des hommes à quelques kilomètres de notre territoire, parce qu'ils ont commis le crime impardonnable d'avoir conservé une parole et une pensée libres, lorsque des enfants sont les victimes d'une violence aveugle, lorsque la paix et la stabilité d'un Etat avec lequel nous avons tissé depuis longtemps des liens d'amitié et de fraternité sont mises à mal, lorsque l'idée démocratique recule au profit de l'obscurantisme et de l'intolérance, lorsqu'une région du monde, si proche de notre pays, est menacée de s'enfoncer dans le chaos, alors le sujet est trop grave, les enjeux sont trop importants.

Alors les Socialistes se doivent d'exprimer avec force leur émotion, mais aussi leur détermination à combattre pour la paix et la liberté.

L'Algérie ! C'est une longue histoire que celle des relations entre la Gauche française et l'Algérie, l'histoire de la lutte contre le colonialisme sous toutes ses formes, qu'il soit autoritaire ou paternaliste ; pour l'indépendance et le respect de la dignité d'un peuple à qui la République française n'avait pas reconnu les droits fondamentaux qui sont au cœur de ses constitutions et forment sa devise.

C'est l'histoire d'une volonté commune de millions de femmes et d'hommes qui ont agi des deux côtés de la Méditerranée, pour la paix, la liberté, l'égalité et la fraternité et contre une guerre à laquelle ont participé plus de citoyens français qu'il n'y eu de soldats américains au Vietnam. Autant de jeunes gens envoyés "là-bas", pour une cause qui n'était pas la leur et auxquels la société française a mis tant de temps à reconnaître leurs droits.

Dans ces combats, la Gauche fut toujours présente et nombre de ceux qui fondèrent notre Parti à Epinay il y a de cela vingt trois ans, y firent leurs premières armes. C'est cette histoire, mes chers camarades, que nous continuons aujourd'hui sur les mêmes objectifs, aux côtés des démocrates algériens et de nos amis, à qui je tiens à rendre avec vous, comme l'a fait tout à l'heure Gérard Fuchs, un hommage particulier, car c'est bien de démocratie dont il est question, démocratie aujourd'hui noyée dans une véritable guerre civile, et pour laquelle nous ne devons ménager aucun effort. Démocratie, que la Droite française n'a jamais voulu admettre, pour le peuple algérien. Ni bien sûr pendant la période de colonisation, ni encore aujourd'hui où elle feint de croire à l'image de M. Pasqua qu'il n'existe pas d'autres alternatives que celles qui opposent la dictature des militaires à celles des islamistes, version musulmane du sabre et du goupillon. Nous connaissons bien cet état d'esprit caractéristique des nostalgiques du vieil "empire colonial", selon lequel les Droits de l'homme ne seraient pas une valeur universelle, mais une spécificité occidentale, inexportable et inadaptée aux "particularités", entre guillemets, des peuples non européens. Cette idée, les conservateurs français la partagent d'ailleurs avec les islamistes algériens qui ont fait de la faillite du régime militaire leur fonds de commerce. Eux aussi pensent que la démocratie est impossible dans un pays du Maghreb et, comme M. Pasqua, expliquent qu'il n'y a qu'un choix, eux ou l'armée. Ils espèrent ainsi attirer vers leur parti tous ceux que le régime précédent a laissé sur le bord du chemin, et il faut bien reconnaître que cette

tactique leur a jusqu'à présent plutôt réussi.
Quant à nous, avec nos amis algériens, c'est cela, cette fausse alternative entre théocratie et bruit de bottes que nous refusons.
Nous la refusons parce que des millions d'Algériens ont voté pour la démocratie, contre l'obscurantisme et la dictature. Parce qu'il n'existe pas d'autres voies pour faire durablement échec à la montée de la violence, que d'avoir le courage de faire le pari de la liberté, du progrès, et de la modernité. Pour toutes ces raisons, et bien d'autres encore, nous voulons la démocratie.
Antonio Gramsci qui n'appartient pas à notre famille de pensée, a dit un jour, dans un autre contexte, je le cite : "L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour, dans ce clair-obscur surgissent les monstres".
Je crois que l'on pourrait parfaitement adapter ce propos à la situation actuelle de l'Algérie.
Agissons donc pour que le nouveau, c'est-à-dire la démocratie, parvienne à voir le jour et fasse définitivement oublier les monstres, qui pointent leur nez ou leur barbe, sur les ruines de l'"ancien", la dictature du Parti unique et des militaires. C'est, j'en suis persuadé, par le dialogue le plus large que tous ceux qui aspirent à la démocratie et refusent l'intolérance, offriront au peuple algérien cette "troisième voie", sur laquelle nous fondons tous nos espoirs. C'est le combat pacifique que mènent de l'autre côté de la Méditerranée, mais aussi parfois sur notre sol, des femmes et des hommes travailleurs, journalistes, syndicalistes, intellectuels, qui font preuve d'un courage et d'une détermination qui forcent notre admiration.
Et nous, Socialistes français, me demanderez-vous, que devons-nous faire ?
D'abord marquer notre solidarité sans faille avec ce combat, comme nous l'avons fait dans de nombreuses fédérations, en recevant des délégations d'organisations démocratiques algériennes, comme nous le faisons aujourd'hui depuis cette tribune, comme nous continuerons à le faire dans nos départements, nos communes, là où nous travaillons en redonnant aux principes de la solidarité internationale toute sa force et sa vivacité.
Comme nous le ferons, dans quelques jours, en participant à la réunion, à la manifestation humanitaire du 3 décembre à Paris. Démontrer aussi sans relâche notre attachement à la valeur de la démocratie, auprès de l'ensemble des Français, et peut-être plus particulièrement de ces jeunes citoyens, originaires de pays du Maghreb qui ont leur regard tourné vers le drame qui est en train de se jouer de l'autre côté de la Méditerranée et dont la volonté citoyenne s'exprime à nos côtés.
N'acceptons pas ici non plus que les politiques, des intégristes et des conservateurs se nourrissent mutuellement ; que la chasse au faciès, le rejet et le racisme ne suscitent des frustrations dont profiteraient les ennemis de la démocratie. Sous prétexte de politique sécuritaire, nous aurions alors ce qu'a fait cet été M. Pasqua lorsqu'il recherchait les terroristes dans les files des cinémas des Champs Elysées, c'est-à-dire, à terme, une politique à haut risque pour la sécurité.
Notre objectif est clair, il s'exprime à travers quatre idées fortes.

Fondation Jean Jaurès

- Luttons avec la plus grande fermeté contre toutes les forme de terrorisme et contre la violence et rejetons les assimilations xénophobes encourageant des discriminations dont souffrirait une partie de la population de notre pays.
- Refusons les atteintes aux principes qui fondent notre Etat républicain, les provocations des milieux intégristes qui n'ont qu'un objectif : favoriser la constitution de véritables ghettos sur lesquels ils espèrent pouvoir assurer leur domination sans se soucier de l'intérêt des populations concernées.
- Défendons les principes d'une intégration laïque et républicaine.
- Faisons vivre le modèle démocratique qui n'est ni français, ni algérien mais tout simplement universel et permet aux femmes et aux hommes de s'honorer du titre de citoyen.

(Applaudissements)

Le président - Merci. Nous achevons ainsi ce débat sur l'Algérie.
Encore une fois, merci à tous ceux qui y ont participé.
Je donne maintenant, pour clore cette journée internationale, la parole à Pierre Mauroy, président de l'Internationale Socialiste.
(Applaudissements)

Pierre Mauroy

Mes chers camarades, dans les tous premiers mois de ce siècle, lors du célèbre débat sur les deux méthodes qui, à Lille, l'opposait à Jules Guesde, Jean Jaurès concluait en disant : "quels que soient les dissentiments, quelles que soient les difficultés, quelles que soient les polémiques d'un jour, entre Socialiste, on se retrouve"... et il ajoutait : "Nous reviendrons, non plus pour batailler, non plus pour polémiquer, mais pour chercher ensemble, en loyaux camarades, quel est le meilleur moyen de servir les intérêts du Parti." Mes chers camarades, cet état d'esprit est le mien, comme il l'a toujours été. Je sais qu'il est aussi le vôtre. Il m'est agréable de le souligner ici, à Liévin, au cœur du bassin minier, symbole de la mémoire ouvrière, de ses rêves, de son combat, et de son martyr.
Nous aussi, nous avons connu des difficultés et des dissentiments. Nous aussi, aujourd'hui, on se retrouve. Et nul ne peut douter que, nous aussi, nous nous retrouverons encore demain pour servir les intérêts de notre Parti, défendre nos valeurs et faire gagner la Gauche.
Ces valeurs-là - liberté, justice sociale, tolérance et paix - sont partagées par tous les partis sociaux démocrates du monde. Aussi, il est particulièrement symbolique que, comme la tradition le veut, la première journée de notre Congrès soit consacrée à l'international. Et il est tout aussi symbolique qu'un large espace de débat ait été ouvert sur l'Algérie dont les drames nous font si mal.
L'Algérie est aujourd'hui dans l'impasse. Beaucoup feignent de croire que la seule alternative se situe entre le gouvernement actuel et les intégristes, c'est-à-dire, dans l'un comme dans l'autre cas, dans la violation des Droits de l'homme et dans la faillite économique. J'ai rencontré Hocine Aït Ahmed, il y a

Fondation Jean-Jaurès

seulement quelques jours. D'autres voies existent ! L'Internationale Socialiste et son Comité Méditerranée seront à ses côtés, en espérant jouer un rôle aussi utile que celui du Comité Moyen-orient dans le processus de paix en cours. Lorsque l'on se demande "comment va le monde ?".. La mode est aujourd'hui au pessimisme. Le choix des civilisations, le nouveau Moyen-age, un monde privé de sens, le désenchantement de la liberté, voilà quelques livres parus ces derniers mois en France ou à l'étranger et dont les titres, à eux seuls, résument un climat.
Hier, d'autres, ou parfois les mêmes, évoquaient le triomphe définitif de la démocratie libérale et invoquaient imprudemment la fin de l'histoire.
Nous voguons ainsi d'un excès à un autre mais prenons garde de ne pas oublier les avancées dont, il y a 5 ans seulement, nul n'osait même rêver. Et méditons ce vieux proverbe chinois qui affirme que "quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt".
Car même là où les difficultés, les plus graves, subsistent, des progrès existent et il ne faut pas baisser les bras. Certains semblent se désespérer d'une Afrique qui, entre famines et génocides, maladies et dictateurs, serait vouée au drame. Mais le continent africain accomplit également des pas en avant... trop lents peut-être... trop timides sans doute, mais la fin de l'apartheid en Afrique du sud, ce n'est pas rien ! L'indépendance de la Namibie, ce n'est pas rien ! Plus de 20 Etats qui adoptent le multipartisme, ce n'est pas rien !
Prenons acte, avec satisfaction, de ce qui a été accompli, mais mesurons aussi le chemin qui reste à parcourir. Et parce que nous sommes Socialistes, souhaitons que ces premiers pas soient suivis de beaucoup d'autres. L'Afrique le mérite, nos camarades africains savent que nous serons à leurs côtés pour continuer ces combats. Et je partirai moi-même à la mi-décembre en Afrique pour leur apporter votre soutien et celui des Socialistes du monde entier.
Mes chers camarades, le monde change et change très vite. L'économie, la culture, la communication, tout s'internationalise. Et ce monde là a besoin d'être organisé. C'est la mission des gouvernements, des partis et des institutions internationales. Dans tant et tant de pays pourtant, les politiques sont décriés, au moment où jamais peut-être ils n'ont été si indispensables. C'est pourquoi je veux dire ici, à vous qui êtes des militants, et qui parfois doutez, que des millions de femmes et d'hommes partagent dans le monde entier vos convictions. Comme vous, partout, ils se battent pour elles, et cet engagement là demeure aujourd'hui utile et digne. Oui, le monde change très vite. Le Socialisme est né au siècle dernier dans la révolte de toutes celles et tous ceux qui n'acceptaient pas un ordre naturel fait de misère et d'exploitation. Et il est bien naturel que non seulement nous n'oublions pas ces racines mais, davantage encore, que nous les honorions. Demain, seront rassemblés la mine, symbole de nos combats, et le Président de la République, symbole de nos victoires et nous en sommes très fiers et très heureux.
(Applaudissements)
Dans la traversée de ce siècle, si rude, le Communisme s'est effondré et le Socialisme a résisté et a progressé. Il peut aborder avec confiance le siècle qui

approche s'il sait faire preuve de fidélité à ses valeurs mais aussi de renouvellement dans ses méthodes.
La permanence de nos combats, mes chers camarades, c'est notre devoir et notre honneur. Combats, le mot est employé à dessein, car nous le savons tous : les acquis sont parfois octroyés, toujours fragiles mais jamais donnés, et nous savons aussi d'où vient notre force : les valeurs que nous portons ne sont pas périmées par le temps, nos combats sont les bons. Combat pour la justice, combat pour la liberté, et combat pour la paix bien sûr, mais par leur durée et leur gravité, certains conflits paraissaient insolubles.
L'Afrique du sud, grâce à Nelson Mandela, et Frederik de Klerk, est sortie de l'apartheid. Et l'Irlande du nord, grâce à John Hume, le leader du Parti travailliste, s'engage sur la voie de la réconciliation. Au Proche-orient, grâce à Yitzhak Rabin, et Yasser Arafat, grâce aussi bien sûr à notre ami, Shimon Pérès, dont chacun connaît le rôle décisif, s'ouvrent des perspectives nouvelles et plus belles même si tout sera difficile. Shimon Pères sera parmi nous lors du prochain Conseil de l'Internationale, la semaine prochaine à Budapest, et nous lui rendrons l'hommage que son action mérite.
La fin du conflit est-ouest a fait espérer que ce monde jusque là soumis à la force soit désormais régulé par le droit. L'Organisation des Nations Unies fêtera bientôt son 50ème anniversaire. Elle doit être renforcée et rénovée. Elle représente le symbole de ce que nous souhaitons : un monde plus équilibré et plus juste.
Je n'ai jamais sombré dans l'anti-américanisme primaire. J'ai beaucoup de respect pour ce grand peuple, mais la levée unilatérale du contrôle de l'embargo sur les armes en Bosnie s'est accompagnée, au même moment, du refus d'examiner la levée de l'embargo commercial sur l'Irak, quand celui-ci a accepté de se conformer aux résolutions de l'ONU.
Ainsi, sans aller plus loin sur le fond, je veux dire ceci, il n'est sans doute pas acceptable qu'un seul pays, quel qu'il soit, prétende régenter le monde au mieux de ses intérêts. Je ne suis pas qualifié pour décider si, comme l'a dit un de ses anciens Présidents, ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les Etats-Unis, mais je sais en revanche que je peux le dire avec les Socialistes tranquillement, que ce qui est bon pour la General Motors et pour les Etats-Unis n'est pas forcément bon pour le reste du monde.
(Applaudissements)
Combat pour la paix, combat pour le droit donc. Mais aussi combat pour la démocratie, dont l'essor dans l'est de l'Europe, en Afrique, mais aussi en Asie et en Amérique latine constitue le fait le plus marquant de ces dix dernières années. Et combat également pour la solidarité. Le monde est riche quand trop de peuples sont misérables. Les pays en développement ont récemment rejeté l'augmentation des droits de tirages spéciaux proposée par le club des pays riches, le G7. Et ils ont eu raison, car non seulement l'ambition était défaillante, mais la concertation avec les pays concernés était absente. Le G7 ne doit pas être plus que les Etats-Unis le directoire du monde. Les pays en développement ne veulent plus la charité et l'aumône. Ils ont certainement besoin d'aide, mais ils

Fondation Jean Jaurès

veulent se développer par eux-mêmes. C'est pourquoi ils récusent tout ce qui leur apparaît comme du protectionnisme ouvert ou déguisé, et qui s'apparenterait à une forme de néo-colonialisme.
(Applaudissements)
Nous ne pouvons accepter que les pays riches succombent aux sirènes démagogiques du protectionnisme. Mais nous ne pouvons accepter non plus que les pays pauvres refusent toute législation protégeant les enfants, ou réglementant le travail. Entre le protectionnisme et l'esclavage des autres, il existe un espace de progrès et de solidarité. C'est dans cet espace-là que nous voulons travailler, les Socialistes du monde... (applaudissements)... et je dirai même plus, c'est dans cet espace-là que s'inscrit le Socialisme, en tous les cas l'avenir du Socialisme.
Les raisons pour lesquelles nous combattons et les objectifs que nous poursuivons restent donc identiques. Et pourtant, la social-démocratie, ce que nous appelons plus communément ici le Socialisme, change profondément. Elle était essentiellement européenne. Elle est devenue réellement universelle, elle était absente de l'Asie, elle dirige maintenant le gouvernement au Pakistan, au Népal et au Japon où vient d'être votée la retraite à soixante ans. Et elle vient de remporter au Sri Lanka une victoire aux législatives après avoir gagné l'élection présidentielle.
La social-démocratie était faible en Afrique. Elle l'est encore d'une certaine façon. Elle tient maintenant sa place tout de même. Avant-hier, la Tunisie et le Sénégal, hier, le Bénin et le Mali, demain nous l'espérons la Côte d'Ivoire. Demain encore, nous l'espérons aussi, Nelson Mandela en Afrique du sud nous rejoindra.
J'ajoute enfin que j'ai ce privilège de présider une organisation dont le problème n'est pas de conserver ses adhérents, mais d'accueillir la soixantaine de partis qui en ont fait la demande et on en accueillera beaucoup d'entre eux au prochain Congrès de l'Internationale Socialiste en 1996. Oui, en quelques années, sur tous les continents, la social-démocratie a changé, et la perception de la social-démocratie a changé, elle aussi.
En Amérique latine, des mouvements de guérillas ont déposé les armes - cela fait déjà quelques années - et nous ont rejoints et les partis traditionnels de l'Internationale ont tiré des leçons des décennies passées, et considèrent désormais la lutte contre l'inflation comme une préoccupation légitime comme l'ont si clairement montré les deux grands séminaires organisés par la Fondation Jean Jaurès en Colombie et en Uruguay. En Europe de l'est, ceux que l'on appelle encore des anciens Communistes - par une commodité de langage d'ailleurs désagréable et inadaptée - nous rejoignent également, laissant entrevoir la perspective d'une unité retrouvée comme avant 1917 même s'il y faudra du temps et beaucoup de temps. Et, aussi inespéré peut-être, ces anciens Communistes commencent à travailler avec les anciens dissidents. En Hongrie où nous dirigeons le gouvernement depuis quelques mois après une belle victoire. En Pologne même, les anciens Communistes s'allient à Bronislaw Geremek pour conquérir la mairie de Varsovie. Que le monde change, que le

monde s'adapte, au sein de l'Union Européenne, il s'agit de mener désormais, de mener de pair élargissement et approfondissement. Certains ne veulent que l'approfondissement, ignorant l'histoire et la géographie. D'autres n'appellent qu'à l'élargissement, masquant mal leur véritable objectif : le dépérissement de l'Union Européenne dans une zone de libre-échange.

Il y a dix ans, l'Europe était en panne. Avec François Mitterrand, avec, soyons justes, d'autres formations qui ne partagent pas toutes nos idées, loin de là, Jacques Delors l'a relancée, cette Europe, et je serai à Essen, et nous serons plusieurs, le Premier secrétaire sans doute, le secrétaire aux relations internationales, pour rendre hommage à Jacques Delors pour son action à la tête de la Commission.

(Applaudissements)

Aujourd'hui, oui, je crois que cette action à la Commission a permis de construire pas à pas l'Europe, a permis de la relancer, permet de nous ouvrir cette perspective, on la doit à François Mitterrand, la France a été au premier rang de ce combat, mais on la doit aussi à Jacques Delors, qui a présidé avec éclat la Commission de Bruxelles.

(Applaudissements)

Aujourd'hui, d'abord, du fait de la crise, on freine ici ou là. Mais il faut au contraire accélérer, précisément parce que nous sommes Socialistes.

L'élargissement nous a ouvert de nouveaux pays socio-démocrates. C'était vrai pour l'Espagne hier, c'est vrai pour la Suède, pour l'Autriche aujourd'hui. Et si la Norvège ratifie son adhésion à l'Europe, il y aura demain, mes camarades, dix commissaires européens sur vingt-et-un qui seront Socialistes. Mais l'approfondissement est aussi nécessaire pour rendre l'Europe plus sociale, plus démocratique, en surmontant le blocage de ceux qui ne rêvent que d'un grand marché. Oui, l'élargissement et l'approfondissement constituent deux moyens de faire progresser nos idées. Mais il y en a un troisième, c'est de remporter les élections là où nous sommes dans l'opposition ! C'est de faire en sorte que si maintenant il y a dix commissaires européens sur vingt-et-un, eh bien, dans les années qui viennent il y en ait davantage encore. Je suis allé à Londres il y a quelques jours pour rencontrer le nouveau leader du Parti travailliste, Tony Blair. Je veux vous dire ici mon espoir : les élections ne sont malheureusement pas pour demain, mais le trop long règne des conservateurs va s'achever, car le Parti travailliste, je crois, est en train de réussir à représenter l'ensemble de la classe ouvrière, une grande partie de la classe moyenne britannique, des cadres, des intellectuels, et c'est ainsi qu'il viendra au pouvoir. Partout où elle a su s'adapter, la social-démocratie a progressé. Nos camarades allemands sont aux portes du pouvoir, ils les franchiront à nouveau, c'est une question de temps ! Tous ces progrès ont, bien sûr, reposé sur le charisme des hommes et la crédibilité des projets, mais aussi sur la volonté de gagner.

Depuis la première Internationale, le Socialisme a rêvé de conquérir le monde par la conquête du pouvoir. C'est au début du siècle que de doux rêveurs ont pensé qu'il suffirait de conquérir les mairies pour conquérir le pouvoir. Ils se trompaient ! Pour conquérir le pouvoir, il faut à la fois conquérir les mairies et le

Fondation Jean Jaurès

pouvoir national, et j'espère que c'est ce que nous ferons en juin prochain.
(Applaudissements)
J'ai souligné la permanence de nos combats et de nos valeurs, la paix, la solidarité, la démocratie, l'éthique. J'ai souligné le renouveau de la social-démocratie dans le monde et combien le succès dépendait de ces mutations. J'ai souligné l'importance des questions internationales et européennes aujourd'hui. Tous ces défis sont ceux de la social-démocratie dans le monde. Ce sont également ceux du Socialisme en France, et la suite devrait donc aller de soi.
Nous allons affronter dans moins de six mois des élections décisives pour l'avenir de notre Parti et de notre pays. Nous pouvons les gagner. Nous sommes rassemblés et nous allons élire ensemble Henri Emmanuelli dimanche matin au poste de Premier secrétaire. Nous portons des valeurs qui correspondent aux aspirations des Français et nous comptons dans nos propres rangs un homme capable de répondre au défi que j'évoquais. Il a participé à tous nos combats depuis 1974. Il assure une responsabilité majeure dans la construction de l'Europe. Il a les moyens de battre le candidat de la Droite. Alors, allons-y !
(Applaudissements)
Si Jacques Delors ne peut apporter sa réponse aux questions qui lui sont posées aujourd'hui, et nous le comprenons, notre Parti peut en revanche, dans ce Congrès et au-delà, exprimer fortement ce qu'il souhaite : avoir le candidat qu'il faut pour gagner les élections présidentielles. Mes camarades, je termine.
"Servir au mieux les intérêts de notre Parti", disait donc Jean Jaurès. Eh bien, je ne connais pas de meilleur chemin que celui de la victoire, ou en tous cas de s'avancer vers la victoire. Et même si, dans la situation qui est la nôtre, le chemin est difficile, ce chemin existe. Nous devons le suivre, rassemblés, volontaires, déterminés. Nous le voulons, et si nous le voulons, eh bien, nous le ferons ensemble !
Merci.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci à Pierre Mauroy.
J'ai deux communications à vous faire.
Nous achevons ainsi cette première après-midi de notre Congrès consacrée à la partie internationale. Nous reprendrons nos travaux demain matin, et je vous demande de m'écouter attentivement, à 9 heures précises, de manière à ce que nous puissions épuiser notre ordre du jour du matin, compte tenu de ce que nous aurons à faire en fin de matinée et que vous savez.
Autre information : les camarades de la motion 2 se réuniront demain matin à 9 heures dans le bâtiment en face du stade couvert qui s'appelle le Craft.
Je crois qu'Henri Emmanuelli veut dire un mot, je lui donne la parole.

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, juste un mot. Claude Estier a parlé de ce que nous devons faire demain en fin de matinée et Pierre Mauroy tout à l'heure y a fait allusion.
Ce n'est un secret pour personne : demain nous irons célébrer une

Fondation Jean Jaurès

commémoration à quelques encablures d'ici à la mémoire des mineurs victimes de la catastrophe de Liévin. J'ai invité François Mitterrand, Président de la République, à participer à cette manifestation, et comme vous le savez, il viendra.
Je vous demande donc d'être à l'heure demain, de façon à ce que nous puissions terminer à l'heure pour être toutes et tous autour de cette stèle au moment où il le faudra.
Merci !
(Applaudissements)
(La séance est levée)

Parti Socialiste
Congrès national de Liévin
18, 19 et 20 novembre 1994

Séance du samedi 19 novembre 1994 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Marie-Thérèse Mutin et Claude Bartolone.

La présidente (Marie-Thérèse Mutin)
Camarades, bonjour !
Nous allons commencer la séance de ce matin bien à l'heure parce que vous savez que le programme de ce Congrès a été bouleversé par un événement qui ne vous a pas échappé et qui est d'importance, à savoir la visite du Président de la République, François Mitterrand, tout à l'heure à la stèle de la catastrophe de Liévin. Je pense que vous aurez à cœur d'y aller aussi, si bien que nous terminerons les travaux de la matinée à 11 h 15. C'est pourquoi nous allons commencer très rapidement en demandant à chacun de faire un effort de discipline, de bien resserrer son discours, de façon à ce que nous ayons traité ce sujet très important de la protection sociale d'une façon cohérente et satisfaisante pour tous.
Je vous demanderai de bien vouloir prendre place et d'écouter le premier rapport introductif de Marie-Noëlle Lienemann à qui je vais passer la parole, Marie-Noëlle montrant à tous ses camarades qu'en politique aussi, la femme est l'avenir de l'homme !
(Applaudissements)

Marie-Noëlle Lienemann
Chers camarades, oui, l'exclusion est l'un des problèmes les plus scandaleux, les plus douloureux des pays développés.
Mais non, la lutte contre l'exclusion ne peut pas faire office de projet politique en lieu et place du combat séculaire de la Gauche pour la justice sociale, pour le droit et pour l'égalité. Il ne s'agit pas de s'agripper à ces mots par principe,

Fondation Jean-Jaurès

encore qu'ils n'aient rien de désuet, mais il s'agit de vouloir faire reculer effectivement ce qu'il faut bien appeler la misère et la pauvreté.
Notre histoire, celle de la Gauche, comme l'observation de ce qui se passe aujourd'hui tant en France que dans les autres pays, doit nous conforter à tenir bon dans le refus de la philosophie de l'indigence, et de tenir bon dans la recherche du progrès collectif, de l'émancipation de la personne humaine. Jean Jaurès déjà avait cette belle et forte doctrine : "il faut substituer à l'arbitraire de l'aumône la certitude du droit". Il posait tout à la fois l'exigence pour chacun de ressources suffisantes et de dignité.
Alors gardons le cap, car aujourd'hui la lutte contre l'exclusion sert trop souvent d'alibi à la remise en cause de droits acquis et à l'universalité des prestations, au démantèlement de notre protection sociale, du contrat de travail et du salariat lui-même.
La politique de M. Balladur est particulièrement révélatrice de ces menaces et d'une hypocrisie dangereuse.
D'un côté quelques mesurettes pour traiter, plutôt mal d'ailleurs, les urgences les plus criantes, et de l'autre une politique qui provoque un accroissement massif du chômage, en particulier du chômage de longue durée, qui accélère la précarité, qui s'appuie sur la baisse des salaires, même les plus bas, qui organise la réduction du remboursement par la sécurité sociale. Bref, la liste serait longue. Mais le constat est net, la brèche sociale ne cesse de s'amplifier. Les patrons eux-mêmes sont saisis d'une sorte de schizophrénie, d'un côté ils licencient, refusent les augmentations salariales, recourent aux embauches aidées ou précaires, lorsqu'il y en a, et de l'autre il y a accumulation des profits, et l'on daigne verser quelques dons aux bonnes œuvres pour l'insertion. Le larmoiement caritatif cache de moins en moins l'immobilisme et l'acceptation d'un système injuste. Certes, la, réaction caritative a eu le mérite d'alerter l'opinion. Elle a aussi le mérite d'apporter aide et assistance à des hommes et des femmes dans la misère et dans le dénuement.
Mais le risque est grand de se satisfaire de l'action caritative et humanitaire, qu'elle soit publique ou privée, renonçant à l'exigence d'un changement plus essentiel. Non, la marginalisation n'est pas un phénomène périphérique qu'il faudrait contenir ou soigner. Elle est un mouvement continu et consubstantiel aux formes du capitalisme contemporain. Le capitalisme financier a saisi l'opportunité d'un développement formidable des technologies de l'information, de la communication, pour accélérer sa tendance à exclure l'homme du système et à se passer au maximum de son intervention, qui exige toujours à plus ou moins long terme un "compromis" avec lui, et c'est ce qu'il n'accepte pas.
La réapparition de la pauvreté dans les pays développés va en fait de pair avec l'inversion du rapport capital-travail. Cela se passait dans le milieu des années 70. Le capital est à nouveau mieux rémunéré que le travail, cela veut dire que le patrimoine acquis est plus déterminant pour l'avenir que l'implication de chaque homme et de chaque femme. C'est un système qui exclut l'homme et qui exclut, bien sûr, ceux qui ne possèdent pas ce capital et ce patrimoine.
Alors pendant tout un temps on nous a dit : ces nouveaux pauvres sont une sorte

Fondation Jean-Jaurès

de minorité qui a du mal à suivre les mutations et à s'adapter à la compétition libérale qu'on nous annonçait prometteuse de progrès.
Alors il fallait mettre l'effort sur la formation et l'insertion. L'intention était louable, on avait cette belle formule "il ne faut laisser personne au bord du chemin". Mais nous ne posions plus la question "où va le chemin, quel avenir pour tous". On voulait insérer les jeunes sans s'interroger sur la nature de la société dans laquelle on voulait les insérer. Et pendant ce temps là, la vague déferlante du chômage et celle de la spéculation immobilière se conjuguaient pour gagner la course contre les acteurs publics ou associatifs qui assuraient un traitement social. Et ce sont ceux-là même qui se sont impliqués avec passion, avec innovation, avec persévérance sur le terrain, au milieu de tous ces dispositifs d'aide et d'insertion, qui nous le disent aujourd'hui.
La déstabilisation est plus massive. Nous avions atteint des limites, il faut s'attaquer désormais aux maux les plus profonds, trouver des réponses plus globales, engager des réformes radicales.
Avec toute une batterie de vocabulaire, nous l'avons accepté d'une certaine façon, il faut maintenant s'arc-bouter pour refuser l'effet déflagrateur du libéralisme contemporain. On nous a parlé de flexibilité, de remise en cause de nos acquis considérés comme autant d'archaïsmes, qui alourdiraient notre économie de semelles de plomb. On nous a parlé de mobilité et autres synonymes, on nous explique que la concurrence mondiale exigerait l'abandon du modèle social conquis de haute lutte par les ouvriers, par le monde du travail, par le monde syndical et les gouvernements de Gauche depuis plus d'un siècle. Il faut dire clairement que nous le refuserons de toutes nos forces. Car affirmer une critique radicale du libéralisme, vouloir stopper ses effets néfastes, c'est un préalable à ce qui reste la grande affaire de la Gauche contemporaine : inventer un nouveau mode de développement au service de l'homme, respectueux de la planète, bref inventer une alternative.
Mais les choses se sont clarifiées. Les dérives du libéralisme sautent plus nettement à nos yeux : précarité galopante, baisse des salaires, chômage massif et durable, logements coûteux, l'accès aux soins à deux vitesses.
Or tout cela est l'antichambre de l'exclusion. On ne la fera pas reculer sans combattre la précarité, celle de l'emploi, mais aussi celle du logement.
Chers camarades, soyons vigilants. Dans les 500 plus grandes entreprises américaines, il ne reste plus que 10% des salariés qui possèdent un statut ou un contrat de longue durée. Le même mécanisme est en cours partout. Les syndicats allemands constatent que 80% des emplois en Allemagne fédérale sont ce qu'ils appellent des emplois hors normes, et récemment encore M. Balladur se glorifiait des créations d'emplois : ce sont essentiellement des emplois à temps partiel, des emplois intérimaires ou des emplois à durée déterminée. Bref, première menace qu'il faut combattre partout : la précarité. Deuxième menace, et ne croyez pas, chers camarades, que la précarité ne touche que les bas salaires, avec la loi Madelin les bureaux d'étude commencent à licencier leurs cadres et leurs techniciens. Ils leur disent : "quand vous aurez créé votre société, on vous paiera à la prestation de service et à l'étude." Vous le savez, cela n'a rien de

neuf, chers camarades. C'est ce qu'on appelle le paiement à la tâche. Vieux combat de la Gauche que de refuser cela. Vieux combat pour que le contrat de travail, le coût de la stabilité, le coût de la protection sociale soient prélevés sur les profits de l'entreprise.

Les mêmes qui nous tiennent ces propos nous annoncent des larmes de crocodile, découvrant les déficits sociaux. On ne veut plus faire prendre en compte dans les profits de l'entreprise les charges du salariat, et on s'étonne qu'il faille augmenter le budget de l'Etat et la dépense publique. Et comme il faut le réduire, paraît-il, la boucle est bouclée, le recul social organisé.

L'autre menace, c'est celle de la déflation salariale. Notre Commission et Henri Emmanuelli n'ont cessé d'attirer l'attention sur l'importance de la menace de cette déflation salariale. Pour la première fois depuis longtemps, au mois d'août nous avons vu que les salaires du secteur privé avaient baissé. Ce n'est pas l'agitation d'une sonnette d'alarme en vain, il y a aussi des constatations.

Les Etats-Unis d'Amérique, le grand modèle, la grande efficacité, la performance, auraient fait reculer le chômage. Certes, mais il y a 18% des salariés aux Etats-Unis qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Salariés, certes, mais exclus ! C'est pourquoi ceux qui se battent contre les baisses de salaires, ceux qui exigent que les salaires soient justement rétribués, ne sont pas des égoïstes qui oublient les exclus, ils concourent au progrès collectif, seule façon de faire reculer l'exclusion.

Nous ne pouvons pas ne pas saluer le courage des salariés qui se dressent contre les profits exagérés de leurs entreprises pour dire : nous avons droit à notre juste dû !

(Applaudissements)

De la même façon, la troisième menace est celle du démantèlement de notre protection sociale.

Alors il y a, bien sûr, les faits. Il y a d'abord les reculs que le gouvernement a organisés, mais il y aussi fondamentalement cette espèce de suspicion que l'on crée en dramatisant des déficits qui, il faut le noter, sont exceptionnels. En cinq ans M. Balladur... En un an, j'espère qu'il ne restera jamais cinq ans ! En un an M. Balladur a fait plus de déficits que l'ensemble des gouvernements précédents en cinq ans. Et il veut nous donner des leçons de bonne gestion !

Ils commencent à nous expliquer, et on les voit venir, que la protection sociale coûte cher, qu'elle est un handicap pour notre économie, qu'il faudrait finalement se contenter d'un minimum pour tous et qu'ensuite, bien sûr, le reste relèverait de la retraite par capitalisation ou de l'assurantiel.

Ce que je redoute, chers camarades, c'est que ces sirènes libérales, malgré l'effet déflagrateur observé, malgré l'exclusion qui n'est pas une petite chose à la marge, mais qui devient quelque chose de généralisé, de massif, arrivent à nous bercer. Il y a encore de beaux esprits comme M. Minc et la Commission générale du plan qu'il préside pour nous expliquer qu'on n'a pas encore fait assez, qu'il faut encore être plus flexible, qu'après tout, la retraite par capitalisation, c'est une bonne chose. Bref, qui prétendent qu'il y aurait un social-libéralisme. Comme si l'on pouvait mettre une sorte de survie comme sur

Fondation Jean Jaurès

les bateaux.
Non, par nature, le libéralisme ne peut pas être social. Quand il faudra faire du social pour se substituer à l'entreprise, ils nous diront que les déficits publics se creusent et ils mettront en cause, in fine, le modèle social.
C'est de la duperie !
C'est pourquoi, il est important que notre Parti, au moment où notre pays vacille, au moment où il prépare des choix essentiels pour son avenir, soit à la fois particulièrement mobilisé, explicatif, convaincant sur cette duperie ; c'est le libéralisme et son système qu'il faut remettre en cause.
Bien sûr, nous avons l'expérience du pouvoir, bien sûr, nous savons pertinemment qu'il ne saurait être question de promettre je ne sais quel an 1, quel lendemain brutalement radieux.
Mais, ce que nous devons réaffirmer, c'est qu'il y a un changement de cap à organiser, des réformes radicales à préparer, et il me semble qu'elles ont lieu au moins dans trois directions.
Première direction : l'emploi, priorité absolue, mais cela, tout le monde l'a dit. Encore que vous avez remarqué qu'on ne dit plus priorité à l'emploi, mais priorité à la lutte contre l'exclusion, ce qui, quand même, rabat un peu les ambitions ! Je crois que notre motion trace les grandes lignes : d'abord, une relance de la croissance par une juste revalorisation salariale, par des investissements publics, par une croissance relancée avec l'initiative européenne, mais aussi la réduction du temps de travail sans perte de salaire, car nous ne devons pas mettre le doigt dans l'engrenage de la déflation salariale… (applaudissements)… mais aussi la création - c'est le texte de la motion, chers camarades - d'emplois que l'on appelle de proximité, que je crois plus correct de dire être des emplois de services, car le monde change.
Si la politique industrielle doit rester quelque chose d'essentiel, nous savons que le travail dans les services devient là aussi une chance fantastique pour répondre aux besoins de l'homme.
Nous devons reprendre ce beau flambeau du service public. Quand on nous dit qu'il faut créer des emplois pour garder les enfants ou pour accompagner les personnes âgées, ou pour protéger l'environnement, nous le savons bien, ces emplois ne pourront être crées massivement que si chaque citoyen, dans toutes les villes et les villages de France, peut avoir accès à des nouveaux progrès collectifs qui sont l'éducation des plus petits, l'accompagnement de nos aînés et la préservation de notre patrimoine naturel. Et, pour que chacun y ait accès, il faudra du transfert social, il faudra permettre à ceux qui ne peuvent payer l'ensemble de la prestation, de pouvoir y avoir droit, car l'Etat, ou par redistribution, y pourvoira.
Les élus locaux le savent, ceux qui essayent sur le terrain de créer ces emplois, nous aurons besoin, pour la politique de l'emploi, et en particulier pour répondre à cette fantastique inquiétude de la jeunesse qui doit être traitée de façon prioritaire, mais pas de façon spécifique pour commencer à l'isoler, d'abord d'une puissante redistribution des richesses, d'une réforme fiscale qui touchera enfin les revenus du capital, les revenus des placements financiers, ce qui

redonnera au travail et à l'activité la place qu'ils doivent avoir pour que chaque homme soit reconnu !
(Applaudissements)
Ainsi, je terminerai cette intervention, mes camarades en disant : certains nous disent qu'il faut privilégier l'équité et que l'égalité ne serait plus à l'ordre du jour, une sorte d'archaïsme. Prenons garde. L'équité est définie par ceux qui dominent, par la majorité, par ceux qui affichent le cadre et qui décident de ce qui est équitable ; et l'inégalité, si elle est supportable pour les puissants, pourra être déclarée équitable pour tous !
L'égalité est une idée forte, qui justifie que chaque homme ait le droit de se lever pour dire à la société : "Je dois avoir ma place, je dois être reconnu", et tant qu'une inégalité subsistera, il y aura encore un combat pour l'émancipation de la personne humaine.
Au contraire de ceux qui veulent brader les valeurs de la République, nous les Socialistes, au moment où la France doit préparer pour les sept ans à venir son entrée dans le 21ème siècle, construisons, au lieu d'une vague solidarité caritative, une République sociale.
(Applaudissements)

La présidente - Merci à Marie-Noëlle. A présent, je passe la parole à Michel Debout pour le thème : lutter contre l'exclusion, c'est assurer la priorité à l'emploi et à la défense des droits des salariés, et nous pouvons tout de suite donner un contenu à ce thème en aidant les travailleurs d'Alsthom par une solidarité, bien sûr morale pour l'instant, mais aussi financière dans les urnes qui sont placées à cet effet dans le hall. Je compte, camarades, que vous n'oubliiez pas de passer devant et de laisser votre solidarité aussi financière.
(Applaudissements)
Michel Debout, tu as la parole.

Michel Debout

Mes chers camarades, il y a plus d'un an, toutes affaires cessantes, M. Giraud, ministre de la dérégulation du travail faisait voter par la Droite sa loi quinquennale relative au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle, loi qui parle de l'emploi, qui prétend lutter contre le chômage, mais dont le véritable objet est la régression sociale. Le bilan est sans appel.
Au lieu de la stabilisation du chômage annoncée et reportée tous les six mois, c'est 340 000 chômeurs supplémentaires, c'est l'augmentation de plus de 35% du nombre des chômeurs inscrits depuis plus d'un an, c'est 146 000 contrats à durée déterminée, 81 000 contrats intérimaires de plus en 1994, c'est 900 000 Rmistes que nous avons malheureusement dénombrés et tout cela malgré 132 milliards de cadeaux octroyés au patronat sans aucune contrepartie alors que dans le même temps, 80 milliards étaient prélevés sur les ménages.
La loi quinquennale c'est la déflation salariale, la précarité et la flexibilité avec une remise en cause de pans entiers du droit du travail.
C'est l'annualisation du temps du travail, c'est le travail le dimanche dans les

Fondation Jean Jaurès

grandes surfaces avec pour les salariés le choix insupportable entre la porte de la maison ou la porte du magasin ! C'est le développement du temps partiel notamment pour les femmes, temps partiel imposé par l'employeur et non choisi par l'employé. C'est la remise en cause du droit syndical dans les PME-PMI, alors que plus de 50% des salariés en France travaillent dans de telles entreprises ! Qui peut faire croire que réduire le droit syndical créera les emplois ?
Dans cette logique, le gouvernement voulait imposer au printemps dernier la création du SMIC jeunes. Les lycéens, les étudiants, toute la jeunesse du pays ont su faire reculer la Droite et imposer l'abrogation de cet article. Il dépend maintenant de nous qu'aux prochaines échéances, les Français choisissent de faire abroger la loi quinquennale tout entière !
(Applaudissements)
Mais, les salariés, les chômeurs, les exclus attendent de nous, de la Gauche, plus qu'une opposition. Face aux deux grands défis du monde d'aujourd'hui, la modernisation et la mondialisation des échanges, nous pouvons dire comment avec la Gauche sera évitée la régression sociale.
Toute l'histoire du Socialisme, et on le sait bien ici à Liévin, se confond avec l'aspiration à un travail moins pénible, plus enrichissant, protégé des accidents de la vie, réduit dans sont temps et permettant à chacun de s'épanouir et de trouver sa place.
Au siècle dernier, ceux qui nous ont précédé avaient la conviction que la machine pourrait libérer l'homme, et voilà que par un extraordinaire renversement de l'ordre des choses, c'est la machine qui semble aujourd'hui s'opposer à l'homme. Ceci, bien sûr, n'est qu'apparent. Nous n'avons pas su adapter notre économie, notre société à cette prodigieuse modernisation des moyens de production. Mais, il n'empêche qu'hier, c'était le travail qui aliénait l'homme, mais qu'aujourd'hui, c'est l'absence de travail qui exclu le citoyen !
(Applaudissements)
Il nous faut donc repenser la place du travail dans la vie des hommes et dans la société. Mais, il existe, nous venons de le voir, une vision de droite, libérale, de la pleine activité, qui consiste à proposer au plus grand nombre petits boulots, statuts précaires, bas salaires, en réservant à la seule élite les véritables emplois ! Notre conception est tout autre, plus exigeante.
Pour nous, la notion d'activité ne doit pas se substituer à celle de l'emploi, mais être considérée comme son complément socialement nécessaire, intervenant à des périodes différentes de la vie. L'emploi, le travail doivent donc rester au cœur de notre projet, projet qui n'oppose pas les salariés aux exclus, les jeunes aux retraités, les couches moyennes aux chômeurs, mais qui sache au contraire les rassembler autour de revendications communes !
(Applaudissements)
C'est le sens de notre politique pour l'emploi. C'est le sens de la réduction du temps de travail à 35 heures sans diminution de salaire… (applaudissements)… seule proposition qui rend indispensable la redistribution des richesses, car elle doit obligatoirement s'accompagner pour ne pas mettre en cause la compétitivité des entreprises des secteurs exposés, d'une réforme du financement de la

protection sociale et de la fiscalité.
Seule proposition qui oblige à repenser branche par branche, entreprise par entreprise, l'organisation du travail et donc la création d'emplois nouveaux, seule proposition qui refuse la déflation salariale. Plus l'homme a du temps libre, plus il lui faut les moyens, y compris matériels, pour occuper ce temps. On ne peut vouloir libérer le temps des hommes sans dénoncer l'extraordinaire inégalité des revenus qui fait que certains manquent de temps pour profiter pleinement des bienfaits de la vie moderne, alors que beaucoup d'autres passent leur temps avec le sentiment désespéré de perdre leur temps ! Oui, les salariés de Péchiney, de GEC-Alsthom ont raison. Ce n'est pas le poids des salaires qui crée le chômage, c'est l'incapacité du système à proposer des emplois.
(Quelques applaudissements)
La réduction du temps de travail, à elle seule, ne réglera pas le problème du chômage. Il faudra aussi relancer la croissance, notamment au niveau européen utiliser une partie des 350 milliards que coûte l'indemnisation du chômage à la création de nouveaux emplois, il faudra développer tous les emplois pour vivre mieux quand on sait qu'en France ils sont de plus en plus nombreux ceux qui ne peuvent que survivre.
Il faudra enfin inscrire cette action avec deux priorités : la lutte contre le chômage de longue durée, porte de l'exclusion, et la lutte contre le chômage des jeunes, véritable insulte à l'avenir.
(Applaudissements)
Nous ne pourrons réussir cette politique sans qu'elle ne s'appuie sur un projet industriel fort reposant sur un secteur public dynamique. Ce n'est pas en bradant Renault aux intérêts privés, que l'on développera une grande politique de l'automobile pour la France et pour l'Europe !
Secteur public dynamique et services publics développés, pour toutes les activités de l'homme : formation, communication, échanges, culture, transports, énergie, et enfin l'eau.
Nous ne réussirons pas non plus sans donner vie et force au mouvement syndical.
Il s'agit de poser la question en termes politiques : qu'attendons-nous des organisations syndicales ? Quelles fonctions envisageons-nous pour elles dans la société à venir ? Mais, par le fait même de la mondialisation, nos réponses n'auront leur plein effet que si elles s'inscrivent dans le cadre européen. C'est pourquoi construire l'Europe sociale est devenu si nécessaire. Quand M. Major peut dire, en s'adressant à ses partenaires européens, commentant la scandaleuse délocalisation de Hoover : "Nous aurons les emplois, vous garderez les acquis sociaux", nous voyons bien qu'il y a deux conceptions de la construction européenne. Il est urgent que se rassemblent les forces de progrès de l'Europe tout entière pour empêcher l'Europe du dumping social !
(Applaudissements)
Chers camarades, nous ne devons pas sous-estimer la gravité de la situation dans laquelle notre pays et le monde tout entier se trouvent aujourd'hui. Certes, le vent de la liberté a soufflé, et comment ne pas s'en réjouir, mais en même temps

Fondation Jean Jaurès

qu'il soufflait les inégalités, elles, se creusaient. C'est dans la nature même du libéralisme.
Oui, il nous faut transformer la société et cela ne pourra se faire qu'avec une société en mouvement. Mais ce mouvement, et nous le savons bien depuis dix ans, rencontrera forcément de vives oppositions, des intérêts qui se lèvent, des lobbies qui se font entendre. Dans la société libérale, les forces de progrès sont forcément confrontées à celles qui restent campées sur les privilèges du capitalisme mondialisé !
Parce que nous ne nous résignons pas aux injustices, aux inégalités, aux malheurs du monde, nous sommes rassemblés, Socialistes, avec bien d'autres, pour une société plus juste.
(Applaudissements)

La présidente - Maintenant, Jean-Claude Boulard : garantir les retraites, assurer les moyens et services aux personnes âgées dépendantes, pour une conception nouvelle de l'aide sociale au service de l'insertion. Vous pourrez poser des questions à la fin du rapport.

Jean-Claude Boulard

Chers camarades, au cœur du contrat social, qui est le sujet de notre matinée, se trouve à l'évidence le contrat entre générations représenté par les régimes de retraite financés selon les principes de la répartition. Plutôt, du reste, que de s'inquiéter, comme on le voit ici ou là, sur les niveaux de retraite d'aujourd'hui comparés aux niveaux des salaires (on entend ce discours, qui risque d'ouvrir d'ailleurs des guerres entre générations), soyons fiers collectivement d'une bataille engagée dans les années 56 par les Socialistes en faveur des personnes âgées qui a abouti aujourd'hui, grâce au niveau des pensions, à mettre fin à l'identité qui existait il y a une trentaine d'années entre la vieillesse et la pauvreté. De ce combat, nous avons toutes les raisons, nous Socialistes, d'être fiers.
Félicitons-nous également que les syndicalistes salariés aient su ajuster, il y a quelques mois, les cotisations des régimes complémentaires afin de fermer une des fenêtres par lesquelles les assureurs voulaient faire passer le système de capitalisation. Ce sera, du reste (parce que la Droite n'en parle pas aujourd'hui, mais elle en a bien l'intention demain), un des grands enjeux de la bataille présidentielle de 1995 de combattre toutes les idées directes ou indirectes d'établissement dans ce pays d'un système de retraite par capitalisation. Certes, on ne nous présente plus guère cette idée de façon directe, mais ici et là (plutôt ailleurs qu'ici) on la voie réapparaître sous une idée apparemment nouvelle, qui est celle des fonds de pension et, si vous me le permettez, je voudrais en quelques instants rappeler quels sont les arguments qu'il faut présenter contre cette idée qui est avancée quelquefois comme non dangereuse.
D'abord, que ceux qui rêvent de fonds de pension aillent lire la presse britannique qui est peuplée d'articles à la recherche des fonds de pension disparus en liaison avec la liquidation des entreprises !

Fondation Jean Jaurès

Quelquefois également, on nous présente l'Allemagne comme une référence, bien évidemment sans rappeler que plus de la moitié des salariés allemands ne sont pas couverts par des fonds de pension, tout simplement parce que la plupart des petites et moyennes entreprises allemandes sont incapables de dégager suffisamment d'épargne pour financer de tels fonds.
Enfin et surtout, il y aurait quelque paradoxe, au moment où l'on décroche progressivement le système de financement de la protection sociale de la seule base de l'entreprise, à réintroduire cette base de l'entreprise pour le financement des retraites !
Il nous appartiendra donc, pendant la campagne présidentielle, de confirmer avec vigueur notre hostilité à l'introduction de toute forme de capitalisation dans le financement de nos systèmes de retraite.
(Applaudissements)
Mais en même temps que nous affirmerons cette hostilité, il faudra probablement engager les voies d'une harmonisation de nos systèmes de retraite par répartition.
Je crois qu'il y a aujourd'hui, en cette fin de 20ème siècle, une aspiration, notamment chez les salariés, à une plus grande unité dans leurs mécanismes de protection sociale, et après tout, cela peut être un élément dans une stratégie de réunification du monde salarié, réunification du monde salarié qui, dans la crise, est à l'évidence un enjeu tout à fait important de cette fin de siècle. Cette ouverture des voies progressives de l'harmonisation de l'ensemble des régimes de protection par rapport notamment à la retraite est quelque chose qu'il nous faudra engager.
Il nous faudra également engager une réflexion, à l'évidence, sur l'élargissement de l'assiette de financement de nos régimes de retraite. A un moment où, dans la production des richesses, la part des hommes diminue par rapport à la part des machines, l'ajustement de notre "tuyauterie" redistributive tenant compte de la part plus importante des richesses produites par les machines est à l'évidence une des conditions de l'équilibre du financement de nos régimes de retraite dans les années qui viennent.
Au-delà de ces principes qu'il convient de rappeler, nous aurons trois questions en débat, ou trois questions à traiter. La première, c'est celle des petites pensions. C'est vrai que la moyenne des pensions aujourd'hui liquidées par rapport à la moyenne des salaires est quelque chose de correct. Par contre, n'oublions pas, et c'est aussi un vieux combat des Socialistes, qu'il y a encore, notamment au niveau des veuves, des personnes dans notre pays qui vivent avec des pensions extrêmement faibles et, au-delà de la garantie du pouvoir d'achat, qui est la seule chose que l'on puisse assurer pour l'ensemble des pensions, s'il y a croissance, l'affectation d'une part de cette croissance en faveur des petites pensions est quelque chose d'essentiel. Deuxième question, qui n'est pas facile mais qu'il faudra traiter, l'harmonisation entre les actifs et les inactifs de l'effort contributif, notamment par rapport à l'assurance maladie. Il faudra bien un jour se dire que, qu'on ait une pension de retraite ou qu'on ait un salaire, dès lors que la pension et le salaire ont le même niveau, l'effort contributif par rapport au

régime d'assurance qu'est l'assurance maladie devra être progressivement harmonisé. Ce n'est pas le cas aujourd'hui.
Enfin, dernière question, comment faire face dans les années qui viennent au grand progrès du 20ème siècle qui est celui de l'allongement de la vie ?
Ce progrès, faute d'avoir été préparé (du reste comme la plupart des progrès dans notre pays), tourne au drame si l'on veut bien penser quelques instants à la situation qui est réservée à beaucoup de personnes âgées en état de dépendance. Cette question de la dépendance, nous avions commencé à la traiter lorsque nous étions en responsabilité. Son traitement, c'est évidemment en termes d'allocations qu'il faut le faire, au titre de la solidarité, mais pas simplement en termes d'allocations, également en termes de services.
Le besoin d'emplois dans le secteur de l'accueil à domicile, des sections de cure ou des longs séjours, est considérable. Si nous sommes à la recherche de gisements nouveaux d'emplois, il est clair que la prise en charge de la dépendance des personnes âgées constitue, dans les années qui viennent, probablement un des plus grands gisements d'emplois potentiels, sous réserve de ne pas traiter de cette question à travers des mécanismes de précarité.
Si l'on observe ce qui se passe aujourd'hui dans les sections de cure, les maisons de retraite ou les longs séjours, il y a toujours des dizaines et des dizaines de personnes en contrat d'emploi solidarité pour assurer les services. C'est l'occasion de rappeler que ces personnes, qui sont en contrat d'emploi solidarité (et je pense que les intervenants précédents ont évoqué cette question), remplissent de véritables fonctions, correspondent à un véritable besoin et que, donc, le passage de la situation de contrat d'emploi solidarité à de véritables emplois dans la plupart des secteurs sociaux, notamment dans le secteur des personnes âgées, est une question qui est aujourd'hui tout à fait posée. Il serait dangereux, et c'est un des grands problèmes de la lutte pour l'insertion, de la lutte contre l'exclusion, que ce soit l'occasion de multiplier les situations de précarité. L'enfer des statuts de précarité en matière d'insertion est pavé de bons sentiments de lutte contre l'exclusion ! Evitons qu'au nom de la lutte contre l'exclusion on multiplie ces situations de précarité et sachons traiter, là où il y a des besoins d'emplois, par des créations d'emplois les services à mettre en place pour améliorer le mécanisme de solidarité.
Au-delà des dispositifs de solidarité, et j'en termine, il nous faudra réfléchir à la place des personnes âgées dans cette société de la fin du siècle. En effet, lorsqu'une femme de 60 ans (je prends une femme, puisque sur ce point de l'espérance de vie les inégalités entre les femmes et les hommes n'ont pas été résorbées !) a devant elle, très légitimement, un quart de siècle à passer à la retraite, les mots de "retrait" et de "retraite" sont à l'évidence inadaptés à la vision que nous devons avoir de la place des personnes âgées dans notre société.
La question de la participation sociale des personnes retraitées est également une question décisive de cette fin de siècle. Elle s'exprime par un besoin de représentation des retraités dans un certain nombre d'organismes sociaux, dans un certain nombre d'organismes de représentation, elle s'exprime également par la mise en place ici et là de conseils auprès des municipalités. La société aurait

tort de ne pas traiter cette question de la représentation des personnes âgées à côté de la représentation des jeunes. Et puis, si cette fin de siècle est en quête de valeurs, elle pourrait, par cette voie, trouver celle de la sagesse.
(Applaudissements)

La présidente - Merci à Jean-Claude Boulard, merci aux orateurs de bien respecter leur temps de parole, et je demande à Jean Le Garrec, dont je connais la concision légendaire, d'en faire autant !
Merci.
Jean Le Garrec : Défendre notre protection sociale et assurer le droit à la santé.
(Applaudissements)

Jean Le Garrec

Mes chers camarades, il est évident que pour des raisons exceptionnelles que vous connaissez tous ce débat sera écourté. Je suis de ceux qui considèrent qu'il ne sera qu'une petite étape pour préparer la Convention sociale qui a été souhaitée par le Premier secrétaire et dont nous pouvons penser qu'elle sera organisée fin janvier, début février. Et à ce titre, je voudrais remercier tous les camarades qui travaillent en permanence sur ce terrain pour préparer cette échéance.
Je crois qu'il était important que nous avancions ce matin, même si c'est rapide, des éléments de cette convention.
Pour donc respecter les consignes de la présidente, et sous son autorité, je me contenterai d'indiquer quelques phrases flash.
La première, je la prends à ce que disait la présidente de la région hier, Marie-Christine Blandin, nous vivons une situation de rupture du contrat social. Et comment peut-on illustrer cette situation de rupture du contrat social ? Avec une simple phrase : pour la première fois depuis un siècle beaucoup de Français ont perdu la certitude que la vie de leurs enfants sera meilleure que la leur.
Cette phrase est clef, elle illustre tout, et dans ce bassin minier où nous sommes, dans cette région qui a payé très cher ce siècle, regardez ce que cette phrase peut comporter d'angoisse, d'interrogations, et de doutes sur l'avenir. C'est cela la phrase clef.
Le sentiment que demain les enfants n'auront pas la progression dans un système de vie qui correspond au combat engagé par les parents, c'est cela la rupture du contrat social. Bien entendu, cette rupture du contrat social s'illustre par de nombreux chiffres. Ils ont été donnés par les orateurs précédents, je ne vais donc pas les reprendre. C'est en gros 5 millions de personnes en risque d'exclusion, 11 millions en risque de fragilité... et l'ensemble de ces problèmes vont de la situation sociale aux problèmes du droit du travail.
Mon camarade, Secrétaire national aux entreprises, en a parlé. Regardez ce qui se passe à l'heure actuelle sur des pans entiers du droit du travail, ou les conditions de la sous-traitance, y compris dans les entreprises nationalisées par nous-mêmes en 1981. Dans la sidérurgie : le non contrôle des heures supplémentaires, la disparition d'une véritable politique d'accident du travail

Fondation Jean Jaurès

pour la sous-traitance, on pourrait multiplier les exemples, vous les connaissez tous, c'est là l'enjeu de cette rupture du contrat social.
Bien entendu, cette rupture du contrat social trouve son expression la plus forte au niveau de la protection sociale. Il y a deux points clefs, dans cette approche que nous devrions avoir des problèmes, c'est tout ce qui concerne l'emploi, tout ce qui concerne le droit du travail, tout ce qui concerne la précarité, et d'un autre côté tout ce qui concerne la protection sociale, la maladie, et les retraites.
Or, que voyons-nous ? Les chiffres ont déjà été donnés, mais il est bon de les rappeler : En deux ans, Balladur, 120 milliards de déficit, alors qu'il y a eu un emprunt de 100 milliards, et une majoration de la CSG de 1,3 point, et une réduction des remboursements !
Presque 160 milliards de déficit prévisibles, sur les trois exercices, 1993, 1994, et 1995, un déficit cumulé de la branche maladie en deux ans de 70 milliards. Ces chiffres, il faut les répéter tous les jours.
Lorsque nous étions au pouvoir, avec notre volonté nous avons réussi à maîtriser ce déficit, la Droite tous les matins, deux fois par jour, nous dénonçait, dénonçait le laxisme Socialiste, la dérive Socialiste, les déficits Socialistes, et nous, nous avons des chiffres effrayants, des trous qui représentent quelque chose d'extraordinairement dangereux, et nous avons quelques hésitations à condamner tous les jours ceux qui nous ont attaqués pendant des mois et des années !
(Applaudissements)
Et nous aurions fait le dixième de ce qu'ils font, toute la presse, trois fois par jour, l'aurait dit ! Alors, disons-le ! Balladur, le roi du déficit !
Face à cette situation, deux alternatives, et c'est là où tout va se jouer.
D'abord, bien évidemment le discours classique de la Droite qui oscille entre Madame Veil et M. Balladur.
Madame Veil : tout va très bien, il ne se passe rien, nous préparons l'avenir, les choses se rééquilibreront en 1995, on laisse aller la protection sociale comme un chien crevé au fil de l'eau.
Et puis les autres, Minc, et compagnie : la situation est grave, il faut redresser et comment le fait-on ? Classiquement, en rognant sur les avantages, en rognant sur les protections, en demandant aux classes moyennes, au nom de la solidarité ou de l'équité l'effort en direction des plus démunis. C'est ce qui s'est passé en Angleterre, et c'est ce qui se passe aux Etats-Unis.
Voilà le discours, c'est une bataille illogique, formidable que nous engageons.
En face de cela, notre obligation à présenter des réformes, un système fondé sur l'assurance, la solidarité, la mutualisation des risques et le refus de l'immobilisme.
Face à ce projet, que l'on peut résumer en deux phrases, en clair : minima pour tout, minima minimorum, assurance pour ceux qui en ont les moyens, et charité pour les exclus. Voilà le projet de la Droite, retenez-le bien !
(Applaudissements)
Il y a un minima qui se réduira au fur et à mesure, une assurance qui montera en ligne et on fera appel à notre compréhension charitable en direction des exclus.

En face de cela, retrouvons la volonté offensive et combative de ce qu'a été le combat du mouvement ouvrier dont il ne faut pas oublier qu'il a commencé par la mutualisation.
Dans le Nord Pas-de-Calais les fondements du mouvement ouvrier ont été la volonté contre le patronat de se mutualiser. C'est cela le combat, que nous devrions mener, et dans cette terre où demeure encore la plus grande des inégalités et le dernier rapport de l'INSEE le montre, c'est-à-dire l'inégalité devant la mort, le combat pour la protection sociale est devant nous malgré tous les efforts faits par les élus de gauche, le Conseil général du Pas-de-Calais ou la région.
Il est capital cet enjeu, tout tournera dans les années à venir autour de cela. Quelles sont les questions qui se posent, très rapidement ?
D'abord, nous devons à partir d'aujourd'hui affirmer un droit fondamental : tout homme, toute femme, tout enfant, a droit, quelle que soit sa situation à des soins de santé à égalité de qualité.
(Applaudissements)
C'est cela donner un contenu au thème que Marie-Noëlle Lienemann indiquait de la République sociale, c'est affirmer ce droit fondamental de la protection sociale, du soin de santé généralisé, c'est le seul moyen de répondre aux 5 millions d'exclus, c'est le seul moyen de répondre aux 11 millions en risque de fragilisation.
Mais ce droit à conquérir c'est un concept devant nous, c'est un droit fondamental que nous devrions également inscrire dans nos textes.
Bien évidemment, cela met l'Etat devant ses responsabilités, à savoir comment lui, apporte à ce droit, sa part de financement pour que l'effort ne soit pas imposé aux seuls salariés. Et là-dessus mes camarades, il faut être clair, malgré le travail remarquable fait par quelques-uns de nos ministres, je signale entre autre Claude Evin, nous avons encore beaucoup à faire pour organiser la transparence du budget de l'Etat en la matière… (applaudissements)... beaucoup, beaucoup à faire, et certaines revendications syndicales - je ne vais pas citer le nom des syndicats - sont parfaitement exactes sur le report des charges à venir.
Voilà le droit que nous devons inscrire.
En face de cela 4 interrogations, ces interrogations nous devons leur donner un contenu précis, y compris lors de notre convention de février.
D'abord le problème du financement, en mettant les choses à plat, et en ayant le souci de faire comprendre les vérités: par exemple en quinze ans la part patronale en terme de cotisation a chuté de 8% en francs constants. La part salariale pour la même période a augmenté de 66%.
Entendez bien, ce sont les mêmes qui tiennent en permanence le discours sur le côté insupportable des charges patronales concernant l'entreprise, 8% de moins en quinze ans, 66% de plus pour les salariés.
Par ailleurs, aujourd'hui, les entreprises ont retrouvé les marges d'une plus value des années 77, et une capacité d'autofinancement souvent supérieure à 110%. Comment donc, face à cette situation, reposer le terme de financement avec le

redéploiement indispensable au plan des entreprises, la taxation possible sur la valeur ajoutée, le soulagement des entreprises de main d'œuvre, mais alourdir les charges sur les entreprises capitalistiques supprimant des emplois, rompre avec un système fondé sur l'indexation de la compétitivité, réduction des effectifs, indexation à laquelle participe notre système de financement de protection sociale, solliciter davantage les revenus et patrimoine par l'élargissement de l'assiette, engager enfin ce que nous n'avons pas osé faire, la réforme de la fiscalisation en particulier sur le patrimoine ? Voilà la première des questions. La deuxième des questions, je vais aller vite, c'est le rôle clef de l'hôpital public, comment redonner à l'hôpital public les moyens de son action ? Comment redonner au personnel de l'hôpital public les moyens de remplir son rôle,? Comment réorganiser l'hôpital public non pas par des systèmes de fermetures de lits arbitraires et dangereux, mais par une réflexion en réseaux sur l'hôpital public ?

Ce sont des réflexions que nous avons engagées.

Troisième problème, et je vais aller très vite, la maîtrise des dépenses de santé c'est une des grosses actions lancées par Evin, comment aller plus loin en sachant qu'aujourd'hui au niveau des dépenses la protection sociale française est au troisième rang mondial au niveau de la qualité des soins ? Nous sommes devenus la quinzième puissance mondiale. C'est dire que tous les ans la qualité de notre système est en diminution, donc comment agir sur ces maîtrises - je conclus - en ayant le souci d'imposer des négociations fortes avec l'ensemble des partenaires ?

Quatrièmement, très grand problème : combler le déficit démocratique, c'est-à-dire comment organiser les relations, renforcer le rôle, renforcer l'organisation syndicale, de l'Etat et des parlementaires ? Comment donner au Parlement un pouvoir qu'il n'a pas, sans remettre en cause le rôle clef fondamental des partenaires sociaux ? Comment équilibrer l'ensemble de ces données pour aller de l'avant ? Problème extrêmement compliqué...

Et je conclus : c'est un enjeu considérable.

Nous ne pouvons pas raisonner aujourd'hui comme si nous étions encore dans les années 1945. Tout a changé : Le rapport au travail, le rapport à la machine, le rapport à l'environnement. Là-dessus, je me permettrai en toute amitié de faire une remarque que Daniel Percheron comprendra très bien.

Face à ce défi, Daniel, formidable, sachons que nous devons engager des réformes radicales, sachons que rien n'est plus difficile que de transformer les comportements, et tu le sais, sachons que nous devons lutter contre les conservatismes, y compris à gauche.

(Applaudissements)

Nous sommes tous fondamentalement révolutionnaires dans les mots, radicaux dans les expressions, mais dans le fond. conservateurs. Nous le sommes tous !

Et moi je ne veux pas me payer de mots. On n'a pas le droit de dénoncer l'exclusion et être très prudents quand il s'agit de mettre les choses en mouvement. Nous n'avons pas besoin d'un parti ordinaire, Daniel. Nous n'avons pas besoin d'un parti ordinaire... nous avons besoin d'un parti porteur

de messages, enthousiastes et révolutionnaires.
Nous avons besoin d'un candidat, quel qu'il soit, et même et je souhaite que cela soit Jacques Delors, qui sera transcendé par ce que nous allons lui demander, qui représentera ce siècle, de bagarres derrière nous, et ce formidable défi et ce formidable enjeu pour l'avenir.
Un seul mot ne convient pas, celui d'ordinaire. Un mot convient, celui d'enthousiasme et de volonté politique.
(Applaudissements)

Le président - En attendant l'arrivée de Michel Delebarre, qui était pris pour une inauguration ce matin, je voudrais donner la parole à d'autres camarades qui sont des militants du Parti Socialiste, et qui militent dans des associations, qui militent dans des structures qui leur permet d'avoir un point de vue complémentaire, à tous les points de vue développés depuis ce matin.
Je voudrais donner la parole à André Arnaudy, qui est non seulement militant du Parti Socialiste, mais qui milite aussi au sein du mouvement mutualiste.
Je crois qu'il a des choses tout à fait intéressantes à nous dire.

André Arnaudy

Mes chers camarades, la Mutuelle française, que j'ai l'honneur de représenter, vous remercie de votre invitation.
Je crois que c'est la première fois que notre mouvement social, le premier en France, avec plus de 26 millions de bénéficiaires, soit presque un français sur deux, a l'opportunité de s'exprimer devant des militants politiques. Je vous remercie donc, et je vous apporte le salut très amical de notre président, Jean-Pierre Davant, et de l'ensemble de notre mouvement, la fédération nationale de la Mutualité française.
(Applaudissements)
Nous venons de tenir notre Congrès triennal à Bayonne, auquel d'ailleurs le Président de la République, François Mitterrand, nous fait l'amitié d'assister depuis 1982, renouant d'ailleurs en cela, avec une tradition assez ancienne, et qui est très républicaine.
Aujourd'hui, après un constat assez pessimiste de la situation sociale, il nous a semblé que la sécurité sociale restait le principal barrage à l'exclusion et à l'inégalité devant la vie à tous les âges. Cependant, et nous venons de l'entendre, notre protection sociale est à bout de souffle et les Français le savent. Nous avons, en effet, le niveau de remboursement global le plus bas de l'Europe. Autrement dit, c'est en France que le système collectif rembourse le moins bien les patients. De plus, la France est le pays où les cotisations sociales sont les plus élevées. Enfin, les résultats, en terme de santé publique, sont bien souvent médiocres et ça n'est pas en cachant la vérité à nos concitoyens, que nous pourrons défendre ce bien précieux qu'est la sécurité sociale.
Il nous a semblé qu'il était nécessaire de tenir un discours clair et précis, afin d'éviter les replis frileux, corporatistes, ou autres.
C'est pourquoi la Mutualité française fait plusieurs propositions dont je vous

Fondation Jean Jaurès

donnerai uniquement les trois principales, afin de préserver ce formidable instrument social dans le pays.
Nous demandons la création d'un régime universel qui est l'affirmation des droits de l'individu. Ce régime stipule que, dans une société moderne et démocratique et plus particulièrement dans le pays des Droits de l'homme, tous les individus sont égaux en droit, devant la maladie, l'adversité et l'exclusion.
(Applaudissements)
Ils doivent donc tous bénéficier du même niveau de remboursement. Ce droit doit pouvoir s'exercer depuis la naissance, jusqu'à la mort de l'individu, quelle que soit la profession exercée. Quant au financement de ce régime universel, il doit être multiple, c'est-à-dire issu de plusieurs sources. Tous les revenus, pas seulement ceux du travail, doivent participer à l'effort social.
(Applaudissements)
Plus précisément, il faut faire participer les salaires, mais également les revenus des capitaux immobiliers et aussi les revenus fonciers.
(Applaudissements)
De même, il nous paraît important de reconsidérer les mécanismes du salaire indirect. Prenons l'exemple d'une usine qui fabrique des produits manufacturés. Pour en calculer les prix de vente, on tient compte du salaire direct, des charges sociales, de la matière première, et de diverses autres charges. Donc le salaire indirect est payé par le consommateur, puisqu'il est englobé dans le prix de vente, et ce qui ressort de ce calcul, c'est l'idée qu'au moment où se forment les mécanismes de redistribution du profit, les entreprises ne participent pas à l'effort social. Il est donc normal, compte tenu de la situation actuelle, des chômeurs, des exclus, de dénoncer le système et de vouloir le réformer.
Pour gérer la protection sociale ainsi rénovée, nous proposons la création d'un véritable Parlement social. C'est là un concept auquel nous sommes très attachés, car il fait appel à deux principes fondamentaux : la transparence, et la démocratie. La démocratie ne peut vivre pleinement qu'à travers des élections périodiques. Dans le cadre d'un régime universel, la transparence passe par des responsabilités bien définies. Elle passe également par le partage clair de ces responsabilités, entre l'Etat républicain, et ceux qui seront chargés de gérer ce régime universel. Or, nous constatons aujourd'hui l'omniprésence du pouvoir exécutif dans les décisions.
Il décide de l'augmentation des cotisations, fixe le niveau des prestations, arbitre les négociations entre les professionnels de santé et les représentants du régime obligatoire. Ce ne sont plus les partenaires sociaux qui gèrent, mais bien l'Etat.
La démocratie sociale, ainsi retrouvée, pourra dialoguer avec les instances de la République, et imposer à l'ensemble des décideurs politiques les orientations qu'elle préconise en matière de santé.
Enfin, nous demandons la mise en place d'un Conseil supérieur de la santé. En effet, les différentes dérives dans le domaine des soins que nous constatons, depuis quelques années, nous ont conduits à proposer un véritable droit de contrôle qui doit, qui devrait être le Conseil supérieur de la santé, car les structures de décisions, dans le monde de la santé, sont extrêmement éclatées.

En France, nous avons recensé 17 ministères, qui s'occupent, de près ou de loin, des problèmes de santé. A ces ministères, il faut en plus ajouter les différentes agences et institutions. Ainsi, la dilution des responsabilités confine à ce stade à l'irresponsabilité. En outre, les ministres de la santé et leurs conseillers se succèdent au cours de cheminements politiques. Les périodes de flottement surviennent et sont d'autant plus inacceptables qu'aucune instance n'existe au-delà de la vie politique. Le Conseil supérieur de la santé comblera par conséquent cette lacune. Il veillera à prévoir, à réguler et à adapter, en permanence, les politiques de santé.
Voilà les principales propositions que nous ferons publier dans la charte de la protection sociale de l'an 2000 et bien entendu nous questionnerons tous les candidats à la présidence de la République et ferons connaître l'avis de ces candidats à l'ensemble de nos adhérents pour qu'ils se déterminent en toute connaissance de cause.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Merci, André Arnaudy.
Pour compléter nos réflexions de ce matin, je vais donner maintenant la parole à Michel Delebarre, qui va aborder, devant nous, un magnifique rapport : comment relancer la politique de la ville au service de la justice sociale et de l'égalité.
(Applaudissements)

Michel Delebarre

Merci, à Claude Bartolone.
Amis et camarades, j'ai quatre idées à développer devant vous.

- La première, sur l'histoire de cette politique de la ville, telle que nous la concevons. Elle est récente, tout au plus un peu plus de 10 années.
- La seconde, sur nos expériences, pendant ces 10 années.
- La troisième, sur ce à quoi nous sommes en train d'assister, de la part du gouvernement Balladur, c'est-à-dire à un enlisement politique de la ville, à un manquement grave de devoir de justice sociale, et de solidarité.
- Et enfin, quelques mots pour vous dire pourquoi la politique de la ville doit être toujours, pour nous, Socialistes, un formidable enjeu de société.

Une dizaine d'années.
Nous avons jeté les bases de la véritable politique de la ville. Depuis Hubert Dubedout, Gilbert Bonnemaison, et Bertrand Schwartz, dans les années 1980, en passant par une dizaine d'autres élus locaux, dont plusieurs sont présents à notre Congrès.
Jusqu'à la mise en place du ministère de la Ville dans les années 1990, la politique de la ville est marquée par l'action d'hommes et de femmes de gauche, et particulièrement par l'action des Socialistes. Sachons la revendiquer, même si bien sûr, nous en mesurons les lacunes, et si nous connaissons tous, par ailleurs, tel ou tel maire, de droite, qui partage certaines de ces préoccupations.

Fondation Jean-Jaurès

Ceux qui, comme moi ou comme certains d'entre vous, ont choisi délibérément ou par nécessité d'investir le terrain local, comme terrain d'une réelle transformation sociale, cet extraordinaire slogan qui fût le nôtre "changer la ville pour changer la vie", demeure au centre de nos exigences.
Cette conviction de changement nous la fondons sur plus de 10 années pendant lesquelles, au plus près du terrain, ont été accumulées des centaines d'expériences et des milliers d'initiatives.
Il n'y a de politique de la ville que si, sur le terrain des quartiers de l'exclusion sociale, des actions sont menées en même temps sur tous les fronts, car il existe une spirale de l'exclusion.
Nous connaissons tous ce cheminement, tant de fois entendu dans nos permanences : à la perte d'un emploi, ou le chômage par défaut d'emploi.
S'ajoutent, à cela, la disparition des revenus, la perte d'une identité sociale : les petits boulots, la galère, les revenus de substitution, la destruction des relations familiales, amicales, de proximité, l'isolement, le repli sur soi, l'abandon, avec toutes les conséquences que cela a.
Pour remonter le courant, aucun domaine d'action ne doit être négligé et que les difficultés soient au nombre de trois cents ou de cinq cents, peu importe, il est possible d'agir. Cela demande une constance dans la mise en œuvre, des moyens financiers importants, et des hommes et des femmes sur le terrain. C'est de cela dont je voudrais porter témoignage devant le Congrès.
Ici, dans cette région du Nord Pas-de-Calais, marquée par un nombre considérable d'agglomérations importantes, région urbaine par excellence, région de conversion frappée par les restructurations des principales branches industrielles et leurs conséquences qui se chiffrent en dizaines de milliers de suppressions d'emplois, région jeune, la plus jeune de France sur le plan démographique, avec un nombre considérable de garçons et de filles qui, chaque année, cherchent un débouché dans les emplois. Dans cette région du Nord Pas-de-Calais, nous connaissons des missions locales qui assurent le suivi social, la formation, l'insertion de milliers de jeunes, nous connaissons des plans d'insertion qui chaque année aident des centaines de chômeurs de longue durée à retrouver du travail. Nous travaillons avec des chefs d'entreprises qui s'impliquent et nous en avons vu d'autres nous tourner le dos. Nous savons que la réhabilitation des logements sociaux n'est qu'affaire de volonté, d'enveloppe budgétaire et d'équipes associant les habitants, mais nous savons faire. Nous sommes convaincus qu'avec des Zones d'Education Prioritaire, sans doute améliorées, confortées, l'Education nationale peut créer les conditions d'une plus grande égalité des chances au moment où le combat laïque retrouve actualité et signification, et où les termes de service public et de fonction publique doivent être synonymes de présence sur le terrain et de disponibilité. Nous savons qu'à travers les maisons d'éducation, les systèmes de parents relais, l'éducation des enfants des milieux défavorisés peut créer une véritable motivation collective et combattre l'indifférence. Nous sommes convaincus que, soutenues, toutes les expériences d'insertion par l'économie produisent des résultats dans la lutte contre le chômage, entreprise d'insertion, régie de quartier,

commerces collectifs, entretien des espaces de proximité, lutte pour l'environnement, comme dans bien des agglomérations que vous connaissez, nous avons presque tout expérimenté et nous y croyons.
Nous osons en même temps affirmer que, dans le combat contre les dérèglements, l'îlotage et la politique de proximité, la justice au plus près du quartier, la prévention et une lutte acharnée contre les réseaux d'approvisionnement et de financement de la drogue, sont indispensables.
Mon énumération est déjà trop longue et pourtant, elle n'est pas complète. C'est sur tous les fronts qu'il faut mener le combat contre l'indifférence, contre l'acceptation de l'exclusion, contre une société des deux tiers de bien vivants pour un tiers de non vivants, assistés, exclus, dépendants, pour lesquels l'avenir se résume à l'angoisse du seul lendemain. Cette réalité, vous la connaissez, nous la connaissons. Cette capacité à agir dans le cadre de la politique de la ville, nous en portons témoignage et c'est la raison pour laquelle j'accuse le gouvernement Balladur de manquement grave au devoir de justice sociale et de solidarité.
J'accuse le gouvernement Balladur d'abandon progressif par enlisement de la politique de la ville. Je ne retiens que quelques faits. Recul dans l'effort de formation des jeunes et particulièrement des jeunes les moins qualifiés. Suppression par exemple du programme PAC. Fragilité des dispositifs d'insertion, missions locales, entreprises, régies de quartier, insuffisance des budgets logement, particulièrement du logement social. Dispositions prises en faveur du logement en milieu rural sur le dos des crédits logement des agglomérations. Manque de détermination par la mise en œuvre de la loi Besson sur le logement des plus démunis et volonté d'affaiblir les dispositions de la loi d'orientation sur la ville. Caricature de l'aménagement du territoire qui a tendance à oublier dans sa loi que 80% de la population française vit en milieu urbain. Affaiblissement des dispositifs de péréquation financière entre les collectivités locales.
Alors, ne nous étonnons pas de voir périodiquement dans certains quartiers des jeunes exprimer leur ras le bol de la galère, de l'indifférence, des contrôles, d'une société où l'argent et l'apparence sont les moteurs de tout, alors que le travail, le logement, les équipements ou la vie simplement leur sont chichement mesurés. Etonnons-nous seulement de n'avoir pas encore assisté à un embrasement propagé de ville en ville, de banlieue en banlieue.
Dans cette situation, et quel que soit le contexte des prochains mois, c'est au boulot du combat pour la ville que j'appelle les militants Socialistes et le Congrès. Ce sont les Socialistes et les militants de terrain qui doivent relever le gant de la présence, de l'écoute, du soutien de toutes les initiatives dans leurs quartier. Ils n'ont pas besoin d'assistance, mais de reconnaissance. Ils n'ont que faire des discours. Ils veulent prendre la parole et leur destin en main.
(Applaudissements)
La lutte contre toutes les exclusions, d'abord l'enjeu de la démocratie, droit d'expression, journaux locaux, conseils de quartiers, associations de fait, tous les moyens sont en ce domaine facteurs de progrès. Comme l'écrivait récemment

Jean-Marie Delarue, l'amélioration de la situation des cités passe impérativement par la reconnaissance de l'expression des habitants dans les choix collectifs qui les concernent. Je ne suis pas intervenu pour vous peindre la vie en rose, mais seulement pour vous dire : ne baissons pas les bras, soyons sur le terrain ces acteurs de la transformation sociale, ne cherchons pas sur ce sujet indéfiniment le consensus, alors que nous savons que, pour que vivent mieux ceux qui sont en difficulté, il faudra bien déranger, mettre en cause, bousculer habitudes et privilèges. C'est rude, c'est difficile, c'est ingrat à en chialer, mais bon sang, allons-y ! C'est sans doute là où c'est le plus difficile, là où cela fait le plus mal que sont susceptibles d'apparaître ces éléments de justice sociale, de solidarité, de fraternité qui feront naître une autre société.
Merci de votre attention.
(Applaudissements)

Le président - Merci, Michel.
Pour compléter l'intervention de Michel Delebarre, je vais donner la parole à un militant Socialiste qui agit aussi sur le terrain, Luc Legras, Directeur au niveau de l'OPAC HLM 62.

Luc Legras

Chers camarades, au seuil de l'hiver, le problème de l'exclusion du logement réapparaît dans sa phase la plus médiatique, c'est celle des SDF qui dorment dans les rues. On sait que l'intérêt des médias est strictement proportionnel à la baisse du thermomètre. Parler de l'exclusion et du logement, c'est parler de problèmes à résoudre. Le premier problème, c'est celui de la solvabilité, de la précarité, c'est parler des moyens, de la continuité et de la hauteur de ces moyens.
A cet égard, pour compléter le bilan de Michel Delebarre il y a de quoi être un peu inquiet. En deux ans, avec une hausse des prix de près de 4%, l'APL n'aura augmenté que de 1,7, et encore au bout de dix huit mois de non-revalorisation. Cela s'accompagne d'une diminution des droits d'accès à l'APL, ainsi ceux-ci ne bénéficieront pas du premier mois de loyer. Ceux qui ont des droits à des rappels d'APL, verront leur rappel limité à deux mois.
On vient au travers du budget de l'énergie de porter un nouveau coup à la solvabilité en haussant la TVA sur les taxes des réseaux de chaleur dont on sait qu'ils alimentent les quartiers les plus défavorisés.
La hausse des charges est de 6 à 7%. La volonté d'une politique locale fut-elle puissante, ne peut résoudre l'ensemble de ces problèmes.
Ici, dans le Nord Pas-de-Calais, depuis vingt ans, une politique est menée qui consiste à compenser et à accroître les moyens qui sont mis à la disposition pour faire face à cette exclusion rampante que nous connaissons depuis longtemps.
Sachez qu'ici, dans le parc HLM public, 16% des locataires sont Rmistes, et encore ne s'agit-il que des chefs de famille, et pas de ceux qui sont hébergés.
Le Conseil général a accompagné par des mesures d'aide complémentaire la personne, et par des mesures d'aide à l'entretien du parc. On voit bien

Fondation Jean-Jaurès

aujourd'hui que ce n'est pas un problème strictement local. Il n'y aurait plus de moyen, nous dit-on, déficit budgétaire galopant, difficultés, compressions des marges, et pourtant la France est un pays qui consacre aujourd'hui en aide publique au logement 1,9% de son PIB pendant que l'Angleterre consacre encore 3,2 de son PIB au logement public.

Il faut, face à cette situation, opérer une nouvelle mutualisation des risques et ne plus laisser aux variations de l'APL le soin de régler les problèmes.

Il n'est pas normal de laisser les loyers baisser, et d'avoir un certain nombre de charges nouvelles. A cet égard, on peut être inquiet. Les évolutions financières connues et reconnues des dix ans qui viennent pour le parc HLM montrent que le niveau d'autofinancement des loyers de 10% il y a deux ans, passera à 0% en 1997 et à moins 0% en 2000. A ce problème, s'ajoute celui de la continuité des solutions à apporter au logement. Nous n'avons pas à jouer, ce qui se trame depuis deux ou trois ans, c'est-à-dire à jouer ceux qui ont deux SMIC contre ceux qui ont moins d'un SMIC. En dessous, et au-dessus, ceux qui ont des difficultés d'endettement en sont réduits au fonds de solidarité du logement. On a troqué un certain mécanisme contre un mécanisme caritatif public aléatoire.

Aujourd'hui, ceux qui sont au-dessus des plafonds de ressources, dont on connaît le lent abaissement depuis quelques années, ont le choix entre un taux d'effort qui augmente pour un logement de même qualité, ou avoir un logement de moindre qualité pour un prix inférieur. Cette solution n'est pas la bonne aux besoins quantitatifs exprimés qui se situent entre 300 et 400 000 logements.

Le troisième problème auquel on a à faire face, c'est celui que vient d'évoquer Michel Delebarre sur l'isolement et l'exclusion. Le problème du logement n'est plus isolable du système urbain. Nous donnons aujourd'hui en moyenne 4 à 8% des loyers pour des solutions d'accompagnement complémentaire qui relèvent de l'effort de solidarité nationale.

Cette situation est insupportable. Nous avons à faire face au travers de cette crise à une disparition et à un amoindrissement des institutions structurantes. Plus d'emplois égale plus d'entreprises, plus de lieux où se négocie un certain nombre de règles.

Les quartiers voient aujourd'hui la présence de l'Etat se réduire malgré les efforts entrepris dans les dernières années, la police intervient quand elle peut, les refus de prises de plaintes pour dégradation sur la sécurité et les biens des personnes sont monnaie courante. Quant à l'école, au-delà de l'école primaire, le collège connaît les difficultés que l'on sait. Ce qui est étonnant c'est que cela n'est pas pété plus souvent, ceci étant ce que l'on peut remarquer c'est qu'en onze mois il a pété 7 fois. Il y a donc une accélération du rythme, deux fois à Lille, deux fois au Mureaux, deux fois à Rouen, une fois à Amiens. Où s'arrêtera-t-on dans ce jeu qui fait qu'une partie de la société et du logement social est à l'interface dans cette société parallèle où les règles n'existent plus, où les institutions publiques ne sont plus reconnues, où des gens n'ont plus rien à faire de ce qui se passe dans les mécanismes publics. On peut prendre à cet égard comme témoin, comme baromètre véritable, la montée régulière de l'abstentionnisme, notamment dans les catégories les plus jeunes. La situation

est grave, ce qui met profondément en cause un problème rarement soulevé, celui de la réorganisation de l'Etat, et de l'inaptitude fondamentale des mécanismes des politiques publiques à prendre en charge le système. Il ne faut plus qu'aujourd'hui il y ait six mois d'attente pour répondre à des jeunes qui veulent monter un projet, c'est dans les deux heures qu'il faut agir !
Cette situation s'accompagne d'une offensive généralisée qui vise à la dévalorisation symbolique du débat public. On a dit à cet égard que toute une partie de la population... (inaudible)… entre ceux qui étaient au dessus et qui avaient réussi à en sortir, et qui voient aujourd'hui la menace y rentrer - c'est le problème du déclassement social - et ceux qui en sont et qui sont impuissants à en sortir... C'est la frustration qu'on est en train d'accumuler, c'est de l'impuissance, de la résignation, mais aussi de la graine de révolte !
Il nous faut reconstruire une reconnaissance véritable... Ceci passe par une société où l'on reconstruise un nouveau contrat social au travers du logement. Cette société est à l'envers de celle dont rêve l'actuel ministre du Logement. Pour avoir entendu des propos privés du ministre en question, je peux vous dire que son optique n'est pas celle-ci ! Il a déclaré textuellement : "la société dont je rêve, c'est une société dont le logement est privé. Je préfère que les gens passent leur week-end à chercher leur logement dans les petites annonces plutôt que de se voir attribuer le logement 12-A de la cage 4 de l'avenue Karl Marx !"
Cela en dit long sur les préjugés idéologiques qui sont derrière cette offensive !
La vente du patrimoine, nous dit-on, pour retrouver des moyens financiers et pour redonner une dignité... A qui vendre le patrimoine ? Aux RMIstes, pour les enfoncer encore plus et faire de nouveaux dégâts dans l'accession à la propriété ? J'arrête là, simplement pour dire que dans ce domaine comme dans d'autres, on peut reprendre la phrase de Kafka : "il n'y a de décisif que celui... (inaudible)
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Un témoignage maintenant un peu différent puisque Laurent Zarnitsky est médecin en Seine-Saint-Denis et qui s'intéresse beaucoup aux problèmes de la toxicomanie va nous dire quelques mots sur ce sujet.

Laurent Zarnitsky

Mes chers camarades, faire des propositions à la tribune du Congrès du Parti Socialiste sur la question de la toxicomanie et de l'exclusion n'a malheureusement rien d'un effet de mode.
Mettre en œuvre une vraie politique de Gauche pour pouvoir mener une véritable campagne sur cette question est devenu un aspect incontournable, un devoir pour le Parti de la transformation sociale que nous sommes en train de redevenir. Nous devons tout faire pour que la politique de prise en charge des toxicomanies, pour que la question de l'usage des drogues et de la prévention sortent dans ce pays d'une préhistoire meurtrière.
Pour nous, les militants Socialistes, qui sommes les adversaires les plus opiniâtres des phénomènes qui excluent, qui marginalisent ou qui disqualifient

certains groupes sociaux, nous devons faire face à un constat et en tirer des conclusions en termes politiques, c'est-à-dire en terme d'action et en terme de programme.
Autour de 200 000 usagers de drogues aux opiacés par voie intraveineuse alors qu'ils n'étaient que 7000 il y a vingt ans, plus de 33 000 cas de Sida, maladie déclarée en France depuis 15 ans dont 30% de toxicomanes intraveineux, plus de 50% des détenus incarcérés en préventive sont des usagers de drogues dures. Tout cela dans un contexte général où on estime que 5 à 6 millions de nos concitoyens utilisent des produits prohibés comme le cannabis. A côté de cela, nous sommes les derniers des pays développés à utiliser les produits opiacés dans leur indication, nous sommes les derniers dans le traitement de la douleur. En France, les gens qui souffrent ne peuvent pas toujours recevoir des produits opiacés. Trop de risques de détournement d'usage, trop de risques de toxicomanie induite. Quel beau résultat ! Quelle honte pour le pays des Droits de l'homme !
Revenons à notre sujet, allais-je dire, revenons à la toxicomanie et à l'exclusion.
L'usager de drogue de 1994 n'est pas l'usager de drogue des années 70. A cette époque, l'usage de drogue pouvait avoir une dimension de révolte contre l'ordre établi. Aujourd'hui les usagers de drogue courent le plus souvent le risque d'exclusion, et courent bien sûr des risques plus grands pour leur santé. Ils sont d'abord des victimes de la crise des banlieues, des victimes de la misère et du chômage. Ils sont, pour ceux qui touchent aux drogues dures, le plus souvent malades, et très fréquemment plongés de fait dans la délinquance.
Question, mes chers camarades : que reste-t-il de l'époque révolutionnaire où il y avait à peine une dizaine de milliers de toxicomanes dans notre pays ? Il reste un dispositif prohibitionniste et répressif. Il reste un dispositif sanitaire, social, juridique et policier obsolète et inadéquat. Obsolète et inadéquat, donc dangereux. Il reste une loi et ses intervenants spécialisés confinés dans leur tour d'ivoire ! Oui, camarades, ayons le courage, ou plutôt ayons l'audace nécessaire pour changer la loi de 70.
Pourquoi changer la loi de 70 et surtout pour quoi faire ?
D'abord, pour être efficace dans la politique de réduction des risques. Nous devons donner un cadre légal à cette politique de réduction des risques.
La détention des seringues stériles doit être organisée, doit être d'urgence légalisée, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Il faut légaliser la méthadone et la diffuser massivement. Nous avons besoin de 10 000 à 20 000 "places" de méthadone.
Supprimons le carnet à souche nécessaire pour la délivrance des médicaments opiacés, non seulement médicaments anti-douleur, mais aussi traitements de substitution.
Légalisons les associations d'auto-support d'usagers et d'anciens usagers, clé de voûte de toute politique de santé communautaire et de réduction des risques, outil essentiel pour réconcilier les usagers de drogue avec la société. Il faut également différencier drogues dures et drogues douces sur le plan légal.
(Applaudissements)

Pourquoi ne proposerions-nous pas la dépénalisation de l'usage des drogues douces ? Pourquoi ne pas étudier les conditions d'une éventuelle légalisation contrôlée de certains produits ? On ne peut tout de même pas continuer à proclamer que les dangers de toutes les drogues sont les mêmes, que la guerre à la drogue doit continuer et conduira à l'éradication des produits stupéfiants sur la planète ! Non ! On ne peut pas mettre sur un même plan l'héroïnomane intraveineux et le fumeur occasionnel de joints !
(Applaudissements)
Oui, bien sûr, il faut séparer drogues dures et drogues douces parce que je ne connais pas de centre de désintoxication spécialisé dans le sevrage des usagers de cannais, ensuite parce que je ne pense pas avoir appris ou avoir lu que l'usage de dérivés de cannais par inhalation constituait une voie de contamination par le virus du Sida ! Même le Pape ne s'y risquerait pas.
Prohiber de la même manière le haschisch et le crack, et de la même manière le cannabis et l'héroïne, ce qui est le cas aujourd'hui, c'est avoir devant les jeunes une attitude qui disqualifie tout autre discours de prévention en santé publique et qui, en fait, disqualifie tout autre discours tout court... (applaudissements)... Cela décrédibilise l'élu, la politique, ses militants, la société, ses institutions. C'est d'ailleurs l'esprit des 29 "mesurettes Balladur" qui décrédibilisent surtout ce gouvernement
Bien sûr, et nous le savons d'expérience, tout projet politique de transformation sociale se heurte dans notre pays aux institutions.
On le sait, le candidat des Socialistes aux présidentielles sera le candidat de la 6ème République. Eh bien, pour ce qui est de la réduction du risque et de la lutte contre l'exclusion, il faudra, là aussi, changer les institutions et pas seulement supprimer la fameuse DGLDT dont l'utilité majeure est d'organiser des colloques avec la chanteuse Régine où Pasqua déclare la troisième guerre mondiale à la drogue, comme ce fut le cas il y a quinze jours à Paris.
Il faut mettre en place un dispositif qui prenne à la fois en compte, et je finirai par là, le risque Sida et le risque d'exclusion sociale, et cela n'a rien à voir avec une politique de Droite, ni même avec le centrisme mou de Simone Veil ou de mon éminent collègue Douste-Blazy, quelles que soient leurs bonnes intentions humanistes.
Prendre en compte l'exclusion sociale et les risques sanitaires, c'est développer le volet santé de la politique de la ville, aujourd'hui sinistrée par Balladur.
Oui, créer du lien social dans les quartiers, c'est lutter contre la toxicomanie et ses risques graves.
Proposons aussi, pour fédérer toutes les énergies, pour lutter contre les inégalités géographiques, la création de schémas régionaux de la réduction des risques.
Mais surtout et pour finir, il faut sortir les toxicomanes de l'ornière de la précarité et de l'urgence, sinon, et je vous invite à réfléchir sur ce fait, nous serions condamnés partout à faire du SAMU social, c'est-à-dire non seulement à appliquer le programme de Chirac, mais surtout à donner une réponse de type humanitaire à des problèmes sociaux dont j'espère avoir réussi à montrer une partie de la dimension politique.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

La présidente - Merci. Avant de passer la parole à Claude Bartolone qui va clore cette matinée, je vais donner quelques informations.
Je veux notamment remercier les associations qui nous ont fait parvenir de nombreux messages, par exemple le MRAP, mais vous comprendrez bien qu'on ne peut pas tous les lire. Merci à ces associations d'avoir salué notre Congrès et nos travaux.
Je sais combien les camarades qui avaient des questions à poser sont frustrés par le fait qu'il n'y ait pas de débat. Mais vous savez que la Convention sur la protection sociale aura lieu en janvier ou février et que, là, nous aurons plus de temps... (protestations)... Je vais tout de même vous lire une question qui m'est parvenue par écrit : "Pour redonner toute sa vocation fondamentale à l'hôpital public, la solution est-elle d'équiper en canons à eau plus puissants les véhicules des CRS en vue des prochaines manifestations des infirmières ?"
(Applaudissements)
Je ne pense pas que cette question ait besoin d'une longue réponse car elle est partagée par l'ensemble des Socialistes. Une information maintenant. L'assemblée générale de la motion 2 se réunira à 13 h 30, au CRAF, salle 6. Vous voyez bien que vous aurez l'occasion de débattre !
Enfin, la fédération du Pas-de-Calais offre 50 places pour le match Lens-Auxerre aux délégués qui arriveront les premiers au stand de cette fédération pour les retirer. Mais avant de vous précipiter, je vous demande d'écouter la conclusion de Claude Bartolone.

Claude Bartolone

Chers camarades, en cette matinée les premières interventions qui précèdent, d'une certaine manière, l'organisation de la convention dont on a parlé, ont éclairé une évidence : les hommes et les femmes de gauche croient à un monde meilleur, ils refusent la fatalité. Pour nous, la société présente n'est pas la seule concevable et ses effets ne sont pas normaux.
Anormal le chômage, fruit d'une mutation et d'une réorganisation des processus de production. Anormale l'existence de zones de pauvreté résultant de l'inégalité, anormale elle aussi, entre les compétences des individus, leur capacité à s'adapter. Anormal que l'on prenne aux plus pauvres pour préserver les plus riches.
Les hommes et les femmes de Gauche ont en eux un rêve rationnel nourri de symboles, de mythes, d'imagination. Ils veulent, nous voulons rendre la réforme possible. Cela passe par l'affirmation de nos valeurs, par la défense de celles de la République. Ne l'oublions pas, il n'y a pas de liberté lorsque l'on livre les plus faibles aux plus forts. Il n'y a pas d'égalité lorsque l'on met en mouvement les inégalités en matière d'accès à la santé, au logement, à l'emploi, à l'éducation, à la formation, à la justice, à la sécurité. Il n'y a pas d'égalité lorsqu'on sacrifie la solidarité à l'autel du "chacun pour soi" dans un combat implacable.

Fondation Jean Jaurès

Le Socialisme a pour fondement l'égalité des chances, la justice, la laïcité, la solidarité. Aujourd'hui, les inégalités sont criantes. La solidarité, elle, se réduit trop souvent à une notion d'assistanat, de charité. Or la solidarité, c'est réaffirmer les droits et les devoirs de chaque citoyen, c'est proclamer l'état républicain laïque. C'est pourquoi nous refusons le présent que nous peaufine Edouard Balladur comme seul futur imaginable.
Les idéaux de l'époque révolutionnaire du 19ème siècle, l'égalité et une approche laïcisée de la fraternité, laquelle apparaît et se développe à travers le concept moderne et humaniste de la solidarité nous inspirent.
Chers camarades, nous ne pouvons accepter que la situation des privilégiés se renforce grâce à la logique naturelle des comportements, bien sûr, mais surtout au caractère injuste, inéquitable des lois et des mesures qui fleurissent depuis avril 1993 pour avantager les catégories sociales les plus favorisées.
A l'autre extrémité de l'échelle sociale se multiplient de nombreux exclus dont la situation s'aggrave de manière insupportable, alors que le système qui devrait les concerner au premier chef les condamne à demeurer le plus souvent en dehors de toute protection.
Bien sûr, nous avons mis en place le RMI et nous devons le défendre. Bien sûr, nous avons soutenu les Restaurants du Cœur. Mais à côté de ces palliatifs persistent des inégalités qui contribuent à renforcer la critique de l'état providence, les mirages pour la justice sociale et le regain d'authenticité donné aux thèses libérales qui sont indûment reprises, distillées, diffusées sous la forme de l'économique et du modernisme.
Face à ces formes larvées ou plus officielles du libéralisme, face à une société qui réduit la personne à une dimension purement individuelle, il convient de rappeler les exigences et les valeurs de solidarité.
Nous devons réussir le pari de la sécurité sociale et l'apparenter à une véritable révolution culturelle, car si l'appel de la liberté, des libertés, ébranle les pays totalitaires, les inégalités mettent en cause le fonctionnement de la démocratie.
Ces inégalités se situent au point de jonction de deux phénomènes qui façonnent notre société : le corporatisme et l'individualisme.
Je ne reviendrai pas sur les mesures prises par le gouvernement en matière de protection sociale. Vous les connaissez tous, vous en vivez les effets, pourquoi ici leur faire de la publicité ? J'ai plus à cœur d'inciter à une vraie solidarité, une démarche égalitaire et non pas égalitariste, un minimum de fraternité sans laquelle il n'existe pas de véritable humanisme, j'ai plus à cœur de dessiner avec vous les grandes lignes des réflexions qui devront être les nôtres lors de la Convention nationale que nous tiendrons au début de l'année et qui déterminera nos orientations en matière de protection sociale.
C'est pourquoi je voudrais vous soumettre quelques choix majeurs en quelques mots.
Le premier concerne la santé et, à mon tour, je voudrais saluer le travail que fait dans l'ombre, jour après jour, Claude Pigement, pour permettre au Parti Socialiste de renforcer et d'améliorer ses idées et ses propositions sur ce secteur.
Notre système de soins a cessé malheureusement d'être l'un des plus efficaces

Contribution Jean Daniel

du monde, nous l'avons vu. Le niveau de remboursement baisse, les dépenses, quoi qu'on en dise ou qu'on veuille nous faire croire, augmentent et continueront d'augmenter, l'état de santé des Français n'est pas corrélé à la dépense mais bien au degré des inégalités sociales. Nous avons le seul système où il existe tant de droits qu'ils finissent par aboutir à un certain laxisme. Nous avons le seul système qui soit incapable de mesurer sa propre productivité. Cela a été dit ici avant moi, l'avenir, c'est une véritable maîtrise médicalisée des dépenses de santé.

Un deuxième choix concerne la famille et permettez-moi de dire quelques mots sur un sujet qui n'a pas été abordé ce matin. Les sommes qui lui sont consacrées ne sont pas extensibles. La preuve en est : en 1995, cette branche plongera dans le rouge. L'avenir fait peur, en effet, puisque les mesures de la loi famille prises jusqu'à la fin du siècle par ce gouvernement ne sont pas financées. Qui plus est, comme ces sommes représentent pour les familles à ressources modestes des prestations insuffisantes, alors que pour les catégories beaucoup plus fortunées elles s'apparentent, voire constituent de l'argent de poche, il convient maintenant, et ce sera l'honneur des Socialistes, de placer les allocations familiales sous condition de ressources.

(Applaudissements)

De même, nous devrons décider de véritables mesures innovantes en matière de garde et d'accueil du jeune enfant. Les hommes et les femmes doivent avoir le droit d'élever des enfants et, dans le même temps, de travailler. Il s'agit là d'un investissement pour le futur.

Ce débat, nous devrons l'avoir, nous devrons le trancher. Chers camarades, un troisième choix majeur concerne la vieillesse. Jean-Claude Boulard a dit ce qu'il fallait dire sur le sujet, mais là aussi quelques mots.

Bien entendu, nous réaffirmons avec force notre attachement au système de répartition qui doit donner à chacun la garantie de ses vieux jours et non des minima. Mais, lorsqu'on tient compte de la désindexation des pensions décidée par le gouvernement Balladur, des taux d'intérêts réels qui sont positifs et de la distribution actuelle du patrimoine, on constate que les revenus d'inactifs riches progressent encore plus vite que les revenus d'actifs riches, mais que les revenus des inactifs pauvres régressent, eux, plus vite que les revenus d'actifs pauvres ! Il faut donc dépasser ce discours lénifiant qui veut que les retraités, tous les retraités, n'aient pas de problèmes et s'en sortent mieux que les actifs. Là encore, nous devrons choisir comment gommer ces injustices, tout comme nous devons reprendre en compte le projet de loi de prise en charge de la grande dépendance que le gouvernement Balladur a fait passer "à la trappe". C'est une priorité pour la nation.

Un quatrième choix concerne le financement. L'effondrement des recettes, lié à la stagnation économique et à la hausse vertigineuse des dépenses de santé, a mis la sécurité sociale en danger et ce ne sont pas les comptes optimistes du gouvernement pour le futur, ni les mesures qu'il sous-entend (baisse des salaires dans la fonction publique, régression des revenus des médecins, stagnation des pensions de retraite), qui sont à même de nous rassurer.

Collection Jean Jaurès

Chers camarades, il va nous appartenir de continuer l'œuvre commencée par Michel Rocard et Pierre Bérégovoy en séparant ce qui relève de l'assurance et ce qui relève de la solidarité, qui doit revenir à l'Etat. Ce n'est pas en réduisant la protection sociale, qui est pourtant "dans le vent" (mais M. Chirac n'a-t-il pas déclaré que ceux qui sont dans le vent ont un destin de feuille morte ?), qu'on encourage l'emploi. Au contraire, la cohésion sociale est la clé de l'efficacité économique. Je suis persuadé que les Français sont prêts à consentir des sacrifices, de justes sacrifices, pour sauvegarder un système de protection sociale qui assure un total accès aux soins pour tous et concentre son effort de solidarité sur les plus démunis. Mais en retour, ils sont exigeants, et ils ont raison, ils veulent être acteurs de la vie, ils réclament d'être associés aux prises de décision qui touchent le pays et qui les touchent. C'est avec eux que nous devrons débattre, redire nos choix, mettre en route la "machine à gagner", puis faire, et pourquoi pas dès l'été prochain !
(Applaudissements)
Chers camarades, après avoir prononcé ces quelques mots qui servent de prélude, comme l'ensemble des interventions de ce matin, à la Convention nationale qui devrait avoir lieu au début de l'année, quelques mots pour la suite de l'organisation de cette matinée.
Comme vous le savez toutes et tous, nous allons maintenant aller à la rencontre de François Mitterrand. Dans quelques minutes, il sera à Liévin, devant la stèle à la gloire des mineurs et à la mémoire de cette grande catastrophe qui a touché le pays minier il y a vingt ans. Des cars sont à votre disposition à la sortie de cette salle. Nous allons le retrouver au cours de cette manifestation. Puis, dans les minutes qui suivront, François Mitterrand sera reçu à la mairie de Liévin et nous serons à ses côtés pour entendre les quelques mots qu'il aura à nous dire. Chers camarades, je vous propose donc maintenant de conclure les travaux de cette matinée. Allons à la rencontre de François Mitterrand pour recevoir ce message de tradition et de modernité et à cet après-midi pour la suite de nos travaux !
(Applaudissements)

La présidente - Camarades, nous reprenons les travaux à 15 h 30, mais avant la dispersion je voudrais quand même que nous saluions les manifestations régionales qui, en ce moment même, se déroulent dans l'ensemble des régions à l'appel du collectif du 16 janvier, ce 16 janvier où, vous vous en souvenez, nous avons mené cette grande manifestation pour la laïcité et le service public.
L'enjeu est d'importance, je pense que notre Congrès ne peut pas se séparer avant d'avoir salué les manifestants et leur avoir souhaité le succès qu'ils méritent.
(Applaudissements)

Parti Socialiste
Congrès national de Liévin
18, 19 et 20 novembre 1994

Contribution Jean-Jaurès

Séance du samedi 19 novembre 1994 (Après-midi)

La séance est reprise sous la présidence de Nicole Péry et Julien Dray.

La présidente (Nicole Péry)

Nous reprenons nos travaux avec le débat général. Nous avons l'ordre des intervenants et les minutes accordées ; elles sont brèves mais vous les connaissez, vous seriez donc très gentils de vous tenir dans ces temps.
Nous commençons avec l'intervention de Denis Bonvalot, 4 minutes.
(Applaudissements)

Denis Bonvalot

Camarades, je suis flatté de l'honneur qui m'est fait d'avoir à ouvrir enfin un débat tant attendu par les congressistes !
(Applaudissements)
J'ai du pot, parce que je me suis dit : avec la visite de l'honorable François, il ne manquait plus que l'abbé Pierre arrive, ou Mère Térésa, et je passais à la casserole !
(Quelques applaudissements et sifflets)
Chers camarades, j'interviens non pas au nom de la motion 2, parce que je veux être honnête avec eux, mais ce sont des camarades avec qui j'ai signé et qui ont eu de la compréhension et un esprit ouvert qui me permettent aujourd'hui de parler devant vous.
(Applaudissements)
Je fais partie de ceux qui n'ont pas cru bon de se rallier à la motion à vocation d'unanimité signée par le Premier secrétaire. Je crois qu'il est utile d'en donner les raisons devant le Congrès. Le temps qui est imparti à "l'opposition" étant réduit, vous comprendrez que je n'aie pas le temps de m'expliquer dans un langage précautionneux ou de faire trop "dans la dentelle", fut-elle du Pas-de-Calais.
Les motifs essentiels sont d'abord de nature politique mais touchent aussi aux méthodes de fonctionnement de la direction du Parti.
Henri Emmanuelli, notre camarade, il y a quelques mois encore confirmait sa volonté de faire évoluer le Parti Socialiste en maintenant d'abord son enracinement ou en favorisant son retour à des valeurs de gauche. Pour cela, il demandait que le Congrès d'aujourd'hui soit un lieu de débat sur le fond, conduisant à une majorité et à une minorité politiques et, donc, à une direction homogène œuvrant pour les mêmes objectifs. Ce choix était le bon choix et la vraie solution pour régénérer et re-dynamiser le Parti Socialiste après l'usure du pouvoir, ses renoncements, ses règlements de comptes internes et sa défaite électorale.
Comme beaucoup d'autres camarades, je crois encore que cette ligne politique claire pouvait casser le processus de dégénérescence des courants et mettre un

Fondation Jean-Jaurès

frein aux ambitions seulement personnelles.
Cette volonté a été abandonnée en quelques semaines pour faire place à un cartel hétéroclite qui prétend se retrouver d'accord avec les analyses et les propositions de la motion n°1.
(Applaudissements)
Miracle politique d'après Rennes ou tactique pré-présidentielle guidée par le seul appétit du pouvoir ?
Je crois malheureusement qu'il s'agit de la deuxième raison : un retour aux affaires passe avant les leçons à tirer d'une longue période de pouvoir et la recherche des projets crédibles dont la Gauche a besoin. Comment peut-on accepter qu'un bilan présidentiel de bientôt quatorze ans et un bilan gouvernemental de dix ans puissent être évités sans analyse ni débat à l'occasion d'un Congrès qui se tient à la veille d'échéances électorales décisives ?
(Applaudissements)
Pourquoi considérer cette question comme indécente, alors que l'électorat, lui, nous a déjà donné une réponse aux législatives et aux européennes ? Ceux qui ont participé au pouvoir ou qui dirigent encore, officiellement ou pas, le Parti, seraient donc intouchables et auraient toujours raison ? Il nous faut alors changer d'électorat, camarades ; celui de gauche ne nous a pas compris et risquerait encore de ne pas nous comprendre !
Cet accord douteux sur une motion rassemblant des responsables connus pour être en désaccord sincère sur des points fondamentaux du texte et ce refus unanime des mêmes de critiquer objectivement la période 1981-1993 sont pour moi les deux premières raisons qui m'ont empêché de participer à ce genre de mascarade politique.
(Applaudissements)
Cette façon d'agir a d'autres conséquences et, en particulier, sur le contenu du texte signé par le seul Premier secrétaire, ce qui permet d'ailleurs à ceux qui ne sont pas d'accord avec ce texte de ne pas le signer et de ne pas gêner par là les grandes retrouvailles pré-électorales !
(Applaudissements)
En effet, pour satisfaire le plus grand nombre, je suppose que le ou les rédacteurs du texte ont dû mettre de l'eau dans leur vin. Entre les déclarations printanières et ancrées à gauche d'Henri et le texte estival, il y a quelques différences, en particulier dans le domaine des moyens économiques, qui pourraient faire croire à un recentrage, mais vers le centre. Elections obligent, quitte à perdre à gauche ce qu'on espère gagner à droite. Pour moi, le centre, c'est la Droite ! Dans ces conditions, que deviendront les engagements pris et répétés en faveur des 35 heures sans perte de salaire, du droit au travail et de la protection sociale ? Veut-on répéter les mêmes erreurs, provoquer les mêmes déceptions ?
Notre ambition se réduirait-elle encore une fois à accompagner l'évolution du libéralisme...

Le président - Tu conclus, s'il te plaît...

(Protestations)

Denis Bonvalot - Mes camarades de la motion retireront de leur temps pour que je termine. J'ai encore une page...

Le président - C'est votre droit.

Denis Bonvalot - Tu pourras retirer un camarade qui suit, je m'entendrai avec eux. Mais il faudra me défalquer le temps qui vient de s'écouler... (murmures)...
C'est plus de chômeurs, plus d'exclus, moins de pouvoir d'achat, plus d'inégalités, mais plus de spéculations, plus d'épargne pour les favorisés avec un taux d'imposition réduit renforçant les privilèges.
On ne peut accepter cette situation aujourd'hui, aggravée par dix-huit mois de gouvernement Balladur.
Si la société française est toujours partagée en classes sociales, aujourd'hui nous devons faire face à un phénomène entamé ces dernières années : l'exclusion d'une partie de plus en plus importante de la population. Pour celle-ci, aucun espoir de s'en sortir ne peut exister sans des réformes profondes de cette société. C'est le devoir d'une gauche rassemblée et ferme dans ses principes. Dans le cas contraire, notre pays risque une dérive sociale grave pouvant être utilisée par des bateleurs politicards qui déjà ont pointé le bout de leur nez. L'évolution du Parti est donc incontournable. Celui-ci devrait être l'outil qui répond aux exigences d'une politique qui conduit à une vraie transformation économique et sociale. Le temps du Parti des "éléphants" et de leurs ambitions personnelles, des coteries internes, du seul parti électoral ou gouvernemental, des révolutions de palais ou des décisions occultes et télécommandées doit prendre fin. Il nous faut rendre le Parti au débat d'idées et aux militants.
Ces militants, la base comme on dit, doivent trouver toute leur place et à tous les niveaux de responsabilité. C'est eux qui pourront donner dynamisme, conviction et rigueur à notre action politique. Pour être clair, le monde du travail, oui, doit être au centre de nos préoccupations mais aussi à la tête du Parti. Sa motivation pour mener un combat politique à gauche est d'une qualité et d'une sincérité qui valent bien celles des technocrates ou leaders issus de la moyenne ou de la haute bourgeoisie. Il nous faut des dirigeantes ou des dirigeants nationaux qui n'ignorent pas que les fins de mois commencent de plus en plus tôt et qu'elles sont de plus en plus difficiles. Cette confiance limitée accordée aux militantes ou militants issus du monde du travail est d'autant plus inacceptable que l'ouverture pratiquée hier en direction de soi-disant représentants de la société civile a généralement été nuisible aux gouvernements de gauche et au PS en particulier. Certains, dont l'impact médiatique était la seule qualité retenue pour parfois être nommé ministres, se sont révélés comme n'étant que des personnages douteux ou des ambitieux cyniques. Je pense en particulier à Tapie et à Kouchner. Une telle dérive pourrait conduire loin. Pourquoi pas, si l'occasion s'en présentait et l'audimat aidant, mettre Dorothée à la culture et Madame Claude à la condition féminine ?

Je suis convaincu qu'au sein du PS nous devons imposer rapidement un débat sans concession sur l'éthique et la politique. Les Français l'attendent toujours d'ailleurs. Pour terminer, chers camarades, je voudrais très rapidement m'exprimer sur deux questions.
La première, c'est la façon dont certains membres de la direction du Parti ont osé traiter ceux qui ont manifesté leur légitime émotion à l'occasion de la sortie du livre de Péan concernant la jeunesse de François Mitterrand. Je ne rentre pas dans le sujet, je dirai tout simplement que les termes utilisés (chacals ou autres charognards) ne grandissent pas ceux qui les ont prononcés. La seconde, plus grave encore, ce sont les déclarations lues dans "Le monde" d'un ancien ministre qui explique la réaction de Strauss-Kahn ou de Moscovici par leur origine. Je ne crois pas être d'origine juive, et cela ne me gênerait pas, mais cela ne m'empêchera pas de juger indigne ce genre de propos, quel qu'en soit l'auteur !
(Applaudissements)
Dernière chose et j'ai terminé, celle dont on ne doit normalement pas parler : l'élection présidentielle. Après avoir eu un candidat naturel, il semble qu'aujourd'hui nous aurions droit à un candidat potentiel, qui fait seulement comme si... Je donne mon point de vue très honnêtement, même si cela fait crier. Cela n'empêche pas Jacques Delors, au demeurant honnête homme et certainement convaincu de ce qu'il propose, d'entrer en campagne électorale. Pour faire très court, le temps étant compté, je dirai que la musique n'est pas mauvaise mais que les paroles ne répondent pas à l'attente de son public de gauche. Les maladies dont souffrent notre pays et les autres ne se soigneront pas seulement avec de l'huile de foie de morue. Nos remèdes doivent être plus radicaux, plus efficaces et surtout plus modernes.
(Applaudissements)

Le président - Mes camarades, pour que la règle du jeu, qui n'est pas une règle facile, soit une règle applicable par tous et pour tous, quelle que soit la qualité des intervenants, je demande à chaque intervenant de respecter le temps de parole qui lui a été attribué au point de départ, en accord avec ses responsables. Ce n'est pas la présidence qui a la responsabilité de l'attribution du temps de parole. Sa responsabilité, c'est que l'accord qui a été passé entre toutes les motions et tous les intervenants soit respecté pour qu'aucun intervenant ne se trouve pénalisé parce que les autres auraient pris plus de temps que prévu.
Nous allons donc procéder de la manière suivante : une minute avant la conclusion, à chaque fois, la présidence rappellera cette dernière minute et nous demanderons alors à l'oratrice ou à l'orateur de conclure, pour que nous puissions écouter tout le monde avec une salle remplie de tous les acteurs de ce Congrès.

La présidente - Nous sommes saisis d'une motion de la Haute-Vienne.
Des camarades souffrent d'asthme dans cette salle et on nous prie, en application de la loi de notre camarade Evin... (applaudissements et quelques sifflets)... de demander aimablement à tous nos amis d'éviter de fumer.

Fondation Jean Jaurès

Merci.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Yves Ackermann pour cinq minutes.
Pendant qu'il rejoint la tribune, je voudrais rappellerai à toutes et à tous qu'il y a, à l'entrée du Congrès, des urnes qui sont là pour récolter des fonds pour les grévistes des usines GEC-Alsthom. Nous vous demandons donc de les remplir le plus possible.

Yves Ackermann

Merci.
Chers camarades, la délégation de la fédération du territoire de Belfort ne pouvait laisser se dérouler ce Congrès sans que soit abordé le problème de la grève d'Alsthom.
Si nous sommes heureux d'être aujourd'hui parmi vous, il est certain que notre délégation serait beaucoup plus heureuse d'être aujourd'hui au milieu de la grande manifestation qui doit rassembler plus de 10 000 personnes dans les rues de Belfort qui pour toute notre région est un symbole de l'évolution des choses.
Comment en sommes-nous arrivés là, dans cette affaire ? Eh bien, on pourrait s'étonner puisque nos débats traitent de l'exclusion, nos débats traitent de personnes qui sont SDF, RMistes, qui sont au chômage et là nous sommes dans une entreprise "Européen Gaz Turbines" qui a créé plus de 1000 emplois sur les secteurs de Belfort et de Bourgogne ces trois dernières années.
Nous devrions dire "tout va bien, et tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes", d'un seul coup nous découvrons un conflit social qui est de l'ampleur de celui que nous avons connu dans l'année 1979.
Pourquoi tout ceci ?
Parce que des jeunes se sont révoltés, ont fermé les portes des usines. Pourquoi en sont-ils arrivés là ? Parce que cette entreprise qui a créé ce millier d'emplois n'a pas su peut-être s'adapter à la rapidité de son développement. Cette entreprise n'a pas su, comme elle aurait dû, comprendre le malaise de ces jeunes, qui ont été recrutés sur le territoire de Belfort, sur le pays de Montbéliard, mais aussi en région parisienne, en Bretagne et dans le nord, parce que la main d'œuvre qualifiée dont elle avait besoin s'est recrutée sur l'ensemble du territoire national, et ces jeunes déracinés qui sont venus habiter dans notre région pour un salaire brut variant de 7000 à 7500 F par mois, avec un bac professionnel, ou un bac plus 2, ces jeunes lorsqu'on a enlevé de leur revenu brut de 7000 F les cotisations sociales, gagnent 5600 F nets par mois. Et quand avec ce salaire il faut payer 2500 F de loyer et 600 F de charges, il leur reste pour vivre à ces jeunes couples qui sont venus s'installer chez nous, 2000 à 2500 F par mois. Quand le patron leur indique que leur augmentation de salaire sera de 1% ou sera au mieux égale à l'inflation, ils font rapidement le calcul en se disant : 5500 F par mois multipliés par 1%, à quel salaire vais-je arriver au moment de la retraite ? Voilà la question qu'ils se posent.
Ils sont dans un mur d'incompréhension et ne comprennent pas que leur travail,

Fondation Jean Jaurès

leur savoir-faire, leur technologie, qu'ils exportent dans l'ensemble du pays, ne soient pas mieux reconnus. Ils ne comprennent pas non plus que cette entreprise qui a vu ses bénéfices progresser de plus de 25%, qui selon les chiffres de l'intersyndicale a vu le travail de chaque salarié d'EGT procurer un bénéfice net de 1000 F par mois à l'entreprise, déduction faite de tous les amortissements, de tous les investissements, eh bien ces jeunes salariés se demandent pourquoi ils ne profitent pas de cette création de richesse, et ils se demandent quelle va être leur condition dans les années à venir.
On peut comprendre ce malaise.

Le président - Une minute...

Yves Ackermann - S'ajoute à cela le manque de dignité des cadres de l'entreprise qui leur demandent toujours plus et toujours plus de productivité.
Voilà la raison de ce malaise, qui doit nous faire réfléchir, chers camarades, au moment où on essaye d'élaborer une plateforme en vue de l'élection présidentielle, sur tous ces problèmes, sur les problèmes des salaires, sur la nécessité économiquement de relancer le pouvoir d'achat des bas salaires, le pouvoir d'achat des allocations familiales, sur les problèmes du logement, les loyers PLA ayant des taux de loyer de sortie beaucoup trop haut.
Il nous faut réfléchir et aller vite parce que pour ces jeunes il y a urgence. Il faut que ces problèmes soient réglés et j'espère qu'ils seront réglés et que nous en aurons pris tous aujourd'hui conscience.
Je voudrais terminer très rapidement pour vous dire aussi, parce qu'il me semble que certains camarades l'ignorent et confondent encore le territoire de Belfort avec son maire, Jean-Pierre Chevènement, et le Mouvement des Citoyens, qu'il existe dans le territoire de Belfort, alors qu'on a voulu la tuer une fédération départementale du Parti Socialiste qui a autant d'adhérents que le Mouvement des Citoyens sur notre département. Cela, il faut que vous le sachiez, il faut savoir que dans le territoire... (applaudissements)... il y a des Socialistes qui se battent et le Mouvement des Citoyens nous l'appelons pour l'instant "le mouvement du coin" et nous nous battons, nous avons de plus en plus d'adhérents et nous espérons que les idées du Parti Socialiste et celles que nous défendons aujourd'hui finiront par triompher, y compris dans le territoire de Belfort !
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Merci.
Jean-Pierre Sueur pour 8 minutes et je demande à Pervenche Berès de se préparer.

Jean-Pierre Sueur

Mes chers camarades, chacun voit aujourd'hui que la victoire de la Gauche aux présidentielles est redevenue possible, non pas une victoire par défaut, qui serait

Confédération Jean Jaurès

le fruit des divisions du camp d'en face, mais une victoire qui serait la nôtre, qui doit être la nôtre et qui sera le fruit d'un effort considérable, qu'il nous reste peu de temps pour assumer un effort d'audace et un effort de rigueur.
Un effort d'audace d'abord : nous nous devons en effet de dessiner des réformes pour les mois qui viennent, et d'avoir l'audace et le courage de les mettre en œuvre demain. Ces réformes ce sont d'abord des réformes de justice, et je pense d'abord à la justice fiscale, mais soyons nous-mêmes lucides à cet égard, mes chers camarades, la nécessaire réforme de valeurs locatives a été votée par nous-mêmes, la taxe départementale sur le revenu d'abord décidée par nous-mêmes, a été différée par nous-mêmes, et si nous avons fait des pas concrets vers la péréquation des ressources entre les collectivités locales, vous savez qu'il nous reste encore tout un chemin à faire à cet égard.
Alors, ces réformes et quelques autres, et notamment celles qui cesseront de défavoriser fiscalement les revenus du travail par rapport à ceux du capital, il nous faudra les faire. Mais ce sera difficile, aussi difficile que le fut l'instauration de la CSG par Michel Rocard notamment.
Nous ne pouvons les faire que si nous tenons bon, contre vents et marées, dans le sens qui est le nôtre, celui de la justice, de la justice sociale qu'il nous faudra expliquer à tous, et y compris à ceux qui paieront davantage, c'est la condition de notre crédibilité recouvrée.
C'est d'autant plus important que - nos débats l'ont montré - il est vain de vouloir mieux partager le travail, réduire le temps de travail, sans du même mouvement mieux partager les fruits du travail, la richesse disponible, bref l'impôt, et réaffecter les gains de fiscalité à la politique de l'emploi.
Il nous faut de l'audace pour mettre fin à cette principale absurdité de la société : tant d'êtres humains qui sont au chômage, qui sont exclus, tant d'énergie humaine qui serait tellement utile alors qu'il y a tant de besoins à satisfaire, lutte pour l'environnement, contre l'insécurité, pour l'intégration, réfection profonde de nos quartiers, accompagnement des personnes âgées, soutien aux plus faibles, aux plus vulnérables, il y a beaucoup à faire.
Et ce qu'il faudra faire c'est que les milliards de dépenses induites par le chômage en indemnités, en manque à gagner pour la sécurité sociale, soient transformés en autant de milliards pour l'emploi, pour l'intégration, pour l'insertion. Il nous faudra aussi de l'audace, pour rénover nos institutions, doter nos agglomérations urbaines d'un Conseil et d'un président élu au suffrage universel direct, organiser le monde rural autour de communautés fortes, des communautés de développement économique dynamique, changer le mode d'élection des sénateurs qui est profondément inéquitable et qui ne peut durer, continuer comme il est aujourd'hui.
(Applaudissements)
Donner enfin au Parlement les droits qui doivent être les siens et ce faisant rééquilibrer les pouvoirs de notre pays. De l'audace, il nous en faudra enfin pour mettre fin au mal vivre dans nos quartiers et dans nos banlieues.
J'ai pu constater dans un quartier de ma ville, à Orléans, l'autre jour, que les problèmes d'un quartier, problèmes de délinquance, n'étaient pas liés à de la très

grande délinquance, mais étaient liés au fait qu'un certain nombre de jeunes de 8 à 12 ans étaient livrés à eux-mêmes, la police s'étant résignée à ne pas intervenir étant elle-même persuadée que la justice ne donnerait pas suite.
Il est profondément inacceptable que l'on soit collectivement dans l'incapacité de prendre en charge et quand je dis "de prendre en charge" c'est tous, à commencer par les éducateurs, les travailleurs sociaux, des jeunes de 8 à 12 ans et à régler concrètement ce problème. C'est encore une réforme profonde, nécessaire pour notre société.
Mes chers camarades, il nous faudra de l'audace, mais aussi de la rigueur, car les Français ne croient plus aux promesses faciles. Nous ne pouvons pas tout faire. Nous ne pourrons pas tout faire en même temps, à nous de définir des priorités, et de nous y tenir. A nous de retrouver l'éthique mendésienne, en fonction de laquelle la politique suivie est annoncée, affichée, expliquée, les priorités sont fixées et respectées. Si bien que chaque citoyen s'y retrouve, a le sentiment de partager, de comprendre ce qui est fait.
Mes chers camarades, cela suppose que pour la prochaine élection présidentielle, et je voudrais conclure là-dessus, nous résistions à la tentation du grand écart. Nous souhaitons tous la candidature de Jacques Delors, même si les fonctions du candidat et celles du Parti ne sont pas les mêmes, cela supposera une profonde cohérence entre le candidat qu'il sera, et le principal parti, le nôtre, qui le soutiendra, refusons le double positionnement et le double langage. Inscrivons-nous ensemble dans la perspective de réformes profondes, et nécessaires, tellement nécessaires, tellement profondes que nous refuserons d'en faire des incantations et que nous mènerons concrètement le combat pour les mettre en œuvre. Choisissons ensemble cette voie de la réforme audacieuse qui est la plus intéressante des utopies, parce que c'est la réforme que nous avons des chances de mettre en œuvre.
Mes chers camarades, ne passons pas notre temps à nous démarquer du seul candidat qui peut nous permettre de gagner, jouons plutôt la solidarité, la complémentarité, et la cohérence. Donnons aux Français cette image de crédibilité, de fraternité, à la fois qui est ce qu'ils attendent de nous, qui doit nous permettre d'atteindre notre objectif, un troisième mandat présidentiel en effet pour la Gauche, événement qui serait sans précédent et qui ouvrirait - qui ouvrira - je le crois de nouveaux chemins pour la justice, et l'égalité, c'est-à-dire pour nos valeurs les plus profondes, les valeurs les plus profondes du Socialisme de nos pratiques. Tel est l'enjeu. Tel est le défi : travailler ensemble, le Parti et notre candidat pour gagner. Ce Congrès est un Congrès d'unité... Je suis convaincu que c'est tous ensemble que nous relèverons ce défi.
(Applaudissements)

Le président - La parole est maintenant à Pervenche Berès pour dix minutes. Ensuite Jean-Louis Cottigny.

Pervenche Berès

Chers camarades, la motion proposée par le Premier secrétaire, Henri Emanuelli

Fondation Jean-Jaurès

définit le libéralisme économique comme un concept politique fondé sur une vision inégalitaire de notre société mais qui se présente comme une évidence économique et tend à assurer un monopole de fait. Qu'est-ce que cela veut dire pour nos services publics ? Au nom de la concurrence, la situation de monopole, dont jouissent parfois ces entreprises doit être cassée. Mais la réalité, c'est la récréation d'une situation de monopole et d'autorité de régulation. La différence, c'est que dans un cas, c'est l'Etat qui agit avec une capacité redistributive, dans l'autre, c'est une puissance financière qui s'accomode, de l'ordre naturellement inégalitaire des choses.

Jusqu'ici, la sociale-démocratie a pu servir de correcteur, elle a pu le faire tant qu'il existait une marge de manœuvre à l'intérieur du système et une alternative à l'extérieur. Aujourd'hui, la chute du Communisme, et le triomphe du libéralisme économique, rendent ces réponses traditionnelles inadaptées. Jusqu'ici la sociale-démocratie a permis de corriger les inégalités, d'assurer des solidarités entre les catégories socioprofessionnelles, entre générations, entre régions, pour dire le droit du travail et faire aboutir les luttes sociales.

Aujourd'hui, les acquis de la sociale-démocratie sont en train d'être balayés. La preuve : lorsque l'on parle reprise de la croissance, la Droite ne parle pas emploi. Elle ne parle pas environnement durable. La Droite ne parle que de baisse du coût du travail, flexibilité du marché du travail. De plus, l'invention du libéralisme économique pour assurer la reprise de la croissance s'appelle, ô miracle, la société de l'information, les autoroutes de la communication.

N'en faisons pas une nouvelle guerre des étoiles, mais interrogeons-nous un instant sur la logique qui est à l'œuvre.

Que se passe-t-il lorsque l'information devient un produit manufacturier comme un autre ? Lorsque la technique l'emporte sur le politique ? Sous prétexte de favoriser l'émergence de cette société de l'information, on devrait adapter ce que les libéraux considèrent comme l'environnement et qui, pour nous, me semble-t-il ressemble singulièrement à l'essentiel.

Qu'est-ce qui se cache derrière ce terme "environnement ?"

Ce sont les conditions d'accès à l'information, le pluralisme, la démocratie, c'est l'égalité des chances dans l'accès au pouvoir, à la formation, à la culture... C'est l'emploi, les conditions de travail, et la protection sociale.

Il est significatif qu'en Europe, certains soient plus pressés de libéraliser les infrastructures de télécommunications que d'adapter des règles contre la concentration des médias. Le pouvoir des Bouygues et des Berlusconi n'en est qu'à ses débuts si nous ne trouvons pas la parade.

Pourtant, le résultat des dernières élections en Europe oblige au même constat. Le grand vainqueur aura été le chancelier Kohl. Au-delà de nos propres résultats, de nos querelles de clochers, de nos bilans gouvernementaux, partout en Europe, le Socialisme démocratique a du mal à être identifié à l'espoir, au progrès, pour assurer le retour de la solidarité, au collectif. Partout l'électorat de gauche attend que nos réponses changent pour se reconnaître à nouveau en nous. Voilà l'enjeu.

Pour y faire face, nous devons être d'accord sur trois points.

Fondation Jean Jaurès

- Etre d'accord sur le bilan et sur l'objectif.
- Etre rassemblés dans un parti fort, autour de l'orientation politique claire qui nous est proposée.
- Travailler avec nos partis frères en Europe pour une stratégie de toute la Gauche en Europe.

Si nous sommes d'accord sur ces trois points, nous pourrons réinventer les formes adaptées de solidarité et de redistribution pour imposer, face au libéralisme économique, un nouveau contrat social.

Quelle Europe, et comment doit être l'Europe pour ces solidarités nouvelles ?

Nous ne trouverons pas seuls les solutions. Ce droit de solidarité, de redistribution s'impose à nous dans chacun de nos pays mais aussi à l'échelle de notre continent. Ne revenons pas sur l'élargissement en cours mais regardons en face ce qui nous attend. L'adhésion des pays de l'Europe de l'est. Camarades, je sais que nous devrons les accueillir. Nous aurons un devoir de solidarité à leur égard mais dès qu'on a dit cela, une évidence saute aux yeux : notre devoir de solidarité est aussi grand à l'égard des pays du sud, de ceux qui vivent sur l'autre rive de la Méditerranée.

La stabilité de l'Europe de l'est est indissociable de notre sécurité, très bien... mais le même raisonnement vaut pour l'autre rive de la Méditerranée.

A l'est de l'Union Européenne, on se bat contre les ruines du Communisme, au sud de l'Union Européenne, on se bat contre la montée de l'intégrisme.

C'est un impératif pour eux et un impératif pour nous.

J'arrête là la comparaison. Une fois qu'on a dit cela, on doit prendre ses responsabilités. Nous refusons l'élargissement que certains veulent. Nous refusons l'Europe, zone de libre échange, simple marché à l'échelle des besoins du libéralisme économique du 21ème siècle. Nous voulons une Europe forte, une Europe qui distribue, redistribue à l'intérieur de nos pays, entre nos pays. Vouloir une Europe, c'est se donner des institutions fortes. C'est accepter qu'une réforme puisse entrer en vigueur lorsqu'une majorité des Etats membres l'accepte ; que ceux qui décident d'aller plus vite et plus loin puissent le faire... C'est pour cette même raison que renoncer au droit de veto et à la présidence tournante. C'est tenir compte du poids de chaque pays aussi, en terme de population. C'est associer les Parlements nationaux pour qu'ils ne soient pas des machines à dire non, mais qu'ils contribuent à des décisions démocratiques efficaces. C'est tirer toutes les conséquences de l'élection du Parlement européen. On doit renoncer à ces procédures aussi diverses qu'incompréhensibles, qui imposent le consensus et interdisent l'affrontement politique.

Sur toutes ces questions, nous devons faire un constat de carence de la Droite. Elle est incapable d'agir en Europe car elle s'y déchire, là comme ailleurs. Le résultat c'est qu'aujourd'hui, pour la première fois, un débat essentiel s'engage en Europe, en dehors d'une initiative franco-allemande.

Aujourd'hui, le CDU du chancelier Kohl propose seul des pistes.

Camarades, je souhaite conclure.

Oui, si nous ne sommes pas clairs dans ce que nous voulons faire, nous pouvons

Fondation Jean Jaurès

avoir peur de l'Europe, Mais alors ne faisons pas ce que nous reprochons à la Droite de faire.
L'année dernière, d'une tribune semblable, nous étions quelques-uns à souhaiter des états généraux de la Gauche en Europe. La proposition a fait long feu.
Pourtant, je crois que nous - et c'est notre devoir collectif - devons nous mobiliser pour réinventer d'abord, avec nos amis du SPD allemands, et aussi avec nos amis Européens, les formes nouvelles de redistribution, dont nous avons tous besoin et qui nous permettront de construire le Socialisme démocratique, capable de remettre l'Europe, sur pied.
(Applaudissements)

Le président - Jean-Louis Cottigny pour 5 minutes. Que Jean-Pierre Masseret se prépare.

Jean-Louis Cottigny

Chers camarades, avant de prendre 5 minutes de réflexion à voix haute, je voudrais remercier Alain Vidalies d'avoir voulu accepter d'échanger mon temps de parole avec le sien. Tout cela parce qu'à l'heure où je devais intervenir, nous serons amenés à préparer la réception de la délégation française à ce Congrès.
Henri Emanuelli, Daniel Percheron, Fatous, maire d'Arras, chef-lieu du département du Pas-de-Calais, ont souhaité vous recevoir dignement de façon à ce que vous puissiez, après avoir participé à nos travaux, être reçus dans la dignité qui doit être celle des gens que vous représentez.
(Applaudissements)
Chers camarades, merci de me permettre donc cette réflexion à voix haute.
Henri Emanuelli, merci d'avoir choisi le Pas-de-Calais. Merci Daniel Percheron d'avoir choisi Liévin car cela nous a permis de pouvoir retrouver, de voir, d'entendre un homme qui sort de l'exception, un homme d'une grande dimension, un homme qui un jour, quand j'étais militant ouvrier de la métallurgie, m'a fait, au lendemain de 1974, après la défaite, prendre ma carte, dans le mouvement Socialiste.
Ce mouvement ouvrier, dans la métallurgie, dans le département, alors que les combats étaient difficiles pour pouvoir subsister et permettre aux familles d'évoluer et de grandir, nous a donné l'espoir et aujourd'hui encore, cet espoir reste intact car le message, malgré les ans, n'a pas changé.
Alors certains ricanent... je viens de l'entendre sur ma gauche... j'aurais préféré que ce soit sur ma droite... certains ricanent et qu'entendons-nous dans ces ricanements ? Que nous sommes sûrement, dans ce département, retardés, que nous sommes archaïques dans notre Socialisme de bassin minier. A ceux-là, je dirai que ce Congrès, à Liévin, doit être le Congrès de la vérité. Quelle vérité pour nous ? Permettez-nous cette réflexion.
Camarades, aujourd'hui, les Socialistes français ne peuvent plus rien seuls, et si nous voulons continuer à apporter à notre peuple la possibilité d'exister, il nous faut continuer à nous permettre de rêver - pour se battre - à des jours meilleurs. Je suis de ceux qui croient encore profondément à la confrontation sociale et

Fondation Jean-Jaurès

alors si certains sourient de cela, je leur dirai ceci : "un jour, les femmes du bassin Nord Pas-de-Calais se sont levées parce que leurs enfants descendaient au fond de la mine, qu'ils travaillaient à l'âge de 10 ans, et qu'elles voulaient leur apporter une éducation, une formation, et leur permettre de grandir autrement."
(Applaudissements)
Un jour, les femmes du bassin, du Nord Pas-de-Calais, se sont levées, dans le textile. Elles voulaient continuer à travailler au pays, et la mondialisation de l'économie qu'a-t-elle apporté? On a fermé leurs entreprises et à des millions de kilomètres d'ici, pour une pièce de 10 francs et un bol de riz des enfants travaillent.
(Applaudissements)
Acceptons-nous, Socialistes, que cela puisse continuer ? Acceptons-nous ici, que cela puisse continuer à exister ? Camarades, j'entends parfois parler de réduction du temps de travail. Ce serait une utopie de croire que cette réduction du temps de travail peut se faire avec le même salaire. J'ai entendu, à Lyon, en lisant mes classiques, le même discours.
Les ouvrières des Métiers Jaquard ou dans des métiers du textile, elles ont pris les métiers, et les ont jetés dans le Rhône, parce que le patronat disait "que si la modernisation existait, il ne pourrait plus y avoir le même temps de travail avec la même production et qu'il ne pouvait pas continuer à fonctionner comme auparavant".
J'ai l'impression de retourner au siècle dernier.
Il est un contre-sens historique de faire croire à ces hommes et à ces femmes, qu'avec 39 h, arrivés le 20 du mois, alors qu'ils n'arrivent plus à payer leurs factures d'eau ou d'électricité, demain, avec 35 h, payées 35 h, ils arriveront mieux à s'en sortir.
(Applaudissements)
Il n'appartient pas au monde des salariés, des exclus, de payer une crise qui n'existe pas. Elle est mondiale. Le capitalisme se porte bien.
Qui sommes-nous ?... confrontation de classes ou collaboration de classes ?
(Protestations et vifs applaudissements)
Chers camarades, mon identité, à moi, est claire et nette. Je suis ouvrier et syndicaliste. Je sais comme beaucoup d'entre vous ici, rencontrer nos populations. Quand ils souffrent du mal de vivre, ils demandent peu de choses : le droit à la dignité par le travail.
Mais vous savez, quand j'entends M. Balladur aujourd'hui, il me fait sourire, mais qu'est-ce que je suis content d'entendre nos jeunes dire qu'ils ne souhaitent pas être maires à dix-huit ans.
Et j'aborderai un moment de réflexion. Quand j'avais dix-huit ans, j'étais ouvrier d'usine, avec peu de formation. Quand mon patron "m'emmerdait", je traversais la rue et j'allais travailler à l'usine d'en face. Quand mon contremaître ne me plaisait pas et que je ne lui plaisais pas, pour dix centimes de l'heure, je retraversais encore la rue et, Mesdames, permettez-moi l'expression, quand j'en avais marre de tout cela, le samedi, je partais dans un bal populaire du Nord Pas-de-Calais, j'essayais de trouver une demoiselle qui me plaisait et nous avions

Fondation Jean Jaurès

une nuit d'amour !
(Applaudissements)
Aujourd'hui, quand on a dix-huit ans, on a un bac plus cinq, une formation, une éducation, un savoir faire, et on transforme en boulot le chômage et quand le samedi, on a envie de s'évader, il faut prendre le préservatif car le sida rôde.
Alors, préparons notre avenir dans la clarté. Si nous ne sommes pas en capacité de faire rêver l'ensemble de nos populations, cela se fait par la confrontation sociale.
Merci.
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci. La parole est à Jean-Pierre Sueur, pour dix minutes. Laurent Fabius se prépare.

Jean-Pierre Sueur

Cela va devenir sérieux après ! A quelques mois des échéances présidentielles et au moment où beaucoup à l'extérieur du Parti comme à l'intérieur du Parti s'interrogent sur les relations qui pourront exister entre le candidat que nous soutiendrons et notre Parti, je tiens à dire comme vous tous ici que le PS n'est ni un boulet, ni une contrainte.
Nous voulons gagner cette élection présidentielle dans l'intérêt de la France et dans l'intérêt des Français, mais notre rôle ne peut pas s'arrêter à cette élection. Gagner fortement, complètement, durablement, c'est d'abord ancrer le Parti à gauche, tout simplement, un parti redevenu la première force politique du pays, un parti offrant à ce candidat son influence, ses militants, sa force, son histoire, ses propositions et ses réflexions, et finalement un nombre de fois dont il a besoin pour gagner.
Notre influence, nos militants, notre histoire inspirent donc nos propositions. Elles sont au cœur de notre Congrès. Elles forment une plate-forme qui ne sera jamais pour le candidat des Socialistes une contrainte, mais au contraire un enrichissement pour ses propres propositions.
Par notre plate-forme, par nos débats, par nos propositions, nous refusons la gestion libérale de l'économie de marché que M. Balladur, élève appliqué de M. Reagan et de Mme Thatcher, veut imposer à la France. Alors que chaque année, notre pays est plus riche, nous Socialistes nous refusons les inégalités qui augmentent, le chômage qui grandit, les exclusions qui se multiplient. Nous refusons la contestation des systèmes d'assurance et de protection fondés sur la solidarité. Nous en avons assez de l'argent roi, de la spéculation et disons le mot, du profit qui impose ses règles du jeu.
L'enjeu de l'élection présidentielle est donc bien de préserver le modèle social européen largement inspiré par nos valeurs, valeurs qui ont toujours figuré au cœur de nos projets, valeurs qui ont permis la victoire de 1981, après d'autres victoires rappelées ici même par Daniel Percheron et Jean-Pierre Kucheida. Certes, Bonvalot l'indiquait tout à l'heure, au cours des treize dernières années, tout ne fut pas facile, tout ne fut pas parfait, mais les politiques que nous avons

Fondation Jean-Jaurès

mises en œuvre et soutenues, malgré des circonstances difficiles, ont constitué une digue face à la vague libérale.
C'est au nom de ce passé que nous défendrons dans la campagne les grands thèmes abordés par notre Congrès, je ne vous les rappelle pas sinon quelques-uns d'entre eux : redistribution, protection sociale, citoyenneté, rôle de l'Etat, droit des salariés, innovation sociale, démocratie, moyens de gérer de façon plus démocratique les nouveaux modèles de communication, l'Europe bien sûr, la laïcité aussi. Des thèmes d'ailleurs que vous avez approuvés par vos votes, des thèmes qui nous sont communs avec Jacques Delors, dont on parle comme notre futur candidat.
Avant les élections, nous devrons préciser encore nos réflexions sur l'emploi et sur la protection sociale, mais c'est autour du PS, campé avec réalisme et sans démagogie sur ses propositions, que viendront s'agréger des alliances et que seront définies des stratégies. Alliances et stratégies favoriseront la convergence des forces de progrès. Il n'y a donc aucune contradiction ni contre-indication entre ce que nous proposons et la réussite de notre candidat. Bien au contraire. Ce que nous lui apporterons s'additionnera à ce qu'il nous donnera, et derrière la victoire que nous voulons aux élections présidentielles, nous devrons gérer et dominer le calendrier électoral, les élections législatives anticipées, d'une part, les municipales ensuite. Elections législatives anticipées parce qu'elles devront intervenir en cas de victoire. Personne ne peut imaginer pouvoir conduire une politique de transformation sociale avec la majorité actuelle. Personne ne peut imaginer que le bloc central par l'apport de ses maigres forces éclatées, puisse se substituer à la Gauche. Les municipales enfin, parce que l'opposition à la gestion libérale et la mise en œuvre d'une autre politique commencent dans nos communes. L'exemple du Pas-de-Calais et du nord est là pour nous le rappeler. Soyons donc convaincus, camarades, que le PS n'est ni un boulet, ni une contrainte, mais une vraie chance pour tous nos candidats.
Bref, intelligence politique, calcul stratégique sur des tactiques, nous seront nécessaires, mais notre force est de croire que les sociétés humaines peuvent conduire et maîtriser leur histoire. Nous le démontrerons à coup sûr avec Henri Emmanuelli, Premier secrétaire de notre Parti, nous le démontrerons, espérons-le, avec Jacques Delors, mais au bout du compte, cela dépend de nous tous.
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Laurent Fabius, pour vingt minutes. Puis Martine Aubry.
(Applaudissements)

Laurent Fabius

Chers camarades, les week-end politiques se suivent et ils ne se ressemblent pas. La semaine dernière, c'était le Congrès du RPR. Le Premier Ministre candidat, craignant sans doute que les télévisions ne le quittent un instant du regard, organisait à Chamonix une démonstration de secourisme qui aurait été plus utile à Paris... (applaudissements)... cependant qu'à Paris, précisément, son vieil ami

atteint par une solitude soudaine, discourait en songeant à Edouard sur la fidélité politique et lui promettait confraternellement le brillant destin d'une feuille morte. Eh bien, nous ici, à Liévin, une semaine plus tard, dans cette belle fédération du Pas-de-Calais, c'est évidemment tout à fait autre chose. Nous sommes en train de montrer, un peu à notre propre surprise, la force de notre rassemblement et le redémarrage de l'espoir. Je crois que le Congrès de Liévin sera celui du redémarrage de l'espoir.
(Applaudissements)
Nous le savons, rien n'est encore acquis, mais voilà, le futur est à nouveau ouvert. L'élection présidentielle où l'un des nôtres peut désormais gagner. Les élections municipales. Les élections législatives, pour lesquelles le propositions de notre Parti seront d'autant plus décisives que les relations entre notre candidat présidentiel et notre formation seront, à l'avenir - c'est clair - des relations de coopération, de confiance, sans pour autant de dépendance.
(Applaudissements)
A travers toutes ces échéances, se profile le grand futur de notre pays, de notre société, son développement, son équilibre, les projets de la Gauche pour y contribuer, c'est ce futur là que je veux en quelques instants aborder.
Le premier terrain sur lequel je veux appeler brièvement votre attention, parce que je crois qu'il est jusqu'ici, par rapport à son importance, peu présent dans la réflexion politique, c'est la lutte contre la drogue.
Voilà un an que, sans bruit particulier, je travaille avec d'autres sur ce sujet, et différents praticiens. Ce n'est pas le moment d'entrer ici dans le détail des mesures, d'ailleurs très diverses et très complexes, à la fois nationales et internationales, qui s'imposent, sauf pour dire l'évidence déjà soulignée ce matin qu'il n'est pas possible de confondre comme si elles étaient identiques les drogues dures et les drogues douces... (applaudissements)... et qu'il faut que la toxicomanie fasse d'abord l'objet d'une approche en terme de santé publique et d'actions contre l'exclusion.
Mais si je parle ici de ce sujet, c'est parce que je veux lancer un cri d'alarme, non seulement à cause des ravages de la toxicomanie - plus de 300 000 personnes sont aujourd'hui concernées en France par les drogues dures - non seulement parce que la moitié des faits de délinquance y sont liés alors que le droit à la sécurité fait partie de la démocratie, sécurité à laquelle nous sommes, contrairement à je ne sais quelle légende, étroitement attachés, mais sans jamais la séparer, nous, du scrupuleux respect des libertés... (applaudissements),... mais aussi parce que si de petits dealers gagnant 6 ou 7000 francs par semaine deviennent les modèles de la réussite dans les quartiers, alors, ce ne sera plus la peine de parler d'intégration par l'emploi, l'insertion se fera par l'illégalité !
Chers camarades, le poids du commerce mondial de la drogue n'est plus à démontrer. C'est l'équivalent du commerce de l'énergie. Chaque jour, on mesure davantage sa nocivité, ses liens avec les mouvements illicites de capitaux, avec les guerres, avec les mafias, avec un certain nombre de puissants.
En Europe comme aux Etats-Unis, voici que sous l'effet des drogues, de véritables jungles urbaines se constituent. Si on ne recourt pas à une information

et à une mobilisation puissante, je pense que la drogue est en passe peu à peu de rompre le lien social, je veux dire le lien fondamental sur lequel est bâtie toute notre société. Or, nous savons par expérience que nos concitoyens préfèrent désormais les actions concrètes aux valeurs, et les valeurs aux idées. Voilà l'occasion de lier les actions, les valeurs, les idées. Je souhaite que notre Parti place désormais parmi les toutes premières priorités du pays une action très résolue en matière de toxicomanie.
(Applaudissements)
Je parlais du lien social. Je pense que notre société est trouée et que la déchirure s'aggrave sans cesse avec la montée du chômage. Malgré la bonne conjoncture économique internationale, malgré les déclarations quotidiennes d'autosatisfaction du Premier Ministre, qui sont insupportables pour qui sait les difficultés de millions de nos concitoyens, le gouvernement actuel est en train d'échouer sur l'essentiel, je veux dire l'activité et l'emploi.
Mais ceux qui s'en étonnent ont à mon avis bien tort, car le chômage, et avec lui l'exclusion, ne constituent pas un accident, ils constituent un système ou plutôt le produit d'un système dont les piliers s'appellent libre échangisme, hyper-concurrence, toute puissance des marchés et des profits, un système où l'emploi n'est qu'un solde, ce qui reste quand tout le reste a été servi, et en général il reste bien peu. D'ici quelques mois, nous pouvons être confrontés à nouveau comme gouvernants à ces questions. Nous devons tirer les leçons de nos propres déceptions. Croissance, initiative européenne, réduction négociée de la durée du travail, encouragement à l'emploi et non au désemploi, il faudra emprunter toutes ces pistes, mais pas celles-là seulement, si l'on veut faire de l'emploi et de l'activité cette fois ci non pas un objectif parmi d'autres, mais l'objectif et même l'obsession. Je cite le terme d'"économie de proximité", non pas pour ajouter un concept à beaucoup d'autres, mais parce qu'il me semble que c'est une clé du développement à venir et une réponse indispensable aux besoins de la population.
Les services aux jeunes, aux personnes âgées, les réponses aux demandes de santé, de sécurité, de formation, de loisirs, tout ce qui concerne la mise en valeur de l'environnement : avec ces emplois de bien-être, avec ces emplois de qualité de vie, je pense qu'il peut apparaître non seulement des activités supplémentaires dans chacune de nos cités, mais une autre vision de la société, une autre démarche de développement qui ne se résigne pas à ce que le marché soit toute l'économie ni l'économie toute la société. Une autre utilisation du temps et des rythmes sociaux, qui du même coup prévaudra dans la commune, dans l'école, la famille et l'ensemble des relations humaines. Parmi ces emplois de qualité de vie, je mets au premier rang l'adoption d'un programme très ambitieux de construction et de réhabilitation des logements sociaux, qui devra accompagner le dégel indispensable par la loi de nombreux espaces fonciers.
(Applaudissements)
Ces activités nouvelles multiples, il faudra les organiser, comme on dit les "solvabiliser".
Les solutions sont multiples. Elles passent très souvent par une meilleure

redistribution fiscale et sociale. Elles excluent, même si cela peut être tentant, qu'on affiche comme objectif une baisse spectaculaire des impôts. Elles impliquent d'une part des rémunérations décentes pour celles et ceux qui les exerceront, et d'autre part la modification des méthodes de financement national de nos collectivités locales. Elles appellent une mobilisation quotidienne de ces collectivités. Raison de plus pour que les dirigeants des collectivités locales les plus importantes ne puissent plus cumuler leurs fonctions avec un mandat national.
(Applaudissements)
La fin de ces cumuls est contestée, je le sais. Mais je pense qu'elle ne serait pas le plus mauvais critère d'un vrai comportement rénovateur.
De la même façon, à partir du moment où l'activité, l'emploi constituent notre objectif central, notre pratique de l'Europe doit être en phase avec lui.
Je dis clairement que je ne suis pas d'accord avec les études prétendument savantes sur les délocalisations, qui concluent à l'absence de conséquences négatives sur l'emploi. Elles auront des conséquences, elles en auront même de massives à mesure que des pays à haute technologie, à bas salaires et à stratégie exportatrice prendront leur essor.
Dès aujourd'hui, il faut savoir et dire que les deux tiers de la production du monde se situent non pas sur notre continent européen, mais sur les bords du Pacifique ! La France seule ne pourrait donc pas grand chose, et c'est tout l'enjeu évident de l'Europe.
Pour autant, si l'élargissement de l'Union Européenne avait lieu avant son approfondissement, si l'Union s'orientait, comme le souhaitent certains, vers une zone de libre échange, si les évolutions à venir confirmaient la philosophie ultra-libérale des accords du GATT qui n'ont tenu compte ni du social, ni de l'environnement, ni du dumping monétaire, alors la France subirait une nouvelle saignée d'emplois. Nous ne pouvons pas accepter cela.
C'est pourquoi je pense que nous devons défendre et mettre en pratique une autre conception, non pas fermée, mais volontaire de l'Europe, faisant jouer tout son rôle à la puissance publique européenne par rapport aux états membres et aux pays tiers, afin d'assurer un volume suffisant d'activités et de garantir le maintien en France d'un système de protection sociale solide. La décision se joue dans les tout prochains mois.
J'ajoute enfin qu'une amélioration substantielle de l'emploi et de l'activité ne peut pas être séparée d'une réforme des modes d'exercice du pouvoir dans nos entreprises. Combien de plans sociaux qui tombent d'en haut et sont des plans antisociaux ! Combien encore aujourd'hui de mises en cause des droits des salariés et de leurs représentants syndicaux ! Et quel contraste insupportable entre des résultats financiers parfois colossaux et des salaires qui restent souvent dérisoires.
Nous sommes porteurs, nous, d'un projet différent pour l'entreprise, où la répartition soit plus juste, où les salariés, leurs représentants, soient partie prenante de l'activité et de la décision.
On parlait ces jours ci de mieux associer les Français. On ne les associera pas

Fondation Jean Jaurès

mieux si on commence par les rejeter du travail et du partage des résultats.
On parle de mieux associer les jeunes et on a raison. La priorité des jeunes, on l'a dit, ce n'est assurément pas de pouvoir à 18 ans devenir Conseiller général, c'est de pouvoir à 18 ans trouver une formation, une activité, un emploi. C'est cela le prochain grand dessein... (applaudissements)… et c'est cela que la Gauche doit réussir !
Précisément, le dernier champ d'action que je veux aborder d'un mot trop bref pour ce sujet immense, c'est celui de l'éducation, de la formation, de la culture et de l'information. Mes camarades, la nouvelle législature, quelle qu'en soit la date, enjambera l'an 2000. La société, même si ce n'est pas agréable à entendre, sera de moins en moins fondée sur la production traditionnelle de masse, elle sera de plus en plus fondée sur le pouvoir du savoir. Le problème ne sera plus seulement celui de la redistribution de la richesse, mais aussi celui de la redistribution de la formation et des médias. Comment de ce point de vue là aussi rendre la démocratie plus vivante ?
Lors d'un de nos derniers Congrès, j'avais évoqué ce que j'avais appelé le complexe médiatico-financier ou médiatico-industriel, et j'avais dénoncé le bouclage que je voyais en germe.
L'évolution a confirmé ce pronostic.
Cette évolution ne doit-elle pas nous conduire à proposer désormais, comme cela existe d'ailleurs, une loi anti-trust interdisant, au nom même du pluralisme, que les grandes sociétés vivant de marchés publics puissent intervenir massivement dans la communication ?
(Applaudissements)
Quant à l'autre grand média du savoir, le système éducatif, nous l'avons, malgré les insuffisances, fait dans l'ensemble progresser, et nous avons défendu cette idée de la République sur quoi on ne doit pas transiger, je veux dire la laïcité.
Pour autant, plusieurs grands problèmes restent posés, au premier rang desquels l'inégalité des chances dans l'espace et sociales devant l'école ainsi que les lacunes d'un enseignement supérieur dans lequel les taux d'échec restent considérables. Nous devons donc poursuivre l'effort de changement en pensant quantité, mais aussi qualité, modernité, égalité. En ayant à l'esprit deux évolutions centrales qui vont se produire : l'enseignement hors les murs va se développer, et l'enseignement tout au long de la vie est indispensable. Cela veut dire que d'importants changements éducatifs sont encore à naître dans une société qui n'y est pas toujours prête.
Je garde en mémoire ce dialogue entendu entre un ancien ministre ami et un enseignant. "Voilà ce que j'ai fait", disait l'ancien ministre, et l'enseignant lui répondait : "voilà ce que tu as cru que tu as fait".
La réforme dans l'Education nationale ne se réalisera pas par la seule vertu d'une loi, encore moins, comme on l'évoque à Droite ces jours ci, par la présentation d'une prétendue loi de programmation concernant moins de 1% des crédits du budget de l'Etat et excluant l'université. La réforme impliquera une démarche beaucoup plus vaste, beaucoup plus longue, plus profonde, avec la participation de toute la nation.

Fondation Jean-Jaurès

Je connais comme vous l'engagement de la Gauche en faveur de cette priorité. Je mesure l'importance qu'elle revêtira pour le siècle qui vient. J'apprécie les idées novatrices de Jacques Delors à ce propos. Je ne doute pas que nous mettions au centre de notre projet l'information démocratique, la formation, la culture et l'éducation.
Là aussi, c'est de l'existence du lien social qu'il s'agit. La drogue tue le lien social, le chômage tue le lien social, les carences de l'éducation et de l'information tuent le lien social. C'est ce lien qu'il nous faut faire revivre, et cela s'appelle la démocratie.
(Applaudissements)
Chers camarades, je termine.
J'ai entendu dire ici ou là que sous la direction d'Henri Emmanuelli, le Parti Socialiste s'apprêtait à cesser d'être responsable parce qu'il serait devenu protestataire. Eh bien, moi je ne comprends pas cette imputation, et je soutiens clairement la démarche d'Henri Emmanuelli.
(Applaudissements)
Que serait une protestation qui ne déboucherait pas sur des propositions et sur la capacité de les mettre en œuvre ? A l'inverse, que serait une démarche de Gauche si elle n'était d'abord une révolte contre les injustices de l'ordre établi ? Et à vrai dire, pourrait-elle encore se réclamer de la Gauche ? Chacun de nous, parce que Socialiste, se reconnaît dans des mots de Garcia Lorca que je cite : "Le premier mouvement est de crier tous les jours en se réveillant dans un monde plein d'injustices et de misères : "je proteste ! Je proteste ! Je proteste !" Mais la volonté n'a de sens que si elle se manifeste tous les jours un petit peu. Comme l'exercice physique, il faut pratiquer. Sinon on oublie vite cette petite part de nous-mêmes qui nous conduit à dire non."
Cette petite part ou cette grande part de nous-mêmes, je l'ai entendu comme vous s'exprimer tout à l'heure, et avec quelle force, à quelques centaines de mètres d'ici par la voix émouvante de François Mitterrand, rendant hommage aux mineurs et nous atteignant le cœur. Un seul d'entre nous s'est-il alors interrogé pour savoir si c'était protestataire ou gestionnaire ? C'était tout simplement la Gauche qui parlait.
(Vifs applaudissements)
C'était la Gauche qui écoutait. C'était la voix de la justice, dans ce que j'ai ressenti comme une magnifique péroraison de la vie.
La révolte et la gestion. La protestation et la proposition. C'est cela l'unité de notre démarche politique. Elle, a montré dans le passé qu'elle savait aller de pair avec l'unité d'un homme et avec l'unité d'un parti. Cela a été la condition de nos victoires. Je suis convaincu qu'il en sera de même demain !
(Vifs applaudissements)

Le président - Merci à Laurent Fabius qui n'a parlé que 19 minutes.
Je donne la parole à Martine Aubry pour vingt minutes.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Martine Aubry

Mes chers camarades, nous sommes rassemblés dans une ville, dans un département, dans une région qui, je crois, sont au cœur historique de la Gauche. Mais nous sommes aussi rassemblés avant deux, voire trois échéances décisives dans les mois qui viennent.

Autant dire, et je crois que nous en sommes tous conscients, que ce Congrès n'est pas un Congrès comme les autres. Mais je crois que nous pouvons l'aborder avec confiance, car notre Parti n'est pas non plus un parti comme les autres.

C'est vrai qu'il a connu des divisions, des petites phrases, parfois des grandes, des mauvais coups. Mais je crois que lorsque l'essentiel est en jeu, il est toujours là et il répond présent.

Notre Parti sait en effet être solidaire, et il a su le montrer à de nombreuses reprises.

Je voudrais redire ici en votre nom à tous que lorsque Henri Emmanuelli dans les prochaines semaines sera jugé pour des faits qui nous concernent tous, il sera jugé en notre nom à tous et nous lui affirmons notre amitié et notre solidarité !

(Vifs applaudissements)

Mais notre Parti sait aussi se concentrer et se rassembler sur les vrais débats, et la façon dont nous avons préparé ce Congrès l'a montré. Et davantage encore, face à une Droite dont les divisions sont tous les jours plus révélatrices, Michel Rocard a confirmé, au-delà de ce qu'il a apporté à la Gauche et à la France et de ce qu'il apportera, ce que l'engagement politique pouvait avoir de noble.

(Applaudissements)

Notre parti enfin sait être fraternel, nous l'avons vu ce matin, Laurent vient de le rappeler, autour de François Mitterrand, avec Henri Emmanuelli, avec la fédération du Pas-de-Calais. Nous l'avons vu aussi hier lorsque nous avons accueilli les délégations étrangères avec cette chaleur que Pierre Mauroy et mieux que quiconque, symbolise dans notre Parti. Oui, notre Parti sait être solidaire, fraternel, rassemblé. Nous savons combien tout cela est essentiel aujourd'hui surtout quand nous voyons la Droite, mais nous savons aussi que tout aussi fondamental est d'avoir un projet de gauche et des pratiques de gauche.

Je crois que c'est ce qu'attendent un nombre croissant de Français dans un pays en crise, gouverné par une droite qui concentre tous les pouvoirs, qui ne règle pas les problèmes et qui pénalise l'avenir.

Notre pays est en crise, je crois qu'il faut le redire. Jamais les salariés ne se sont sentis aussi fragilisés face aux risques de licenciements, de restructurations, de délocalisations, alors, aujourd'hui que le statue précaire est la règle et que le pouvoir d'achat stagne comme il ne l'a pas fait depuis très longtemps.

Mais la France aujourd'hui, et je voudrais insister là dessus, c'est aussi 5 millions de personnes à la recherche d'un emploi, 400 000 personnes qui vivent dans les rues, des quartiers entiers dont la ressource principale est la drogue, seul refuge aujourd'hui pour des milliers de jeunes.

Et puis, beaucoup plus grave, et je le rencontre tous les jours, des milliers de

Fondation Jean Jaurès

jeunes déstructurés, sans repère social, mental et familial qui sont le fruit ultime de l'exclusion. C'est cela aujourd'hui la situation de notre pays, et derrière ces chiffres, il y a des hommes et des femmes, des enfants qui cumulent des difficultés de santé, familiales, financières, de perte de logement, de perte d'emplois, mais qui surtout s'isolent, perdent pied, perdent confiance en eux et en la société. C'est une société aussi où chacun aujourd'hui pense que demain sera pire qu'aujourd'hui pour eux et pour leurs enfants, une société où les jeunes aujourd'hui nous parlent drogue, Sida, chômage, alors qu'ils pourraient à leur âge s'enthousiasmer pour d'autres causes.

Face à cela, une droite bien installée au pouvoir qui communique plus qu'elle ne gouverne et dont M. Balladur est, je crois, le champion toute catégorie. Je crois, en effet, qu'il ne gouverne pas car il ne résout aucun des problèmes des Français. Prenons des exemples simples que vivent les Français chaque jour. L'emploi tout d'abord. Le chômage, nous disait-il, allait être stabilisé fin 1993, puis fin 1994. Eh bien, les résultats sont là : 320 000 chômeurs en 18 mois contre 130 000 pour notre dernière année et vraiment, je n'étais pas fière de ce bilan là ! Eh bien, le droite, c'est 120 000 en plus, et pourquoi ? Parce que M. Balladur a d'abord fait une erreur de politique économique. Il a prélevé 130 milliards aux ménages pour les transférer aux entreprises, alors qu'aujourd'hui, les entreprises n'ont pas besoin d'argent, elles ont besoin de consommateurs, elles ont besoin de marchés.

Il a fait ensuite une faute car il n'a demandé aucune contre partie à ces entreprises, et il a enfin montré une politique marquée du sceau de l'idéologie classique : on prend aux salariés, on donne et on fait des cadeaux aux entreprises. Cette erreur économique, il l'a aggravée par un arrêt brutal de la politique de l'emploi pour les plus fragiles, on en a parlé ce matin, je n'y reviendrai pas, mais les résultats sont là. 30% d'augmentation du chômage de longue durée, 30% d'augmentation du chômage des jeunes.

Or, le chômage de longue durée, nous le savons tous, ce n'est pas seulement un chômage plus long que les autres, c'est un chômage qui dégrade, c'est un chômage qui casse.

Mais, M. Balladur, lui, ne connaît rien aux détresses de ceux qui sont dégradés, humiliés par le chômage ou aux jeunes qui perdent espoir en la société et qui se droguent ! C'est la raison pour laquelle M. Balladur ne s'en préoccupe pas aujourd'hui. Il ne s'intéresse d'ailleurs pas plus aux logements sociaux qui seraient pourtant nécessaires pour répondre aux millions de personnes qui attendent aujourd'hui un HLM ou aux sans domicile fixe dont j'ai parlé tout à l'heure. Que dire de la protection sociale, seul filet restant de la cohésion sociale dans notre pays ? On sont les promesses de rétablissement de l'équilibre qui nous avait valu l'augmentation de la CSG, des taxes sur l'alcool, sur le tabac et la baisse des remboursements ?

En deux ans, le déficit de la sécurité sociale est plus important que les cinq dernières années de la Gauche. Et il faut insister là dessus parce que nous allons tout droit vers une privatisation de la sécurité sociale !

(Applaudissements)

Nous allons, mes chers camarades, vers une loi que certains députés RPR et UDF ont déposé avant que le gouvernement subrepticement leur demande de retirer. Que disait-elle cette loi ? Article 1, la sécurité sociale est supprimée. Article 2, chaque Français est obligé de souscrire une assurance personnelle.
Eh bien, nous leur disons à tous, à la Droite que pour nous, ce sera toujours la carte de sécurité sociale qui ouvrira la porte de l'hôpital à un malade et que ce ne sera jamais comme aux Etats-Unis la carte de crédit !
(Vifs applaudissements)
Mais la Droite, non contente de ne pas régler les problèmes, s'englue dans des domaines où elle nous avait pourtant donné tant de leçons. Je ne reviendrai pas sur les déficits, déficit de la sécurité sociale, déficit budgétaire, malgré, tout le monde l'a dit, aujourd'hui, des trucages et malgré les recettes des privatisations, mille milliards de dette publique en plus en 18 mois ! On n'avait jamais vu cela, 40 000 F d'endettement supplémentaires par famille !
Et, que dire de la morale et de l'éthique, et là aussi que n'avions nous pas entendu ? Trois ministres obligés de démissionner dont un en prison, accusé d'enrichissement personnel ! Où est la morale ?
Une droite qui est aujourd'hui rongée par les ambitions personnelles et les divisions, on est l'intérêt de la France ? Enfin, une droite égale à elle-même qui derrière les discours lénifiants et anesthésiants de M. Balladur : "Je travaille pour tout le monde, laissez moi faire, c'est difficile", n'a cessé en fait de servir ses clientèles et de diviser les Français, servir ses clientèles par les avantages fiscaux, par un bradage des entreprises publiques qui entraîné des plus-values et par de multiples mesures accordées aux plus favorisés. Mais surtout, mes chers camarades, c'est une droite qui divise, qui divise la France, qui a tenté de le faire par l'abrogation de la loi Falloux en opposant école publique à école privée, en humiliant les jeunes, en leur proposant le CIP, en montrant du doigt les étrangers par le Code de la nationalité et les lois sur l'immigration !
(Vifs applaudissements)
Et particulièrement, et je crois qu'il faut le dire aujourd'hui, quand on voit les derniers événements récents à Vaulx-en-Velin et à Amiens les musulmans, tous devenus dans l'esprit de Charles Pasqua, qui est, chacun le sait, toujours prompt aux coups de menton, des islamistes intégristes, voire des terroristes. Voilà aujourd'hui ce qu'est la Droite.
(Applaudissements)
Les Français l'avaient oubliée, ils la voient aujourd'hui à l'œuvre, et nous ne devons jamais plus entendre, car cela nous a fait à tous beaucoup de mal, ce qu'on a entendu pendant les dernières campagnes, dans les porte-à-porte, dans les marchés, dans les réunions publiques : la Gauche et la Droite, c'est la même chose. Nous devons retrouver ce qu'est la Gauche, son idéal, ses valeurs. Je crois que c'est notre enjeu d'aujourd'hui, l'enjeu du Congrès et l'enjeu des combats qui s'annoncent.
Nous devons redonner l'espoir en une gauche qui s'appuie sur des valeurs éternelles, François Mitterrand l'a rappelé ce matin, mais aussi sur des pratiques nouvelles, redonner l'espoir en une gauche qui a dressé un bilan lucide des

années de gouvernement mais qui sait aussi défendre ses avancées, redonner l'espoir en une gauche, Laurent vient de le dire, qui sait s'opposer mais qui ne craint pas évidemment de proposer et redonner l'espoir en une gauche qui croit en elle et qui reste crédible. Eh bien, pour cela, mes chers camarades, nous devons retrouver tout simplement la politique.
Nous nous sommes pendant dix ans englués peu à peu dans la gestion, emportés par la vague financière des années 80, nous avons tous dit qu'il n'y avait pas de marges de manœuvre, que tout était la faute de la crise. Nous avons vraiment bien analysé les contraintes, mais nous avons oublié et manqué du courage pour agir.
Eh bien, aujourd'hui, nous devons le retrouver, ce courage !
(Applaudissements)
Nous devons le retrouver, ce courage, et retrouver la politique. Et la politique, qu'est-ce que c'est si ce n'est transformer la société ? Transformer la société en s'appuyant sur nos valeurs : la liberté, la laïcité, la justice, la solidarité, la responsabilité, et bien sûr, disons-le, la morale. La politique, c'est toujours servir et ce n'est jamais pouvoir être suspecté de s'en servir. Nous n'avons pas été assez sévères envers certaines pratiques vis-à-vis du pouvoir, nous n'avons pas condamné assez fortement... (applaudissements)... des dérapages personnels, peu nombreux certes, mais inacceptables. Et puis aussi, l'éthique en politique, mes camarades, c'est refuser l'illusion et la démagogie, c'est tout simplement faire ce qu'on dit. Cela aussi, mes camarades, c'est la Gauche, Pierre Mendès France nous l'a appris.
(Vifs applaudissements)
Alors, ce projet, à qui s'adresse-t-il, puisque certains disent qu'on n'est pas d'accord là-dessus (je n'en suis pas sûre) ? Bien sûr que l'opposition capital-travail a structuré la pensée Socialiste, bien sûr qu'elle reste d'actualité, il n'y a qu'à voir les excès de la libéralisation des capitaux, la bulle financière, le processus d'accumulation, mais aujourd'hui elle ne suffit pas à expliquer l'entièreté, la complexité de la crise de notre société, elle ne permet pas non plus de bien comprendre la diversité des salariés et des exclus.
La Gauche ne doit pas s'appuyer essentiellement sur la défense de telle ou telle catégorie sociale. Il est aberrant d'opposer aujourd'hui les salariés aux chômeurs et aux exclus, il est aberrant d'opposer... (applaudissements)... aujourd'hui, comme le fait M. Balladur, les jeunes aux adultes et aux retraités, ou les Français aux immigrés.
(Applaudissements)
Le Parti Socialiste a toujours eu vocation à défendre les plus fragiles. Nous allons continuer, mais ce n'est ni par clientélisme ni par corporatisme, mais tout simplement parce que nous voulons allier tous ceux qui veulent la sécurité pour tous par la solidarité envers chacun. C'est cela aussi, la Gauche.
La Gauche se doit de défendre des priorités, parce que cela aussi, c'est la politique.
Défendre les salariés tout d'abord. Nous devrons leur dire aujourd'hui que nous les soutenons pour renverser la logique actuelle. Ce sont eux qui, depuis vingt

Collection Jean Jaurès

ans, ont fait les frais des restructurations et des licenciements, ce sont eux aujourd'hui, par les salaires, qui paient la protection sociale, l'indemnisation du chômage et l'ensemble des taxes, ce sont eux aussi qui sont fiscalement les plus taxés.
C'est la raison pour laquelle nous devons réaliser une réforme fiscale de grande ampleur qui permette aux dépenses qui concernent toute la collectivité d'être portées par tous les facteurs de production. Nous devons aussi taxer les atteintes à l'environnement.
Nous devons également rétablir une équitable fiscalité entre les revenus du capital et du travail. Nous retrouverons ainsi des marges de manœuvre.
(Applaudissements)
Chacun sait enfin le lourd tribut payé par les salariés au travail, ici plus qu'ailleurs, et on l'a revu encore ce matin à Liévin. La Gauche a toujours défendu les conditions de travail aux côtés des salariés, mais elle a aussi un projet beaucoup plus vaste, celui de changer le travail pour que chacun apporte ses capacités d'imagination, son expérience, à l'entreprise, mais au travail, à la compétitivité et à l'emploi. Voilà ce que nous disons aux salariés.
À ceux qui craignent maintenant de perdre leur emploi, à ceux qui l'ont déjà perdu, nous devons dire que cette fois-ci, c'est vrai, l'emploi est au cœur non seulement de nos discours, mais aussi de tous nos actes.
Ce sont d'abord les entreprises qui sont créatrices d'emplois. J'aimerais, moi, qu'elles comprennent qu'embaucher des hommes c'est plus utile parfois qu'acheter un équipement. J'aimerais qu'elles préparent leurs salariés aux métiers de demain avec la même énergie qu'elles inventent de nouveaux procédés ou qu'elles investissent. J'aimerais enfin qu'elles explorent tous les besoins non remplis pour elles et pour leurs clients qui existent autour d'elles. Pensons à tous les services, pensons à l'immense champ du recyclage et de la récupération. L'Etat doit inciter à cette réflexion, je dirais même qu'il doit l'imposer et nous devons y réfléchir.
Il faudra bien sûr aussi développer tous les besoins qui existent pour améliorer la qualité de vie des citoyens, les personnes âgées, les jeunes et autres. Et nous devons aussi, bien sûr, reprendre le chemin de la réduction de la durée du travail.
Cela, je voudrais en dire quelques mots.
On a voulu beaucoup nous opposer là-dessus. Moi, je dirai d'abord que nous sommes d'accord sur l'essentiel, et qu'est-ce que c'est l'essentiel, aujourd'hui ? L'essentiel, c'est que le mouvement spontané de réduction de la durée du travail est insuffisant et qu'il faut une politique volontariste. L'essentiel, c'est que la répartition de la durée du travail doit se faire sur l'ensemble de la vie active. Aujourd'hui, avant 25 ans, on ne rentre pas sur le marché du travail, après 50 ans, on vous montre la pote ! Nous devons créer un capital-temps pour que chaque salarié puisse prendre des périodes de non-travail ou de moindre travail pour élever ses enfants, pour participer à la vie associative ou politique, ou tout simplement pour prendre le temps de vivre. Là-dessus, je crois que nous sommes d'accord.

Fondation Jean Jaurès

Mais je crois que nous devrions aussi nous mettre d'accord, si nous faisons tous un peu d'effort, sur quelques règles du jeu.
Si l'on porte atteinte à la compétitivité des entreprises, nous ne créerons pas d'emplois. Ne racontons pas que nous aurons le beurre et l'argent du beurre. Mais nous ne voulons pas non plus que les salariés fassent les frais de l'opération.
(Applaudissements)
C'est la raison pour laquelle les bas salaires, bien évidemment, ne doivent pas être touchés et la réforme fiscale doit faire porter sur tous les revenus le poids de la réduction de la durée du travail.
(Applaudissements)
Il est important de dire combien lutter contre les formes d'exclusion, c'est avoir une politique de la santé, de l'éducation et du logement un peu différente de celle que nous avons eue jusqu'ici et je voudrais aussi dire que construire un projet à gauche, c'est défendre les Droits de l'homme et être au cœur de toutes les grandes cause qui touchent à l'homme.
Je dirai, comme Laurent Fabius : soyons clairs, la lutte contre la drogue n'a pas commencé. Je ne dirai pas un mot de plus que ce qu'il a dit et que je partage totalement.
Mais je voudrais aussi, mes chers camarades, vous dire que j'ai parfois l'impression que nous-mêmes nous avons parfois des sujets tabous, comme celui de l'immigration, peut-être parce que la politique de M. Pasqua est populaire... (applaudissements)... et je voudrais dire que nous ne devons absolument pas craindre de crier notre honte lorsqu'un Folembray existe dans notre pays en bafouant la justice ! Nous devons soutenir les jeunes contrôlés au faciès et montrés du doigt, comme cela a été le cas cet été... (vifs applaudissements)... et nous devons évidemment soutenir les défenseurs de la liberté où qu'ils soient. Ne craignons pas d'être nous-mêmes, car cela aussi, c'est la Gauche !
Quelques mots pour dire que, si nous avons changé d'époque, si le monde d'aujourd'hui n'est pas le même qu'il y a cinq ans (le mur de Berlin est tombé, l'apartheid a disparu en Afrique du sud, au Proche-orient la paix arrive), nous devons nous rappeler que la guerre est aussi présente près de nous et les responsables politiques ne devraient pas perdre de vue que notre vieux continent est aujourd'hui hanté par la guerre. Comment peut-on brandir l'Europe comme un épouvantail alors que la construction européenne constitue justement le modèle de développement pacifique ? Non, nous ne souffrons pas aujourd'hui d'un excès d'Europe, nous devons construire au contraire une Europe plus forte, plus politique, plus démocratique et plus sociale, qui soit apte à répondre, bien sûr, aux aspirations des citoyens, mais qui soit aussi porteuse d'un projet universel, un projet universel actif face au défi actuel de la mondialisation et oeuvrant partout pour la paix et pour le développement. J'aurais voulu dire aussi que la France avait des responsabilités particulières en Algérie et en Afrique. Mettons tout en œuvre pour qu'avant la fin de ce siècle l'Afrique vive enfin l'espoir d'un avenir, c'est cela aussi la lutte contre l'exclusion.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Maintenant qu'a triomphé en Afrique du sud le principe "un homme = une voix", faisons triompher partout en Afrique le principe "un homme = des droits". Cela doit être notre réponse à la montée des intégrismes dans le monde. C'est le défi majeur, c'est le défi contre la purification ethnique et contre le totalitarisme religieux. La liberté n'est pas un privilège des pays développés. Les femmes du Soudan, les femmes d'Iran et d'Algérie ont droit comme nous à la dignité !
(Applaudissements)
Mais la réponse à l'intégrisme, ce n'est pas l'égoïsme des nantis et il faut le rappeler à ceux qui aujourd'hui veulent fermer les frontières, c'est la solidarité et la défense intransigeante des Droits de l'homme.
Mais serons-nous encore qualifiés en France pour le combattre si, comme M. Balladur à Pékin, nous sacrifions les Droits de l'homme pour quelques marchés hypothétiques ou si, comme M. Pasqua, nous nous laissons terroriser par les terroristes au point de refuser les visas à leurs victimes ?
(Vifs applaudissements)
Arrêtez, parce que je voudrais encore dire quelques et je n'ai plus qu'une minute !
(Rires)
Parce que je crois vraiment que la Gauche aussi, ce sont de nouvelles pratiques politiques, je vais aller vite. Je crois que nous avons toujours cru, trop cru, qu'on changeait uniquement la société par le haut. La loi sur les nationalisations, c'est bien, mais cela n'a jamais donné aux banques l'idée pour elles de développer plus l'économie et les associations que de spéculer financièrement ou dans l'immobilier ! La loi sur la décentralisation, c'est bien, mais cela n'a pas suffisamment accru la citoyenneté. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est faire ce que nous avons oublié en arrivant au pouvoir, c'est-à-dire nous appuyer sur tous ceux qui nous y avaient portés et tous ceux qui peuvent accompagner notre projet... (vifs applaudissements)... les associations, les syndicats, les mutuelles. Nous devons tous les retrouver pour faire changer aujourd'hui notre pays.
Notre projet est ambitieux. Il faut redonner à chacun sa place dans la société. Je n'insiste pas, cela passe véritablement par une évolution des institutions, par un Etat fort, mais aussi en favorisant le mouvement associatif qui est aujourd'hui le tissu de la démocratie. Alors, soyons, mes chers camarades, plus ouverts à ceux qui aujourd'hui se battent pour une société plus juste et solidaire, reconnaissons-leur leur place dans le débat public. Un mot, et j'en termine là, sur notre Parti.
Notre Parti doit proposer mais il doit aussi expérimenter et je dirai qu'aujourd'hui il y a bien de nos élus qui sont l'exemple de ce que doit être la politique à gauche : proche des citoyens, innovant dans les réponses et mobilisatrice. Combien de maires ont trouvé des solutions ? Je serais pour qu'on organise des assises de l'initiative locale avant les municipales... (applaudissements)... pour que nous montrions l'innovation de nos élus et que nous échangions de nouvelles actions. Faire tout cela, ce serait très bien, mais nous pouvons faire encore plus, mes chers camarades.
Si notre Parti n'est pas un parti comme les autres, c'est aussi parce qu'il est un parti de militants et, moi, je voudrais redire ici, puisqu'on est dans le Pas-de-

Fondation Jean-Jaurès

Calais où Daniel Percheron a rejoint les propositions de Bernard Roman, de la fédération du nord et des autres fédérations, que maintenant il faut arrêter de parler de la fin des courants, il faut le faire !
(Vifs applaudissements)
Mes chers camarades, j'en terminerai par là, nous devons nous appuyer sur tous ceux qui refusent de laisser mettre en pièces la protection sociale, les Droits de l'homme, et tous ceux qui nient la fatalité du chômage et de l'exclusion. Bien sûr, ce sont ces militants du Parti Socialiste qui aujourd'hui, peut-être encore plus à Liévin, sont porteurs des valeurs de rassemblement et de solidarité. Mais ce sont aussi les jeunes de ce pays que Edouard Balladur a humiliés en proposant le CIP ou en leur donnant quelques sucettes, en les traitant comme une vulgaire clientèle, qu'il faudrait ramener à soi. La jeunesse a des problèmes, nous l'avons dit, et nous devons faire en sorte que chaque jeune ait un emploi, une activité ou une formation. Mais, je m'arrête là, la jeunesse, c'est aussi la générosité, l'enthousiasme, la volonté de combattre pour une société plus juste et tolérante. Elle nous donne des leçons aujourd'hui et nous, aujourd'hui, nous devons lui apporter des combats pour qu'elle puisse se mobiliser. On a dit que le Socialisme était la jeunesse du monde, eh bien, qu'il devienne aujourd'hui le monde de la jeunesse !
(aApplaudissements)
Je crois qu'il faut aussi (c'est ma dernière phrase) s'appuyer sur tous ceux, hommes et femmes, qui se bâtent, qui ne baissent pas les bras, qui maintiennent la cohésion sociale, les syndicalistes qui font des contre-propositions aux licenciements, les associations qui retissent patiemment les fils de notre société, et puis tous ces femmes et ces hommes qui se battent dans les quartiers pour empêcher (j'ai terminé) les enfants d'entrer en contact avec les dealers. Tous ceux-là, mes chers camarades, ne sont pas dans nos rangs aujourd'hui mais ils portent nos valeurs et nous ne pourrons gagner qu'avec eux. Nous ne gagnerons pas pour nous mais pour une France qui laisse une place aux jeunes, aux plus fragiles, à chaque citoyen. C'est le sens de notre rassemblement aujourd'hui.
Un parti serein, fier de ses convictions, ouvert, un parti qui a le devoir de gagner pour une France plus forte, plus juste et plus solidaire.
(Très vifs applaudissements prolongés)

La présidente - La parole est à Lionel Jospin.
(Applaudissements)

Lionel Jospin

Chers camarades, j'ai eu l'impression tout à l'heure, avec vous, à la mairie de Liévin, dans l'évocation de la mémoire des mineurs et aussi du Parti Socialiste, que la première intervention politique du débat général, un peu court, de ce Congrès, était celle de François Mitterrand !
(Applaudissements)
A l'entendre s'exprimer avec cet humour, ce lyrisme, cette force de conviction, ce courage devant l'épreuve, ce sens de l'espoir chevillé au corps qui sont sa

marque, j'ai presque regretté que ses fonctions nous aient privés tant de temps de sa présence dans nos réunions. Le connaissant, il a dû avoir en repartant un rien de malice à penser que, lui absent, il était si présent dans ce Congrès. Mais revenons au présent de ce Congrès que nous tenons, chers camarades, dans un pays troublé. Il l'est par le chômage, par la pauvreté qu'on appelle aujourd'hui par pudeur l'exclusion, par l'insécurité ; il l'est parce qu'une partie de la jeunesse désespère ou dit sa colère ; parce que le modèle de société dans lequel il s'est reconnu depuis la guerre et les grandes espérances de la libération que l'on fêtait par un cinquantenaire il y a quelques semaines, mais dont le gouvernement a oublié le message, ce modèle de grandes espérances se défait sous ses yeux. Mais le pays est aussi troublé par les défaillances de la vie publique. Encore désabusés du passé que nous représentons, déjà irrités du présent qu'incarne la Droite, les Français sont inquiets pour l'avenir et hésitent. Ils doutent de leurs hommes politiques, ils sont tentés parfois par les démagogues, ils aspirent surtout à un discours de vérité. Saurons-nous tenir ce discours ? Pourrons-nous répondre à leurs hésitations ? Se tourneront-ils vers nous ? J'aimerais que dès ce Congrès de Liévin, nous puissions faire parvenir aux Françaises et aux Français un triple message.

La confusion qui saisit la Droite est le symptôme, qu'ils le sachent, d'un désordre plus profond ; une force de gauche digne de ce nom est nécessaire à ce pays. L'élection présidentielle peut être pour eux un motif d'espoir.

Parlons d'abord de la Droite.

Il ne faut pas sous estimer la gravité des affaires qui secouent la majorité. Outre les cas d'enrichissement personnel qui sont souvent invoqués, on commence à découvrir petit à petit l'énormité de la fraude sur laquelle ont été fondés, souvent au-delà de la législation de 1990, les systèmes de financement des partis de la majorité. Va-t-on accueillir avec une indifférence déjà routinière la troisième démission d'un ministre pour implication dans des affaires ?

Regardez combien est révélatrice de la fragilité de ce gouvernement l'équivoque suggestion faite par le ministre de l'Intérieur au Premier Ministre, d'écarter du gouvernement par avance tous ses membre susceptibles d'être mis en cause par la justice, et constatons que ce conseil dévastateur n'a pas été suivi par M. Balladur... Je le dis comme je le pense : sans l'imminence de l'élection présidentielle, la question de l'existence du gouvernement de M. Balladur serait certainement posée dans ce pays.

Les formes que prennent les divisions de la Droite sont également pernicieuses. Les Français admettraient que s'opposent un candidat du RPR et de l'UDF, chacun représentant un courant traditionnel de la Droite française. Ou même que s'affrontent des candidats de la Droite et du centre, ou pourquoi pas que se départagent au sein d'une formation politique deux pré-candidats de la même couleur. Les Français ont compris il y a quelques années le débat qui a eu lieu entre François Mitterrand et Georges Marchais parce qu'ils incarnaient deux grandes tendances de la Gauche et deux approches du pouvoir entre lesquelles ils allaient arbitrer. Ils ont aussi accepté qu'un choix soit fait à l'intérieur du Parti Socialiste entre François Mitterrand et Michel Rocard, parce qu'ils

clarifiaient à l'époque la donne politique. Mais comment pouvaient-ils comprendre que quand M. Chirac est candidat, c'est M. Pasqua et M. Séguin qui lui fassent défaut, ou que quand M. Millon annonce sa candidature c'est M. Léotard qui trouve qu'il est ridicule ?
Comment approuveraient-ils que s'opposent non plus des hommes avec des projets mais des ambitions nues soutenues par des clans?
Ne croyons pas pour autant que ces affaires et ces divisions assurent la défaite de la Droite. Dès que ses projets - aggravation de la loi Falloux ou SMIC jeunes - provoquent une opposition résolue, elle recule. Elle a tiré les leçons de la première cohabitation, elle a l'œil rivé sur la présidentielle, et l'opinion elle-même est moins disponible à notre égard qu'en 1987 et 1988.
Les défenseurs de l'école publique se sont mobilisés puissamment, il y a quelques mois, face au gouvernement. Ils ont gagné, ils n'ont pas pour autant tous modifié leur vision politique globale et basculé vers la Gauche. Il nous faudra donc, dans les mois qui viennent, dénouer l'écheveau dès conflits personnels et des positionnements tactiques, qui brouillent les pistes, pour dévoiler ce que serait la politique effective de la Droite, une fois levée l'hypothèque de la présidentielle.
Ce n'est pas en baissant les salaires que l'on fera reculer le chômage, ce n'est pas en précarisant le travail qu'on le multipliera, en privatisant la protection sociale qu'où assurera la cohésion de la société ; ce n'est pas en corsetant l'éducation et la recherche qu'on assurera l'avenir, ce n'est pas en créant des discriminations croissantes entre les hommes, les femmes, et les communautés qu'on garantira la sécurité, ni en interdisant la présence en France de la romancière bengali Taslima Nasrin ou d'une chanteuse israélienne qu'on découragera les intégristes et qu'on terrorisera les terroristes ! Le trouble à droite ne résulte pas du seul jeu des ambitions non maîtrisées. Il révèle le désordre plus profond qui règne dans les esprits des responsables de la majorité. Ceux-ci n'osent pas, en réalité, assumer publiquement devant l'opinion le type de société qu'ils projettent pour le pays.
A nous donc de révéler ce projet, à nous de lui opposer un projet de gauche crédible et cohérent ! Parlons donc de la Gauche.
Une force de gauche authentique doit se reconstruire dans notre pays. Et à cet égard, nous ne sommes pas seuls. Je ne sais pas comment évoluera le Parti Communiste, pour qui la révolution d'octobre n'est plus qu'un souvenir et l'Union soviétique un paysage dévasté. Je m'interroge sur le devenir des groupes écologistes souvent intéressants, et toujours compliqués. Je crois deviner sur quoi débouchera la contradiction sur laquelle repose l'actuelle tentative "radicale". Mais, j'ai voulu dialoguer avec toutes ces forces, et débattre des problèmes de fond dans ces assises de la transformation sociale, souhaitées à l'origine par Michel Rocard et que nous avons traduits en actions avec Jean-Christophe Cambadélis.
(Applaudissements)
Quand la Droite se divisait autour de querelles de personnes, nous, mois après mois, nous posions et nous débattions des problèmes de fond du pays !

(Applaudissements).
Et puisque j'évoque Michel Rocard, élu par nous en Congrès il y a un an, et absent aujourd'hui, je veux à travers vous lui adresser une pensée fraternelle, car nous aurons sans doute encore beaucoup de choses à faire ensemble.
(Applaudissements)
Je suis convaincu mes chers camarades qu'il n'y aura pas de grande force progressiste en France, c'est-à-dire un mouvement soucieux de la nature comme du progrès des hommes, sans renaissance d'un Parti Socialiste.
Nous ne le ferons pas seuls, mais personne ne pourra le faire à notre place.
Or, nous savons bien que la santé du Parti est encore fragile. Le nombre de nos adhérents, la vie de nos sections, la faiblesse du renouvellement par les jeunes, la rotation si rapide de nos Premiers secrétaires, l'émiettement instable de nos anciens courants, notre image dans l'opinion, tout nous dicte ce qu'il reste à faire.
Dans ce Congrès, même si une partie de nos adhérents a voté pour un autre texte que celui signé par le Premier secrétaire, nous nous sommes rassemblés sur une ligne de contestation vigoureuse du libéralisme économique et dans une opposition résolue au gouvernement, comme l'a souhaité Henri Emmanuelli.
(Applaudissements)
Il nous reste à retrouver une identité pour l'opinion, à nous redonner une image convaincante et attractive, à présenter un projet fondé sur des propositions de gauche, réalistes, c'est-à-dire non seulement valables pour les temps d'opposition, mais aussi applicables et appliquées le moment venu, quand nous serons au pouvoir.
Dans ma contribution, j'avais voulu montrer qu'une analyse lucide de nos défaillances au pouvoir, qui permettait en même temps de mieux valoriser les aspects positifs de notre bilan, était nécessaire pour reconquérir la confiance des Français. J'avais insisté sur la dimension éthique de la politique. J'avais évoqué le nécessaire changement à introduire dans nos pratiques et j'avais fait dans ce sens une série de propositions concrètes, un écho a été donné à ces préoccupations dans notre texte commun.
Une ligne de gauche, cela ne se vérifie pas seulement mes chers camarades dans le champ économique et social. Bien sûr l'apport historique des Socialistes à la République c'est d'avoir posé avec les ouvriers en lutte la question sociale. Mais la Gauche c'est aussi une vision de l'homme, une conception de la démocratie, une pratique de la vie internationale, une éthique politique. Rappelons-nous comme Jaurès au moment de l'affaire Dreyfus disait à ceux des Socialistes qui hésitaient à se mobiliser pour cet officier juif, parce qu'il appartenait selon eux à la bourgeoisie, et à l'armée : "Amis Socialistes, toute injustice, toute offense faite à l'homme doivent dresser contre elles les Socialistes quel que soit l'homme frappé par cette injustice !"
(Applaudissements)
Les Français, assez au fait des contraintes économiques et des résistances de la société, relativisant parfois plus que nous ne le pensons nos proclamations sur l'emploi, la réforme fiscale, ou la réduction des inégalités, même s'il est

nécessaire de s'exprimer dans ces domaines et plus encore d'agir. Mais ils ne supportent pas que nous ne soyons pas fidèles à nos principes, là où nous n'avons pas l'excuse de ces fameuses contraintes et où la fidélité ne dépend en réalité que de nous. Là, ils sont plus attentifs encore à nos actes, à nos comportements, je dirai même à notre style, et c'est pourquoi j'avais dans ma contribution des propositions précises sur la réforme des modes de gouvernement qui doivent devenir vraiment collectifs et sur la réforme de la démocratie.

J'espère, chers camarades, que la campagne électorale qui vient nous permettra de révoquer ces questions. Parlons donc pour finir de l'élection présidentielle. L'élection présidentielle peut représenter un espoir pour les Français, si elle les libère de la sclérose politique actuelle, si elle amorce des réponses aux grandes questions qu'ils se posent, et qui ne sont pas bien traitées par la Droite, si elle prépare la nécessaire réforme de la société française. Dans une démocratie parlementaire, à l'instar des autres pays d'Europe, où le rythme de l'alternance se fait tous les quatre ou cinq ans, nous aurions trois ou quatre années devant nous pour refaire nos forces, pour reconstituer progressivement notre capacité de propositions, pour reconstruire notre image devant l'opinion.

En France, avec la présidentielle, le calendrier électoral bouscule une fois encore les rythmes. Comme en 1988, par rapport à 1986, il nous redonne plus vite que nous pouvions le craindre des chances d'en appeler de notre défaite, mais en même temps il précipite les rythmes auxquels nous sommes confrontés et serons-nous prêts à faire face ?

Nous ne serons pas dans la situation de 1981 où François Mitterrand a mené campagne comme leader du Parti Socialiste et sur des propositions élaborées au sein du Parti Socialiste. Nous ne serons même pas, bien que Daniel Percheron dise fréquemment qu'après tout le Congrès de Liévin peut jouer par rapport à l'élection de 1995 le rôle que le Congrès de Lille avait joué par rapport à l'élection de 1988.

Mais nous ne serons pas tout de même totalement dans la même situation qu'en 1988, où François Mitterrand n'était plus le Premier secrétaire depuis plus de sept ans et où j'avais mené en votre nom, au nom du Parti cette fameuse campagne, sans candidat avant que le Président ne se déclare et l'emporte finalement dans les conditions que l'on sait.

Nous serons donc dans une situation nouvelle, qu'il nous faut aborder avec clairvoyance, et nous sommes seulement au début de cette réflexion qui doit être collective.

Nous n'avons pas aujourd'hui de candidat, mais nous voyons bien s'esquisser une hypothèse sérieuse, et c'est donc de cette hypothèse que je partirai.

Quel est mon sentiment ? Nous le savons très bien, dans notre très grande majorité, membres du Parti Socialiste, hommes et femmes de gauche, nous souhaitons la candidature de Jacques Delors.

(Applaudissements)

Nous le souhaitons parce qu'elle redonne de l'espoir, parce qu'elle laisse penser que la victoire de la Droite n'est pas fatale, parce qu'elle réveille l'aspiration à

ce que les problèmes du pays soient traités avec méthode et équité. Sans doute est-il vrai qu'avec ce candidat la campagne ne serait pas conduite entièrement sur la ligne et avec la tonalité politiques qui prévalent aujourd'hui dans le Parti Socialiste. Faut-il s'en étonner ? Non.
Faut-il s'en inquiéter ? Je ne le crois pas, si nous savons éviter quelques écueils. Il serait vain de vouloir, je mets le mot entre guillemets "verrouiller" notre candidat. On ne réclame pas à un homme, semaine après semaine, d'être candidat à la présidence de la République en exigeant de lui qu'il ne soit pas lui-même !
(Applaudissements)
Il ne s'agit pas non plus de le laisser isolé, car il a besoin de soutien pour gagner et d'abord du nôtre. De même le Parti Socialiste ne saurait être relégué dans un coin, ni d'ailleurs s'y renfrogner. La solution n'est pas non plus celle du double langage, celui du Parti et celui du candidat, ce qui ne serait pas compris par les Français.
Il faut donc que le Parti Socialiste intègre dans son expression les caractéristiques du projet de ce candidat qu'il s'apprête choisir. Mais il faut aussi que ce candidat le moment venu prenne en compte les préoccupations de la formation à laquelle il appartient, et qui sera son premier soutien.
(Applaudissements)
Ces deux mouvements, l'un vers l'autre, devraient conduire à une synthèse positive qui est pour nous la chance de gagner !
(Applaudissements)
D'ailleurs, chers camarades, que requiert de nous, et désormais, l'exercice du pouvoir ? Un programme clé en main, ou la capacité à promouvoir une dynamique d'initiatives et de réformes. C'est moins finalement le débat sur la ligne qui m'intéresse, que l'examen concret de ce que nous proposerons et de ce que nous ferons.
Quant à moi, je souhaite ceci pour mon pays :

- Une renaissance de la démocratie par une rénovation des pratiques institutionnelles et politiques.
- La réaffirmation des valeurs républicaines.
- La mise en mouvement de la société pour se réformer elle-même.
- Le traitement énergique de nos problèmes sociaux les plus graves.
- La capacité à utiliser le réalisme économique. Oui, mais le réalisme économique au service d'une direction progressive et considérable du chômage.
- Une grande politique européenne, intégrant le fait national, et la question sociale.
- Une politique internationale et africaine, plus transparente.
- Un recours à un véritable dialogue avec les acteurs de la société, que sont les syndicats, les Mutuelles, les associations, et bien entendu les citoyens eux-mêmes.

(Applaudissements)
Chers camarades, si notre candidat développe ces thèmes dans la campagne, si

Fondation Jean-Jaurès

un Président de la République, élu par nous, consacre son mandat à agir effectivement dans ce sens, il aura vraiment, et nous avec lui, fait avancer la France. Il est clair qu'une telle perspective ne peut entrer en contradiction avec l'objectif historique qui reste devant nous, pour lequel nous avons fait au cours des 15 dernières années, des pas formidables en avant, autour duquel nous avons subi dans ces deux dernières années, un recul qui souvent nous fait peur, C'est cet objectif qu'il faut reprendre : reconstruire dans un pays un grand Parti Social-démocrate, une grande force de gauche authentique, et moderne.
(Applaudissements)
Grâce à une vision intelligente, de la fonction du candidat et du rôle du Parti, dans une approche sérieuse, des problèmes du pays, nous pouvons trouver, dans la future élection présidentielle l'occasion d'un nouvel élan. Je vous le dis, tel que je le pense, redresser l'image du Parti Socialiste, c'est renforcer notre candidat. Mener une campagne claire et cohérente derrière un homme, justement respecté, s'est inscrire le Parti Socialiste et la Gauche, dans une dynamique à laquelle elle aspire.
La période qui vient nous engage finalement dans une démarche très ambitieuse, je suis sûr que vous voudrez vous y investir pleinement. J'y mettrai aussi avec vous, beaucoup de moi-même.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Jean Poperen pour 20 minutes. Jean-Luc Mélenchon se prépare.

Jean Poperen

Mes chers camarades, en nous proposant cette ville, la fédération Socialiste du Pas-de-Calais, avait choisi un symbole. Et puis il se trouve que dans le déroulement de ce Congrès, nous avons eu quelques moments de symbole particulièrement forts, il y a quelques heures. Mais, au-delà du symbole, si j'ose dire, ce que nous avons ressenti, c'est la force de notre cohésion, de notre amitié fraternelle, de notre affection, avec François Mitterrand, mais c'est par là même notre capacité de retrouver un nouveau dynamisme après tant de moments où nous avons pu douter, hésiter, vaciller. Et donc nous voilà en position de mieux définir les conditions dans lesquelles nous avons à mener le combat social de notre temps.
Déjà cet après-midi, beaucoup se sont exprimés avec une grande force d'analyse et de proposition. Je pense, entre autres, et pas seulement, à l'intervention récente de Martine Aubry. J'y reviendrai moi-même, y compris d'ailleurs sur tel ou tel aspect de son intervention.
Je crois donc que par là même, par ce Congrès, parce qui, dès maintenant s'y est passé, nous sommes en passe de consacrer, conforter, porter plus avant la volonté politique qui s'est exprimée le 19 juin dernier autour d'Henri Emmanuelli… (applaudissements)... de le faire pour les années à venir, car nous travaillons au-delà de l'immédiat, mais naturellement de le faire pour les échéances prochaines.

Fondation Jean Jaurès

Nous avons - Lionel Jospin vient de terminer par là, et moi je commence quasiment par là, donc cela s'enchaîne bien, Lionel - des élections présidentielles. Pour cela, il faut d'abord un candidat. Nous l'aurons le moment venu. Oui, ce n'est pas seulement un sujet d'amusement... et lorsque nous l'aurons, nous serons tous avec lui pour gagner.
(Applaudissements)
Nous n'avons jamais - aucun de ceux, aucune de celles qui sont là et les autres innombrables au-delà de cette salle - manqué à la solidarité de combat, une fois que nos discussions, que nos débats ayant eu lieu, la décision est prise, et notamment en matière électorale, et des deux campagnes électorales... je crois qu'il en sera de même cette fois-ci !
(Applaudissements)
C'est pourquoi je n'apprécie pas toujours qu'on laisse entendre, ici ou là, que certains pourraient traîner les pieds...! C'est injurieux pour certains camarades. Non, il y aura engagement de toutes nos forces. Et si en effet le candidat est celui dont actuellement on parle le plus - et Jospin vient encore à l'instant d'en parler, je veux dire Jacques Delors, celui qui semble-t-il, et c'est une façon de parler, a la vérité à l'heure qu'il est - à l'évidence, c'est lui qui a le plus de chances de gagner, si bien sûr il est candidat.
Pour ma part, je respecte la démarche qu'il a choisie, le calendrier qu'il a annoncé, qu'il vient d'ailleurs de modifier et de légèrement raccourcir, ce qui nous aide plutôt... je l'espère en tout cas.
Je voudrais par là, parce que je pense que nous sommes entre nous, faire un effort de clarification, car il me semble qu'il y a quelques ambiguïtés qui ne tiennent pas à la nature des choses mais, me semble-t-il, et ce n'est pas scandaleux, mais c'est la vie politique, à quelques préoccupations je dirai un peu tactiques.
On dit "ça va être dur pour lui parce qu'il y a un coup de barre à gauche"... si j'entends ce que j'entends cet après-midi, c'est nettement ce vent dominant tout azimut.
(Applaudissements)
Ce n'est pas seulement Henri, ou alors, il a vraiment tout à fait gagné son pari et je m'en réjouis naturellement.
(Applaudissements)
Mais le Parti Socialiste aurait-il besoin par nature du coup de barre à gauche ?... Il est à gauche, ou alors avait-il cessé de l'être ? La question se pose. Grand écart nous dit-on... Puisqu'il s'agit de gens qui se réclament du candidat, dont on parle le plus, c'est tout de même pas très gentil pour lui. Est-ce que cela voudrait dire, dès lors qu'il y a affirmation à gauche du Parti Socialiste, que c'est gênant pour Jacques Delors ?
Je laisse à ceux qui le disent ou qui l'insinuent, la responsabilité de ces insinuations. Je ne les prends pas à mon compte.
(Applaudissements)
Et d'abord, parce que moi je juge cet homme, comme de tout autre, d'abord, sur ce qu'a été son chemin militant, son engagement réel, bien connu, en maintes

Fondation Jean Jaurès

circonstances pour la pratique sociale notamment, je crois qu'il y aurait là, à son endroit, un très désagréable procès d'intention ! Pour le reste, il aura à nous dire, s'il est candidat, et quand il le sera, donc le cas échéant, et le moment venu vous connaissez les formules consacrées de notre diplomatie interne. Il aura à nous dire ce qu'il propose de faire, dès lors qu'il serait élu.
Mais nous aurons - et je rejoins volontiers la démarche que vient de résumer Lionel Jospin - nous aurons, nous, à ajuster notre propre démarche politique sur la base de notre programme de législature, dans le cadre de la campagne présidentielle, mais cela, c'est dans quelques semaines... peut-être quelques mois.
D'ici là, je ne vous cache pas que j'ai été un peu étonné, ces derniers jours, mais j'entends moins cela ici, je veux dire qu'on progresse, que le Congrès sur lequel beaucoup se sont interrogés de pourquoi un Congrès, sert décidément à quelque chose.
Mais enfin, ces derniers jours, on jouait - pour reprendre mais c'est déjà une plaisanterie qui a été faite 50 fois, mais je la refais, pour paraphraser le titre d'une pièce célèbre - seulement ici, si on attend Delors.
Et quand je voyais, il y a deux ou trois jours, sur une grande émission de télévision, tel Premier secrétaire fédéral d'une importante fédération nous dire que ce qui compte - et tout le reste est subalterne - c'est l'élection présidentielle, clé de voûte de la vie politique, de nos institutions et donc Delors, Delors Delors...!
Un seul être vous vient et tout est repeuplé !
(Rires et applaudissements)
Vous savez, au début de ce siècle, nos devanciers - pardonnez-moi cette référence, de temps à autre, on peut - parlaient volontiers à l'égard de ceux qui croyaient que tout allait venir du Parlement de crétinisme parlementaire. C'est une formule très en vogue au début des années 1900. Aujourd'hui, j'ai l'impression qu'ici ou là encore, peut-être plus ici que là ou là qu'ici souffle un vent de crétinisme présidentialiste.
(Applaudissements, mouvements divers)
On peut plaisanter un peu, si vous n'aimez pas plaisanter, tant pis, c'est triste pour vous, mais enfin, le sujet ne mérite pas la plaisanterie.
Que nous en soyons là, c'est-à-dire que certains responsables - je le répète, on n'entend pas cela ici aujourd'hui, je m'en réjouis, mais on l'a beaucoup entendu ces dernières semaines, moi, je n'oublie pas en entrant dans cette salle ce qui s'est passé les semaines précédentes... Alors, vraiment, que nous en soyons là de dégradation des mœurs démocratiques, oui, l'élection présidentielle compte beaucoup, mais il y a tout le reste du combat politique, et quand j'entendis dire : on vit une dérive monarchique... allons !… à ce parti dont les devanciers avaient avec d'autres appelé à voter non, quelques-uns l'ont fait dans cette salle et les autres le savent, à voter non en 62 précisément parce que cela portait en soi non pas une dérive mais la nature même d'orientations monarchiques du régime, alors, ne l'oublions pas, en tout cas je suis de ceux et je pense ne pas être le seul vraiment, qui ne regrettent pas d'avoir voté comme cela à l'époque. Mais, mes

chers camarades, cela ne suffit pas...

Dans la salle - Très bien !

Jean Poperen - Merci de dire très bien, j'aime mieux cela que le contraire, mais cela ne suffit pas, il faut réfléchir et le plus tôt possible aux moyens par lesquels nous mettrons fin aux causes profondes de cette situation. Faute de quoi, oui, il me semble que notre vie démocratique sera, quant au fond, menacée. Parce que si nous devions être tout entiers polarisés vers ce seul problème, ce seul choix, quel spectacle donnerions-nous à ceux qui nous ont fait confiance et nous font encore confiance, mais dont je crois nous avons le devoir de les ramener dans le combat commun. Enfin, en ces jours où on n'entendait parler que de ces choix de ces hésitations, pas de l'autre côté de la vie politique, inutile d'insister. Quels sont les événements qu'a vécus le mouvement social de notre pays ?
Péchiney, il y a deux ou trois semaines, Alsthom en ce moment, les travailleuses des grands supermarchés de la région parisienne, refusant des horaires de travail qui détruisent leur vie familiale, sous peine si, par hasard, elles essaient de les refuser, de perdre leur emploi. C'est devant cela que nous sommes.
C'est d'abord à cela que nous devons apporter réponse et c'est par rapport à cela que s'est engagé dans la Gauche, chez nous et au-delà, le grand débat sur l'orientation des années à venir. Je suis un peu étonné qu'à cette heure - mais enfin, il y a encore quelques heures de débat - on n'ait pas évoqué ce document tout à fait important et significatif qu'est le rapport de la Commission du plan animé par Alain Minc et qui est un véritable programme de régression sociale... (applaudissements)... qui met noir sur blanc le programme par lequel on entend faire peser sur le salariat de ce pays les conséquences des grandes mutations de la mondialisation économique, et notamment du rétrécissement du marché du travail.
En face de cela, il y a notre projet, celui qui est exprimé dans le texte de la motion si largement voté, le projet du nouveau contrat social.
Mes chers camarades, entre les deux, il faut naturellement non seulement choisir, mais décider d'engager le combat avec tous les intéressés, j'ai entendu cela tout à l'heure, les organisations syndicales, les associations, les militants dans les différents secteurs, naturellement, c'est l'impératif pour les mois et les années à venir, et en même temps, marquer avec plus de force qu'on ne l'a fait, j'ai eu l'occasion de le demander, je crains beaucoup qu'on n'ai pas trop entendu encore, mais il serait grand temps, mener ce combat dans le cadre de l'Europe des seize, je pense qu'ils seront bientôt seize, le temps de l'Europe sociale va-t-il enfin sonner ? Sinon ce que nous avons ressenti au moment de la consultation sur Maastricht risquerait de se renouveler et de s'aggraver, c'est-à-dire qu'une partie notable du monde du travail, de ceux qui sont naturellement nos partisans et nos soutiens, ne se reconnaissent pas dans l'Europe, voire qu'ils expriment un véritable rejet à l'égard de l'Europe.
Mes chers camarades, permettez-moi de vous faire observer que si une telle attitude devait se développer dans les prochaines semaines et les prochains mois,

cela risquerait - c'est le moins qu'on puisse dire - de ne pas être sans conséquences, y compris sur le plan électoral.
Nous avons besoin de faire passer notre message, mais pour cela, il faut que la solidarité des salariés des pays de l'Europe des quinze, demain sans doute des seize, s'exprime concrètement contre les effets de la mondialisation, c'est-à-dire contre le rétrécissement des possibilités d'emploi dont les conséquences sont de peser sur le salaire, de peser sur la protection sociale, bref d'enchaîner tout un cycle de régression sociale dans tous les domaines.
Cela, c'est notre impératif, mais nous savons combien il est lié au premier, et nous savons aussi ce que seront ses conséquences politiques.
On a parfois séparé - et j'ai entendu Laurent Fabius y faire référence tout à l'heure - ce que devait être notre combat pour l'engagement social et puis notre capacité à gérer. Là encore, je trouve qu'il y a un singulier procès d'intention fait à certains ou certaines d'entre nous.
Mes chers camarades, quelles que soient nos appartenances - je n'emploierai pas l'horrible mot de "courants", je me ferais condamner ex-cathedra par tel ou tel, mais disons de sensibilités - quelles que soient nos appartenances, nous savons bien que la majorité, l'immense majorité de ceux à qui nous nous adressons, ne nous ont pas reproché - et cela devrait faire justice de certains procès d'intention - ne nous ont pas reproché d'avoir été trop à gauche.
S'ils nous ont quittés en 92, en 93, et encore en juin dernier 94, c'est bien parce qu'ils ont eu le sentiment que nous avions pris nos distances avec des engagements pris ensemble, avec l'espèce de contrat tacite passé entre eux et nous, et eux n'ont pas eu le sentiment qu'il y avait opposition entre notre capacité à gérer... Oui... que nous essayons tous d'exprimer les uns les autres là où nous sommes, vous savez, j'ai l'impression que, parmi les archaïques dont on dit qu'ils seraient des idéologues aux songes creux, certains ne se débrouillent pas trop mal pour assumer leurs responsabilités d'élu local ou parlementaire.
Alors, foin de ces procès entre nous, mais en effet, à la fois bien entendu être capables là où nous sommes de répondre aux attentes des gens pour notre gestion, mais en même temps de marquer fortement notre ancrage.
Croyez-moi, c'est la condition du succès, et il n'y a pas non plus je ne sais quelle opposition entre cet impératif et puis ce qui devra être fait le moment venu avec le candidat, quel qu'ils soit.
D'abord, assurer notre base de gauche, et le reste vient de surcroît, personne ici ne doute qu'il faudra aller chercher au-delà de la Gauche des forces qui ne se reconnaissent pas, qui ne s'en réclament pas, mais qui pour autant sont décidées à s'opposer à ce que serait la poursuite ou l'aggravation de la politique de la Droite, à ce que symboliserait une victoire notamment de Balladur.
Donc, nous devrons les avoir avec nous et, bien entendu, ne faire aucune démarche qui les écarterait, mais à la condition que, d'abord, nous ayons assuré les bases avec tous ceux qui veulent puissamment que nous poursuivions dans le sillon de gauche. C'est simplement le message que nous avons donné le 19 juin.
Vous dirai-je que j'avais un peu peur il y a quelques jours que le 19 novembre n'efface le 19 juin ? Je suis tout à fait rassuré, d'abord par ce qui s'est passé ce

matin, ensuite par tout ce que j'entends cet après-midi.
(Applaudissements)
Alors, je crois que, dans les conditions nouvelles, oui, à mon tour, je dis que nous pouvons aller vers un grand rassemblement populaire, dont la capacité à gagner n'est plus insignifiante comme nous le redoutions il y a quelques semaines, pour laquelle il y a beaucoup à faire, mais ce Congrès sera un moment décisif dans cette direction. Donc, vive ce Congrès de Liévin, vive le Parti Socialiste, et vive nos victoires à venir.
(Applaudissements)

Le président - Bien. Jean Poperen ayant tenu dans le temps qui lui était imparti, la parole est maintenant pour dix minutes à Jean-Luc Mélenchon.
Martine Aubry et Claude Fleutiaux se préparent pour prendre notre place.

Jean-Luc Mélenchon

Mes chers camarades, bien heureusement, le temps qui m'est alloué va me pousser à aller à l'essentiel sans aucune de ces évocations de contexte dont j'aurais pourtant voulu vous régaler.
L'essentiel, mon premier mot : ce matin, ce midi, nous avons vécu le rite du passage dont nous avions besoin pour que les fils de la continuité de l'histoire se nouent comme ils le doivent, au profit de notre cause commune dans le temps. Nous voici confirmés dans notre destin d'héritiers de l'avenir. C'est une lourde responsabilité.
Et ceci appelle un commentaire. Décidément, la leçon vient de haut.
C'est avec les siens d'abord qu'un Socialiste peut espérer rencontrer la France.
(Applaudissements)
"L'au deçà", "l'au-delà", l'"à part soi", sans le "chez soi", c'est ailleurs ! C'est loin ailleurs.
Bref, ce Congrès est bien moins infréquentable que quelques uns ont voulu le faire croire. Aujourd'hui plus que jamais, autour de François Mitterrand, les absents avaient vraiment tort !
(Huées dans la salle, applaudissements, sifflets)
Je vous en prie !
L'appel à la fidélité que nous a renouvelé François Mitterrand et la promesse qu'a prononcée en notre nom Henri Emmanuelli renforcent ma détermination à prendre la responsabilité de dire devant le Congrès, s'il veut bien m'y autoriser, que tous ensemble nous hypothéquerions l'avenir lourdement si nous consentions à faire comme si nous n'avions pas vu, comme si nous n'avions pas compris ce qui nous a été signifié de la manière la plus franche et la plus claire qui soit par le livre et par l'entretien télévisé du candidat qu'il appelle de ses vœux.
Je sais, camarades, quelle chance est pour nous et pour notre pays, après tant de revers, le fait de savoir que nous pourrions battre une troisième fois la Droite. Je sais quelle chance serait pour la France qu'à l'heure où se nouera le sort de notre participation indispensable à la confection de l'Europe, ce soit un Socialiste qui

Fondation Jean-Jaurès

parle pour la France et négocie pour notre grand pays, plutôt qu'un de ces pâles crocodiles de Droite qui s'entredéchirent aujourd'hui dans le marécage libéral sans souci du pays.
Oui, Delors, il n'y a pas photo, plutôt que Balladur et ses cinquante copains qui se tiennent par la barbichette, à la tête de tout ce qui compte au royaume du fric dans ce pays ! Delors plutôt que Chirac, Delors plutôt que de Villiers ou Le Pen, plutôt que Millon, plutôt que Barre, plutôt que Giscard ou que Méhaignerie même, garde-meuble de toutes les droites depuis 25 ans. J'espère n'avoir oublié personne, car je ne voudrais refroidir aucune de ces compétitions là.
(Applaudissements)
Oui, camarades, l'affaire est entendue, me dit-on, et on me dit aussi : on n'a pas le choix. Bon. Maudite écurie présidentielle, et en plus on n'a pas de cheval !
(Applaudissements)
Mais je dois à la franchise de vous dire que ce n'est pas ce que j'aurais voulu ni ce que mes proches amis auraient voulu. Ma préférence allait à ce que ce que l'on fasse aux présidentielles ce qu'on n'a pas su faire aux européennes. Je rêvais qu'avec cette obstination qu'avait mise en son temps François Mitterrand, nous bâtissions à notre tour la nouvelle alliance dont la Gauche a besoin pour se renouveler, se dépasser. Je pensais qu'en nous battant pour un candidat commun de toutes les forces de Gauche, progressistes et écologiques, gagnant ou perdant l'élection nous aurions semé un grain fécond pour l'avenir.
Les sondages en ont décidé autrement et depuis, jouez hautbois, résonnez musettes ! Le grand concert des appels et des processions couvre tout ce qui voudrait être autre chose que don de soi ou chèque en blanc. Mais je le dis avec franchise, parce que vous savez que c'est comme cela que je parle dans les couloirs, alors je peux le faire à la tribune...
(Applaudissements)
Eh oui ! On m'a même demandé de ne pas faire trop de bruit pour ne pas effaroucher C'est un comble ! S'agit-il d'attraper un lapin par les oreilles ou de désigner le Président de la quatrième puissance mondiale !
(Applaudissements)
Alors, camarades, je prends mes risques...
(Protestations, sifflets, réactions diverses)
On aime cela, quoi ! Alors ne boudez pas votre plaisir ! Je n'accepterai plus que nous nous contentions d'ambiguïtés pour aborder une échéance aussi lourde de conséquences, non seulement pour nous, le mouvement Socialiste, mais pour le pays lui-même. Je veux me situer, peut-être suis-je le premier dans le genre, au niveau de franchise auquel Jacques Delors lui-même a situé le débat avec son livre et son entretien télévisé.
Je n'accepte plus, par exemple, qu'on se fasse applaudir le matin en accusant la Droite de vouloir pour les retraites un système de minimum plus l'assurance par capitalisation, quand les mêmes ensuite signent un chèque en blanc au candidat qu'on appelle de ses vœux et qui, lui, écrit de son côté, et vous ne pourrez pas dire que vous ne le saviez pas : l'une des erreurs faites en France - je suis en train de citer - a été de ne pas expliquer qu'au-delà d'un minimum décent, il

Fondation Jean Jaurès

fallait faire appel pour partie à la retraite par capitalisation.
Je dois à la franchise de dire que moi, je ne suis pas d'accord.
(Applaudissements, huées)
Je n'accepte pas qu'on appelle ici au renouveau de la lutte et de la combativité, qu'on célèbre les exploits de la classe ouvrière du Pas de Calais, qu'on appelle à la résistance bec et ongles contre le démantèlement du système des acquis sociaux au moment même où sous le chantage à l'emploi les libéraux le dénoncent comme des privilèges, et qu'ici encore il n'y ait personne, avant cet instant, pour dire ce qu'il est possible de lire dans le même ouvrage qui nous est proposé, à la page 84 : "Des groupes ont des privilèges relatifs - je suis en train de citer - : la sécurité de l'emploi, un système de retraite plus favorable, des compensations plus importantes lorsqu'ils sont malades. Bien entendu ces groupes veulent conserver leurs avantages, sans se rendre compte qu'en conservant ces avantages, ils privent la société des moyens d'aller à la rencontre des besoins des plus démunis." Fin de citation. Je ne suis pas d'accord et je le dis !
(Applaudissements)
Je ne suis pas d'accord, parce que ce n'est pas avec cela qu'on peut rassembler la Gauche.
Si on veut porter ce pays où nous voulons le mener, il faut d'abord rassembler les nôtres, et ce n'est pas par des considérations abstraites. Cela commence dans la vie de tous les jours, qui est faite de salaires, d'avantages acquis, de retraites, de toutes ces choses qu'il a fallu arracher de haute lutte, qui n'ont jamais été accordées par aucun de ces bénisseurs qui viennent aujourd'hui nous donner la leçon de la solidarité et du sacrifice mutuel !
(Applaudissements, huées, protestations)
Je ne comprends vraiment pas pourquoi vous n'êtes pas d'accord avec cela !
J'en resterai là après un mot de plus que je vous demande d'écouter.
A celui qui pourrait être mon candidat, lorsqu'il écrit : "la notion de progrès indéfini de l'humanité grâce à la science et à la raison a été très chahutée ces dernières années", je suis prêt à dire avec lui : quel gâchis ! Quelle trahison ! Mais quand il ajoute : "c'est parce que certains ont voulu pratiquer une rupture en croyant au progrès indéfini de l'homme qu'ils ont terminé dans le totalitarisme et dans l'échec", je dis sans plus : quelle offense !
Moi je crois que la lumière peut l'emporter sur l'ombre. La science et la raison ne suffisent pas au bonheur, comme je le sais bien, mais je connais les méfaits de leur contraire et je sais ce qu'on risque à cesser de croire qu'elles doivent être le mot d'ordre de notre énergie et l'objectif de notre activité. Bref, camarades, j'ai comme vous souvent avalé beaucoup de couleuvres. Mais c'est bien la première fois que la couleuvre m'annonce qu'elle va m'avaler !
(Applaudissements)
L'entretien télévisé a marqué une prise de distance politique, il faut en prendre acte, si l'on veut avoir ensuite des décisions qui soient utiles. L'absence d'aujourd'hui est une prise de distance physique. Je regarde l'une et l'autre en face...

(Sifflets)
Mais enfin, pourquoi siffler ?
(Huées)
Je dis ce que j'ai à dire et je vous interpelle. C'est un devoir de lucidité que de regarder en face cette situation, car vous en retrouverez des déroulements imprévus si au cours de ce week-end vous ne vous donnez pas une règle du jeu.
Les uns disent : le candidat doit s'aligner sur le Parti. Depuis lundi, nous savons que ce ne sera pas le cas. Les autres disent que le Parti doit s'aligner sur le candidat. Depuis que nous avons voté notre texte d'orientation, la réponse sur le fond est connue. Je la résume par rapport aux points évoqués à Antenne 2. Non, l'union de la Gauche n'est pas dépassée. Certes, il faut faire autrement. Il faut la rénover dans ses formes, ses objectifs, ses modes de mise en œuvre et même ses composantes. On peut faire autrement, comme nous l'a dit François Mitterrand, à condition de ne pas faire le contraire !
(Applaudissements)
Mais la frontière qu'elle décrit face à la Droite demeure. M. Méhaignerie ne sera pas plus aujourd'hui qu'hier celui qui décidera quelle Gauche est fréquentable et quelle autre ne l'est pas ! Premier point.
Deuxième point, oui, la crise de notre civilisation est dans la forme nouvelle qu'a pris le mode d'accumulation capitaliste à l'âge où nous sommes, c'est-à-dire celui de la trans-nationalisation de la production et de l'échange. C'est ce par quoi commence notre motion. Inutile donc d'ironiser sur le grand capital que nous dénoncerions en vain, paraît-il, parce que la vraie cause de la crise serait l'insuffisante solidarité de tous, comme il nous a été dit.
Non, en tous cas pour moi, et conformément à ce que j'ai voté, le capitalisme n'est pas l'horizon indépassable de l'histoire humaine !
(Applaudissements)
Troisième point, le partage du temps de travail libéré par les gains de productivité et l'intelligence des nouvelles techniques est un dû. Ce partage doit être gratuit pour ceux qui ont déjà payé de leur énergie et de leur peine à la tâche. Oui, nous voulons les 35 heures sans perte de salaire, et autant le dire, ce n'est qu'un début.
(Applaudissements)
Je vais conclure.
Devant ces constats qui sont non pas des procès d'intention, mais des faits, des écrits, des prises de position tenues devant nous, que fait-on ?
La conjuration des silencieux doit échouer, elle nous serait fatale. Qu'on ne se cache pas derrière l'épouvantail du refus du candidat. Se taire, c'est toujours pour faire taire. Au bout du compte, c'est vouloir substituer une ligne à une autre sans débat.
Je plaide pour la liberté de proposition et d'action du Parti Socialiste. Je plaide pour un partage des rôles qui tire l'expérience de notre pratique des institutions de la 5ème République.
Au candidat, pour battre la Droite, une charte d'orientation du septennat discutée avec toutes les forces de Gauche prêtes à le soutenir. Au Parti pour gagner les

Fondation Jean-Jaurès

législatives et former la majorité parlementaire d'un gouvernement de gauche, le contrat de législature.
Je ne sais pas quelles seront les conclusions que nous proposera le Premier secrétaire, mais je sais que c'est l'enjeu de ce Congrès que de trouver une vraie règle du jeu. Voici mes derniers mots.
On perd toujours les batailles qu'on ne mène pas. Mais moi je crois qu'il faut dire : pas d'espoir au rabais pour notre grand pays ! Pas d'objectifs au rabais pour les Socialistes français. Notre pays et notre idéal méritent le meilleur de nous-mêmes. Notre détermination à agir selon nos principes doit être aussi implacable que l'est celle de nos adversaires.
C'est à ce prix qu'on se place à la hauteur de ce que peut être notre France, conformément au meilleur de ce qui est attendu d'elle et qu'elle ne peut accomplir qu'avec un Socialisme qui ose dire son nom !
(Applaudissements)

La présidente - Avant de donner la parole à Louis Mermaz, je dois de façon très officielle déclarer ouverte la procédure de dépôt des candidatures pour le poste de Premier secrétaire. Je précise que les candidats doivent déposer leur candidature auprès de la présidence avant 20 heures 30. Je donne maintenant la parole à Louis Mermaz.

Louis Mermaz

Chers camarades, le choix de Liévin par Henri Emmanuelli comme lieu de Congrès, ce choix par Henri Emmanuelli et par la direction du Parti, nous l'avons tous ressenti comme le retour à une tradition Socialiste authentique, donc vivante. Ce sentiment a été amplifié avec éclat par la présence de François Mitterrand devant la stèle érigée à la mémoire des mineurs morts il y a vingt ans et par les paroles qu'il a prononcées à l'hôtel de ville. Ce fut pour nous tous un temps fort, chargé d'une grande puissance émotionnelle. François Mitterrand a évoqué le combat séculaire des Socialistes, la permanence de ce combat qu'il nous a invité à poursuivre. Mais, il a aussi parlé de la période nouvelle qui s'ouvre devant nous.
Dans ce Congrès, il s'agit d'abord des Socialistes, de leur objectif, de leur organisation. Le reste viendra, le reste est en train de venir naturellement, car une situation est en train de se créer.
Demain, bientôt, ce devrait être la rencontre d'un homme et d'une situation. Même si l'élection présidentielle n'est pas à l'ordre du jour de nos travaux, tout bruit ici de cette histoire nouvelle et c'est normal. Nous y croyons, nous allons y prendre toute notre part sans bouder un bonheur possible et retrouvé. Mais aujourd'hui, il s'agit d'abord du Parti Socialiste, et cependant ce qui se passe à Liévin en ce moment ne sera pas sans conséquences pour la suite.
Voici un Congrès de rassemblement avec la volonté de refermer la blessure ouverte à Rennes il y a quatre ans et demi. Nous ne devons certes pas rechercher un unanimisme de façade, mais avoir la volonté d'affirmer majoritairement, très majoritairement, des principes qui sont et qui seront toujours le fondement de

notre identité et de notre action.
Nous nous battons pour l'égalité des droits, pour l'égalité des chances, pour le partage des responsabilités, pour le partage des richesses. C'est pourquoi notre opposition au système capitaliste qui domine aujourd'hui notre planète, quel que soit le nom et l'habillage qu'on lui fournisse, doit être une opposition irréductible.
Ce système économique là est incompatible avec nos valeurs, avec notre projet, avec tout ce à quoi nous croyons. L'ultra-libéralisme comme on le désigne aujourd'hui, à l'heure de la mondialisation de l'économie, est la manifestation exacerbée et contemporaine du capitalisme. L'omniprésence actuelle de ce système ne le légitime en rien à nos yeux.
Dix ans de responsabilités à la tête du pays au cours des deux septennats de François Mitterrand ne nous ont pas disqualifiés pour affirmer nos valeurs et pour combattre les injustices de la société, et pour combattre la majorité actuelle.
La motion qui nous rassemble répond à cette exigence. On y trouve une critique à la fois rigoureuse et juste de notre bilan, une critique vraie, c'est-à-dire où les acquis comme les insuffisances sont relevés objectivement. Mais c'est déjà et désormais l'avenir et notre projet qui doivent retenir notre attention, avec cet impératif catégorique : bâtir une société où l'homme disposera de ses droits, de son droit, où par exemple l'homme passera avant le profit, où le travail retrouvera ou trouvera sa place entière et cessera d'être une simple variante dans la constitution du profit.
La motion décline cela, et que ce soit les propositions en matière d'emploi, de cadre de vie, d'éducation, de formation, c'est la recherche d'une citoyenneté totale qui passe et par l'action politique et par le mouvement social. Par l'action politique, c'est-à-dire par l'action des grandes forces politiques, des partis, la réforme par la loi, expression du suffrage universel. Cela était vrai hier, cela le sera encore demain dans une démocratie. Mais c'est aussi la mise en marche du mouvement social, insuffisante hier et nous en avons souffert. Et, c'est la rencontre et de l'action politique et du mouvement social qui permettra la transformation en profondeur de la société.
Les Socialistes doivent aujourd'hui être eux-mêmes, avancer à leur pas, proposer, convaincre. Mais, après dix ans d'exercice du pouvoir, ils ne peuvent parler, proposer, agir comme avant 1981. Le monde a changé, la société française aussi. Nos succès, nos échecs, nos réussites, nos défaillances, une frilosité certaine devant certaines réformes comme celle de la fiscalité, comme la promotion des droits des salariés, font que nous sommes perçus aujourd'hui différemment par l'opinion. Encore que la Droite et le gouvernement actuel, dont le bilan a été dressé par plusieurs orateurs qui m'ont précédé, fassent moins illusion aujourd'hui qu'il y a deux ans !
Le Parti Socialiste lui-même se remet lentement de ses déchirements et de ses échecs électoraux de 1993 et 1994, encore que cela aille mieux.
Il nous faut donc conjuguer modestie et ambition, modération dans le ton et authenticité, réalisme et imagination. C'est le rôle de ce Congrès dont seuls nos détracteurs affirment qu'il serait "A gauche toute", expression polémique qui

dans le fond ne veut pas dire grand chose.
La perspective rapprochée de l'élection présidentielle doit nous conduire plus que jamais à peser nos mots. Les Français attendent de nous et demain de notre candidat que nous ne promettions pas plus que nous pensons pouvoir tenir, mais aussi que nous fassions un effort d'invention.
Sur l'emploi, sur l'exclusion où nous savons que même lorsque nos municipalités ou lorsque un gouvernement de gauche essaye de faire plus, il y a encore beaucoup de déshérités qui échappent au soutien et aux secours et que là, probablement, il faudra demain aller au devant d'eux pour les chercher, car ils ne viennent plus jusqu'à nos services sociaux. Il faudra faire effort d'invention en matière de protection sociale, de partage, d'abord, des responsabilité et des richesses, des responsabilités jusque et d'abord dans l'entreprise, en matière d'éducation, en matière de libertés.
Ne laissons pas séparer artificiellement deux plans qui seraient l'un l'économique et l'autre le politique, alors que tout récemment le nouveau président du CNPF déclarait qu'après tout l'économique dépendait largement du politique et que la volonté politique devait être plus forte que la réalité économique. Nous ne saurions tout de même pas nous tentés d'être en retrait. Qu'il s'agisse des libertés, qu'il s'agisse du droit, du respect de l'homme, de l'égalité entre les citoyens, de la citoyenneté, de l'accès à la nationalité, selon la tradition française bafouée par Pasqua, il y a peu d'économique qui intervienne dans ces domaines là. Mais, même là où on pourrait croire l'économie triomphante et dominante, qu'il s'agisse de la réduction de la durée du travail, de la formation, du statut de nos entreprises, de la place des salariés dans l'entreprise, là aussi la volonté politique doit prédominer, ce qui ne signifie pas que l'on ignore les conditions objectives dans lesquelles les réformes s'accomplissent.
Sur l'Europe, là aussi, l'enjeu économique pour important qu'il soit n'est pas exclusif d'autres préoccupations. L'Europe c'est aussi un problème historique, une exigence humaine, une exigence existentielle, à la fois garder, préserver la nation, fonder la communauté, fortifier la République française, fortifier l'Union Européenne, car nous concevons la nation non pas comme un musée, nostalgie du passé, mais comme une force vivante, une force de demain au service de l'Europe, c'est-à-dire au service de la nation et de notre continent et, au-delà, au service de tout le peuple.
Etre sérieux ne signifiera nullement demain être rabat-joie et ne promettre aux Français que du sang et des larmes. Ce ne serait pas non plus la meilleure façon de les mobiliser, surtout si le sang et les larmes devaient être d'abord, comme trop souvent, ceux des plus pauvres.
Venons-en à la prochaine élection présidentielle. Jean Poperen disait qu'il ne fallait pas être polarisé sur ce seul sujet, il avait bien raison, encore que cette élection aujourd'hui est une élection centrale dont beaucoup de choses dépendent. Respectons le temps de réflexion de Jacques Delors, d'autant plus que nous ne devrions pas avoir très longtemps à attendre !
Mais, lorsque j'entendais à l'instant l'orateur qui me précédait, lire certains

extraits du livre "L'unité de l'homme", lorsque je l'entendais s'enflammer, je me disais : mais dans le fond, ce n'est plus d'une conception monarchique et républicaine dont il est question, mais ce sont quasiment des incantations à l'encontre d'un imaginaire pouvoir théocratique. Qu'est-ce que cette manière de jeter des anathèmes comme si aujourd'hui, hier ou demain, tout pouvait dépendre des volontés d'un seul homme ?
(Applaudissements)
Jacques Delors est des nôtres depuis longtemps, nous avons besoin de lui pour faire gagner notre pays, notre continent, pour faire avancer nos idées. Il a besoin de nous et de quelques autres aussi pour gagner. Lorsqu'il entrera en campagne, s'il décide ainsi, nous devrons respecter sa liberté de candidat comme nous avons par deux fois respecté celle de François Mitterrand. Nous savons aussi qu'il respectera le Parti Socialiste et ce que nous représentons avec lui dans ce Parti Socialiste. Il pourra compter, le moment venu, sur notre soutien actif, sur notre engagement, sur le soutien de François Mitterrand qui sera décisif. Il gagnera en assumant l'héritage, en assumant la continuité et en innovant, en inventant.
En ce qui nous concerne, sachons nous garder du maximalisme qui a toujours conduit à l'impuissance. Mais certains, et pas seulement l'orateur précédent, s'interrogent sur les contradictions qui existeraient entre Jacques Delors et le Parti Socialiste. Des différences, il en existe, bien sûr, du fait de l'histoire de l'un et des autres, des responsabilités exercées par l'un et par les autres, mais le Parti Socialiste serait-il soudain incapable de réaliser la synthèse à laquelle il est entraîné depuis vingt ans ? L'heure est à l'addition de nos forces, au dépassement des différences, à une stratégie de rassemblement. Nous gagnerons à gauche, c'est évident, encore faut-il recréer une dynamique et le surcroît nous sera donné.
A l'heure où la majorité actuelle semble attirée par la spirale de la désintégration, bannissons ces jeux inutiles qui font vibrer quelques secondes les Congrès mais qui ne sont porteurs d'aucune espérance, d'aucune transformation et qui sont contraires à ce qu'il y a de plus sensé, de plus solide au tréfonds du peuple français.
(Applaudissements)
Ayons confiance en nous, retrouvons le goût de la victoire et battons-nous pour notre pays, pour notre peuple et pour notre continent, et aussi pour les autres peuples.
(Applaudissements)

La présidente (Martine Aubry)

Je donne la parole à Ségolène Royal pour quinze minutes et je rappelle que le bureau du Congrès se réunira à 18 h 30, vestiaire n°3, c'est-à-dire la même salle qu'hier. Par ailleurs, Vincent Peillon se prépare.

Fondation Jean Jaurès

Louis Mexandeau

Chers camarades, je voudrais simplement vous dire que vous avez, pour beaucoup d'entre vous, ce petit carton rose qui vous rappelle que, tout à l'heure, à partir de 19 h 00, au centre Arc-en-ciel, dans Liévin, il y aura ce film qui n'est pas encore sorti à la télévision, qui s'intitule "Zone interdite", qui est l'histoire du Nord Pas-de-Calais pour l'essentiel pendant la résistance.
On a dit tout le courage quotidien des gens du Pas-de-Calais, des gens du nord. Il faut savoir que ce département a été le plus résistant de France, c'est celui qui a compté le plus de déportés et sans doute celui qui a compté le plus de fusillés, et parmi eux les mineurs. Il y a 239 plaques de fusillés sur les murs de la citadelle d'Arras : eh bien, sur ces 239, 55% étaient des mineurs, et étaient des mineurs de ce pays ! Ils ont lutté héroïquement dès 1940 jusqu'à la libération. Ce film (c'est un peu un témoignage) rappelle ce que fut leur combat.
Merci pour celles et ceux que cela intéresse.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Louis.
La parole est à Ségolène Royal.

Louis Mexandeau - Et merci à Ségolène !

Ségolène Royal

Je suis comblée ! Reste, Loulou !
Chers amis, chers camarades, c'est la première fois que je prends la parole à un Congrès et vous ne m'en voudrez pas si c'est parfois un petit peu improvisé, mais finalement, je crois que c'est émouvant de prendre la parole à ce Congrès parce que la façon dont je le ressens, c'est que c'est un Congrès de l'affection, un Congrès de l'apaisement et un Congrès de l'espoir.
François Mitterrand est venu tout à l'heure, comme cela, simplement, vers nous et, selon ses propres mots, il a eu tout à l'heure un grand bonheur. Alors, je voudrais dire à tous les impatients de droite qui commençaient à imaginer une sorte d'accélération des échéances électorales qu'aujourd'hui on a eu la preuve qu'ils peuvent en rabattre ! Avant-hier devant l'association des maires, aujourd'hui à Liévin, ce que l'on voit, c'est que François Mitterrand garde le bon réflexe politique. Il nous donne une leçon de courage, une leçon de fidélité et une leçon de combativité. Ces leçons-là, nous les aimons, nous sommes en phase, et puis elles arrivent au bon moment parce que, en effet, nous pouvons légitimement recommencer à y croire, à nous remettre debout, comme l'a dit Henri Emmanuelli, à éloigner de nous les lugubres soirées de résultats électoraux. Plus jamais cela, en effet. Le moment de la reconquête est venu et c'est aujourd'hui, à Liévin, que nous sentons que pour la première fois cette reconquête est possible.
Oui, j'ai la forte, j'ai l'intime, j'ai la profonde conviction que nous allons gagner les prochaines échéances électorales !

Collection Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Quand j'entends certains s'interroger sur l'engagement à gauche de Jacques Delors, je me dis qu'ils sont parfois autant "à côté de leurs chaussures" que ceux qui se demandent, à droite, si M. Balladur est vraiment RPR ou s'il est vraiment de droite ! Alors, je vais faire une confidence à notre ami Mélenchon : oui, Balladur est vraiment à droite, il est vraiment RPR !
Mais je le rejoindrai (notre ami Mélenchon, bien sûr, pas l'autre !) pour dire que si nous voulons gagner, c'est pour agir, si nous voulons gagner, c'est pour faire quelque chose, si nous voulons gagner, c'est parce que nous voulons être animés par une morale de l'action, et si nous voulons gagner, il faut que la Gauche mobilise et rassemble au premier tour. Elle le fera avec un Parti Socialiste qui veut à juste titre redevenir populaire, retrouver le soutien des couches sociales qu'il est censé représenter et qui se sont détournées de lui. Quand je voyais, quand nous voyions tout à l'heure la population de Liévin se presser, jeunes, vieux, ouvriers, chômeurs, population chaleureuse et populaire du Pas-de-Calais, nous nous disions tous ensemble qu'il fallait revenir aux sources, faire un parti pour tous, faire un parti de militants, faire un parti dans la rue, un parti avec les jeunes, un parti avec les luttes sociales, et elles sont aujourd'hui nombreuses : les gardiens de prison, les salariés d'Alsthom, les directeurs de collèges et de lycées, les vendeuses des grands magasins.
C'est cela, après tout, notre mission, à nous la Gauche, c'est de constater que le monde dans lequel nous vivons est à bout de souffle, qu'un système de valeurs s'écroule et qu'un autre est à reconstruire, c'est d'observer qu'aujourd'hui ce monde ne fonctionne plus puisque, pour la première fois dans notre histoire, arrivent à l'âge adolescent des jeunes qui n'ont jamais vu leurs parents travailler, l'on voit des professions entières sacrifiées (les mineurs, les pêcheurs, les petits paysans) sans qu'aucune autre référence culturelle ne leur soit proposée, l'on voit des inégalités qui augmentent, les inégalités entre les hommes et les femmes, les inégalités devant la culture, et l'on voit un monde où l'intolérance s'accélère (le refus du foulard, mes camarades, ce n'est pas seulement la défense de la laïcité, c'est aussi une action profonde de solidarité avec les femmes algériennes, car en Algérie on tue quand on refuse de porter le foulard... (applaudissements)... C'est cela aussi, la lutte des Socialistes), ce monde ou l'on voit des jeunes sans statut qui en arrivent à camoufler leurs diplômes pour trouver du travail, où le chômage, au-delà de tous les chiffres, est tout simplement une insulte à la vie, où les machines remplacent les hommes dans un mouvement que l'on ne sent plus maîtrisé, et que dire aussi de ce système de valeurs qui est à bout de souffle au plan planétaire avec 5 milliards d'être humains dont les 3/4 n'ont même pas accès à l'eau potable !
La responsabilité de la Gauche et des Socialistes, c'est de redonner un sens à ce monde détraqué, à ce système qui va dans le mur.
L'on nous dit ici ou là que la Gauche serait minoritaire dans le pays ? Je ne le crois pas du tout. Elle l'est peut-être encore actuellement ou elle l'a été au cours des dernières consultations électorales, mais je ne crois pas du tout que la Gauche soit minoritaire dans le pays. En tout cas, les mutations à accomplir sont

telles pour sortir de ce système qui ne fonctionne plus qu'un peuple ne peut les accepter, que ces transformations ne sont supportables, que si ce peuple a la conviction profonde, chevillée au corps, que l'on tient fermement la barre de la justice sociale et de l'égalité dans la répartition des efforts. Et on le sait bien, la passion égalitaire du peuple français est telle, il est capable de se dépasser tellement fort lorsque c'est nécessaire, que l'an 2000 sera probablement celui de nos valeurs, car elles sont les seules qui sont capables de permettre la création d'un monde moins féroce.
Alors, battons-nous pour cela.
Quand j'entends Edouard Balladur déclarer hier à Chartres que le Socialisme, c'est fini, que le Socialisme est moribond, que le Socialisme, c'est le 19ème siècle, eh bien, mes amis, montrons-lui que nous avons la force, avec Jacques Delors, de porter et d'inventer le Socialisme du 21ème siècle, celui de l'an 2000 ! Oui, prouvons-lui, à Balladur, que le ringard, c'est lui, ce n'est pas nous !
(Applaudissements)
Le Socialisme, il s'accroche à quelques grandes idées et, parmi l'actualité de ces derniers jours, j'observais qu'il y avait quand même un signe d'un formidable espoir. Je voudrais que notre Congrès puisse rendre un hommage (oh, même furtif) à Guy Bidart.
Vous allez me dire : mais qui est Guy Bidart ?
Guy Bidart, c'est ce citoyen qui, à Amiens, a filmé les CRS... (quelques applaudissements)... et cette histoire est une histoire extraordinaire, car ce caméscope amateur, cette vidéo-surveillance à rebours, a eu lieu quelques jours après la loi Pasqua sur la télé-surveillance pour surveiller ou faire des délits de faciès lors des manifestations, loi. que les Socialistes n'ont pas votée, et voilà que tout d'un coup c'est Pasqua qui se retrouve, grâce à cette vidéo amateur, en flagrant délit de faciès et de désordre !
(Applaudissements)
Voilà le surveillant de l'ordre piégé par un vidéo amateur ! Cet événement, qui est plus profond qu'il n'y paraît, inaugure peut-être un nouveau type d'intervention citoyenne, celle de la vidéo surveillance contre la garde officielle, celle de l'image du quotidien contre les mensonges institutionnels, celle d'une cassette déposée sur le bureau d'un préfet comme autrefois un cahier de doléances remis aux puissants du moment ! Oui, voilà un formidable motif d'espoir, parce que finalement, mes camarades, la Droite ne se refera jamais. Je voudrais terminer en vous reposant la question que Balladur posait hier encore à Chartres Il a été très bavard hier, ce candidat non-candidat. Il posait la question suivante : voulez-vous ou ne voulez-vous pas qu'un candidat Socialiste soit élu pour la troisième fois à l'Elysée ? Et si nous lui répondions, ici à Liévin ?
Alors, je vous le demande : voulez-vous qu'un candidat soit élu pour la troisième fois, issu de nos rangs, à la présidence de la République ? Le voulez-vous ?
Dans la salle - Oui !

Ségolène Royal - Alors, si vous le dites, je pense que nous pouvons ensemble

Fondation Jean-Jaurès

avoir confiance !
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Vincent Peillon pour dix minutes. Jean-Pierre Bel se prépare.

Vincent Peillon

Chers camarades, si la motion 2, motion "Agir en Socialistes" au nom de laquelle je m'exprime ici, existe, c'est que nous sommes un certain nombre, venus d'horizons divers, et même très divers, à avoir jugé en commun que certaines ruptures indispensables devaient maintenant être consommées, non seulement en paroles mais dans les actes, dans notre Parti.
Ces ruptures, nous jugeons qu'elles doivent être consommées parce qu'elles conditionnent l'avenir que nous pouvons écrire ensemble.
Plutôt que de poursuivre, serait-ce comme on le fait aujourd'hui à l'abri d'un unanimisme de façade, qui d'ailleurs, sur la seule question de la présidentielle, s'est déjà déchiré sous vos yeux il y a quelques instants, plutôt que de poursuivre les vieilles rivalités jusqu'à l'épuisement de tous, ce qui intéresse les signataires de la motion 2, c'est l'avenir, seulement l'avenir.
(Applaudissements)
Je vous ai parlé de ruptures nécessaires.
La première de ces structures doit être une rupture sans concession avec les pratiques et les comportements qui nous ont collectivement fait tant de tort.
D'abord, et nous l'avons prouvé, nous considérons qu'il est toujours bon de débattre, surtout au Parti Socialiste… (applaudissements)... que débattre n'est pas diviser et qu'il convient de parler avec tous et sans a priori. Ceux qui ont accepté (je le redis, ils n'ont pas été si nombreux) de débattre avec nous ont pu constater que nous réagissions toujours vivement lorsque nous entendons, comme on l'entend trop, que les textes n'ont pas d'importance, que la politique ne se fait pas avec et sur des idées, qu'elle se résume seulement pour les Socialistes, depuis trop de temps, à des enjeux de pouvoir à l'intérieur de leur parti.
(Applaudissements)
Nous n'acceptons pas que dans notre Parti, dans votre parti, la tactique ait remplacé tout projet.
(Applaudissements)
Mais, mes chers camarades, le débat pour être sincère et digne, doit répondre, nous le savons tous, car nous en avons l'expérience, à des conditions bien définies. Le Parti Socialiste est riche de sa diversité, il faut le redire, et l'on ne peut pas en appeler à la fois au débat et par provision, désigner ses ennemis et les traiter de noms d'oiseaux à la moindre différence exprimée. On ne peut en appeler à l'unité et décréter des minorités !
(Applaudissements)
Rupture ensuite quant au projet, l'idéal Socialiste nous en sommes tous convaincus, est d'actualité, les pratiques quant à elles sont dévoyées. C'est ainsi

que nous avons perdu beaucoup trop de notre crédibilité. D'où l'urgence quand on en vient au projet de retrouver la cohérence qui seule permettra, d'être à nouveau crédible.
D'un côté des discours, de l'autre côté des actes. Soyons clairs, camarades, ce n'est plus la bonne façon de faire ! Tout le monde est pour les 35 heures sans réduction de salaire, la question n'est pas là, et pourquoi se diviser faussement sur ce thème ? La question : est-ce que nous pouvons, est-ce que nous savons le faire ?
Si ce n'est pas le cas, pourquoi préparer avec tellement d'ardeur les déceptions de demain ? Pourquoi recommencer avec force volontarisme, les mêmes erreurs que par le passé ? Pourquoi se refuser avec tant de crispations à tirer les leçons de notre récent passé de gouvernement ?
De la même façon qu'il convient d'être exemplaires dans nos pratiques et nos comportements, faire ce que l'on dit, et dire ce que l'on fait, il faut veiller à rompre avec cette façon de faire de la politique qui consiste à promettre en gros la main sur le cœur, et le trémolo sur la voix ce que nous refuserons demain en détail !
(Applaudissements)
Le texte du Premier secrétaire propose de s'opposer résolument. Il a raison, mais c'est à la Droite qu'il faut s'opposer, à la Droite seulement, et non pas aux camarades qui dans les mois qui viennent peuvent se trouver en situation de mener le combat contre elle, en notre nom à tous !
(Applaudissements)
Plutôt que de chercher entre nous des faux clivages, sur de fausses questions de principe, je le répète, car chacun sait bien que derrière ce débat des 35 heures il ne s'agit à l'intérieur du Parti Socialiste que, ou presque que, de positionnement tactique. On aurait mieux fait d'être moins frileux à propos des lois Pasqua, plus offensifs sur la laïcité, moins en retrait sur les nouveaux droits, l'aménagement du territoire ou la politique européenne qui intéressent tous les citoyens, mi chèvre, mi chou, de M. Balladur !
Je souhaite, comme vous tous j'en suis certain, que ce Congrès et les mois qui viennent ne soient pas pollués par des débats de diversions et des combats internes. A chacun alors de mesurer ses responsabilités.
Simples militants, nous avons commencé de pendre les nôtres, et nous continuerons en menant, sans concession, je le répète, le combat sur les pratiques à l'intérieur de notre Parti, et en nous inscrivant positivement par des propositions concrètes et crédibles dans les débats avec tous ceux sans exclusive aucune qui à l'intérieur du Parti, comme dans l'ensemble de la Gauche, accepteront de parler avec nous !
(Applaudissements)
Le Congrès de Liévin ne doit pas être celui d'une fin, d'un crépuscule, d'une ombre portée, il doit être celui d'un commencement et d'une aube nouvelle. C'est dans cet état d'esprit que les camarades de la motion 2 l'ont abordé. C'est dans cet état d'esprit qu'ils vont poursuivre leur effort dans es mois qui viennent.

Collection Jean Baby

L’enjeu de notre Congrès est simple : il se résume à une seule question. Comment donner une seconde chance à la Gauche ?
L’élection présidentielle doit être l’occasion pour la Gauche, et pour le pays d’une rupture et d’un recommencement. Rupture avec la politique de régression sociale et démocratique de la Droite, cela a été dit, mais rupture aussi et ne l’oublions pas, avec une certaine pratique du pouvoir qui a provoqué trop de déceptions dans nos rangs et laissé la Gauche dans l’état de faiblesse et d’émiettement que tous nous savons.
(Applaudissements)
Or, il faut que dans ce mouvement qui s’amorce et qui dépasse largement - cela aussi a été dit cet après-midi et c’est important - par les attentes qu’il crée, notre seul Parti, celui-ci ne se trouve ni à la traîne ni marginalisé. Notre conviction est que cela ne sera possible que si l’on refuse de faire l’impasse soit sur la présidentielle, soit sur le Parti. Notre conviction et nous l’avons dit dès le début, est que tout ce qui affaiblira le Parti Socialiste affaiblira son candidat et réciproquement, tout ce qui affaiblira le candidat affaiblira à terme le Parti Socialiste.
Alors, nous n’admettons pas ce pacte implicite au préjudice réciproque, qui consiste à vouloir découpler le Parti et le candidat - c’est un petit arrangement pour aujourd’hui, mais un grand dommage pour demain et pour la famille Socialiste !
(Applaudissements)
Si donc, nous désirons que le mouvement qui s’amorce aille à son terme, et porte une véritable dynamique de transformation sociale capable de mobiliser non seulement la Gauche des partis mais celle aussi des différents militantismes concrets et de tous les citoyens, si nous souhaitons pouvoir peser, et nous le souhaitons, dans les choix et les orientations de demain, il faut commencer par faire en sorte que le candidat de toute la Gauche ne soit pas obligé de contourner son propre parti !
(Applaudissements)
Je vous le rappelle, Jacques Delors est aussi Socialiste ! Et pourtant, chacun le sait, et chacun en est justement troublé, il n’aurait pu signer le texte présenté par le Premier secrétaire qu’à 92% vous avez approuvé.
Alors, je vous le dis, mes camarades, évitons cette politique aux relents shakespeariens qui conduit chacun à s’interroger, seul à seul avec lui-même, pour savoir s’il est ou non Socialiste.
Nous sommes tous Socialistes, et la question qui se pose à nous dans les mois qui viennent, ce n’est pas une question existentielle, métaphysique, ou morale, c’est une question politique : comment faire pour que demain nos actions soient en conformité avec nos discours ?
Comment faire pour que notre idéal transforme réellement la société vers plus de justice sociale, comment faire pour que le Parti Socialiste soit utile à toute la Gauche ? Comment agir en Socialistes, en Socialistes avec un "s", en Socialistes au pluriel, en Socialistes tous ensemble ?
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

La présidente - La parole est à Jean-Pierre Bel pour quinze minutes, Didier Mathus se prépare.

Jean-Pierre Bel

Chers camarades, curieuse période que celle que nous sommes en train de vivre. Il y a quelques semaines à peine, les observateurs s'interrogeaient sur la capacité du Parti Socialiste à rester en vie, les mêmes aujourd'hui n'ont plus qu'une question : comment vont-ils gérer une, victoire présidentielle qu'ils annoncent comme inéluctable ? Nous pourrions en sourire, et reconnaître collectivement que nous avons en quelques mois fait pour le moins de sérieux pas en avant.
Le texte de la motion très largement adoptée par nos militants, reprend ce qu'avait dit Henri Emmanuelli avant le 19 juin, pendant le 19 juin, et après le 19 juin. Devoir d'opposition, de critique radicale, devoir de propositions, mais aussi de rénovation du Parti, en un mot chers camarades, le nécessaire coup de barre à gauche.
C'est vrai, beaucoup d'entre nous ont regretté que nous ne soyons pas allés jusqu'au bout du processus de clarification politique au sein de notre Parti. On peut comprendre aussi qu'à la veille d'échéances importantes, il faille préserver le rassemblement de tous, d'autant que la Droite elle, nous donne l'exemple inverse.
Les militants ont eu à débattre sur un texte soutenu, par la quasi totalité de nos responsables, mais vous connaissez la nature de l'homme, en particulier les Socialistes, qui ne peuvent s'empêcher de faire passer par la bande, surtout si elle est médiatique, ce qu'ils n'osent affirmer dans le débat interne.
Pour certains de ceux là, tout est clair, nos divergences se réduiraient à l'opposition entre les rénovateurs apôtres de la modernité, et les archaïques dont le premier d'entre eux serait récemment descendu de ses Pyrénées pour s'occuper des affaires du Parti Socialiste !
Bref, une fois de plus on nous fait le coup des anciens et des modernes. Une ficelle, si j'ose dire, plus vieille que le monde, qui semble ne jamais devoir s'épuiser. Nous avions, jadis, connu dans la bouche de Giscard d'Estaing l'accusation du candidat du passé, puis dans d'autres celle du Socialiste archaïque. Nous avons aujourd'hui, faute d'affirmer les différences idéologiques, l'opposition entre les ringards et les branchés, entre les jeunes et les vieux Socialistes. Vous comprendrez donc que quelqu'un de ma génération ait voulu voir de plus près s'il ne s'était pas fourvoyé.
J'ai surtout voulu savoir en quoi la rénovation affirmée comme telle, marque sa différence et sur quel thème elle s'appuie. Le parfait rénovateur, et je ne préjuge pas, il se reconnaîtra lui-même, se distinguerait d'abord par sa volonté d'aller immédiatement vers le Congrès, intention légitime qui apparaît vite comme une idée reçue. Il y aurait d'un côté les nouveaux modernes, férus de Congrès et de l'autre les politiques qui ne seraient que des bavards et des irréalistes.
En quelque sorte, pourquoi perdre son temps à des discussions par exemple sur la citoyenneté, si on peut intervenir dans le quotidien des Français, dans les

actions ponctuelles, souples et indolores ?
Par ce travail - cela a déjà été dit - rapidement le débat se réduit à la simple gestion des affaires publiques, c'est-à-dire que la technique prime sur le savoir, le savoir-faire sur le projet, et l'expertise sur l'écriture.
Poussée à l'extrême encore, cette politique a abouti à un tour de passe-passe, qui substitue au "tout est politique de naguère", à "rien n'est politique", comme si la société n'était que la somme des existences particulières, et même si cela ne doit apparaître que comme une idée ancienne, je dis que le propre de la politique, la condition de son efficacité, réside dans sa faculté de raisonner en termes généraux, apte à transformer la société, et de s'adresser à un peuple, non à un groupe d'individus qui la composent.
Faute de l'avoir saisi, on renonce ainsi à la possibilité d'une action politique, il ne reste plus alors que l'ambition du patronat.
La résurgence de la société civile ensuite, autre thème, semble exercer une véritable fascination et on voit régulièrement émerger des personnalités marquantes, parfois attachantes, mais aussi inconsistantes, imprévisibles. Je veux dire d'emblée que la mode de la société civile me paraît traduire une sclérose de l'imagination politique, car il ne suffit pas de ressusciter ce mode pour faire vivre une réalité. Elle apparaît comme le nouveau "must" du discours politique contemporain. L'engouement allant de la Droite néo-libérale jusqu'à une certaine gauche en passant par tous ceux qui y ont vu les moyens de traiter les problèmes sociaux sur des bases soit disant nouvelles. Cet engouement n'est pas innocent, c'est un signe supplémentaire du renouveau des valeurs individualistes.
Cette vision de la société civile serait plutôt à mon sens le dernier avatar de prêt-à-porter... prêt à penser intellectuel dans lequel l'effet de mode l'emporte sur tout, en quelque sorte un gadget bien pratique. Mais attention, chers camarades, pratique n'est pas synonyme d'utile. Il n'y a pas d'un côté l'Etat, la collectivité et de l'autre la société civile. Les soi-disant rénovateurs font preuve plus à mon sens d'un déficit d'imagination que d'un renouveau de la pensée. Il en est de même de l'attraction qu'exerçaient ceux qui se reconnaîtront, cette fameuse recherche du consensus. Pour eux, e malaise de nos sociétés s'expliquerait par la réduction de l'écart idéologique entre la France de gauche et la France de droite.
Nous serions guettés par le rapprochement inéluctable du programme et pourquoi pas des mouvements politiques. La culture de gouvernement nous aurait permis de gagner en sagesse ce que nous aurions perdu en séduction. Je suis persuadé que l'hypothèse de ces larges consensus est dangereuse pour la démocratie. Si vraiment nous étions condamnés à appliquer la même politique, outre qu'on ne verrait plus très bien à quoi sert la Gauche, les portes seraient largement ouvertes par la dégénérescence de la politique remplacée par le seul désir du pouvoir.
C'est sur le terrain des principes que l'apparence de ce consensus est la plus trompeuse. Dès qu'une question devient consensuelle, elle cesse d'être politique. Le fait qu'il vaille mieux être riche et en bonne santé que pauvre et malade, ça ne fait pas l'objet d'un débat politique, et tout le monde est d'accord là-dessus.

En revanche, quelle part du budget national pour la santé, pour l'école, pour l'armée, ? Cela ne fait pas partie du consensus et c'est donc politique.
En réalité tout cela, comme le reste, ne sert qu'à masquer ce qui est l'essence de la politique qui n'est pas le consensus, mais, au contraire, l'affrontement, l'affrontement non violent des volontés et des intérêts.
Non, il ne s'agit pas seulement d'éviter de faire du mal, il s'agit de combattre le mal. Il ne s'agit pas seulement de gérer, il s'agit de transformer.
Ici et là, on relance ce fameux débat : "en défendant certaines couches sociales, on serait dépassé". Les temps modernes nous appelleraient à une attitude plus réaliste, permettant de mieux défendre l'intérêt général. Cette question est importante elle nous oblige à répondre à comment bâtir une société plus juste, comment lutter pour l'égalité sociale ? L'égalité sociale s'incarne dans des mesures concrètes et précises : droits sociaux, salaires, droit à la santé, droit du travail, droit à l'enseignement. Tous ces acquis - cela a été dit - ont été le produit de luttes très dures, et longues contre la Droite et le patronat, et non le produit d'une entente tacite, qu'on appellerait aujourd'hui consensus.
La Droite, lorsqu'elle fait voter la loi quinquennale, obéit aux principes les plus réactionnaires du patronat français : atteintes au droit du travail, amplitude horaire pouvant atteindre 14 heures par jour, absence de réglementation, précarité, atteinte aux droits syndicaux. Nous avons eu raison de condamner cette loi, sans lui trouver le moindre aspect positif.
Vous le savez, les libéraux de toute sorte, la Droite, ricanent sur ces Socialistes qui continuent à considérer le salaire et conditions de la vie, l'habitation, les loisirs, la dignité, pour des millions de concitoyens. Que n'avons-nous pas entendu, lorsque nous avons adopté majoritairement à notre dernière Convention nationale, réduction du travail sans baisse de salaire ?
Au fait que s'est-il passé depuis ?
Des centaines de milliers de jeunes et de salariés se sont mobilisés dans la rue contre le CIP pour défendre un salaire décent. Nous avons eu raison d'être avec eux contre la Droite. On comprend d'ailleurs le mépris affiché par la Droite sur ces questions salariales. Qui, parmi elle, a des difficultés pour payer son loyer, ses études, les études de ses enfants, les soins, ou des médecines décentes, ou pour vivre tout simplement ?!
Autre manifestation grandiose : celle du 16 janvier dernier pour défendre le service public de l'Education nationale, et lui conserver son caractère laïque. Cette fois encore, le peuple de gauche s'est levé, la Droite a reculé.
Que constatons-nous aujourd'hui ?
Jean Poperen y a fait allusion. Des conflits sociaux mettent en avant la question des salaires, les conditions de travail, les droits. Alsthom, Péchiney, Textiles Habillement, branches du Commerce, etc. il faut être clairs ! Nous ne sommes pas seulement avec les salariés par solidarité. Nous sommes avec eux parce que nous pensons que la lutte contre le chômage et la précarité passent par l'augmentation des salaires, par la réduction du temps de travail, par le renforcement et l'application du droit du travail qui protège l'emploi, les licenciements et l'exclusion. Elle passe aussi par le maintien et l'amélioration de

notre protection sociale, par le renforcement du service public. Cette démarche, ces réformes que nous devons engager concernent l'immense majorité de la population. Nous défendons ainsi l'intérêt général, en faisant une société plus juste, et plus égalitaire.
Naturellement, on ne peut pas plaire à tout le monde. Oui, chers camarades, nous pensons, nous, qu'être modernes, en phase avec son temps, et non pas dans l'air du temps, c'est répondre aux problèmes du moment avec les valeurs, et des principes qui, eux ne sont pas des principes du moment.
Le combat des Socialistes, je dirai d'une certaine façon, qu'il est hors du temps.
Le vrai problème est de savoir si on va vers un fléchissement des conquêtes sociales, et humaines, ou si on va en mettre sur pied de nouvelles. Si être moderne, rénovateur, consiste à remettre en cause le rôle de l'Etat, à démembrer notre système de protection sociale, disons clairement que nous n'en sommes pas.
Pour moi, la modernité, c'est combattre le rôle toujours plus grand des mouvements financiers, le poids du dollar dans le monde, c'est lutter contre les ghettos qui sont devenus, beaucoup dans nos banlieues, la désertification, inexorable de nos campagnes, c'est agir contre les dégâts mais surtout les causes de l'exclusion. C'est œuvrer également pour faire vivre le mouvement social.
Je ne comprends pas, chers camarades, que l'on puisse s'affronter avec des mots vides de sens. Parler d'un parti contestataire, alors que nous le savons bien, la contestation est une nécessité vitale, dont on doit connaître les limites, être capable de proposer d'exercer une fonction d'explication des enjeux, ne pas promettre n'importe quoi bien sûr, mais ne pas oublier que nous sommes là pour faire bouger l'ordre établi. Pour nous, c'est placer l'homme au cœur du système en voulant, pour lui, toujours plus de droits.
Et pour conclure, et tenter de vous intéresser, mes chers camarades, je vous dirai à vous, heureux adhérents du Parti Socialiste, que décidément, nous vivons une époque terriblement moderne !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Didier Mathus pour dix minutes. Que Julien Dray se prépare.

Didier Mathus

Chers amis, chers camarades, mon propos sera plus modeste. Il n'a pas pour objet de brosser une fresque de la situation politique dans laquelle nous sommes, mais je souhaiterais simplement appeler votre attention sur un sujet qui, j'en suis convaincu, prendra de plus en plus d'importance, et qui va modifier profondément la vision que nous, Socialistes, pouvons avoir de la société. Je veux parler de la place et du fonctionnement des médias dans notre société. Les Socialistes sont les héritiers d'une tradition de luttes, dont l'enjeu, c'est clair, a toujours été autour du couple production/distribution, et avec comme horizon démocratique, les institutions républicaines.
Nous ne nous sommes jamais beaucoup posé de questions sur la manière dont

les choses avaient changé avec l'apparition des médias modernes. Or cette évolution, elle a déjà modifié le cadre républicain. Elle a déjà transformé les enjeux de la production et de la redistribution

Nous n'avons pas pris suffisamment conscience - et en tout cas pas assez rapidement - quand nous parlons de presse, ou de médias, que nous sommes préoccupés par les temps de parole, l'œil rivé au chronomètre, et je crois que ça n'est pas la bonne façon d'aborder les choses.

Ce qu'il y a de plus important, c'est l'image que les médias donnent de notre société. Aujourd'hui le poids des médias a d'ores et déjà changé les équilibres démocratiques. Il a changé la façon de faire de la politique et demain les ruptures technologiques qui s'annoncent, avec en particulier les autoroutes de l'information, vont transformer l'ensemble des rapports sociaux. Nous n'y sommes pas assez attentifs.

Nous devons avoir une vision claire de ce que nous pouvons proposer dans ce domaine, avoir une vision claire de ce que nous avons fait. Trop souvent, nous avons un regard purement critique sur les années de pouvoir. Je dois dire que dans le domaine de l'audiovisuel, nous pouvons être fiers de ce qui a été fait par le gouvernement de gauche. Nous sommes arrivés au pouvoir en 1981, et l'action des Socialistes, dans le domaine des médias, dans le domaine audiovisuel, a été un formidable élan de liberté. En 1981, souvenez-vous, il n'y avait qu'une seule radio qui n'était pas contrôlée par l'Etat ; avec la libération de la modulation de fréquence, nous avons créé près de 2000 radios locales. Pour la télévision, il y avait trois chaînes d'Etat et un monopole exclusif en 1981. Nous avons consacré la fin de ce monopole, et nous sommes partis avec 6 chaînes existantes. Nous avons donc créé de nouveaux espaces d'expression. Nous avons créé de nouveaux espaces de liberté.

Que l'on regarde ce qu'a fait la Droite dans le même temps ? Assise sur sa réputation de libéralisme, la Droite a fait deux choses :

- En 1987, la privatisation exemple unique au monde de la première chaîne publique : TF1...
- Et puis en 1993, la loi Carignon.

La Droite, quand on regarde son parcours, dans ce domaine, cela aura été d'être arc-boutée sur le monopole d'Etat jusqu'en 1981. Et ensuite, nous allons y venir, d'imposer une sorte de monopole en marge de l'Etat, un monopole commercial. La loi Carignon, qui a été votée en décembre 1993, sur deux fronts - la radio et la télé - a fait voler en éclats les minces protections qu'offrait la législation pour le pluralisme. C'est une loi de complaisance à l'égard de la plus grande chaîne de ce pays : TF1 qui a ainsi touché les dividendes de son investissement politique, à la fin des années 1980, et au début des années 1990.

C'est un exemple unique dans un pays démocratique. L'exemple d'une seule chaîne qui cumule plus de 40% d'audience, et près de 58% du marché des ressources publicitaires.

D'une certaine manière, la loi Carignon a donc bien essayé de recréer un monopole non plus d'Etat, mais en marge de l'Etat, dont la seule légitimité résiderait dans ses affinités avec le pouvoir politique en place. Un monopole qui

fonde sa puissance sur une inversion du rapport de force, pouvoir/médias, tel que nous l'avons trop souvent défini, rendant les responsables politiques de ce pays, de plus en plus tributaires d'un seul pôle d'information.
Certes nous ne sommes plus à l'époque où M. Peyrefitte dictait le journal télévisé, mais, c'est néanmoins, le présentateur du 20 heures de TF1, que l'on félicitât en avril 1993, comme le principal artisan de la déroute des Socialistes aux législatives. Curieux renversement !
La majorité n'en finit pas de donner des gages. Il y a quelques semaines, on attribuait le troisième réseau de radio-téléphone à Monsieur Bouygues. On parle beaucoup de l'attribution des marchés publics en ce moment. Eh bien, ce marché-là est énorme, car il générera des dizaines de milliards de francs de, profits. Il a été décidé, dans le bureau d'un seul homme, Balladur, à quelques mois des élections présidentielles pour une société qui contrôle le principal journal télévisé dans ce pays. Est-ce qu'on considère que c'est une tradition démocratique normale ? L'action des Socialistes, maintenant, doit s'appuyer sur une conviction essentielle : dans une société moderne, la seule garantie démocratique pour l'information, c'est le pluralisme des opérateurs. Depuis la libération, depuis le choc et le comportement d'une grande partie de la presse française durant l'occupation le refus des dispositions mono-politiques dans ce domaine a constitué une partie du socle minimal de l'accord républicain.
La Droite, a précisé cet accord là. Aucun gouvernement n'a jamais, jusqu'à présent, remis les principes en cause. Chacun convenait, même au plus fort de la dérégulation, dans les années 1980, que la communication n'est pas un marché comme les autres, qu'elle met en jeu l'information des citoyens, donc la démocratie, et que le pluralisme doit être organisé et garanti par la puissance publique.
La Droite a procédé avec une logique d'esprit inverse. C'est aujourd'hui tous les intérêts privés qui prennent le pas sur l'intérêt général.
C'est vrai pour les radios où la loi Carignon a offert sa chance aux fréquences, aux concentrations de réseaux, ce qui annonce la disparition des radios locales.
C'est vrai à la télé car si - TF1 n'est qu'un exemple - la concentration des capitaux dans l'audiovisuel privé a livré ce secteur aux mains d'une poignée d'hommes qui, au gré des participations croisées, et des privatisations, assurent leur domination sur les moyens d'expression et donc sur la démocratie, eh bien, la particularité de ces groupes est d'avoir un pied dans la communication, l'autre dans l'industrie ou dans les services, comme Bouygues à la fois dans le BTP, et dans la communication... comme la Générale des Eaux à Canal Plus... comme la Lyonnaise des Eaux, à M6... Matra Hachette, Alcatel, etc. On peut multiplier les exemples. Ils sont tous, par ailleurs, sachons l'observer, étroitement dépendants de marchés publics dans leur secteur d'activité traditionnel. La France est le seul grand pays démocratique à avoir choisi ou subi ce chemin singulier.
Toutes les autres démocraties modernes, au contraire, ont perfectionné les législations anti-trusts pour préserver l'exigence démocratique.
Je crois que notre action, nos propositions dans les semaines à venir, dans les années qui viennent, devront s'appuyer sur cette conviction qu'il faut tout faire

pour protéger le pluralisme, que c'est à la puissance publique de protéger ce pluralisme. Nous devrons nous acheminer vers des dispositions anti-cartels. Il n'est pas admissible aujourd'hui que, par exemple, les deux grandes sociétés d'eau qui sont en cause dans toutes les affaires de corruption soient deux géants de la communication, ce qui pose des problèmes d'éthique, des problèmes moraux, des problèmes tout simplement à la République.
Demain, les choses risquent d'empirer. Nous sommes à la veille de ruptures technologiques majeures qui annoncent de grands bouleversements et qui rendront encore plus indispensables les mesures de sauvegarde démocratique. Je veux parler des autoroutes de l'information. C'est un véritable enjeu de cette société qui est à notre porte. Je vous signale que le Conseil des ministres européen, il y a deux jours, avec M. Rossi, a adopté le principe de la dérégulation des infrastructures de télécommunication à l'horizon 98.
Sachons que ce refus de dérégulation devra être une de nos batailles essentielles dans les années qui viennent. Nous ne pouvons pas accepter la privatisation de France Télécom, nous ne pouvons pas accepter... (applaudissements)... l'idée que la communication est un marché. Pour nous, ce n'est pas un marché. Nous devrons nous battre pied à pied.
L'audiovisuel, les médias, ne fabriquent pas de petits pains ou des boulons, ils fabriquent du lien social. Ils mettent en cause l'identité d'une société et nous retrouvons là l'opposition séculaire entre les Socialistes et les intégristes du marché. C'est à l'état, c'est à la puissance publique de garantir l'intérêt général, de veiller au pluralisme. La Droite aujourd'hui fait le contraire. Sachons que ce sera là un combat majeur dans les années qui viennent.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Julien Dray pour dix minutes. Alain Bergounioux se prépare.

Julien Dray

Camarades, j'ai vécu comme beaucoup d'entre vous la campagne des élections législatives de mars 93. Au soir de cette campagne, je me suis fait la réflexion suivante, celle d'un militant, celle d'un individu qui a consacré une bonne partie de sa vie à l'action collective. Je ne veux plus jamais avoir à refaire cette campagne électorale dans ces conditions, pas parce que nous avons perdu, pas parce que nous avons subi la défaite, nous savons tous qu'à un moment donné, nous pouvons nous trouver dans une situation de difficulté, nous pouvons perdre les combats, mais pas parce qu'à ce moment-là, ce qui devenait insupportable pour ceux qui croient à leur engagement, à l'engagement Socialiste, c'est l'image que nous pouvions lire dans les yeux de ceux que nous étions censés représenter, dans les yeux de ceux qui nous ont fait confiance. Cette image nous renvoyait dos à dos avec la Droite en pensant finalement qu'entre le Parti Socialiste et ceux qui prétendaient gouverner derrière nous, il n'y avait plus aucune différence et qu'il y avait même sur un certain nombre de questions une complicité insupportable.

(Applaudissements)
Dire cela, ce n'est pas revenir aux vieilles lunes d'antan. Ce n'est pas croire qu'il faut à nouveau promettre l'impossible pour, une fois élus, oublier les promesses que nous avons faites.
Dire cela, c'est simplement vouloir jouer notre rôle, le rôle que nous devons avoir face à ceux qui nous font confiance, être toujours et en permanence à leur service, quitte à aller dire à ceux qui font l'opinion, à ceux qui dans les salons parisiens sont là pour nous donner de bonnes leçons... (applaudissements)… mais qui ne sont pas là où il faut être, c'est-à-dire à côté du jeune émigré, à côté de la femme qui travaille et qui galère... (applaudissements)... voilà l'engagement, le serment, que nous devons prendre tous ici.
Il ne s'agit pas, pour que les choses soient claires, d'intenter un procès en sorcellerie à l'un d'entre nous. Il s'agit tout simplement de prendre un serment, si nous revenons au pouvoir, si nous voulons gagner à nouveau les élections présidentielles en juin 95, c'est parce que nous voulons cette fois ci être définitivement et délibérément fidèles au mandat de ceux auxquels nous aurons effectivement parlé.
Alors, une campagne électorale, c'est d'abord et avant tout une confrontation politique. Personne ne peut penser qu'on peut gagner une élection présidentielle, une bataille politique, sans avoir à défendre un certain nombre d'idées claires et sans que ces idées, sans que ce projet répondent à ceux qui ont intérêt à ce projet.
Oui, nous ne pouvons pas promettre l'impossible, mais en refusant de promettre l'impossible, et en ne promettant rien, il y a un large fossé que nous pouvons remplir.
Ainsi, la première des questions est simple. On nous parle de reprise économique, mais pour qui la reprise économique ? Pour l'instant, elle n'est pas pour ceux qui ont permis qu'existent les conditions de cette reprise économique. Lorsque les salariés d'Alsthom descendent dans la rue, nous ne pouvons pas nous contenter d'organiser la solidarité, mais nous devons dire que si nous revenons au pouvoir, nous organiserons la relance du pouvoir d'achat des salariés, parce que les fruits de la croissance cette fois-ci doivent véritablement être partagés.
(Applaudissements)
Qui peut croire que si nous ne répondons pas à cette question, ceux qui descendent aujourd'hui dans la rue demain pourront voter pour nous ?
De la même manière, pour les jeunes dans les cités qui subissent aujourd'hui là politique du tout répressif de Charles Pasqua, pour les jeunes issus de l'immigration, nous devons dire que si nous revenons au pouvoir, il n'y aura jamais plus de charters, plus de seuil de tolérance, mais une véritable politique d'immigration et pas une usine à gaz qui distribue de l'argent sur le terrain.
(Applaudissements)
De la même manière, il nous faudra répondre à une interrogation latente, c'est de savoir si le cadre de l'Europe que nous construisons restera toujours le même, c'est-à-dire qu'on le veuille ou non, pour l'instant, une formidable machine de

Fondation Jean Jaurès

guerre qui sert bien souvent à attaquer les acquis nationaux conquis par les travailleurs du pays et qui ne met pas en avant ce qui devrait être les forces collectives de cette Europe, c'est-à-dire un élargissement des droits et des moyens de vivre qui font cette Europe.
(Applaudissements)
Oui, j'ai été de ceux qui ont longtemps pensé qu'il fallait en passer par un compromis avec la démocratie chrétienne, construire une Europe libérale parce que viendrait après l'Europe sociale.
Eh bien, nous devons dire - et c'est le sens du message - si nous ne voulons pas tuer le message européen auprès de nos concitoyens, que nous ne ferons pas un pas de plus dans la construction européenne sans l'élaboration d'une charte sociale européenne commune à tous et qui ne s'appuie pas sur les différences des Etats.
(Applaudissements)
Voilà des pistes, évidemment des pistes importantes, mais il y a une question que nous avons apprise tous ensemble et que nous devons maintenant tous ensemble partager : quelle a été l'erreur que nous avons commis entre 88 et 93 ? Pas forcément celle d'accepter les contraintes, celle d'accepter la réalité. L'erreur, c'est qu'à un moment donné, dans l'équilibre politique, il manquait un élément, un instrument. Cet élément, cet instrument, c'est notre Parti Socialiste, c'est un parti qui n'accepte pas l'ordre des choses, qui n'accepte pas, quitte parfois à s'affronter à son propre gouvernement, qui n'accepte pas qu'à chaque étape, il y ait une revendication qui s'exprime et qu'on lui dise : oui, demain, après-demain, mais pas aujourd'hui.
Cela, c'est la question posée car, oui, nous voulons la victoire, mais les conditions de cette victoire, les conditions d'exercice de ce qui sera la vraie victoire sont essentielles pour nous. Je le dis honnêtement ici, en tant que parlementaire Socialiste, j'ai quelques états d'âme parfois à voir qu'il existe des possibilités, qu'il a existé des possibilités que nous n'avons pas su utiliser. C'est bien la question essentielle qui va être posée.
Il ne s'agit pas de créer un attelage impossible entre un candidat qui dirait quelque chose et un parti qui dirait autre chose. Il s'agit d'accepter la répartition réelle des rôles. Au candidat effectivement d'organiser sa campagne. Au candidat, s'il est élu, de chercher à élargir, de chercher à rassembler, mais au Parti à exister, à accepter parfois quand il le faut de dire non comme, par exemple, aux infirmières qui descendent dans la rue, nous devions dire à l'époque qu'il fallait restaurer le service public et ne pas accepter les contraintes.
(Applaudissements)
Oui, vous le savez tous, la seule, la vraie question, c'est de savoir si le Parti Socialiste acceptera de se diluer au nom d'une probable victoire, ou s'il acceptera d'exister, et tout en existant, de créer les conditions de la victoire, parce que je crois que l'un ne va pas sans l'autre.
Les bons sondages, les bonnes intentions de vote se mesurent dans une campagne électorale par les bulletins de vote, et les bulletins de vote s'appuient d'abord et avant tout sur des convictions fortes.

Fondation Jean Jaurès

Dans ce pays, tous ceux qui ont voulu faire sans le Parti Socialiste, tous ceux qui ont voulu croire, à un moment donné, que ce parti était devenu un boulet encombrant, quelque chose qu'il fallait dépasser, nous savons tous où ils ont fini, c'est-à-dire par rapport à l'exigence première, loin, très loin de l'idéal Socialiste.
C'est bien cette question, celle-là seulement qui nous importe. Alors, oui, nous avons, et nous le ferons s'il le faut encore, mis en avant un certain nombre de questions, mis en avant un certain nombre d'interrogations. Nous n'attendons pas, pour que les choses soient claires, qu'on nous rassure, qu'on nous promette. Nous disons : de toute manière, la seule chose qui comptera, c'est bien celle de savoir si le Parti, notre Parti aura la capacité d'avoir son propre programme, sa propre identité, si désormais, il acceptera s'il le faut la confrontation y compris avec les siens lorsqu'ils sont au gouvernement pour leur rappeler les exigences de ceux qui leur ont permis d'aller au gouvernement.
(Applaudissements)
Voilà la question posée, voilà la seule et unique question qui aujourd'hui nous interpelle. Et pour que les choses soient encore plus claires, je ne fais aucun procès, je le dis bien, aucun procès à personne ici, mais je ne veux pas qu'on m'en fasse ou qu'on en fasse à un certain nombre de mes camarades. Oui, je le dis et je le répète, nous ne jouons pas contre notre camp. Nous n'envoyons pas un candidat à l'abattoir avec l'illusion qu'une fois cette période finie, une autre période pourra renaître. Nous pensons que tout doit être fait pour la victoire, mais nous disons au candidat et à ceux qui sont les plus fidèles soutiens : méditez les leçons du passé, car qui n'a pas de passé n'a pas d'avenir, et nous voulons un avenir pour le Parti Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - Alain Bergounioux, pour dix minutes, et Gérard Fuchs se prépare.

Geneviève Domenach-Chich

Alain, si tu permets, deux informations.
La première, en direction de nos invités et l'autre en direction des délégués des fédérations au Congrès.
Première information en direction de nos invités des délégations, un bus pour le dîner offert par le PS va bientôt partir.
Deuxième information aux délégués : le vote pour désigner demain matin le Premier secrétaire aura lieu à 9 h précises dans cette salle. Le scrutin sera organisé autour de six urnes avec un président et deux assesseurs. Seuls, les délégués titulaires pourront voter personnellement, munis de leur carte de délégué, de couleur rouge.
Alain, à toi.

Alain Bergounioux

Chers camarades, l'habitude dans un Congrès, c'est d'alterner des discours qui

se répondent entre eux. Je voudrais faire l'effort, malgré l'heure tardive, d'essayer de ressusciter l'art de la discussion, de la controverse au sens où l'entendait Jaurès, c'est à dire de la discussion qui fait avancer les débats et qui fait discuter les Socialistes entre eux.
On a bien vu, et je ne prendrai qu'un seul point, que les divergences se sont cristallisées chez nous un moment sur l'emploi et précisément sur la réduction du temps de travail. Il y avait là une part de hasard puisqu'il y a d'autres sujets symboliques, mais il y a une part de nécessité, car l'emploi est la question essentielle.
J'essaierai de partir des thèses qui nous rassemblent et d'essayer de les discuter pour arriver si possible à faire avancer le débat et à un éclaircissement.
Qu'est-ce que nous trouvons au cœur de la motion 1, de notre motion ?
Nous trouvons finalement un constat assez simple qui tient en deux réflexions : la France s'enrichit, mais elle exclut davantage. Les entreprises se développent, mais elles tendent à abaisser les salaires. La France est donc en panne de quelque chose qui est son système de redistribution. La solution, est-il dit, réside dans la baisse de la durée du temps de travail sans baisse de salaire. Mais il est dit en même temps : une vaste réforme fiscale est nécessaire pour ne pas imposer aux entreprises un surcroît de charges qui leur serait fatal. Or cette thèse là, je la crois assez juste parce qu'elle s'inscrit dans un mouvement historique. La baisse de la durée du temps de travail est une donnée effectivement de long terme.
Donc nous avons devant nous deux problèmes, si nous voulons vraiment avoir un programme du Parti Socialiste, au-delà des mots et des oppositions statiques entre chômage-emploi, salariés-chômeurs.
Le premier problème, sur lequel je n'insisterai pas, c'est de distribuer le temps sur toute une vie. Beaucoup en ont déjà parlé. La question est ensuite de savoir comment financer cette réduction. Personne ici ne peut penser s'en tenir à la revendication sans se préoccuper de sa faisabilité. Personne non plus, après réflexion, ne peut parier sur les seuls effets de la productivité. Or il s'agit bien, et c'est ce qui sera demandé aux Socialistes, à la fois de maintenir des emplois existants dans les secteurs qui existent, et d'en créer de nouveaux dans de nouveaux secteurs pour répondre aux besoins nouveaux. Nous sommes donc amenés à des mesures de redistribution par le biais fiscal pour assurer le financement de cette réduction du temps de travail.
C'est là que je voudrais juste développer une réflexion, parce que la question qui nous est posée à nous, celle qui est centrale, c'est celle-ci : quelles sont nos priorités en matière de redistribution ? Nous ne pouvons pas en effet séparer la question de l'emploi et la question de la protection sociale, et je voudrais faire un peu le pont entre ce qui a été dit ce matin et ce qui peut être dit aujourd'hui dans un projet d'ensemble. En effet, l'attachement des Français à la protection sociale est réel et cela nous crée un premier devoir qui peut se résumer dans un mot simple : préserver. Préserver ce qui existe avant même de répondre à des besoins publics croissants. Nous devons donc trouver des mécanismes de financement durable de la protection sociale dans le cadre d'une croissance qui

ne sera plus la même, et dans un cycle économique sans doute plus rapide et plus court.
Donc je crois que nous devons réfléchir, parce que ce Congrès, c'est un moment, il ne sortira pas de ce Congrès un programme tout armé. Donc nous avons quelques mois pour travailler et pour proposer, pour être prêts pour janvier février 1995. Nous voyons que nous serons amenés dans un premier temps à travailler sur deux pistes : l'augmentation des prélèvements sur le capital et la fiscalisation partielle des dépenses de solidarité. Mais on touche là des limites dans la société française, une sensibilité à la fiscalité et à l'impôt. Or depuis vingt ans on parle de la maîtrise des dépenses de santé, depuis vingt ans on sait qu'il faut comprimer les dépenses, mais depuis vingt ans, seuls Claude Evin, soutenu par Michel Rocard, et René Teulade soutenu par Pierre Bérégovoy ont tenté de s'attaquer aux racines du mal et en provoquant des réactions violentes dans une partie des professions médicales.
Dès qu'on quitte les discours généraux, on peut essayer d'avancer dans les pistes et dans les solutions qui doivent être les nôtres. Que fait le gouvernement Balladur en réalité ? Il augmente les prélèvements, et on voit bien qu'il n'y a aucune raison pour que cela s'arrête. Cela menace même l'existence de la protection sociale. Alors je crois que les Socialistes doivent dire "stop" ! Nous devons dire aux Français que l'argent serait mieux utilisé s'il était affecté à la création d'emplois plutôt qu'à l'entretien de certaines rentes de situation.
Mais ce premier ensemble, préserver la protection sociale, nous le voyons bien, demandera déjà des efforts importants, et pour financer en plus l'indispensable baisse de la durée du travail, nous serons amenés à aller plus loin. Mais j'ai entendu cet après-midi un certain nombre d'orateurs qui additionnaient simplement les mesures, qui additionnaient simplement les impôts. Or nous devrons proposer aux Français un véritable contrat, en réalisant les arbitrages nécessaires entre les emplois, le profit et l'ensemble des revenus.
Un parti ne peut pas être un syndicat, un parti est obligé de réaliser des arbitrages, est obligé de travailler au cœur des difficultés de la société française même.
Donc, mes camarades, je voudrais vous rendre attentifs à ce point, refuser la société libérale qui fait éclater les inégalités et pousse les salaires à la baisse, proposer de notre côté une société solidaire qui refuse les facilités de la déflation salariale n'est pas un choix simplement théorique, et même n'est pas un choix surtout rhétorique. Il a des conséquences qu'il faut prendre au sérieux, si nous voulons vraiment éviter la montée de la société duale.
Cette analyse trop rapide, si nous la considérons avec objectivité, avec sincérité, je crois que nous, Socialistes, nous sommes d'accord sur les objectifs, nous sommes d'accord sur les moyens.
Mais le bon débat, en fait, celui qu'il nous reste à faire peut-être dans les deux ou trois mois qui nous restent, ce bon débat porte sur les priorités de la redistribution. Et là nous ne pouvons pas simplement entretenir les Français dans l'illusion. L'attente des Français est d'ailleurs différente, ils veulent la vérité et l'espoir.

Contribution Jean Poperen

Sommes-nous capables de porter ce discours ? C'est un enjeu de ce Congrès. Pour ma part, je le pense, après tout ce que nous avons entendu, et je l'espère, car je refuse l'écart qui consisterait à tenir un discours pour le Parti et un autre pour le candidat à l'élection présidentielle.
Je crois que tous ceux qui s'inscrivent dans cet écart ne comprennent pas que là se joue l'avenir du Parti Socialiste. Serons-nous un parti élément d'une coalition parmi d'autres ou serons-nous le grand parti à capacité majoritaire, comme nous l'avons été dans les années 70 et au début des années 80 ? C'est là l'enjeu stratégique du Parti Socialiste d'aujourd'hui, et derrière la question de l'élection présidentielle se joue évidemment l'avenir et la nature de notre Parti dans la société française. Si bien que pour placer notre Parti au cœur de la Gauche, nous devons avoir un souci de cohérence entre notre projet social et notre stratégie politique.
Ce sont là des principes, des engagements qui peuvent permettre de faire apparaître une Gauche qui gagne, un Parti Socialiste rénové, ouvert et respecté.
(Applaudissements)

La présidente - Je donne la parole à Gérard Fuchs pour dix minutes.

Gérard Fuchs

Chers camarades, c'est, je crois, dans une situation politique assez exceptionnelle, et pour tout dire peut-être même inespérée, que nous réunissons aujourd'hui ce Congrès.
Exceptionnelle, la situation l'est, je crois, à trois égards au moins.
Elle l'est du fait de la division de la Droite. Cette division, elle, n'est pas ordinaire. Nous vivons depuis une vingtaine d'années, et les sociologues diront depuis un siècle ou plus, sur la base de divisions traditionnelles à Droite entre une famille plutôt jacobine que l'on appelle aujourd'hui RPR et une famille plutôt orléaniste qui s'appelle aujourd'hui l'UDF.
Je crois que le déchirement que connaissent aujourd'hui nos adversaires est plus rude, plus fratricide, car nous le savons, il traverse le RPR lui-même.
Exceptionnelle, la situation l'est aussi de notre côté, puisque nous sommes en situation de rassemblement. Oh ! J'entends bien que certains considèrent probablement ce rassemblement comme tactique. J'entends dire que nous aurions probablement un Congrès l'an prochain. Cela deviendrait une habitude ! Il y aurait des arrière-pensées.
Mais je suis, chers camarades, un optimiste. Je crois quant à moi que ce Congrès nous rassemble parce que nous avons le sens des responsabilités, et nous l'avons d'autant plus compte tenu de ce qui se passe de l'autre côté.
Enfin la situation est pour le coup franchement exceptionnelle parce qu'à cinq mois de l'élection présidentielle, nous n'avons pas de candidat déclaré, ce qui est, je crois, dans ce laps de temps, puisque nous savons qu'il va durer encore un peu, sans précédent ! Cela n'est pas mauvais en soi, puisque cela donne l'occasion à la Droite de continuer à se déchirer. Mais je crois que cela nous crée surtout une responsabilité sans précédent.

Fondation Jean-Jaurès

Je pense que nous pouvons gagner les présidentielles de 1995 si trois conditions sont réunies.
Première condition, reconquérir l'électorat populaire. Il en est, j'en ai rencontré dans nos débats préparatoires au Congrès, que l'idée de virage à gauche a fait sourire. Chers camarades, je leur dis en toute amitié qu'ils ont tort. Comment peut-on se dire Socialiste et accepter cette hémorragie que nous connaissons depuis 1983, d'abord vers le Front National, et puis vers Tapie, et puis aussi, nous le savons bien, vers l'abstention ?
Je crois que répondre aux interrogations, aux doutes, aux demandes d'un certain nombre de catégories sociales, c'est notre raison d'être, notre première raison d'être, et retrouver le contact avec ces Français qui ont peur de l'avenir parce qu'ils sont mal préparés à lui, c'est effectivement notre première tâche.
Alors reconquérir l'électorat populaire, cela ne veut pas dire pour moi, ni pour personne, j'imagine, faire des promesses intenables ou s'engager dans des archaïsmes rétrogrades. Cela veut dire parler des difficultés vécues par les gens, de l'emploi bien sûr, mais aussi du logement, de la sécurité. L'avons-nous assez fait ces dernières années ?
Cela veut dire non seulement en parler, mais en parler simplement et de façon intelligible. Cela veut dire surtout expliquer ce qu'il faut changer dans la société actuelle pour que ces difficultés soient moins aiguës.
Certains se sont gaussés d'une phrase de la motion 1 qui disait : les sans domicile fixe ne sont pas tombés du ciel. Chers camarades, je crois que cette phrase avait un arrière-plan philosophique important. Nous ne sommes pas une organisation caritative, nous sommes une organisation politique.
Deuxième condition, retrouver une pratique de terrain.
J'ai dit : parler des problèmes concrets, des difficultés vécues, mais cela ne suffit pas, nous le savons bien. Il faut aussi agir, montrer que dès aujourd'hui on peut changer concrètement un certain nombre de choses.
Une section du Parti Socialiste, chers camarades, cela ne doit pas être seulement un lieu de discussion, un lieu de sélection d'élus, cela doit être aussi à mes yeux un lieu où l'on identifie les problèmes majeurs de sa commune, de son quartier, de son canton si l'on est dans le monde rural. C'est un endroit où j'aimerais que soit élaboré toujours et systématiquement un plan d'action, avec des priorités.
Créer une association d'insertion, parce que le chômage est la donnée majeure, créer une aide aux devoirs, parce que l'inégalité scolaire est la pire de toutes. Essayer d'organiser les personnes âgées dont Jean-Claude Boulard nous disait ce matin à quel point elles seraient de plus en plus nombreuses et disponibles. Bref, je crois que c'est aussi par une pratique de terrain que nous retrouverons à la fois le contact avec l'électorat populaire et la crédibilité politique entamée depuis quelques années.
Enfin la troisième condition qu'il me paraît indispensable de maîtriser, ce sont les relations entre notre Parti et son candidat.
Certains disent qu'il existerait une contradiction entre le fait d'avoir Henri Emmanuelli comme Premier secrétaire du Parti Socialiste et Jacques Delors comme candidat. J'ouvre une parenthèse, comme candidat que je souhaite, et

Contribution Jean Pierre

j'avoue qu'en entendant certains discours tout à l'heure, je me demandais si certains, qui disaient pourtant aussi le souhaiter, n'essayaient pas d'une certaine manière de le dissuader, ou tout au moins ne risquaient pas de le dissuader. N'est-ce pas, Jean-Luc Mélenchon ?
J'entends parler parfois même de grands écarts. Mais je voudrais dire, avec toute la conviction dont je suis capable, que je crois que ce tandem Emmanuelli-Delors représente en réalité, par sa complémentarité même, une chance.
Au Parti de reconquérir son électorat perdu sans perdre, bien sûr, son électorat maintenu, au Parti de rassembler la Gauche, au Parti de préparer le premier tour des présidentielles et puis, au candidat bien sûr de créer une dynamique qui dépasse cela, qui dépasse ce rassemblement de premier tour, et nous savons bien que Jacques Delors a toutes les qualités requises pour y réussir.
Alors, je dis que la position du Parti Socialiste ne doit être ni prise de distance dangereuse avec notre candidat, ni soumission inacceptable. Je dis que la position de notre Parti ne doit être ni de passivité résignée, ni d'attente béate. Nous devons (oui, ceux qui intervenaient avant moi avaient raison) préparer nos éléments de programme, réaffirmer nos éléments d'identité, reconstruire notre pratique militante. Mais je crois et je crois vraiment qu'entre un Premier secrétaire et un candidat également responsable, doit s'établir une relation fondée sur une conviction partagée, la conviction qu'il faut gagner en 1995 pour éviter à la France et aux moins favorisés de notre pays sept ans de gouvernement de la Droite, la conviction qu'il faut gagner en 1995 pour relancer l'objectif auquel au fond de nous nous n'avons jamais renoncé, je veux dire changer la vie. Je crois qu'avec Henri Emmanuelli et Jacques Delors, ce pari peut être gagné.
(Applaudissements)

Le président - Christine Priotto pour dix minutes et Dominique Strauss-Kahn se prépare.

Christine Priotto

Mes chers camarades, une question que suggère la motion 2 est la suivante : à quoi sert notre Parti ? Nous n'acceptons pas la volonté de ceux qui veulent nous déconnecter de la vie quotidienne, qui refusent en fait que le Parti Socialiste soit un outil de transformation de la société, mais devienne plutôt une arrière garde de gardien du temple. Ce temple, justement, quel est-il exactement ?
Le Socialisme a-t-il été une fois pour toute gravé dans les tables de la loi ? Il n'est de Socialisme que celui qui sait être de son temps, Socialiste aujourd'hui, ce que nous voulons être résolument, agir en Socialiste pour transformer la société. Voilà la notre volonté et notre seul projet.
(Applaudissements)
Il n'y aura un réel espoir pour la Gauche de gouverner à nouveau que si elle ne se redéfini pas à l'unique source de son histoire.
Que nous a-t-on reproché en effet ?
C'est bien sûr de n'avoir pas réalisé les promesses que nous avons faites. Mais

au-delà de ce lieu commun, le vrai malaise auquel nous avons à faire face, c'est que nous même nous avons vécu notre évolution comme autant de renoncement, et non comme une expérience génératrice d'approches et d'idées nouvelles. La théorie du râteau évoquée par certains, qui nous expliquent qu'il faut développer un discours, soi disant, "ultra gauche" pour le Parti et un discours "modéré" pour le candidat est un non-sens porteur d'échec. Et, cette logique est une des grandes responsables de notre lente dégringolade dans les années 1980. Nous ne sommes pas de ceux qui culpabilisent d'être Socialistes autrement parce qu'ils acceptent de prendre en compte un certain nombre de contraintes économiques et sociales. Personne ne peut ici s'arroger le droit de discerner des brevets de bons ou de mauvais hommes de gauche, de bons ou de mauvais Socialistes. Le Socialisme appartient à ceux qui le font vivre au quotidien, être Socialiste cela ne se décrète pas !
(Applaudissements)
Nous pensons, nous, que l'avenir du Socialisme existe dans sa capacité à innover, à inventer, à faire face aux défis de son temps, sans transiger sur nos valeurs. Cela exige bien sûr de se libérer du conservatisme qui paralyse notre Parti et aussi de laisser de côté des dogmes qui font de nous des impuissants. Ce qui importe vraiment au mieux des Français, ce n'est pas de savoir si nous nous positionnons plus ou moins à gauche que lors des années passées, c'est de savoir ce que les Socialistes proposent pour résoudre les problèmes de notre temps, chômage, toxicomanie, exclusion, Sida, qualité de vie, conflits internationaux.
Entre le "rétro" et le "techno", les deux mamelles de l'immobilisme Socialiste, il nous faut réinventer le projet nécessaire à l'espérance et la mobilisation.
N'est-ce pas nos propres tendances conservatrices qui nous ont empêché, quand nous étions au pouvoir et qui nous empêchent encore aujourd'hui, de prendre en compte les nouvelles donnes sociales, lorsque nous avons refusé de voter le contrat d'union civile, refusé de réformer le service national en faveur des formes civiles ou de ne pas refonder en profondeur la fiscalité qui est génératrice d'inégalités ?
(Applaudissements)
De même, n'est-ce pas notre conception figée de la laïcité qui nous conduit à avoir un discours aujourd'hui simpliste sur la question du foulard islamique à l'école ?
Je voudrais m'arrêter un petit instant sur cette question, d'abord parce que l'origine philosophique même de la laïcité était porteuse de générosité et de liberté. Oui, plutôt que de faire "l'autruche" en se retranchant derrière un principe d'exclusion systématique, être Socialiste et laïque aujourd'hui cela veut dire qu'il faut rechercher tous les moyens pour intégrer à l'école républicaine tous les enfants quels qu'ils soient.
(Applaudissements)
Ne pas jeter ces jeunes filles aux bras des intégristes, permettre une résolution de ce problème au niveau de la communauté éducative de chaque établissement, mais aussi donner à nos propres enfants la vision tolérante d'une société laïque qui ne jette pas l'anathème sur des adolescentes parce qu'elles sont différentes.

Voilà ce que c'est qu'être laïque aujourd'hui !
Au nom des droits de la femme, peut-on accepter que ces jeunes filles soient exclues de leur école alors que leurs frères, eux, peuvent continuer de s'y former ?
(Applaudissements)
Notre intention, nous l'avons dit, n'est pas de diviser. Je le répète aujourd'hui pour que les choses soient bien claires. Qui pourrait croire qu'il suffit de parler Socialiste, de se mettre en ordre de bataille pour retrouver une crédibilité aux yeux des Français ? Surtout pas nous. Parce que nous pensons que la synthèse faite sur les orientations politiques de la direction actuelle a fermé la porte à une certaine conception de l'action politique à gauche, nous avons choisi de présenter une motion. Notre message, nous le savons, est partagé par beaucoup et en tout cas par plus que les 8% que nous avons obtenus. Je veux rappeler à tous ceux qui ont choisi la synthèse de façade que ce que les Français nous reprochent, et nos partenaires politiques de la même façon, ce n'est pas exactement d'avoir été divisés, c'est de s'être convertis aux chapelles d'hommes au détriment des idées.
Aujourd'hui, l'unanimisme de façade donne naissance à une pauvreté effroyable de notre discours. Là est notre première profonde divergence avec ceux qui ont souhaité une synthèse dans les débats.
(Applaudissements)
Quant à ceux qui nous considèrent comme des diviseurs, je réponds que nous ne sommes ni des irresponsables, ni des naïfs. Simplement, nous croyons encore que présenter un texte en accord avec nos convictions, cela a un sens. Qui pourra nous le reprocher ?
(Applaudissements)
Nous leur demandons aussi si être unanimes dans le Parti et divisés dans les médias face aux citoyens, cela a un sens. Deuxième divergence de fond symptomatique, nous pensons que la vision de la motion 1 sur la réduction du temps de travail est très insuffisante. Ce n'est pas parce que nous travaillons une heure de moins par jour que le chômage sera sérieusement combattu, que les revenus et les richesses seront répartis plus équitablement, que chacun aura plus de temps à consacrer à soi-même ou à ses enfants pour participer activement à la vie collective en s'investissant dans des associations ou des actions de solidarité et de proximité.
De ce point de vue, la semaine de quatre jours, mais aussi la possibilité réelle d'exercer sa profession à temps librement choisi, nous semblent être les instruments les plus efficaces de lutte contre le chômage et de transformation sociale.
(Applaudissements)

La présidente - Il ne te reste qu'une minute.

Christine Priotto - Encore un petit effort, camarades !
Nous avons avec responsabilité pratiquement intégré le pragmatisme et le

Fondation Jean Jaurès

réalisme qui nous faisaient défaut. Il nous faut maintenant inventer un nouveau projet et une nouvelle démarche de transformation sociale en faisant fructifier l'héritage qui est le nôtre. Inventer le Socialisme du présent et du futur.
C'est à ce tournant-là de notre histoire que nous attend le peuple de gauche. Ce n'est qu'à cette seule condition que nous pourrons rassembler toutes les forces de progrès sur un véritable projet de transformation de la société.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Christine.
Je donne maintenant la parole à Dominique Strauss-Kahn. Didier Guillaume se prépare.
Pour que les choses soient claires, Dominique a dix minutes devant lui, Guillaume également.

Dominique Strauss-Kahn

Mes chers camarades, il me semble qu'en quelques mois les conditions politiques ont beaucoup changé.
D'abord, nous nous trouvons avec un parti rassemblé et je crois que chacun aura mesuré cet après-midi combien l'ambiance ici était différente de certains Congrès (non pas le dernier ou l'immédiat antépénultième, mais je pense évidemment au Congrès de Rennes) où nous avons su nous déchirer. Je crois que comme tous ici, on peut se réjouir de ce que, finalement, dans une période particulièrement critique en raison des échéances qui sont devant nous, à un moment où les Socialistes se réunissent, ils puissent le faire dans la sérénité, même si, les interventions le montrent, sur tel ou tel point il peut y avoir des divergences, ce qui est bien normal.
Mais les conditions ont changé aussi parce que, ce qui n'apparaissait pas évident il y a encore quelques semaines, en tout cas quelques mois, un des nôtres peut gagner ! Nous l'espérions tous, bien sûr, mais certains, vous en conviendrez, avaient mis cette espérance au centre de leur démarche et c'est parce qu'ils pensaient que l'un des nôtres pouvait gagner qu'ils voulaient à tout prix que le Parti soit rassemblé, qu'ils ont fait les efforts qu'il fallait pour que le Parti se rassemble, et vous comprendrez qu'ils puissent aujourd'hui être satisfaits de ce que ces efforts faits aboutissent à ce rassemblement du Parti et à ces conditions politiques nouvelles.
On peut gagner, notre candidat peut gagner, s'il est candidat, mais plus encore il doit gagner, et je fais partie de ceux qui pensent qu'on ne doit jamais faire l'impasse sur une élection de cette importance. C'est un point de divergence avec ce que j'entendais tout à l'heure dans la bouche de Jean-Luc Mélenchon quand Jean-Luc disait : "Jacques Delors plutôt que Chirac, Jacques Delors plutôt que Balladur", et autres noms encore. Je réponds : non, Jacques Delors parce qu'il est des nôtres et que, quand un des candidats qui vient de nos rangs peut gagner, alors nous devons être tous derrière pour le soutenir !
(Applaudissements)
Mais je dois reconnaître qu'il y a un point avec lequel je suis d'accord dans ce

Fondation Jean-Jaurès

que disait Jean-Luc, c'est qu'il est cohérent. D'un bout à l'autre il a défendu une thèse selon laquelle ce candidat n'était pas sur la ligne de notre motion et, dans ces conditions, il dit : "J'ai beaucoup de réticences". Je crois qu'il n'y a en fait que deux positions cohérentes et qu'il faut que nous soyons capables les uns et les autres de nous ranger dans l'une ou dans l'autre.

- Ou bien, comme je le fais, nous considérons que ce candidat potentiel correspond à nos valeurs, à ce que nous voulons faire, nous sommes prêts à le suivre sans réticences.
- Ou bien nous disons, comme Jean-Luc : j'ai beaucoup de réticences et je ne le soutiens que du bout des lèvres.

Mais il n'y a pas de position entre les deux. Il faut être soit sur l'une, soit sur l'autre. Je ne crois pas que la direction du Parti puisse se maintenir entre les deux.

(Applaudissements)

Cette élection est évidemment décisive. Dans la 5ème République l'élection du Président est toujours décisive. Celle-là l'est plus encore.

Elle l'est parce que les masques tombent à droite et les récentes déclarations de Chirac sur l'Europe, qui peuvent sembler anodines, sur le référendum, la monnaie, semblent lointaines ; en réalité, elles marquent le retour d'une forme de xénophobie, de volonté de repli nationaliste qui a toujours été présente à droite et c'est ce repli nationaliste qu'on trouve ensuite dans l'ensemble de ce que nous critiquons dans la politique de Balladur ; les lois Pasqua ne sont pas loin lorsqu'on veut fermer les frontières de la France sur elle-même et ces lois Pasqua, que nous avons combattues, marquent pour la période qui vient de s'écouler une des taches sur l'image de la France.

Moi, je ne veux plus jamais voir de Folembray dans ce pays sans que le Parti Socialiste pousse l'ensemble des citoyens à se lever et que, se levant, ils fassent reculer le gouvernement ! C'est une honte d'avoir vécu cela. Cela a été rappelé par d'autres avant moi mais je voulais apporter mon soutien à ce point crucial.

Le Socialisme, c'est la lutte contre le chômage (j'en dirai quelques mots tout à l'heure), la lutte pour la solidarité, mais c'est peut-être aussi, par dessus tout, la lutte pour les Droits de l'homme, le refus de la mise à l'écart et de la marginalisation de certains et Folembray a été, cet été, une des illustrations les plus honteuses et humiliantes que, pour ma part, j'ai pu vivre.

(Applaudissements)

Alors, si les masques tombent, on voit bien que la Droite reste toujours la Droite et qu'elle n'a qu'une recette. En matière économique, cela éclate devant nos yeux tous les jours et la recette, quelle que soit sa formulation, passe toujours par la baisse des salaires, ou le gel quand ce n'est pas la baisse, même quand la croissance revient.

Aujourd'hui, nous avons un retour à la croissance, moins fort en France qu'il pourrait être si le gouvernement voulait bien l'appuyer, mais nous avons un retour quand même. Je me suis exprimé là-dessus avant que les conflits salariaux récents n'éclatent. Parce que nous avons un retour à la croissance, nous pouvons avoir plus de salaires, à commencer par une hausse du SMIC que le

gouvernement a refusé d'épauler en juillet 1994, et c'est parce que nous aurions cette hausse du SMIC que, aidant la consommation, la croissance en France finirait par atteindre le niveau qu'elle peut atteindre, avec ses effets sur le chômage. Mais on ne voit rien de cela, au contraire. On voit une position très en arrière de la main. Et ce n'est pas simplement (je suis d'accord avec ce que soulignait Martine Aubry tout à l'heure) une erreur de politique économique, c'est une position idéologique.

La Droite dans ce pays, comme dans la plupart, pense que le moyen d'assainir l'économie, c'est toujours moins de salaires, moins de coût salarial, et nous, nous savons que le moyen aujourd'hui de retrouver la croissance, c'est de soutenir la consommation et que cela, ça passe par les salaires. Moi, je voudrais inviter le Parti Socialiste, au-delà des manifestations de solidarité que nous avons avec les salariés de telle ou telle entreprise, qui se battent pour leurs salaires, à mener une campagne sur le thème de la revendication salariale, pas seulement parce que c'est la mission du Parti de soutenir les salariés, mais aussi et surtout parce que, aujourd'hui, il est nécessaire sur le plan économique, si nous voulons avoir une influence sur le chômage, de s'engager d'une seule pièce dans cette politique qui consiste à accepter la hausse du SMIC, la hausse des salaires, pour avoir de la hausse de la consommation.

Et puis, il y a une troisième raison pour laquelle cette élection est capitale.

Chacun peut le voir comme il l'entend, moi, je crois que l'enjeu principal des années 90, ce sera la protection sociale. Elle est attaquée par la Droite, qui ne voit qu'une seule manière : faire baisser la protection, moins de protection sociale, plus d'assurances privées. Mais au-delà de ce combat que nous voulons tous mener, sur lequel je ne reviens pas, il y a un nouveau défi.

Le défi des années 50, c'était la santé, la retraite. On a su mettre en place la protection sociale. Aujourd'hui, le défi des années 90, c'est les banlieues (je suis élu de banlieue parisienne) et, dans ces banlieues, on sait bien que tout le lien social, toute la cohésion sociale part en morceaux quand les enfants ne vont plus à l'école parce que les parents ne sont pas là pour les y amener, pour les y reprendre, et que personne ne les surveille, quand les adolescents ne connaissent plus le monde du travail parce que, dans leur famille, le père est au chômage, la mère est au chômage, et que leur insertion dans la vie se fait au travers du commerce de la drogue, comme Laurent Fabius le rappelait tout à l'heure.

Eh bien, dans ces banlieues-là, ce que la Gauche a su créer grâce à la protection sociale notamment, c'est-à-dire un tissu social, ténu, une cohésion sociale forte, c'est en train de se déliter, et c'est cela, notre combat des années 90. Pour le mener, il faut aller bien au-delà de refuser la disparition des remboursements en matière de santé, bien au-delà de refuser la désindexation en matière de retraite, il faut être capable d'aller très loin dans la reconstitution de ce lien social.

Combien faudra-t-il de troubles à Garges-lès-Gonesse ou à Amiens pour qu'enfin dans ce pays on prenne conscience de ce que l'enjeu pour les Socialistes, au moins l'un des principaux enjeux, si ce n'est le seul, est celui d'être capables, pour les 15 millions de Français et de non Français qui habitent dans nos banlieues, de créer, de recréer, sur la fin des années 90, une véritable

solidarité, un véritable tissu social ? Voilà l'enjeu pour moi et, pour cela, il faut une gauche tout entière dressée contre le libéralisme, qui n'est finalement qu'une forme de mépris des hommes, on en a encore eu l'expression avec ce questionnaire "jeunes" où, à nos jeunes qui disent :"Je suis en mal d'emploi", Balladur répond en disant : "Devenez donc Conseiller général !" L'écart, l'inadéquation entre les questions posées et les réponses que peut apporter la Droite, c'est l'essence même du libéralisme, parce que ce libéralisme ne se fonde pas sur ce dont les hommes et les femmes ont besoin, mais uniquement sur des mécanismes et nous savons que ces mécanismes ne sont générateurs de rien d'autres que d'inégalités.

Aujourd'hui, si nous voulons que cela change, cela passe évidemment par le fait de gagner l'élection présidentielle. Cessons de tourner autour du pot. Si nous voulons la gagner, c'est avec Jacques Delors, et il faut la gagner, faute de quoi la politique qui sera mise en œuvre sera aux antipodes de ce que nous voulons.

Alors, la question aujourd'hui est simple. La question aujourd'hui, ce n'est pas : comment est-ce que Jacques Delors peut aider le Parti Socialiste à retrouver une audience ? La question aujourd'hui, c'est : comment est-ce que le Parti Socialiste peut aider Jacques Delors à gagner l'élection ?

(Applaudissements)

Évidemment, pour cela, il faut un rapport serein avec le candidat, tout le monde l'a dit. Pour cela, il ne faut pas que le Parti disparaisse dans la campagne, au contraire il faut qu'il soit extrêmement présent. Mais la théorie du râteau, qui a été rappelée plusieurs fois aujourd'hui, deviendrait complètement fausse (cette vision : je ratisse large, le Parti plus à gauche, le candidat plus au centre) si cela devait aboutir au bout du compte à ce que, devant les Français, le Parti se mette à critiquer le candidat ! Que le Parti existe, qu'il avance ses propositions, oui, mais que le Parti se rappelle toujours que sa mission aujourd'hui pour que la Gauche soit au pouvoir, avec l'expérience que nous avons des erreurs et des succès, c'est de garantir le succès du seul candidat qui peut gagner.

(Applaudissements)

La deuxième chose, au-delà de ce qu'il faut faire pour notre candidat, c'est qu'il faut que le Parti Socialiste, tirant les leçons du passé, accepte de plus être un parti hégémonique, accepte d'être un parti ouvert, accepte de créer une nouvelle dynamique. C'est le sens du Parti de toute la Gauche tel qu'il sort des réflexions des assises de la transformation sociale. Il ne s'agit pas de reconstruire un pôle PS/PC comme nous l'avons connu, face à un nouveau pôle qui se créerait, qui serait le pôle radical. Il s'agit d'être capable de dépasser tout cela. Pour dépasser cela, il faut que le Parti soit fort. Il ne se construira pas de parti de toute la Gauche si le Parti Socialiste n'est pas assez fort pour l'assumer et le vouloir. Mais ce parti fort ne doit pas se refermer sur ses positions traditionnelles. Nous devons être capables de nous ouvrir, de dépasser ce que nous avons construit.

Traditionnellement, dans l'histoire de la Gauche, les Partis se reforment tous les vingt ans, tous les trente ans, ils se recréent, ils se ressourcent. Il est évident pour tous (et la cérémonie de ce matin l'a montré si besoin était) que nous sommes à cette période. Il faut une refondation du Parti de toute la Gauche dans ce pays et

Fondation Jean Jaurès

ceci ne peut se faire qu'autour, avec le Parti Socialiste, à condition qu'il le veuille. Si bien que je conclus d'un mot, pour ne pas dépasser outre mesure le temps que Geneviève m'a donné. L'heure est arrivée, camarades, d'y songer. Renforçons le Parti Socialiste, oui, mais ne le renforçons pas pour qu'il s'enferme dans un ghetto, renforçons-le pour qu'il s'ouvre. Il y a un ensemble de forces politiques autour de nous, certaines à notre droite, d'autres à notre gauche, d'autres qui ne veulent pas se redéfinir en termes de droite et de gauche par rapport au Parti Socialiste (je pense aux écologistes), il y a un ensemble de forces précises que nous retrouvons dans les assises de la transformation sociale, que Lionel Jospin et Jean-Christophe Cambadélis ont animées, qui veulent aujourd'hui faire quelque chose avec nous. Eh bien, c'est là qu'il faut que nous avancions, et c'est mon dernier mot, parce qu'il faut que le Parti Socialiste se demande ce qu'il faut faire pour que Jacques Delors gagne, oui, mais faut aussi que le Parti Socialiste se mette en condition de faire, une fois que la victoire aura été acquise, que nous puissions gouverner et que nous puissions avoir dans ce pays une force qui soutienne le Président de la République.
Je ne suis pas convaincu que le Parti Socialiste seul, tel qu'il existe aujourd'hui, pourra le faire. Il faut donc construire ce parti de toute la Gauche. La question se pose avant la présidentielle, mais la question, c'est aussi la refondation d'une force de gauche au lendemain de la présidentielle, quand ensemble nous l'aurons gagnée !
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Didier Guillaume pour dix minutes. Alain Vidalies se prépare.

Didier Guillaume

Mes chers camarades, je voudrais tous d'abord vous remercier, vous féliciter, en tout cas ceux qui êtes dans cette salle, d'être là à cette heure si tardive...

Dans la salle - Si nombreux !

Didier Guillaume - Je crois que c'est important et je vais essayer, avec les six intervenants qui vont me succéder, d'abréger le plus possible votre calvaire et faire en sorte que nous puissions toutes et tous aller dîner avec nos fédérations à une heure raisonnable.
(Applaudissements)
Je voudrais tout d'abord me féliciter à mon tour du rassemblement opéré autour de la motion 1, très largement, autour des votes qu'elle a obtenus dans nos fédérations, motion 1 qui réaffirme fortement ce que nous sommes nombreuses et nombreux à vouloir, qui réaffirme l'ancrage à gauche de notre Parti. Ce "coup de barre à gauche", comme il a été dit familièrement, était attendu, me semble-t-il, par l'immense majorité de nos militants, de nos électeurs, des femmes et hommes de gauche qui, parfois, ne se retrouvaient pas ou ne se retrouvaient plus en nous et nous avaient quittés en 1993, non pas parce qu'au gouvernement nous

Fondation Jean Jaurès

avions fait trop de Socialisme, mais plutôt parce qu'au gouvernement nous n'avions pas fait assez de Socialisme. Lors des états généraux de Lyon, cela avait été très fortement dit et redit par l'ensemble des délégués. N'ayons donc pas peur, mes chers camarades, de réaffirmer notre Socialisme et de réaffirmer que le Parti Socialiste est un grand et fort parti. Ce matin d'ailleurs, ce que j'ai vécu personnellement, comme beaucoup d'autres, comme un grand moment d'émotion, François Mitterrand, le Président de la République, le fondateur de notre Parti, dans son intervention à la mairie de Liévin (intervention que j'ai ressentie personnellement comme pleine d'émotion et de force), nous a suggéré à tous, à tous les membres du Parti Socialiste et à ceux qui se reconnaissent en nous et dans la Gauche, de garder le cap.

Nous allons donc affronter les prochaines élections présidentielles et il nous appartient, à nous Parti Socialiste, de réaffirmer notre stratégie politique. C'est le rôle de notre Parti.

Mais alors, mes chers camarades, j'ai entendu un certain nombre de choses cet après-midi. Pas de faux débat et que l'on ne cherche pas à opposer ce parti, ce Parti Socialiste, avec l'homme qui le représentera à l'élection présidentielle. Un parti fort, avec une stratégie claire, définie en son sein, et des idées fortes, capables de rassembler les électeurs Socialistes, les électeurs de gauche au premier tour, et de rassembler tous les hommes et les femmes de gauche au second tour, un parti qui soutient fortement son candidat, oui, je pense que c'est possible. Nous en prenons la voie. Ce n'est pas le renfermement sur nous-mêmes, ce n'est pas, comme cela a été dit, un petit groupe qui rappellerait je ne sais quel programme commun dans les années passées, c'est tout simplement un parti qui, en définissant son programme, sa stratégie, qui préparera sa plate-forme pour l'élection présidentielle, c'est un parti qui, avec Jacques Delors, s'il est candidat, pourra gagner l'élection présidentielle en mai 1995.

Mais entre nous, et c'est le point central que je veux évoquer, nous devons nous interroger sur notre fonctionnement, sur le fonctionnement de notre Parti, peut-être en remplaçant la juxtaposition des groupes à la direction par un rassemblement de tous sur des idées, autour d'une direction forte, soudée, avec certainement moins d'arrière-pensées (mais on s'aperçoit tous que depuis quelques mois cela a déjà un peu évolué), avec un objectif commun qui est de développer, de renforcer et de faire gagner notre Parti.

Mais reconnaissons tout de même, mes chers camarades, que nos pratiques et notre fonctionnement interne sont peut-être à revoir légèrement.

Dans certaines fédérations, nous l'avons affirmé hier, il faudra qu'il y ait plus de démocratie, plus de débats politiques et surtout plus de fraternité entre les militants.

(Applaudissements)

Au niveau national, la cooptation ne devra plus demeurer la règle essentielle pour l'élection des membres du Conseil national. C'est affirmé dans notre motion.

(Applaudissements)

Je voudrais intervenir sur le point qui me semble fondamental, qui devrait être

Fondation Jean Jaurès

une décision forte de notre Congrès aujourd'hui ou demain, c'est la mise en place du quart sociétal au Conseil national du Parti Socialiste, mise en place pour laquelle Daniel Percheron, Premier secrétaire de cette fédération, travaille assidûment afin de la réaliser. Ces 102 nouveaux membres du Conseil national pourront apporter un "plus". Mes chers camarades, il ne faut pas nous scléroser, il ne faut pas nous replier sur nous-mêmes, ouvrons-nous vers celles et ceux qui sont des acteurs, syndicalistes, mutualistes, acteurs du mouvement associatif et bien d'autres, en prise avec le terrain, et qui seront pour notre Conseil national un enrichissement formidable, un gage de bonne santé et une preuve de volonté d'ouverture en nous rapprochant de celles et ceux qui travaillent sur le terrain.
Ces membres dits du quart sociétal pourraient être élus par nos Comités régionaux, par les Commissions du Parti, que ce soit la Commission agricole, la Commission entreprises, et d'autres. Ne soyons pas frileux, n'ayons pas peur de nous ouvrir vers le monde du travail, vers le monde syndical, n'ayons pas peur d'aller vite.
Mes chers camarades, notre Congrès a été, je pense, de bonne tenue. Demain, l'intervention de notre Premier secrétaire marquera la force de nos convictions et la force de nos idées. Si nous voulons gagner les prochaines élections, il faudra le faire avec un Parti Socialiste qui devra réaffirmer ses idées, ses valeurs, au côté de son candidat.
Notre parti peut, à mon sens, et doit être capable de faire renaître l'espoir, de donner une part de rêve à nos électeurs pour affronter avec succès les futures échéances.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - Alain Vidalies, pour cinq minutes, et Georges Louisor se prépare. Ensuite, ce sera Elisabeth Guigou.

Alain Vidalies

Mes chers camarades, merci d'être encore là pour nous écouter à cette heure tardive, dans un Congrès qui a quelque chose d'un peu surréaliste.
Pourquoi le Parti Socialiste a-t-il décidé d'organiser ce Congrès ? Il me semble que c'est parce que, au lendemain du Conseil national du 19 juin, il était apparu qu'il y avait deux lignes politiques, pour résumer, en tous les cas deux approches, et que le Premier secrétaire sortant avait lui-même d'ailleurs reconnu que ce qui était dans la lettre que lui avait adressée Henri Emmanuelli posait des problèmes, que des intervenants lors de ce Conseil national avaient dit qu'il y avait des difficultés et qu'il fallait effectivement trancher ce débat. Alors Henri Emmanuelli a décidé d'organiser ce Congrès qui devait être un Congrès de clarification, mais la formidable capacité de conviction de sa motion a finalement éliminé le débat.
92% sur un texte qui d'une manière très précise dit que la ligne de gauche sur les 35 heures, sur toute une série de mesures sociales, est dorénavant celle du Parti, cette ligne là était à réaliser.

Fondation Jean-Jaurès

Je disais "un peu surréaliste", parce qu'il y a deux Congrès, tout le monde est d'accord ici dans cette douce ambiance, parce qu'il y a d'une part ceux qui souhaitaient un Congrès de clarification avec un texte qui a reçu leur approbation, qui répond à cette attente, et puis il y a ceux qui ont décidé que ce Congrès devait simplement être un passage obligé, que l'unité du Parti était nécessaire, qu'il fallait se mettre en ordre de bataille avant les élections présidentielles et qu'au fond peu importe les textes et à partir de là, depuis ce matin, tout le monde est d'accord, pratiquement tout le monde, sauf que mes camarades le problème de la clarification reste entier ! Il reste entier parce que si nous avons considéré qu'il fallait écrire notamment sur le problème de la réduction du temps de travail, que nous étions pour les 35 heures sans diminution de salaire, cela n'était pas parce que nous souhaitions être plus à gauche ou parce que nous souhaitions affirmer je ne sais quel positionnement tactique, mais tout simplement parce qu'au moment où les Socialistes sont amenés à réfléchir sur à la fois leur échec, et à la fois sur leur proposition, ils ne peuvent pas évacuer cette question, et cette question elle est difficile. Nous étions au pouvoir, il y a encore dix huit mois, tout ce que l'on peut faire, ou tout ce que l'on pouvait imaginer a été essayé, il y avait des gens compétents, des ministres capables, et pourtant cela n'a pas marché, et cela n'a pas marché pourquoi?

Parce que jamais nous n'avons voulu regarder quelle était la logique du système, parce que c'est vrai que faire un programme, faire des propositions, proposer des emplois de proximité, autant de choses sur lesquelles nous sommes d'accord, c'est positif, mais à un moment donné dire "tout cela, en réalité, est le résultat d'un partage inégalitaire des gains de productivité entre le travail et le capital" c'est un positionnement qui est un positionnement indispensable et en tous les cas donc nous sommes aujourd'hui persuadés qu'il est la seule réponse qui permettra aux Socialistes de dire que nous pouvons affronter la lutte pour l'emploi, la lutte contre le chômage, avec une analyse qui soit une analyse crédible.

Alors, ce que je souhaite, c'est que demain, puisque 92% des militants Socialistes ont voté cela, nous n'entendions plus ici ou là, certains qui aujourd'hui se sont reconnus dans ce texte, venir ternir le message des Socialistes en disant que ce n'est pas aussi simple que cela, qu'on verra comment on va faire, peut-être qu'il faudra diminuer certains salaires, peut-être ceci ou cela, bref je crois que la cacophonie avait rendu nécessaire la clarification. Soit, elle a eu lieu, mais que demain personne ne mette de côté la motion que les Socialistes votent aujourd'hui pour continuer à exprimer des positions qui ne sont pas les nôtres, d'autant plus que ce texte dit des choses précises, notamment sur le droit pour l'inspection du travail de suspendre les licenciements. J'ajoute que je préférerais, puisque soit disant cela veut dire la même chose, que l'on écrive dans la motion finale que nous sommes pour le rétablissement de l'autorisation administrative préalable au licenciement économique.

(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Il faut dire et rappeler que cette motion précise que les Socialistes n'acceptent pas le discours sur la flexibilité même lorsqu'il est rebaptisé "assouplissement des rigidités du marché du travail".
Mes chers camarades, la réflexion sur notre échec de 1993 n'est pas achevée. Rien ne serait pire que d'oublier déjà qu'une grande partie de ceux qui faisaient confiance ne sont pas venus voter car ce n'est pas la Droite qui a gagné, c'est la Gauche qui a perdu. Et ce que Jacques Delors appelle l'évolution de la société des deux tiers, cette société a l'américaine, n'est-elle pas tout simplement le constat sociologique de notre échec politique ?
Alors, oui Dominique Strauss-Kahn, gagner, gagner l'élection présidentielle et faire que le Parti Socialiste permette la victoire de Jacques Delors, mais cette victoire, notre conviction c'est qu'elle ne sera pas possible si un tiers de nos concitoyens, les plus défavorisés, les exclus ne participent même plus au processus démocratique, exclus de la société ils s'excluent de la citoyenneté. Dans une société qui s'enrichit chaque année, c'est d'abord vers ceux là qu'aujourd'hui nous devons nous tourner, c'est uniquement si ceux-là reviennent à la politique, et donc reviennent à la politique avec la Gauche que la victoire sera possible.
Mais il faudra aussi dire clairement que la pratique du pouvoir qui a été la nôtre, depuis 1981, sous le signe de la dépendance, nous a conduits à un immobilisme discipliné, à une sclérose du Parti qui a perdu toute capacité de réaction, toute capacité d'expression autonome, sclérose aussi, il faut bien le dire, des parlementaires dont chacun pensait au fond de lui que malgré les difficultés, son seul génie personnel lui permettrait d'être réuni.
Non, je crois qu'il ne suffit pas aujourd'hui de dire : les Socialistes sont unis, et rassemblés, et puis nous verrons bien après la victoire. Non ! Nous devons être clairs sur ce que nous allons faire après la victoire, bien entendu Jacques Delors aura pour mission de rassembler, au-delà des forces Socialistes, probablement au-delà de la Gauche.
Mais nous, nous avons pour mission de faire que la Gauche, toute la Gauche, et notamment celle qui nous a abandonnés en 1993, soit présente au rendez-vous, cela c'est la mission du Parti Socialiste.
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Merci Alain.
Chers camarades, il ne nous reste plus que 5 intervenants :
Georges Louisor, Elisabeth Guigou, Vincent Assante, Lucien Weygand, et Michel Coffineau.
Et puis, il y aura un compte rendu de la Commission de vérifications des mandats, donc je propose que la Commission de vérifications des mandats puisse rapporter devant le Congrès, que Georges Louisor se prépare, puis Elisabeth Guigou. Merci de votre militantisme et de votre patience.

Fondation Jean Jaurès

Jérôme Lambert

Chers camarades, la Commission de validation des mandats par 20 voix pour et 2 voix contre, propose au Congrès de valider les résultats suivants.
Votants : 60 726, soit une participation de 54,10% des adhérents.
Bulletins blancs et nuls : 2087, soit 3,44% des votants.
Motion 1 : 54 035, soit 92,15% des votes exprimés.
Motion 2 : 4064, soit 7,85% des votes exprimés.
(Applaudissements)
Les résultats de toutes les fédérations, à l'exception de ceux de Mayotte, de Guyane et de la Réunion, étaient parvenus dans le courant de la semaine, suite à la tenue des Congrès fédéraux, au Secrétariat national aux fédérations ou notre camarade Frédéric Dairou les avait collectés.
La Commission du Congrès, présidée par Daniel Vaillant, a examiné ces résultats et a souhaité que je rapporte devant l'objet de ces travaux.
Voici donc des informations sur les arguments échangés à propos de quelques différends en vous précisant toutefois qu'ils sont loin, très loin, de refléter une situation d'ensemble. Ainsi, il a semblé utile aux membres de la Commission de rappeler qu'en toute circonstance, et qu'à tout niveau, un traitement équitable doit être établi entre les différentes motions lors des débats préparatoires au Congrès. Les constatations de cet ordre notées par la Commission ne sont toutefois pas de nature à entacher le vote des militants qui dans la quasi-totalité des cas n'a pas fait l'objet de remarque.
La Commission, pour des questions particulières concernant quelques fédérations, a été saisie de plusieurs demandes d'explications.
Nous avons ainsi entendu certains camarades représentant les fédérations du Loir et Cher, de l'Hérault, des Bouches du Rhône et des Deux Sèvres. Ainsi la Commission a souhaité que le problème posé dans la fédération des Deux Sèvres, par l'existence récente d'une section d'entreprise, fasse l'objet d'une interprétation statutaire dont l'examen sera renvoyé aux instances politiques à l'issue du Congrès. Les membres de la Commission ont demandé à la fédération de l'Hérault de veiller en accord avec la direction du Parti à la juste représentation statutaire des camarades de la motion 2 au sein des instances fédérales.
(Applaudissements)
Enfin, la Commission a examiné à la demande des camarades de la motion 2 les procès-verbaux des résultats de plusieurs sections de l'Hérault et des Bouches du Rhône. Malgré de grandes réserves exprimées par les représentants de la motion 2 des réponses ont pu être apportées aux questions posées et nous avons pris en compte ces procès-verbaux.
(Mouvements de désapprobation)
Toutes les explications et les débats, que nous avons eus, amènent la Commission à vous proposer de valider les résultats que je vous ai indiqués.
Nos débats nous ont toutefois amenés à souhaiter sur proposition de Daniel Vaillant que la direction du Parti mette en place un groupe de travail chargé de faire des propositions pour améliorer encore le fonctionnement démocratique du

Parti et assurer la plus grande transparence dans le fonctionnement de ses instances.
Il s'agirait dans l'esprit des membres de la Commission de nous assurer qu'en toute circonstance certaines pratiques soient bien définitivement remisées et totalement proscrites en les sanctionnant s'il le fallait.
La Commission a d'autre part adopté à l'unanimité des propositions de réintégration de camarades ayant fait, par le passé, l'objet d'une procédure d'exclusion du Parti et qui ont souhaité présenter au Congrès, comme c'est la règle statutaire leur demande de ré-adhésion.
Nous avons délibéré ayant eu connaissance des avis des sections et fédérations concernées qui tous ont été favorables. Il s'agit des camarades suivants : fédération de la Charente : Dominique Bourinet, Jean Ferrant, Gérard Filliaud, Bernard Lacœuille, Michel Metraud, et Joachim Nadal.
Fédération du Cher : Pierre Bodin et Rémy Carre. Fédération de la Gironde : Jean-Claude Vergès. Fédération de la Moselle : Marie Michel. Fédération du Pas-de-Calais : Claudette Grosse. J'en ai terminé pour le rapport de la Commission.
(Applaudissements)

Le président - Merci Jérôme.
Y a-t-il une demande d'explication de vote ?

Barthélemy Alcantara

Chers camarades, cette intervention aurait dû avoir lieu hier soir, ce midi, en fait elle se déroule à 8 heures 30, alors que le Congrès devrait être terminé et devant une assemblée particulièrement réduite.
Je ne pense pas que ce soit totalement innocent !
(Applaudissements)
Nous pensons et nous avons affirmé avec constance depuis le Conseil national de synthèse où nous n'étions que 3 militants anonymes à revendiquer que notre Parti ait un fonctionnement démocratique et exemplaire, cette constance nous entendons la poursuivre au niveau de ce Congrès.
L'exemplarité d'un acte qui commence par le contrôle démocratique, et la rigueur des responsables est une nécessité pour un exercice du pouvoir, sans faiblesse, ni bavures, ni affaires. A la lueur de ces exigences, sans ambitions excessives, mais sans aucun complexe, forts de l'évidence de notre combat, nous allons essayer de dire quelques vérités qu'il n'est pas très agréable d'entendre mais qu'il faut bien dire dans ce Congrès.
Faire vivre une petite motion contre tous les caciques et contre l'appareil du Parti, est assez difficile. Fort heureusement, dans une majorité de fédération, le respect de nos règles a permis une présentation équilibrée, et un débat. Nous félicitons les responsables fédéraux de cette attitude. Naïvement, nous pensions que le peu d'enjeux de ce Congrès permettrait un comportement exemplaire. Cela n'a pas toujours été le cas, voici quelques faits.
Notre motion a été qualifiée par une publication associée à l'axe majoritaire de

Fondation Jean Jaurès

"motion dissidente". Où en sommes-nous si, dans ce Parti, présenter une motion, c'est entrer en dissidence ? Absence de présentation de motions en assemblée générale, ou dans les journaux fédéraux, convocations officielles, confondues avec un appel à voter pour la motion 1, vote à main levée, etc.
Pour notre part, motion 2, nous n'avons retenu que 13 problèmes, ce qui est un nombre restreint de contestations pour un Congrès national.
Pour adopter une attitude constructive, nous avons en préambule clairement - et c'est très important, et je vous demande de bien écouter - fait savoir que nous ne contestions pas les résultats globaux de ce Congrès, quelles que soient les décisions ou invalidations, ou sanctions prises. Malgré cela, dans trois fédérations, un accord n'a pas pu se faire.
Dans les Deux-Sèvres où un certain nombre de militants de moins de 6 mois ont vu leurs votes validés pour des considérations de politique locale que chacun connaît.
(Applaudissements)
Dans les Bouches du Rhône et dans l'Hérault, nous avons émis certaines réserves et des réserves certaines sur le vote de certaines sections.
Comme Premier fédéral, permettez-moi d'être impressionné par l'exceptionnelle efficacité du vote dans certaines sections. Dans une quarantaine de sections, eh bien, nous avons vu un résultat optimal : 100% de participation et 100% pour la motion. Soyons sérieux ! Les votes bloqués de sections sont toujours scandaleux.
(Applaudissements)
Lorsqu'il s'agit de faire passer une motion de 3,5% à 2,5%, cela devient carrément ridicule.
(Applaudissements)
Nous espérons vraiment que pour ce combat démocratique, le vote du Congrès dépassera largement les 5% de délégués de la motion 2. Comme nous les y invitons, beaucoup de militants délégués voteront contre le rapport de la Commission de vérification des votes.
(Applaudissements)
J'avais dit au Conseil national que lorsque les petits jouaient dans la cour des grands, ils prenaient habituellement une raclée. C'est ce qui arrive. Passons... mais nous allons bêtement insister !
Nous reprendrons en Commission des résolutions nos demandes et nous espérons faire entendre notre bon droit. Très tranquillement, nous ne penserons jamais que nous avons juridiquement tort, parce que nous sommes politiquement minoritaires...
(Très vifs applaudissements)
Nous demanderons en Commission des résolutions la simple application des statuts, que ce soit pour le vote, comme pour la désignation au Conseil national, ce qui aura probablement pour conséquence, de remettre en cause le nombre de 16 responsables de la motion 2 au Conseil national
Enfin nous en parlerons en Commission des résolutions. Nous y ferons des propositions concrètes sur ces points. Sur le cumul des mandats politiques, il

Fondation Jean-Jaurès

faut la nécessaire mobilité des responsables, sur la désignation des membres du Conseil national.
Nous proposons de reprendre la proposition des 15 secrétaires fédéraux avec Bernard Roman, sur l'élection directe par les militants des fédérations, de 204 responsables.
(Applaudissements)
Mais nous complétons cette proposition en veillant à un respect de l'équilibre politique du Congrès, par une péréquation nationale, sur l'autre moitié du Conseil national. J'explique en deux mots : la situation actuelle fait que ayant 8% des mandats, nous aurons 5% de l'importance politique au Conseil national, du fait du vote des secrétaires fédéraux, si les statuts ne sont pas appliqués. Mais si les statuts étaient appliqués, il y aurait une péréquation sur les 306. Nous pensons que c'est la bonne solution, ce scrutin alarmiste, et qu'il faut l'appliquer à un Conseil national où il y aurait moitié d'élus par les fédérations et moitié d'élus à l'issue du vote du Congrès.
Nous ferons aussi d'autres propositions sur la parité. Dire ce que l'on a à faire, et faire ce que l'on a dit, c'est une ambition qui doit être vraie aussi dans le fonctionnement du Parti.
Pour terminer, permettez-moi au nom des militants de la motion 2, de souhaiter une bonne assemblée aux militants de la motion 1, une bonne assemblée de motion.
Pour ce qui nous concerne, nous nous sommes réunis plusieurs fois et nous nous sommes efforcés de désigner le plus démocratiquement possible - et vous savez que ça n'est pas facile - nos représentants au Conseil national, au Bureau national, en veillant à la parité.
Ainsi, y compris dans notre fonctionnement interne de motion, nous entendons bien agir en Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, dans un instant, nous allons procéder au vote sur le rapport de la Commission de vérification des mandats.
Je voudrais, pour que nous procédions au vote, que l'on demande à tous les délégués qui sont présents de s'asseoir ou de revenir en salle plénière.
Le temps de les faire rentrer, j'annonce la composition de la Commission des résolutions.
(Lecture de la liste)
La Commission des résolutions se réunira à l'hôtel de ville à Liévin à 21 heures. Elle se réunira sous la présidence de Monsieur Mermaz.
Je mets au vote le rapport de la Commission de vérification des mandats.
Qui est pour ?
Contre ?

Dans la salle - C'est ridicule.

Le président - Ce rapport est adopté à la majorité.

Fondation Jean-Jaurès

(Sifflements et protestations)
Je donne la parole maintenant à Georges Louisor, pour 10 minutes.

Georges Louisor

Mes chers camarades, mes chers amis, je voudrais en ma qualité de Premier secrétaire fédéral de la Guadeloupe, au nom de toutes les fédérations Socialistes de l'Outremer, au nom de la Commission nationale, Dom-Tom de notre Parti, et au nom de tous les camarades africains qui travaillent avec nous, vous adresser un salut fraternel.
Un salut fraternel qui nous permet de vous dire, d'une manière claire, et sans ambages, que les Socialistes de l'Outremer sont à vos côtés, dans le combat que nous avons engagé, non seulement dans l'intérêt du Parti, mais aussi dans l'intérêt de notre peuple.
Pour cela, il faut plus que jamais que notre Parti puisse donner l'exemple en politique, que nous puissions tout simplement réapprendre la politique car lorsque nous sommes aux responsabilités du pays, nous avons très souvent l'impression qu'il existe un véritable divorce. Je dis bien un véritable divorce entre nos responsables gouvernementaux et le Parti Socialiste, mais aussi avec les militants. Cela nous semble inacceptable. Quand on accepte des responsabilités gouvernementales, des responsabilités au Parti, nous le faisons avec le soutien des militants, et nous savons parfaitement que sans les militants, nous ne sommes rien, nous ne sommes que des hommes, que des militants. C'est la raison pour laquelle nous pensons que dans la période actuelle, qui nous préoccupe, chaque militant Socialiste devra retrouver sa place, que nos dirigeants gardent une plus grande symbiose avec nos militants, tout simplement parce qu'on a aussi l'impression, mes chers camarades, que nos dirigeants, nos ministres aux responsabilités, au pouvoir, deviennent des "intouchables". Le simple militant de base a des difficultés à rencontrer malgré son planning nos propres responsables, alors que nous devons pouvoir nous parler.
Si nous voulons rassembler nos frères, si nous voulons rassembler les Français, il est de notre devoir, je dis bien un devoir révélatif, de rassembler les Socialistes et que nous puissions retrouver les valeurs du Socialisme, et que la solidarité, la fraternité reviennent à l'ordre du jour de notre Parti.
Cela est fondamental, mes chers camarades.
(Applaudissements)
Si nous voulons adresser un message clair à l'opinion publique, il est de notre devoir de changer et si nous arrivons à changer, nous pourrons ainsi réconcilier les Français avec nous-mêmes.
Dans le cadre de ce processus, les Socialistes de l'Outremer seront à vos côtés. Nous serons ensemble dans ce combat et nous souhaitons, pour cela, que les Socialistes de l'Outremer puissent jouer pleinement leur rôle. Nous disons pleinement leur rôle, dans le développement de notre Parti, mais aussi dans la conduite de notre pays.
Ce soir, je voudrais rappeler à Henri Emmanuelli, les décisions qui ont été prises au Congrès du Bourget et aux états généraux, dans le sens d'une plus grande

autonomie de fonctionnement des fédérations de l'Outremer.
Il faut que nous soyons associés aussi à la véritable politique définie par le Parti, car trop souvent, les Socialistes de l'Outremer se sentent des étrangers à la politique définie par notre Parti.
Nous savons qu'Henri Emmanuelli, qui a été ministre des Dom-Tom, a une oreille favorable à cela et nous comptons sur toi, Henri, pour que les Socialistes de l'Outremer soient respectés dans notre Parti.
Nous rappelons, à la demande de toutes les fédérations Socialistes de l'Outremer, que nous puissions avoir un véritable Secrétariat national, à l'Outremer, qui puisse définir la politique de l'Outremer, au niveau du Parti Socialiste.
Il faut que nous puissions jouer pleinement notre rôle dans le renouveau de notre Parti. Les peuples de l'Outremer qui ont des traditions de fraternité et de solidarité, ont pour mission de vous apporter cette solidarité, de manière à ce que la haine puisse disparaître et que l'amour puisse retrouver ses lettres de noblesse à l'intérieur de notre Parti.
Pour cela, il faudrait mettre une véritable politique ambitieuse pour l'Outremer.
Au niveau de la métropole, nous savons parfaitement que le taux de chômage atteint 12,5%. Outre-mer, il varie entre 30 et 40%, tout dépend des départements. C'est une situation inacceptable qui ferait exploser n'importe quelle société. C'est la raison pour laquelle l'Outremer doit redevenir une priorité au niveau de notre Parti. Nous demandons aussi que l'emploi Outremer fasse l'objet d'un traitement spécial et que nous puissions enfin donner un espoir à la jeunesse d'Outremer. Ce matin, Laurent Fabius a eu l'occasion de rappeler les déviances de la drogue et d'autres phénomènes. C'est pourquoi nous avons le devoir de protéger nos peuples, et nous le ferons grâce à la solidarité de nos camarades Socialistes, dans la mesure où nous avons le même idéal. Nous savons pourquoi nous nous battrons. Ensemble, nous nous donnons la main et nous sommes persuadés que nous allons pouvoir réussir. Il faudrait qu'une politique audacieuse soit mise en place dans notre Parti pour redonner un espoir à ces peuples qui ont dans le passé été victimes du colonialisme, de l'esclavage et qui veulent jouer pleinement leur rôle.
Nos fédérations ont déjà eu l'occasion d'amender les différents textes proposés dans ce Congrès. En Commission des résolutions et ailleurs, ils déposeront les différentes propositions, mais ce que nous voulons clairement, c'est que les Socialistes d'Outremer soient associés au développement de cette politique et que toutes les préoccupations de nos peuples soient prises en considération.
On dit toujours que la politique c'est l'art de gérer la vie, mais nous pouvons aussi dire ensemble que la politique c'est la vie, et qu'il faut aussi apporter la vie en politique. Pour cela, nous sommes prêts à nous battre, nous sommes prêts à relever tous les défis, y compris les défis européens. Vous connaissez les préoccupations particulières des peuples d'Outremer vis-à-vis de l'Europe.
Nous pensons tout simplement qu'il est fondamental que nous puissions sortir de cette situation d'assistanat pour devenir de véritables partenaires de la Communauté européenne. Il faudrait aussi que nous puissions prendre

l'engagement solennel devant les peuples d'Outremer que les dispositions de Maastricht soient parfaitement intégrées dans la négociation du traité de Rome en 1996.
Il faudrait aussi que les Socialistes fassent preuve d'audace et de responsabilité, car mes chers camarades notre pays, la France, est le seul pays qui n'a pas ratifié la convention des langues et cultures minoritaires.
Là aussi les Socialistes doivent prendre l'engagement de faire ratifier cette convention en pensant à la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et les autres.
Nous avons notre rôle à jouer et nous pensons que les Socialistes doivent prendre leur responsabilité. Dans le domaine de la décentralisation, il faut que nous puissions assumer pleinement nos responsabilités, car si Outremer la décentralisation a été bien vécue, à 8, 9, 10 000 kilomètres, nous savons qu'elle a aussi été bien vécue en France. Il faut rapprocher le pouvoir du citoyen, mais nous disons que la décentralisation est une école de responsabilité et que nous devons pouvoir la gérer en toute liberté. Nous disons aussi que dès lors que l'unité nationale n'est pas en cause, il n'y a pas de limite à la décentralisation. Là aussi les camarades Socialistes devront prendre leur responsabilité de manière à ce que nous puissions jouer pleinement notre rôle.
Qu'ils soient placés dans les Caraïbes, en Amérique du sud, dans le Pacifique, dans les 3 océans, les peuples d'Outremer sont en mesure de rayonner pour la France et pour eux-mêmes mais aussi pour l'Europe.
Cela suppose qu'ils ne soient pas étrangers dans leur propre zone, et que nous puissions développer une véritable politique de coopération régionale, à partir de ces départements et des territoires d'Outremer de manière à ce que nous puissions parler en toute liberté à nos frères et sœurs de Guadeloupe, de Tahiti et d'autres pays.
Les Socialistes doivent faire preuve d'audace. Nous comptons surtout sur toi Henri Emmanuelli et sur tous les camarades pour que nous puissions mettre en place une véritable politique porteuse d'espoir pour notre peuple.
(Applaudissements)
Je voudrais conclure ce débat en vous disant que nous sommes engagés à fond avec vous dans ce combat. Nous sommes solidaires et si un contrat de confiance a été signé entre Socialistes de l'Outremer et de la métropole, il faut que nous gardions ensemble le cap. Nous pourrons ainsi redonner l'espoir à notre peuple pour le bien-être de tous.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Vincent Assante pour dix minutes, ensuite se préparent Lucien Weygand, Michel Coffineau.
(Applaudissements)

Vincent Assante

Après cette arrivée spectaculaire, serons-nous contraints de subir l'idéologie humanito-charitable ? Ou alors n'aurons-nous d'autre choix que de la subir ou de faire la révolution ?

Fondation Jean Jaurès

La lutte contre l'exclusion est sur toutes les lèvres, politiques ou médiatiques, à gauche c'est bien naturel, comme à droite, c'est beaucoup plus suspect. Elle est devenue, le nouvel objectif, je n'ose dire le nouveau challenge. Aussi permettez-moi d'être circonspect, je vais vous dire pourquoi. En 1967, François Bloch-Lainé, pour le 5ème plan, développait sa définition de l'inadaptation sociale.
Vous noterez que ce sont les gens qui sont inadaptés par la société.
En 1974, René Lenoir, futur secrétaire d'Etat à l'action sociale de Valéry Giscard d'Estaing, commettait un ouvrage intitulé "Les Exclus" - déjà ! - et prônait le bénévolat ! Mais oui ! En 1975, en partie en réponse aux exigences du mouvement associatif, était votée la loi d'orientation dite "en faveur des personnes handicapées".
Si cette loi a permis de prendre des mesures, ceci est incontestable, mais notamment parce que le mouvement associatif l'a utilisé comme levier pour voir ses revendications aboutir. Il est profondément dommageable - et la Gauche ne s'y était pas trompée à l'époque - que ces mesures ne furent pas prises dans le cadre de l'enveloppe législative et réglementaire générale commune à tous les citoyens, mais dans le cadre d'une loi spécifique pour un public que l'on disait spécifique, avec des mesures spécifiques, généralement vers des établissements spécifiques.
Au nom de l'égalité, nous attendions la citoyenneté. Au nom de la solidarité, nous avons eu un statut particulier. C'est en fait en 1982, qu'un rapport conjoint du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes éclaira la réalité, en notant qu'il était remarquable de constater combien on avait trouvé les moyens financiers pour favoriser la surprotection, pour favoriser l'intégration sociale. Ce n'était pas un hasard ! Mes camarades, la couleur de la peau, la déficience aussi lourde soit-elle, ne gomme pas la qualité de l'être.
L'homme ne vit et ne s'épanouit que parmi les autres et c'est encore vrai aujourd'hui, pour les salariés.
(Applaudissements)
Il est bien que la Gauche ait commencé à développer une dynamique intégrative et citoyenne à partir d'une politique d'intégration scolaire, d'intégration professionnelle, d'intégration sociale, par des mesures de soutien à domicile et d'accessibilité des logements et des transports.
Un chantier gigantesque a été ouvert mais il reste à le poursuivre bien évidemment ! En parcourant en 1992, le programme de la Droite, le profane et l'innocent eussent pu penser, qu'employant nos propres termes, la Droite poursuivrait cette politique mais la réalité est toute autre.
Dès 1993, la Droite remettait en cause le droit à l'AAH pour les personnes atteintes du Sida. Puis, sous prétexte d'un arrêt du Conseil d'Etat, la Droite tentait de se désengager des CAT et seule la mobilisation des salariés du mouvement associatif, l'oblige aujourd'hui à reculer.
A présent, sous couvert de réformes des COTOREP, et de problèmes réels d'équilibres financiers des budgets départementaux, la Droite va autoriser les Conseils généraux à prendre le pouvoir au sein des COTOREP, en multipliant par 6 le nombre de leurs représentants, leur permettant ainsi, à terme, d'échapper

à leur devoir de financement des allocations compensatrices et autres dotations globales à la charge des départements. Sachez qu'il y a 11 présidents, de Conseils généraux au gouvernement. Voilà concrètement comment la Droite conduite par Monsieur Balladur entend pratiquer la réforme des compétences Etat/collectivités locales en s'attaquant aux plus faibles. Voilà concrètement, comment la Droite, conduite par Monsieur Balladur, montre sa véritable nature.
Vous comprendrez ma méfiance, lorsque Monsieur Balladur, auteur du nouvel exemple français, se penche avec ses amis sur le sort des salariés et des exclus.
Camarades, cela paraît spécifique, mais que l'on ne s'y trompe pas, ces mesures ne sont pas anecdotiques mais, au contraire, la réalité d'un système dominant, le capitalisme, - appelons un chat, un chat - contraint de remettre en cause, dans le cadre d'une concurrence mondiale exacerbée et dominée par l'idéologie libérale tout ce qu'il a dû concéder au cours de décennies de luttes sociales, et notamment système de protection sociale, frauduleusement appelé Etat providence, et tout cela au nom du maintien du sacro-saint taux de profit, rebaptisé, pour la circonstance, gains de productivité. Sémantique, quand tu nous tiens... !
C'est cette politique de précarité généralisée qui est à l'origine de l'exclusion, qui freine la réintégration et l'insertion sociale des personnes handicapées. C'est un seul et même problème pour les personnes salariées, qui risquent demain d'être exclues.
C'est la raison pour laquelle nous ne pourrons lutter efficacement contre l'exclusion, contre toutes les exclusions, qu'à partir d'un combat général, en France, certes, mais aussi en Europe, et dans le monde, contre le système dominant, en nous appuyant sur l'immense aspiration à l'égalité et à la justice sociale des populations - le Président Mitterrand le rappelait ce matin - en mobilisant le mouvement social tout entier.
C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, et bien que nous ne soyons pas très nombreux à cette heure tardive, chacun à notre place, - et je voudrais faire référence à ce que disait Jean-Luc Mélenchon - nous devons dans l'unité, par delà les différences, sensibilités, tout faire pour vaincre la Droite lors des prochaines échéances électorales, présidentielles, législatives et municipales.
Je le dis, avec toute ma conviction : être Socialiste, aujourd'hui, dans le moment présent, c'est cela !
Je vous remercie.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Lucien Weygand... Mais il n'est pas là. La parole est donc à Michel Coffineau pour deux minutes et nous terminerons avec Michel Raffet.

Michel Coffineau

Chers camarades, pardon de retenir encore quelques minutes votre attention à cette heure tardive sur un sujet qui ne permet pas de grands effets de tribune, je veux parler du syndicalisme.

Fondation Jean Jaurès

La motion propose en effet de renforcer le rôle du salarié dans l'entreprise et se préoccupe de la mission irremplaçable du syndicalisme. Je crois que le Premier secrétaire Henri Emmanuelli y est sensible ainsi que Jacques Delors qui en a parlé dans son interview télévisée.
Il est proposé une Commission d'enquête sur l'application des lois Auroux. Après avoir été le rapporteur en 1982 en étroite collaboration avec Jean Auroux et Martine Aubry, j'en ai fait le bilan dix ans plus tard, à la demande du Premier Ministre de l'époque, Pierre Bérégovoy.
En 1982, dans le contexte de crise qui marquait le début de l'affaiblissement du syndicalisme, même si cela n'apparaissait pas vraiment à l'époque, les lois Auroux visaient trois objectifs principaux.

- Rétablir, élargir le droit des salariés.
- Renforcer les instances représentatives des travailleurs.
- Et assumer le renouveau de la négociation collective.

Sur le premier point, le droit des salariés, il faut se rappeler tout ce qu'ont fait d'inhumain et d'archaïque certains règlements intérieurs d'entreprise qui comportaient des interdits et des sanctions, issus pour la plupart du 19ème siècle.
Le changement fut réel.
Mais ce qui a paru comme le phare des lois Auroux, la bête noire des patrons, il est vrai, fut le droit d'expression directe et collective des travailleurs sur l'organisation de leur travail. Le démarrage fut très positif. Et puis l'usure et une certaine mauvaise volonté patronale ont très vite eu raison de ces dispositions, sauf là où les dirigeants l'ont intégrée dans leur management participatif au seul service de la compétitivité. Certains syndicats, non sans raison, y ont vu une perte de leur mission au profit d'un lien direct entre hiérarchie d'entreprise et salariés.
Le deuxième domaine visait à renforcer le rôle économique du Comité d'entreprise, à rendre plus efficace les comités d'hygiène et de sécurité, sans oublier le délégué du personnel et le délégué syndical.
Sur les deux premiers points, il y eut une réelle avancée. Le troisième domaine, celui de la négociation collective, visait à l'élargissement des conventions collectives de branche : ce fut fait, et surtout à l'instauration de l'obligation de négocier annuellement dans l'entreprise sur les salaires, la durée et les conditions de travail.
Cette négociation s'est développée. Mais elle s'est développée d'une manière illégale, et avec un résultat limité dû particulièrement à l'affaiblissement de la force syndicale sur le terrain.
Le souhait aujourd'hui assez général serait de privilégier de nouveau la négociation collective au niveau de la branche professionnelle.
Alors quelle vision globale pouvons-nous avoir ? Au-delà de quelques rapides jugements, dans l'ensemble disons que les rapports humains et la communication au sein de l'entreprise se sont sensiblement améliorés, même si les syndicats peuvent parler de récupération à travers les méthodes de management.
Les syndicats quant à eux ont nettement augmenté leur capacité d'analyse

Confédération Jean Jaurès

économique et de négociation. Ils se sont en quelque sorte institutionnalisés et sont mieux reconnus comme tels par les partenaires patronaux et les pouvoirs publics, comme d'ailleurs dans les conseils d'administration. Je dirai peut-être d'une façon imagée qu'ils tiennent tout à fait bien leur place autour de la table.
Mais en contrepartie, les syndicats semblent avoir perdu dans la liaison directe avec les travailleurs : perte d'adhérents, perte d'influence, quasi-disparition dans les petites et moyennes entreprises.
Quelques éléments pour étayer cette analyse. Un sondage de la SOFRES auprès de 800 salariés avait été fait dans le cadre de nos rapports.
Relation avec la hiérarchie ? Elle est bonne, très bonne, pour 84% des salariés.
Confiance dans leurs représentants syndicaux ? Elle est de 62% pour les délégués syndicaux, mais va jusqu'aux trois quarts pour les comités d'entreprise.
Utilité de la négociation annuelle ? Les deux tiers des travailleurs pensent que c'est exact.
Mais si l'on regarde les élections au comité d'entreprise, où il y a des candidats présentés par les syndicats au premier tour et des candidats libres au deuxième, vous le savez, en cas de vacance, le groupe des candidats non salariés est devenu le premier parmi les élus, devançant les syndicats. Ce groupe obtient même les deux tiers des élus dans les entreprises de moins de 100 salariés et il ne faut pas oublier non plus que la moitié des salariés du privé n'ont aucune représentation dans leur entreprise. C'est donc une situation préoccupante. Il est de notre responsabilité d'œuvrer au renforcement de ce corps intermédiaire central qu'est le syndicalisme. Il est aujourd'hui urgent de l'aider à se revaloriser pour la défense des salariés au jour le jour, mais aussi pour l'emploi, notamment pour lutter contre la précarité, la fragilité de plus en plus grande du contrat de travail.
Je pense notamment à des moyens nouveaux pour les délégués, à des droits renforcés pour les syndicats, mais également à une structure spécifique pour les petites et moyennes entreprises. Je pense particulièrement à une structure unique qui pourrait être le Conseil d'entreprise.
Enfin, je pense qu'il faut faire revivre le droit d'expression directe des salariés, notamment avec un rôle de contrôle des sections syndicales.
Enfin je dirai que l'un des grands chantiers de l'avenir pour les Socialistes et pour le pays, après celui de l'emploi, reste sans doute celui des relations sociales dans l'entreprise, du pouvoir du travailleur sur les décisions.
Hier nous l'appelions l'autogestion, chez nos voisins on l'appelle cogestion, en fait on peut inventer... Lorsque nous parlions d'autogestion, de l'intervention des travailleurs, c'est lié, dans notre esprit, à la propriété collective.
Aujourd'hui il faut savoir que c'est plus délicat. Mais pouvons-nous accepter, même dans l'entreprise d'aujourd'hui que les travailleurs restent dans la situation où ils étaient depuis des dizaines et des dizaines d'années ?
Non ! En réalité, je crois qu'il est encore et toujours possible d'améliorer les droits des travailleurs dans l'entreprise. Souvent nous employons le mot de citoyenneté dans l'entreprise. Mais allons-nous laisser le CNPF récupérer ce terme à son profit ? Vous savez qu'il essaye de le récupérer pour l'usage exclusif du management participatif dans le seul but de la productivité. La

participation, oui, mes camarades. Des hommes et des femmes responsables sous l'autorité du chef d'entreprise, sans doute, mais avec un garde-fou efficace et puissant : le syndicalisme dans l'entreprise, sur le terrain.
Il est de notre devoir, je crois, de réfléchir à fond sur ces sujets.
Merci à ceux qui sont restés d'avoir bien voulu m'écouter jusqu'au bout.
(Applaudissements)

Le président - Je donne la parole à Michel Raffet pour 5 minutes et puis nous terminons.
Je vous informe par ailleurs que Claude Moreau a reçu et enregistré la candidature de Henri Emmanuelli, comme candidat à l'élection de Premier secrétaire.

Michel Raffet

Merci d'être encore quelques-uns pour les cinq dernières minutes non pas de l'inspecteur Bourrel, mais du secteur entreprise.
Le texte que j'ai à vous présenter est le résultat d'une réflexion de plusieurs séances de travail du bureau de la Commission nationale entreprise concernant l'économie mixte.
Pourquoi l'économie mixte ?
La référence à l'économie mixte, dont l'idée s'est imposée à partir de la lettre aux Français de François Mitterrand, nécessite plus que jamais une réflexion politique de notre part pour en actualiser le contenu. Nous ne saurions nous satisfaire d'un concept trop vague qui laisserait subsister une ambiguïté sur d'une part notre conception de l'économie mixte comme un moyen de transformation sociale, d'autre part l'usage qui en est fait par la Droite pour masquer les incohérences de sa politique industrielle. Pour que l'économie mixte fasse partie de notre projet politique, nous devons marquer notre différence afin que son contenu soit plus lisible pour les Français.
Avec l'Europe, nous avons fait le choix d'une économie ouverte, comportant des dispositifs régulateurs destinés à assurer la transparence du marché. C'est ce marché que nous voulons, et non pas celui manipulé par la Droite, et la corruption qui en bloque le bon fonctionnement.
Entre ce qui relève spécifiquement de l'Etat et ce qui est du ressort de l'initiative individuelle, il existe un espace qui est le domaine de prédilection de l'économie mixte. La notion d'économie mixte, si elle implique l'existence d'une coopération entre secteur public et secteur privé dans les domaines économique et industriel, ne saurait se limiter à ce seul aspect. Son influence doit s'étendre aux enjeux du pouvoir économique, aux aspects culturels de la coopération interentreprises, aux modes d'organisation du travail et de la participation des salariés à la co-décision dans les entreprises.
Elle doit aussi prendre en compte les besoins de la collectivité nationale en matière d'emploi, d'investissement, de recherche et développement, de haute technologie dont l'industrie a besoin pour faire face aux défis de l'an 2000.
Elle doit enfin assumer ses responsabilités vis à vis des conséquences de ses

Fondation Jean-Jaurès

décisions économiques.
Pour nous, l'économie mixte doit constituer la pièce maîtresse de notre stratégie industrielle, car elle peut, par son exemplarité, favoriser la mobilisation des compétences individuelles par la mise en œuvre d'un nouvel élan social qui nous permettra de faire face aux défis mondiaux de l'an 2000. Dans la façon dont nous devons concevoir l'économie mixte, un contenu idéologique qui la différencie de ce qui est la conception ultra-libérale de l'économie illustrée par le gouvernement Balladur pour la privatisation des entreprises, son champ d'action ne saurait se limiter aux seuls aspects financiers ou industriels. Elle doit prendre en compte les attentes des salariés des entreprises concernées, mais aussi celles de leurs clients, de leurs fournisseurs et des exclus du travail. C'est pourquoi en tant que composante de notre politique, de notre projet politique, l'économie mixte doit prendre en considération les besoins de la société tout entière. C'est dans cette mesure que l'économie mixte apportera une contribution significative dans la solution des conséquences sociales du progrès technologique, de la protection de l'environnement et des effets néfastes des dysfonctionnements des marchés, et par voie de conséquence de la corruption sous toutes ses formes.
Dans cette perspective, l'économie mixte doit pour nous être un levier de transformation sociale dans le cadre d'un projet politique global dont elle constitue la force d'entraînement. Lorsqu'il est actionnaire, l'Etat doit assurer toutes ses responsabilités de partenaire, non seulement au niveau du capital, mais dans la politique des entreprises nationalisées rentrant dans le champ de l'économie mixte, dont la stratégie sur le plan social, économique et industriel ne peut se dissocier des orientations politiques de l'Etat. Il faut par contre renforcer les moyens de contrôle et de mesure des résultats par l'autorité de tutelle sur les entreprises qui rentrent dans le champ de l'économie mixte. Mais pour être efficaces, les contrôles externes doivent être accompagnés d'une transformation du mode de fonctionnement interne des entreprises, dans le partage du travail et du pouvoir qui doit évoluer vers la co-responsabilité.
Dans leurs relations avec les collectivités locales au niveau des régions, départements, communes, les entreprises relevant de l'économie mixte doivent avoir une attitude participative, sans ingérence dans le domaine qui relève de la responsabilité du politique. Il apparaît aujourd'hui que les entreprises, pour perdre le champ de l'économie mixte, ne peuvent plus pratiquer le repli sur elles-mêmes. Il en résulte qu'elles ont à faire face à leur part de responsabilité dans la protection de l'environnement, la gestion d'une ressource naturelle et l'équilibre de son environnement social.
Pour atteindre ces buts, nous devons reprendre l'initiative avec des propositions dans deux domaines : celui du maintien d'un secteur nationalisé performant, et la définition d'une stratégie industrielle sur le long terme.
Définir une ligne politique et se donner les moyens de sa mise en œuvre sont deux conditions indispensables pour donner consistance et réalité à notre conception de l'économie mixte.
Ceci implique que nous redéfinissions le champ d'action du secteur public et

Fondation Jean Jaurès

nationalisé, y compris dans les domaines où actuellement il n'est pas ou il n'est plus présent. Les récents scandales concernant la distribution de l'eau posent à l'évidence le problème de la nationalisation des deux groupes qui jouissent d'un véritable monopole dans la gestion d'une ressource naturelle qui est le bien de tous. Est-il acceptable que les revenus de cette activité aillent grossir seulement les profits du capital ?
Il est, mes camarades, un autre domaine qui devrait sortir de l'univers marchand, c'est celui du commerce la mort. Est-il acceptable qu'au terme de leur vie nos concitoyens soient l'enjeu de turpitudes mercantiles ? Là également, ne devons-nous pas mettre un terme à ces pratiques, faute de quoi les mots de liberté, d'égalité et de fraternité devraient perdre tout leur symbole ?
Mais au-delà des problèmes nationaux, notre conception de l'économie mixte doit prendre en compte notre environnement international, et plus particulièrement nos relations avec les pays en développement. Ceci pose le problème des délocalisations sauvages qui ruinent l'économie des pays qui en sont victimes sans favoriser le développement de l'économie des pays bénéficiaires. C'est pourquoi nous devons, au niveau des échanges mondiaux, lutter contre le dumping social qui engendre l'asservissement de populations entières et favorise l'esclavage des enfants.
Pour conclure, c'est dans cette perspective que doit s'inscrire notre projet d'économie mixte qui doit être l'élément porteur de notre politique industrielle et sociale. A nous d'en définir les contours et le contenu pour que nos propositions soient à la hauteur des valeurs que nous recommandons et des attentes de nos concitoyens.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Chers camarades, je ne vois plus d'intervenants.
J'ai deux informations à vous donner.
Le vote commence demain matin à 9 h 00. Donc, arriver dès 9 h 00.
Je voudrais vous donner une indication sur les bureaux de vote. Il y en aura six que je vais énumérer les uns après les autres, en présentant chaque fois le nom du président et des assesseurs, ainsi que les départements concernés. Je ne donne que les numéros des départements.
(Lecture de la composition des bureaux de vote)
Chers camarades, merci d'être restés jusqu'au bout et bonne soirée.
A demain matin, 9 h 00.

Parti Socialiste
Congrès national de Liévin
18, 19 et 20 novembre 1994

Séance du dimanche 20 novembre 1994 (Matinée).

Fondation Jean Jaurès

La séance est ouverte sous la présidence de Michèle André et Daniel Percheron.

(La séance débute par le vote pour l'élection du Premier secrétaire)

La présidente (Michèle André)

Je pense que pour avancer dans nos travaux, si nous voulons tenir la matinée, nous allons vous présenter le rapport de la Commission des résolutions.
Mais, auparavant, Olivier Faure est appelé à la tribune pour donner une explication de vote sur l'élection du Premier secrétaire. Ensuite, Claude Bartolone vous présentera le rapport de la Commission des résolutions qui a été présidée par Louis Mermaz.
Olivier, tu as la parole.

Olivier Faure

Chers camarades, le moment est venu de désigner notre nouveau Premier secrétaire et l'affaire n'est pas tout à fait mince, son importance mérite qu'on s'y arrête quelques instants. Même dans un Congrès comme ce Congrès, cela peut paraître un peu irréaliste de voir donner des explications et intervenir les votes sans qu'isoloirs et bureaux soient prévus... (applaudissements)... où les votes interviennent avant les explications de vote.
Pour être bref, j'évoquerai tout de même devant vous deux questions simples qui sont les suivantes : quel Premier secrétaire, et question corollaire, pour quoi faire ? Quel Premier secrétaire, d'abord ?
Inutile de tenir un suspens insupportable puisqu'il n'y a qu'un seul candidat, Henri Emmanuelli. Cette candidature a au moins un mérite, sa logique. En effet, cela s'est fait sur la base du texte du Premier secrétaire. Cette motion 1 a recueilli 92% des suffrages des militants, nul n'instruira donc de procès en légitimité. Mais le fait que la candidature d'Henri Emmanuelli s'impose à tous comme une évidence, n'implique pas forcément quelle doive être approuvée par tous. On peut, en effet, penser que cette candidature est la seule crédible, sans pour autant adhérer à la logique politique qu'elle entend.
Un Premier secrétaire, chers camarades, c'est d'abord une orientation. Il est vrai que nous vivons aujourd'hui une situation un peu particulière et un peu nouvelle. Habituellement, dans les Congrès du PS, on connaît d'avance l'orientation et on se déchire pendant sur les noms qui inspireront cette orientation. Aujourd'hui, nous vivons une situation dramatiquement inverse, nous savons déjà qu'Henri Emmanuelli sera Premier secrétaire. Nous savons déjà qu'il lancera un vibrant appel à la candidature de Jacques Delors, mais ce que nous ne savons pas encore, c'est sur quelle orientation ils auront à se battre.
(Applaudissements)
En effet, depuis quelque temps déjà, nous avons cru comprendre que la majorité se décomposait de la façon suivante : un axe majoritaire qui coexistait avec un pôle rénovateur. Depuis hier, ce que nous venons d'apprendre, c'est qu'au cours de ce Congrès, il s'est aussi dégagé une minorité au sein de l'axe minoritaire.

Fondation Jean-Jaurès

Entre ceux qui refusent les chèques en blanc au candidat et pensent que c'est à lui de s'aligner sur le Parti, entre ceux qui pensent que le candidat et le Parti doivent tenir chacun leur partition, et ceux qui rêvent secrètement que le Parti s'aligne sur le candidat, qui croire ? Qui parle au nom de la majorité ? Pardonne-moi, cher Henri, cette comparaison peu flatteuse pour un Socialiste, mais ta motion, c'est quand même un peu l'UDF...
(Mouvements divers)
La démocratie, effectivement, doit respecter la majorité, mais parfois aussi sa propre minorité...
(Protestations, sifflets)
On nous avait dit que ce Congrès serait un Congrès de clarification. C'est un Congrès de confusion...
(Protestations)
Quel étrange ballet, en effet, que celui auquel nous assistons, ballet où se succèdent à la tribune des camarades de la même motion avec des discours contradictoires ! Etrange motion, en effet, que celle où se croisent ceux qui appellent à Delors et ceux qui cachent à grand peine que la lecture de l''Unité d'un Homme", ne fait pas forcément l'unité d'un parti !
(Quelques applaudissements)
Etranges militants d'ailleurs que ceux-là qui se plaignent cycliquement de toutes les orientations et qui, pourtant, participent à toutes les majorités. Le problème de ce Parti, c'est au fond qu'il se soit transformé en un gigantesque "Rubik's cube" où toutes les combinaisons sont possibles et où, seule, compte l'apparente homogénéité, où tous les desseins sont possibles et visiblement, nous ne manquons pas d'imagination. Mais le problème, et j'en finirai par là, chers camarades, c'est qu'une combinaison peut en chasser une autre, puisque aucune règle, aucune cohérence n'est imposée. Ce n'est pas la première fois qu'un Premier secrétaire est élu par un Congrès. Le dernier, faut-il le rappeler, a été élu avec 85% des suffrages des délégués, pour être ensuite, six mois plus tard, démis de ses fonctions entre deux Congrès !
Tant que nous ne renouerons pas avec la politique, c'est-à-dire le courage de faire des choix, nous connaîtrons des situations identiques. Quand la tactique n'est plus au service du fond, que c'est au contraire le fond qui est asservi à la tactique, il y a fort à craindre que ce soit "Le Coup d'état permanent" pour rendre, moi aussi hommage à celui qui fut visionnaire pour les dysfonctionnements de la 5ème République.
Pour toutes ces raisons, camarades, au nom de la motion 2, je vous appelle à écouter cette petite part de nous-mêmes dont nous parlait hier après-midi Laurent Fabius, cette petite part de nous-mêmes qui proteste, cette petite part de nous-mêmes qui dit "non" !
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Olivier.
J'appelle Claude Bartolone qui doit nous faire le rapport de la Commission des résolutions. Ensuite, nous demanderons un "pour", un "contre" aux camarades

qui souhaitent s’exprimer.

Claude Bartolone

Chers camarades, le Parti bouge, le Parti change, s’il en fallait une preuve, c’est que la Commission des résolutions, réunie hier soir, sous l’autorité de Louis Mermaz, a permis à l’ensemble des membres qui la composaient de se coucher avant 11 heures !
(Applaudissements)
Très vite, pour avoir un rapport qui corresponde à la durée de cette Commission des résolutions, après un balayage des deux textes qui étaient proposés au vote des militants, nous avons pu constater qu’il n’y avait pas de possibilité de parvenir à une synthèse sur le fond. Mais après tout, chers camarades, dans notre histoire, nous avons pu voir ce que nous pouvions faire les uns et les autres, en nous enrichissant les uns et les autres de nos différences, sans nous opposer à cause de ces différences. Cela a été aussi le message de François Mitterrand hier et, d’une certaine manière, chers camarades, c’était l’esprit qui ressortait de cette Commission des résolutions. Pour le reste, nous avons eu à débattre du fonctionnement du Parti, des différences qui existaient, y compris sur la réduction du temps de travail.
Après avoir abordé ces sujets de fond, pour constater les oppositions des uns et des autres, comme je viens de vous le dire il y a quelques instants, nous avons abordé sur des points précis les difficultés que voulaient faire remarquer les camarades qui représentaient la motion 2. Nous avons examiné la manière de faire vivre nos statuts, nous avons discuté longuement pour voir comment, dans de bonnes conditions, acceptables par toutes et tous, nous allons réussir à faire vivre dans les faits le "quart sociétal" dont nous avons décidé le principe au moment du Congrès du Bourget, décision, chers camarades, que nous avions prise à l’époque pour permettre de rassembler aux côtés des membres du Conseil national qui ont été ou qui vont être élus par le Congrès, aux côtés des Premiers secrétaires qui seront élus dans la semaine qui va venir, celles et ceux qui dans nos régions, hommes, femmes, participent au mouvement associatif, participent à l’activité syndicale pour faire vivre à nos côtés ce mouvement social dont nous avons besoin pour améliorer notre réflexion et nos propositions. Nous avions décidé, au moment du Congrès du Bourget, d’élargir le Conseil national pour mieux faire parvenir l’ensemble de ces idées et en tenir compte pour prendre des décisions. Aujourd’hui, cela est chose faite.
Chers camarades, voilà les différents points qui ont été abordés.
Permettez-moi pour conclure, après l’intervention qui vient d’avoir lieu il y a quelques instants, de dire tous les souhaits que je formule à Henri Emmanuelli pour nous permettre dans quelques instants, je le souhaite, en tant que Premier secrétaire, de continuer l’œuvre historique que nous avons entreprise, pour les uns et pour les autres, depuis de nombreuses années. Je crois que le symbole de se réunir dans le Pas-de-Calais et à Liévin montre la lignée qui est la nôtre en tant que Socialistes français.
Chers camarades, je souhaite qu’Henri Emmanuelli soit brillamment élu ce

matin pour permettre de rassembler les Socialistes, tous les Socialistes, pour permettre de rassembler la Gauche, pour permettre de rassembler tous les Français et les Françaises qui se sentent partie prenante du camp du progrès et j'espère qu'ensemble nous préparerons dans les meilleures conditions possibles des élections présidentielles victorieuses, des élections municipales qui permettront d'améliorer encore l'implantation des Socialistes... (applaudissements)... et pourquoi pas, demain, à nouveau, des Socialistes majoritaires à l'Assemblée Nationale !
(Vifs applaudissements)

La présidente - Je remercie Claude Bartolone pour la concision de son rapport.
Y a-t-il des demandes de parole sur cette synthèse ?
Christophe Clergeau veut nous dire quelque chose.

Christophe Clergeau

Chers camarades, pour tous les camarades de la motion 2, ce Congrès aura été une belle et heureuse aventure.
Nous partîmes une poignée au Conseil national du 1er octobre pour arriver devant ce Congrès avec plus de 4500 voix. Je voudrais, au nom de notre motion, remercier tous les camarades qui ont voté pour nous et, notamment, tous ceux ici présents du nord et du Pas-de-Calais qui n'ont pas été insensibles à nos arguments. Pour nous, au moins, ce Congrès aura été celui de la joie de militer ensemble et de défendre nos convictions, la joie aussi de créer un précédent puisque jamais avant nous une motion menée par aucun ténor du Parti n'avait atteint un tel score.
(Applaudissements)
Avant d'aller plus loin dans cette intervention, je voudrais remercier trois camarades qui, à travers leurs fonctions, auront contribué à l'expression du pluralisme dans leur souci de travailler pour l'ensemble du Parti. Je voudrais remercier Claude Estier, président de la Commission de préparation du Congrès, qui a été remarquable et qui a fait mon admiration, ainsi que Guy Farre et Jacques Salvator, délégués généraux. Ce Congrès devait-il avoir une fin heureuse à travers une synthèse générale ? Nous le souhaitions, cela n'a pas été possible et je vais essayer de vous expliquer pourquoi. Mais pour nous qui avions placé la démocratie et la cohérence entre les actes et les discours au cœur de notre démarche, reconnaissons que le déroulement de ce Congrès n'incitait pas à la synthèse.
Dans de nombreuses fédérations, les droits de la minorité ont été bafoués et la démocratie ignorée...
(Protestations)
Au cours de ce Congrès de Liévin, le débat a été réduit à la portion congrue, vidant de sens ce Congrès qui se voulait de clarification: Et au cours du débat qui a eu lieu, vous avez vu comme nous, hier, éclater l'unité de façade de la motion 1 : quoi de commun, en fait, entre l'intervention de Jean-Luc Mélenchon et celle de Martine Aubry ?

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Vous avouerez que cela nous poussait fortement à penser que le Parti avait besoin d'une minorité, d'une minorité "d'empêcheurs de verrouiller en rond", d'une minorité de militants qui obligent au débat et débusquent les hypocrisies et les faux-semblants.
Oui, la motion 1 nous a convaincus, dans son comportement au quotidien, que plutôt que de rejoindre une synthèse qui n'existe pas, il valait mieux pour le Parti tout entier que nous soyons nous-mêmes porteurs de débats auxquels nous croyons et de pratiques que nous espérons plus exemplaires.
(Applaudissements)
Cela seul aurait pu suffire à rendre la synthèse impossible. Mais bien d'autres éléments de fond y ont également contribué et je voudrais en reprendre rapidement quelques-uns. La réduction du temps de travail et les 35 heures sans réduction de salaire ont été au cœur de notre Congrès. Nous ne pouvons pas partager la position de la motion 1, qui donne comme principal objectif à la réduction du temps de travail la redistribution des revenus. Pour nous, la réduction massive du temps de travail est d'abord un outil de lutte contre le chômage et un outil de transformation sociale. Au législateur de décider d'un cadre et de rendre possible cette réduction sous toutes les formes acceptables. Aux acteurs sociaux de s'en saisir pour trouver partout les formules les plus efficaces pour lutter contre le chômage et changer la vie des gens au quotidien en libérant du temps pour se former, pour mieux vivre ensemble et développer la citoyenneté.
Oui, nous continuons à faire de la semaine de quatre jours et des 32 heures notre nouvelle frontière. C'est tout le rapport au travail, à la formation dans la vie de citoyen, qu'il faut inventer. Il s'agit là d'un fantastique champ de militantisme et d'expérimentation sociale.
(Applaudissements)
De même, des débats difficiles ont eu lieu autour de la question du voile islamique et de la laïcité. Je ne reviendrai pas sur le détail de ce débat mais nous avons posé au Congrès une question : les valeurs de la Gauche sont-elles figées dans leur formulation ou sont-elles capables de vivre avec leur temps ? Ne risquons-nous pas de devenir, sur les questions de société, des conservateurs qui, depuis des années, préfèrent contourner certains sujets (l'environnement, le contrat d'union civile, la drogue, le Sida, le service national, le congé parental, le droit au logement) ? Que dire, bien sûr, de la timidité du Parti sur la défense des libertés publiques et les droits des étrangers en France contre les agressions de la Droite et de Charles Pasqua ?
(Protestations et applaudissements)
C'est sur tous ces sujets qui définissent la société de demain et sur lesquels les militants de gauche travaillent au quotidien que nous devons retrouver notre crédibilité. De même, les questions internationales les plus douloureuses restent tues. Comment cacher que la politique étrangère gaullienne que nous avons poursuivie, basée sur une politique de grande puissance de la France, aujourd'hui désuète, nous mène dans l'impasse ? Le scandale de la guerre en ex-

Fondation Jean Jaurès

Yougoslavie, où la France et l'Europe tout entière ont laissé faire et laissent faire encore l'agresseur au détriment de notre honneur et de nos valeurs, le scandale de la politique africaine de la France, faite toute de compromissions et de complaisances... (applaudissements)... l'incompréhension avec l'Allemagne, qui met en danger l'avenir de la construction européenne, tout cela forme un héritage très lourd avec lequel il nous faut rompre d'urgence.
Enfin, que dire des positions du PS sur le renforcement de la démocratie dans notre pays ? Je ne prendrai ici qu'un seul exemple, celui de la réduction du cumul des mandats qui est pour nous une exigence absolue. Le groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale s'est récemment déchiré sur cette question en faisant apparaître le Parti à la traîne, alors que la réduction du cumul des mandats est une des clés essentielles d'une démocratie renouvelée, débarrassée de la corruption à laquelle mène la concentration des pouvoirs.
(Applaudissements)
Comme vous pouvez le constater, sur ces quatre sujets d'importance, deux approches différentes s'opposent. Mais c'est peut-être sur les questions les plus politiques (le Parti, la Gauche et la présidentielle) que nos divergences sont les plus grandes.
Quel parti voulons-nous ? Les états généraux avaient créé une dynamique et de nombreux militants nous avaient rejoints. Le Congrès du Bourget, déjà, était un début de renoncement. Mais, depuis le 19 juin, la pensée de la direction du Parti est claire : verrouiller, fermer la parenthèse des états généraux.
(Applaudissements)
Chers camarades, nous refusons de l'accepter. Où sont passés ceux qui nous avaient rejoints lors des états généraux ? Où sont passées les propositions que vous aviez tous faites ? Nous rêvons encore d'un parti démocratique où les droits des minorités sont respectés, où le poids des courants est remplacé par celui des militants, où le cumul des mandats est réglementé. Nous rêvons encore d'un parti vivant, appliquant à ses instances, comme nous avons décidé de le faire, la parité hommes/femmes, renouvelant ses dirigeants, dont l'essentiel sont encore aujourd'hui les constructeurs du Parti d'Epinay, d'un parti faisant le pari du débat et de la formation des militants. Nous rêvons encore d'un parti ouvert sur l'extérieur, associant ses sympathisants aux grandes décisions, créant en son sein, comme le proposait Daniel Percheron, un Parlement social et non un quart sociétal qui fait du mouvement social un enjeu de pouvoir à l'intérieur du Parti Socialiste.
(Applaudissements)
Ce parti différent, personne ne semble en vouloir vraiment. Nous, nous le voulons et la motion 2 mènera ce combat inlassablement. Vous nous retrouverez à chaque moment de la vie du Parti et j'espère qu'avec votre aide à tous nous gagnerons ce combat pour un parti différent.
De même, nous n'avons pas une vision identique de ce qu'est la Gauche. Les assises de la transformation sociale avaient amorcé une dynamique de dialogue et de rassemblement. La direction du Parti entend-elle continuer dans cette voie ? De quelle gauche parlons-nous ?

Fondation Jean Jaurès

Est-ce de l'union de la Gauche traditionnelle, autour du trio Hue-Hory-Emmanuelli ? Nous sommes, je pense, d'accord pour considérer que c'est important, mais que ce n'est pas suffisant. S'agit-il des partenaires des assises ? Cela nous conviendrait déjà mieux. Cela refléterait mieux la diversité d'une gauche où le pluralisme et la diversité des idées et des traditions nécessitent un dialogue et des partenariats nouveaux.
Mais nous pensons qu'il faut aller plus loin encore, que la Gauche, c'est aussi et surtout celle du mouvement social, celle des syndicats, celle des associations, celle de tous ces citoyens qui mènent les combats quotidiens de la Gauche, de tous ces militants sans qui, chers camarades, quel que soit le jeu des partis, il n'y a pas de possibilité de transformation sociale... (applaudissements)... celle de toutes ces forces de la Gauche. Voilà une formule qui pourrait résumer notre approche de l'élection présidentielle, qui sera mon dernier point.
Sur ce sujet, soyons clairs entre nous. Nous ne voulons pas d'une stratégie du râteau où le PS à gauche, le candidat au centre, pensent mieux ratisser, alors que cette stratégie amène inéluctablement à l'échec politique, à l'échec aux législatives et à une stratégie de troisième force.
Nous ne voulons pas d'un parti "godillot" qui se plie sans sourciller aux institutions de la 5ème République, sur lesquelles nous devons continuer à réfléchir. Nous voulons que le Parti définisse un projet de transformation sociale qui soit en phase avec les attentes de la société, avec les contraintes de l'exercice du pouvoir et avec la démarche du candidat.
Ce n'est pas le cas de la motion 1…
Si nous étions capables de définir un tel projet, alors nous serions à même de créer, autour de l'élection présidentielle, une véritable dynamique.
Alors, quel peut être ce candidat ?
Jacques Delors, sûrement. A lui d'y répondre. Ce qui aurait tendance à nous plaire, c'est le qualificatif qu'il s'accorde "d'ingénieur social", une capacité d'écoute de la société, d'imagination et de mise en mouvement autour des partenaires sociaux, autour des réformes concrètes.
Quel est le projet de Jacques Delors ? A lui d'y répondre.
Nous avons essayé d'expliquer le projet que nous souhaitions. Même s'il n'est pas là physiquement parmi nous aujourd'hui, et nous le regrettons, nous avons quelques messages à lui faire passer et je terminerai mon intervention par ces quelques messages.
Si Jacques Delors se présentait devant nous sans projet de transformation sociale, alors nous ne le soutiendrions pas.
Si Jacques Delors est le candidat de la continuité d'une pratique politique qui nous a fait si mal, si revenaient dans ses cartons tous ceux qui ont assumé le pouvoir depuis, quatorze ans, nous ne le soutiendrions pas.
(Applaudissements)
Si Jacques Delors est un candidat du centre, c'est le Parti tout entier qui ne le soutiendra pas.
(Applaudissements)
Si Jacques Delors est le candidat du seul Parti Socialiste, se voulant

hégémonique à gauche, ce sont les autres forces de gauche qui rejetteront sa candidature.
Mais si Jacques Delors est à la fois le candidat d'un projet de transformation sociale ambitieux, s'il est l'homme de "la politique autrement", s'il est le candidat de toutes les forces de la Gauche, alors, oui, nous le soutiendrons avec un très grand enthousiasme et alors, camarades, c'est une formidable dynamique qui pourra réveiller la Gauche et la société tout entière, une dynamique qui emportera les vieilles structures politiques, une dynamique qui donnera au Socialisme et à la Gauche les formes et le visage nouveaux que nous appelons de nos vœux !
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Christophe.
Nous allons faire un dernier appel pour le scrutin. Je pense que vous savez toutes et tous à quel bureau vous pourriez encore voter...
Si personne ne demande à voter, nous déclarons le scrutin pour l'élection du Premier secrétaire clos. Nous allons procéder au dépouillement.
Je voudrais, mes chers camarades, en votre nom à tous, remercier ici chaleureusement la fédération du Pas-de-Calais.
(Applaudissements)
Je crois que vos applaudissements leur diront mieux que des mots ce que nous pourrions dire, à savoir : merci à tous, du secrétaire Daniel Percheron, qui est à mes côtés, aux camarades qui ont travaillé dans la gentillesse, la difficulté quelquefois, et qui nous ont accueillis comme nous pensions bien que ce serait le cas, avec la chaleur du cœur.
Merci donc à tous.
(Applaudissements)

Daniel Percheron

Chers camarades, je voudrais vous remercier de vos applaudissements indulgents et chaleureux, il est vrai mérités, pour l'ensemble des militants Socialistes du Pas-de-Calais, et vous indiquer qu'ils sont venus ce matin par milliers de leurs sections. Ils sont là... (applaudissements)... ils sont venus avec l'espoir et la confiance au cœur assister à l'élection de leur Premier secrétaire et au discours final de ce Congrès, au discours d'Henri Emmanuelli.
J'espère que, comme eux, vous considérerez dans quelques heures que le Congrès de Liévin est à marquer d'une pierre rose sur le chemin difficile du Socialisme français !
(Applaudissements)
Nous attendons le dépouillement.
Chers camarades, vous avez aussi été accueillis par le visage et les paroles de Jaurès dans le Pas-de-Calais, Jaurès qui, cet été, a été célébré avec talent, une ferveur exceptionnelle, à l'initiative de Paul Quilès à Carmaux chez lui, dans le Tarn.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Sont à votre disposition des cassettes qui retracent et reflètent fidèlement cette formidable épopée et ce formidable spectacle. N'hésitez pas à vous les procurer.
Chers camarades, une nouvelle importante, l'assemblée générale de la motion 2 est annulée. Elle devait avoir lieu à 12 heures. Les camarades de la motion 2 doivent se retrouver tout à l'heure devant le panneau n°2 pour prendre contact avec notre camarade Philippe Bonnevoix.

La présidente - Chers camarades, voici la liste des camarades qui vont siéger au Conseil national, liste des titulaires et liste complémentaire.
(Lecture de la liste)
(Applaudissements)
Commission nationale de Contrôle financier (lecture).
Commission des Conflits, liste complémentaire (lecture).

Daniel Percheron - Chers camarades, je vais vous donner le résultat du vote pour le poste de Premier secrétaire. Inscrits : 560.
Votants : 515.
Blancs et nuls : 64.
Henri Emmanuelli a obtenu: 451 voix, soit 87,57% des suffrages.
(L'assemblée debout ovationne le Premier secrétaire)
Henri Emmanuelli, Premier secrétaire, camarade député des Landes, je te donne la parole.
(Vifs applaudissements)

Henri Emmanuelli

Mes chers camarades, vous le comprendrez, je commencerai par des remerciements qui s'adressent à vous qui venez de faire de moi votre Premier secrétaire dans des circonstances qui ne sont pas faciles, mais d'une manière claire.
Le Socialisme est une expérience forte, à hauteur d'homme. Il a été tout au long de la fin du siècle dernier, et tout au long de ce siècle, le prolongement de l'esprit des lumières dans l'ordre économique et social, et les valeurs qu'il a générées ont à ce point marqué notre civilisation que si elles venaient à disparaître ou à reculer, nous parlerions de régression. C'est dire la place qu'il tient aujourd'hui, c'est dire aussi l'émotion et la fierté qui est la mienne de parler en son nom. Merci donc à vous toutes et à vous tous.
Merci aussi à la puissante fédération du Pas-de-Calais de nous avoir accueillis, à Daniel Percheron, son Premier secrétaire, à Jean-Pierre Kucheida le maire de Liévin, et vous le comprendrez à travers leur personne à toutes celles et ceux, militantes et militants qui ont travaillé à la réussite de ce Congrès. Je sais que le choix de Liévin a parfois suscité une certaine ironie, puisque après Carmaux cet été, où nous avions célébré le 80ème anniversaire de la mort de Jean Jaurès, d'aucuns ont cru devoir ironiser sur le Socialisme minier comme si ce Socialisme minier avait été quelque part la démonstration d'une certaine tendance à l'archaïsme.

Fondation Jean-Jaurès

Mes chers camarades, comme si nous n'avions pas le droit d'avoir notre histoire, comme si nous étions interdits de mémoire, comme si finalement quelque part on ne craignait pas que nous nous souvenions de ce que nous devons être.
Inutile de vous dire que c'est justement pour ces raisons là que nous avons choisi Liévin, parce qu'ici, dans ce département, nous avions des racines profondes et que pour avoir la tête dans son époque il faut avoir des racines profondes, et aussi la tête sur les épaules pour avoir l'assise nécessaire si on veut regarder en face l'avenir.
Mes chers camarades, j'avais préparé un long discours, dont je m'apprêtais à vous infliger la lecture, je vous le ferai distribuer tout à l'heure, puisqu'il est écrit et que j'ai travaillé. Mais en ce moment, et je vous demande de le comprendre, et de m'en excuser, j'ai plutôt envie de vous parler.
(Applaudissements)
Je vous demande donc une certaine indulgence car l'exercice, vous le comprenez, sera un peu difficile.
On s'est interrogé sur Liévin, mais on s'est aussi interrogé sur l'utilité de ce Congrès. A quoi bon un Congrès du Parti Socialiste au moment où nous sommes si souvent sommés de nous taire, voire parfois de disparaître ?
Je dirai, mes chers camarades, que notre Congrès de Liévin aura au moins une première utilité, c'est celle d'offrir aux Françaises et aux Français, après les deux samedis noirs que leur a offert la majorité, un samedi rose !
(Applaudissements)
Cela permet d'offrir aux Français l'image d'un parti serré et rassemblé, et croyez-moi, par les temps qui courent, ce n'est pas rien. Mais évidemment, là n'était pas la raison première, la raison première vous la connaissez, c'est qu'il s'agit pour nous, il s'agissait, et il s'agit toujours, mais nos travaux s'achèvent, de confirmer une orientation politique, de redonner un élan à notre Parti, en lui permettant de rompre avec les dérives de fonctionnement qui ont été les siennes et puis aussi de nous mettre en ordre de bataille pour les échéances importantes qui sont devant nous.
D'abord la clarification politique : je sais que "le coup de barre à gauche" que je mets entre guillemets car ce n'est pas une expression nouvelle, a pu susciter de légitimes interrogations. Je dis "légitimes", je ne dis pas "superflues", car il n'est jamais évident qu'entre les proclamations de ce genre, et la réalité qui suit, il y ait le lien suffisant, le contenu suffisant, mais je tiens à vous dire que pour moi et je pense pour l'immense majorité d'entre vous, il ne s'agit pas simplement d'un slogan ou d'une phrase creuse qui s'inscrirait dans le jeu déjà ancien des positionnements tactiques à l'intérieur de notre organisation.
Pour moi, cela veut dire quelque chose et je pense que pour toutes celles et tous ceux qui ont bien lu la contribution que j'avais soumise cet été à votre réflexion, qui ont ensuite débattu de la motion, il y avait tout de même certains éléments de réponse.
Il m'a d'ailleurs semblé à écouter le débat d'hier après-midi, que cela commençait à porter dans le Parti ou en tout cas à produire un certain nombre d'effets.

Fondation Jean-Jaurès

Qu’est-ce que cela veut dire des orientations claires ? Qu’est-ce que cela veut dire un coup de barre à gauche ? Mes chers camarades, nous vivons un monde étrange, monde curieux, un monde bizarre, où on ne sait plus ce qui se passe, on ne sait pas ce qui va arriver.
L’année dernière, au Bourget, à ce propos, Michel Rocard, mon prédécesseur, notait lui aussi l’opacité de l’avenir. Curieux, bizarre, étrange, on ne sait pas, on ne sait plus pourquoi les immigrés s’entassent dans les quartiers dégradés, au lieu de se répartir harmonieusement dans les quartiers résidentiels.
On ne sait pas, on ne sait plus d’où viennent les "sans domicile fixe", et si cela a un rapport avec l’exclusion, avec le chômage de longue durée, avec la revalorisation des prestations sociales et notamment de l’aide personnalisée au logement. On ne sait pas, on ne sait plus pourquoi le milieu rural se désertifie, comme si la rentabilité, la logique souveraine qui nous gouverne, n’était pas l’explication.
On ne sait pas, on ne sait plus s’il y a un rapport entre la baisse des salaires programmée, entre le refus de donner de traditionnels coups de pouce au SMIC et la baisse de la consommation, entre les prélèvements massifs sur le pouvoir d’achat et la mollesse de la reprise dans notre pays par rapport à d’autres.
Bref, j’arrête là, mes chers camarades, il y a tout un tas de choses qu’on ne sait pas, qu’on ne sait plus, que l’on ne comprend plus, tellement ce monde est devenu complexe, inintelligible, illisible. Et vous comprendrez qu’à ce stade, il me vienne un énorme soupçon, un énorme soupçon... Si en réalité, il ne s’agissait que d’une grande mystification, et si en réalité on ne savait pas, on ne savait plus parce qu’on ne veut pas voir, parce qu’on ne veut plus savoir, parce que voir et savoir impliqueraient que l’on s’interroge sur les causes, et que s’interroger sur les causes c’est vraisemblablement s’apprêter à les remettre en cause.
(Applaudissements)
Moi, je ne peux pas croire que pour la première fois dans notre histoire savoir ne veuille plus dire comprendre et je n’étonnerai personne en vous disant qu’il me semble qu’il existe aujourd’hui un système politique dominant, qu’il existe aujourd’hui une logique économique souveraine. Je n’étonnerai personne en vous disant que pour ma part et avec mes faibles moyens il me semble tout de même que cet océan de complexités porte un navire qui lui sait où il va, et qui connaît parfaitement son cap. Il s’appelle le libéralisme économique, expression que je préférerai remplacer par celle de néo-capitalisme, mais imaginons les cris que cela pourrait susciter. J’en resterai donc à cette terminologie plus douce et plus traditionnelle qui permet à un système politique de se présenter comme une évidence économique incontournable.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, ce que nous avons sous les yeux, est parfaitement lisible, ce que nous avons sous les yeux c’est la remise en cause du compromis entre bien-être social et économie qui a la marque distinctive de notre société qui est le produit d’un long combat politique et syndical. Ce qui est sous nos yeux, eh bien, c’est la remise en cause du progrès social, au nom de l’efficacité

Fondation Jean Jaurès

économique, qui a pris le relais que tenait autrefois la force. Ce n'est plus au nom de la force que l'on agit, c'est au nom de l'efficacité.
Cette époque est riche en terminologies nouvelles, c'est vrai, qui sont une forme de médecine douce. On ne dit plus "les pauvres", on dit "les exclus". Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais on ne dit plus "les droits sociaux" on parle de "rigidités". Je pourrai continuer comme cela cet exercice de vocabulaire qui n'est pas innocent et qui n'est pas neutre politiquement. Nous avons donc un processus parfaitement identifié, dont on voit bien comment il procède et dont on voit bien où il nous mènerait si nous n'arrivons pas à nous opposer à ses effets les plus néfastes.
Et dès lors, vous le comprenez, la question essentielle pour nous est celle de notre positionnement par rapport à ce processus, par rapport à ce système.
Ce système, on peut l'accepter implicitement... explicitement d'abord... je n'en connais pas dans nos rangs... Implicitement, si ce n'est explicitement, et là l'inventaire reste à faire.
On peut aussi le dénoncer et le combattre.
Ce que je vous propose, mes chers camarades, après y avoir beaucoup réfléchi et non pas pour sacrifier à je ne sais quel chromosome de l'archaïsme - car moi aussi je me suis interrogé, pas plus que d'autres, mais pas moins que d'autres, sur les chances qui pouvaient être les nôtres de nous opposer à ce processus, tant il est puissant, tant ses effets sont gigantesques et je n'ignore rien des contraintes qui pèsent sur nous, ces fameuses contraintes incontournables au premier rang desquelles figure bien entendu la mondialisation du marché, je me suis interrogé et d'une certaine manière, l'interrogation n'est pas près de finir - c'est d'être clair, de dire que nous dénonçons ce système et que nous nous apprêtons à le combattre.
(Applaudissements)
Parce qu'à la réflexion, mes chers camarades, même s'ils sont fort et même si nous sommes faibles, rien n'est pire que la soumission, rien n'est pire que la capitulation, rien n'est pire que la désertion.
(Applaudissements)
Parce qu'aussi les rapports sociaux, j'oserai le dire, sont souvent des rapports de forces et que lorsqu'on veut obtenir des compromis ou sauvegarder des compromis, eh bien, il faut combattre.
(Applaudissements)
Il n'y a pas d'armistice possible s'il y a, d'un côté, l'armée triomphante de ceux qui imposent leur ordre, et, de l'autre, des gens qui auraient baissé les bras.
(Applaudissements)
Parce que, mes chers camarades, cette posture des Socialistes est indispensable au débat démocratique. J'oserai même dire que cette posture est indispensable au libéralisme économique lui-même car tout système qui n'est pas contesté, franchit rapidement les limites de ses possibilités. Parce que tout voyage d'un système aux limites de ces excès est un voyage au pays de l'erreur.
(Applaudissements)
Et ne serait-ce que pour cette raison, pour la qualité du débat démocratique et

Fondation Jean-Jaurès

aussi pour éclairer les esprits de tout le monde, les nôtres et ceux des autres, ceux qui ne partagent pas nos idées, nous devons être dans cette posture. S'agit-il d'une posture simplement théorique ?
J'ai conscience de l'abstraction de mes propos... je ne le crois pas !
C'est pour cela que j'ai parlé de coup de barre à gauche, de clarification de nos orientations d'un côté, et de coup de barre à gauche, de l'autre, parce que je crois que cette posture n'est pas simplement théorique, n'est pas simplement utile à la réflexion ou à la polémique, ou à la dispute intellectuelle mais qu'elle doit avoir des retombées pratiques. Je n'en citerai que deux exemples, mes chers camarades. Je citerai d'abord la lutte contre le chômage parce que c'est la préoccupation essentielle des Français mais parce que c'est aussi le problème central auxquelles sont confrontées les démocraties occidentales dont la France.
Sur ce sujet, nous avons déjà beaucoup travaillé. Nous y avons travaillé au Congrès du Bourget, nous y avons travaillé aussi à la Convention de Cergy-Pontoise.
Beaucoup, quasiment la totalité des propositions ou des réflexions que nous avons faites sont utiles. Nous n'avons pas à revenir dessus... nous avons peut-être à clarifier quelques points mais après cette Convention, il me semble que les Socialistes avaient réussi à rassembler leurs points de vue, à réduire leurs différences et notamment sur ce sujet qui revient sans cesse, de la réduction du temps de travail à 35 heures sans baisse de salaire.
Je rappelle au Congrès que cela ne fait jamais que la troisième, je dis bien la troisième fois, que les militants Socialistes se prononcent sur le sujet et je voudrais que l'on cesse, à ce propos, de se complaire dans le malentendu.
Moi je n'ai jamais dit, et vous ne le trouverez nulle part écrit, que la réduction du travail à 35 h sans baisse de salaire, était une recette miracle contre le chômage. J'ai même toujours dit l'inverse.
Cela ne peut pas faire de mal, cela va toujours dans le bon sens mais je redis, pour la énième fois, pour celles et ceux qui auraient du mal à comprendre, que la réduction du temps de travail, sans baisse de salaire, c'est tout simplement un problème de redistribution de la richesse produite.
(Applaudissements)
Que celles et ceux qui, à juste titre, ne partageraient pas ce point de vue, veuillent bien m'expliquer - je le demande depuis deux ans - pourquoi, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les gains de productivité dus au progrès scientifique et technologique, c'est-à-dire le fait que l'on produise davantage de richesses, avec de moins en moins de gens, pourquoi pour la première fois, cette richesse produite supplémentaire devrait-elle aller en totalité à l'actionnaire et rien aux salariés ?
(Vifs applaudissements)
Ou alors, mes chers camarades, qu'on le dise... si la baisse du salaire est programmée, si la réduction du travail n'est qu'une modalité de baisse, sophistiquée, pour la faire accepter, qu'on le dise !
Sur ce chômage, sur ces propositions que je ne vais pas reprendre une à une, qu'il s'agisse de la nécessité de travailler à une relance économique, qu'il

s’agisse de la nécessité d’avoir une politique industrielle que ce pays n’a pas, qu’il s’agisse des modalités d’organisation du travail qui, sans aucun doute, doivent être adaptées à la réalité moderne, à la technologie moderne, je n’ai rien à ajouter. Alors me direz-vous, que veut dire "aller plus loin" ? Aller plus loin, mes chers camarades, cela veut dire que le moment est venu de dire, non pas aux Socialistes, mais aux Français, que celles et ceux qui leur disent que l’on fera reculer le chômage simplement en retrouvant un certain niveau économique, leur mentent. Que le moment est venu de dire qu’il n’est pas vrai que même si nous retrouvons un taux de croissance plus élevé, nous arriverons à inverser cette pente qui a désormais 20 ans derrière elle, de croissance. Car le chômage ne date pas d’hier. Il a commencé à progresser en 1973, et, comme vous le savez, cela dure encore. Donc dire aux Français - ceux qui parlent d’accident de conjoncture, ceux qui essaient de faire croire qu’avec ceci ou cela - qu’ avec des taux d’intérêt plus bas - je l’ai entendu toute l’année dernière et je ne l’entends plus, comme c’est curieux - c’était le chômage garanti. J’avais beau faire observer qu’au Japon, depuis plusieurs années, les taux d’intérêt sont à 1,5% et que cela n’avait pas entraîné de relance, rien n’y faisait.

Un jour, c’est la signature des accords du GATT qui va balayer le chômage, le lendemain c’est la baisse des taux d’intérêts, etc. Il y avait eu d’autres explications... Il y avait eu la cherté du pétrole, puis l’inflation, puis il y avait e l’absence de formation, la nécessité de moderniser l’appareil de production et dans tout cela, bien entendu, il y avait des éléments de vérité.

Il y avait même des contraintes incontournables. Moderniser l’appareil de production était indispensable, améliorer le système de formation, était indispensable mais, vous le voyez, cela ne suffit pas. Cela ne suffit pas parce que la maladie est plus grave. La maladie est plus profonde. J’y faisais allusion, il y a un instant, c’est un système qui, aujourd’hui, creuse son sillon et qui créé la fracture, des fractures ; celles dont découlent toutes les fractures, c’est-à-dire la disjonction entre l’économique et le social.

Vous savez que cette disjonction entre l’économique et le social, je vous le rappelle ici, ne s’est pas faite seule. Elle s’était faite par le combat politique et syndical. Elle n’était pas inscrite dans l’ordre naturel des choses.

Eh bien, aujourd’hui, ce qui a été fait, est en train d’être défait.

Aujourd’hui, il y a donc problème. Le problème n’est pas simple... ni simple à analyser, ni simple à résoudre. Il mérite tout de même qu’on dise qu’on l’a bien repéré, qu’on l’a vu. Alors que veut dire "aller plus loin" ?

Eh bien, le moment est venu de dire que la lutte contre le chômage et la lutte contre les inégalités, c’est l’envers et le revers d’une même médaille, parce que pour faire reculer le chômage, il va falloir financer ces emplois. Il va falloir avoir la volonté de créer des emplois et donc de trouver des moyens de les financer.

Mais, mes chers camarades, vous qui êtes maires, vous qui êtes présidents de Conseils généraux, vous qui avez des listes de chômeurs sur votre bureau, vous auriez du travail à leur faire faire. Mais le problème, c’est qu’il faut le payer, ce travail et pour avoir de l’argent, il faut le prélever... et donc, on retombe sur un

énorme problème de redistribution. J'y insiste... c'est cela la spécificité des Socialistes, c'est ce qu'ils peuvent apporter de plus et de particulier à cette lutte contre le chômage. Donc je veux bien croire que tout le monde est préoccupé de ce problème... je veux même bien admettre que tout le monde est sincèrement préoccupé et c'est pourquoi je pense que nous, seuls, avons la capacité politique et les moyens de le faire reculer.
Cela veut dire que le moment est venu aussi de restaurer le volontarisme en politique, si on veut payer le prix pour faire reculer cette réalité qui, paraît-il, est la première préoccupation.
Pour faire cela, il va falloir prélever, redistribuer mais il va falloir aussi retourner à des mécanismes de régulation : imposer le travail si l'incitation ne suffit pas, réglementer légiférer ou bien - et ce serait ma préférence - négocier, pourquoi pas, le contrat ?... oui, pourquoi pas le contrat ?
(Applaudissements)
Si le contrat ne suffit pas, si le rapport des forces n'est pas suffisant, il y a toujours la possibilité derrière d'aller plus loin, par le politique, mais je pense qu'il ne faut pas inverser l'ordre des priorités.
Je ne veux pas être plus long, mais je demanderai cet automne et cet hiver aux Commissions du Parti, à notre groupe d'experts et aussi au groupe parlementaire de commencer à élaborer non pas la recette miracle, mais un certain nombre de propositions qui doivent avoir la vertu pédagogique de faire comprendre aux Français qu'il n'est pas vrai que l'on a tout tenté, qu'il n'est pas vrai que les choses sont écrites de manière définitive, qu'il n'est pas vrai que, pour la première fois dans son histoire, le genre humain aurait perdu toute possibilité d'action sur son propre destin.
(Applaudissements)
Je choisirai un autre exemple, un deuxième, l'Europe parce que c'est un sujet important qui, nous le savons toutes et tous, sera au cœur de la campagne présidentielle.
Les Socialistes sont pour l'Europe, non pas parce que c'est une nécessité, mais parce qu'ils croient que c'est notre avenir. Mais tout en étant pour l'Europe, nous ne pouvons ignorer qu'aujourd'hui, dans la tête des Françaises et des Français, l'idée européenne recule. Qu'elle recule chez les partisans de M. de Villiers, rien d'étonnant. Qu'elle recule chez les partisans de M. Séguin, rien d'étonnant. Qu'elle recule chez les partisans d'un de nos anciens camarades qui, j'espère, nous reviendra un jour, rien d'étonnant non plus. Mais moi, je dis qu'elle recule dans la tête de celles et ceux qui avaient voté "oui" il n'y a pas si longtemps.
Les raisons de ce recul, nous les connaissons, nous les avons d'ailleurs répertoriées dans notre motion, et ces raisons sont présentes dans nos débats : le déficit démographique, l'attente vaine de cette subsidiarité qui était au cœur du débat, la pléthore bruxelloise de règlements qui s'abattent à la fois sur les Parlements et sur la France. Bref, nous savons tout cela. L'affaire Hoover comme toutes les têtes de salariat qui a fait grand dommage. Bref, nous savons tout cela, de même que nous savons que ce n'est pas facile à résoudre.

Fondation Jean Jaurès

Mais alors, me direz-vous, que veut dire aller plus loin, là aussi ? Eh bien, aller plus loin, mes camarades, c'est dire en 1994, à l'orée de 1995, que le moment est venu aujourd'hui de dépasser le compromis politique sur lequel repose l'Europe depuis trente ans. Le moment est venu de mettre fin au consensus entre socio-démocrates et démocrates chrétiens qui a été le mode de gestion de l'Europe pendant trente ans... (applaudissements)... parce que ce mode de gestion trouve aujourd'hui ses limites. Que l'on me comprenne bien. Il a été d'une très grande utilité et sans lui, vraisemblablement, l'Europe n'aurait pas vu jour, l'Europe ne se serait pas développée, l'Europe n'aurait pas grandi, mais croyez-vous que nous puissions continuer longtemps à faire des campagnes électorales où nous disons : "l'Europe que nous voulons n'est pas l'Europe du libéralisme, l'Europe que nous voulons n'est pas l'Europe des marchands, l'Europe que nous voulons c'est l'Europe sociale, c'est l'Europe de ceux qui travaillent, bref c'est l'Europe de gauche" ?
Croyez-vous que nous puissions continuer à le dire longtemps si au lendemain des élections européennes, à Bruxelles, à Strasbourg, nous nous retrouvions dans un compromis dont il est évident aujourd'hui, sauf à ne vouloir rien voir, qu'il ne profite qu'au libéralisme économique et à sa logique.
(Applaudissements)
Si je me permets de vous dire cela aujourd'hui, ce n'est pas dans un accès d'irresponsabilité ou pour rechercher quelques applaudissements dans la salle. C'est parce que je me suis entretenu de ce sujet, il n'y a pas si longtemps, il y a moins de quinze jours avec le président du Parlement européen, Social-démocrate allemand, et qu'il m'a dit "moi aussi, je pense comme vous".
Oui, si nous n'arrivons pas à positionner le débat gauche-droite au niveau où il doit être, au niveau d'aujourd'hui, c'est-à-dire au niveau européen, eh bien, oui l'Europe reculera, l'idée de l'Europe reculera chez les femmes et chez les hommes de gauche et c'est un grand danger.
Non seulement, il faudra que ce débat politique se noue, mais il faudra, mes camarades qui êtes au Parlement de Strasbourg, moins nombreux que nous ne l'aurions souhaité, il faudra que vous obteniez aussi quelques victoires pour que nous soyons crédibles, pour que nous devenions crédibles lorsque nous dirons aux femmes et aux hommes de ce pays : "l'Europe est votre avenir, et de cet avenir, vous n'êtes pas exclus, la preuve !" Voilà ce que veut dire à mon sens : aller plus loin. J'aurais pu choisir d'autres exemples, j'aurais pu vous parler du rôle de l'Etat, j'aurais pu vous parler des services publics, j'aurais pu vous parler de l'aménagement du territoire dont je n'ai jamais cru pour ma part qu'une majorité de Droite pourrait faire progresser le sujet, comment voulez-vous qu'une majorité de Droite dont l'alpha et l'oméga résident dans le laisser-faire, puisse générer une véritable politique d'aménagement du territoire, sauf à marcher sur ce qu'elle est ?
Ne soyez donc pas très surpris si tout cela a fini en pantalonnade au Sénat en attendant de disparaître à l'Assemblée Nationale.
J'aurais pu vous parler de la protection de l'environnement. Même chose. Comment croire qu'on puisse protéger l'environnement si c'est la logique du

marché qui gouverne le monde, si c'est la logique de la seule rentabilité, de la seule compétitivité qui impose, qui trace, qui décide ?
J'aurais pu aussi vous parler de sujets moins liés à l'économique et au social, j'aurais pu vous parler de la laïcité. Nous y tenons tous à la laïcité, non pas parce qu'elle est un dogme, les Socialistes n'ont pas de dogme, le Socialisme n'est pas une religion, mais parce que c'est une valeur essentielle de la République, une valeur à laquelle nous tenons, et à laquelle nous tenons pas par tradition mais parce qu'elle a un contenu réel. La laïcité c'est la liberté de conscience, la laïcité c'est l'égalité des chances... (applaudissements)... la laïcité c'est l'intégration républicaine…
(Applaudissements)
Arrêtez mes camarades, je sais que dans les Congrès du PS c'est un sujet qui fonctionne toujours !
(Rires)
...j'ai reconnu la voix de M. Carret...
La laïcité aujourd'hui est menacée dans ses principes, mais derrière ces principes et malgré les efforts considérables qui ont été accomplis par les gouvernements de gauche, considérables en volume financier, je dirai en mesures qualitatives, nous savons bien que l'enjeu de la laïcité aujourd'hui se joue aussi dans ces collèges, ces lycées de banlieue où il devient difficile d'enseigner, où il devient difficile aussi d'apprendre, et que cela va nécessiter de nouveaux efforts, de nouvelles distributions. Je vois Lionel qui me regarde, et je sais à quoi tu penses Lionel, tu penses à ma résistance lorsque tu voulais me prendre les instituteurs en milieu rural pour les mettre dans les zones prioritaires... (applaudissements)… est-ce que c'est vrai ou pas ?
Il faut comprendre, chacun défend son terrain, mais sur le plan des principes et sur le plan de la nécessité, il ne doit y avoir aucune ambiguïté.
Ces images que nous avons vues parfois sur certains lycées de banlieue, sur certains collèges, ces images sont meurtrières pour l'école publique... La laïcité, je crois que nous devons commencer à le dire, et à nous en préoccuper, non pas que nous ne nous en soyons pas préoccupés, mais parce qu'à l'évidence cela n'a pas suffi ou parce qu'à l'évidence le problème prend une ampleur, connaît une accélération forte.
J'aurais pu vous parler de beaucoup de choses et j'en resterai là. Je conclurai ce chapitre sur l'orientation, en vous disant ma conviction mes chers camarades qu'être Socialiste c'est restaurer le volontarisme, c'est revenir à la politique, et donc compter à nouveau sur le rôle de l'action publique. Etre Socialiste, c'est reprendre à notre compte l'aspiration à l'égalité, dont on me dit qu'elle serait derrière nous, dont j'ai la conviction, moi, qu'elle va redevenir très forte, à mesure que la régression sociale va creuser ses effets, à mesure que l'exclusion va croître et que le chômage si j'ose dire, va embellir, à mesure que va être évident le fossé qui se creuse entre certaines catégories de Français, mais le phénomène n'est pas propre à la France.
Etre Socialiste, c'est reparler du contenu réel de la liberté. Oui, nous défendons les Droits de l'homme, en France et partout, et de ce point de vue là, je voudrais

Fondation Jean-Jaurès

dire que les Socialistes, tout au long de l'été, de l'automne, n'ont pas manqué de dénoncer la politique sécuritaire de M. Pasqua, la chasse au faciès.
(Applaudissements)
Il n'y a aucune timidité de notre part sur ce sujet, aucune ambiguïté, mais c'est vrai, en revanche, que notre message a du mal à passer, que notre voix porte peu, car vous savez que nous sommes dans un système où il ne suffit pas de parler, encore faut-il que les amplificateurs se mettent en route, et c'est vrai que, sur un sujet comme l'Algérie, ou comme celui du foulard, le problème de la laïcité ne se réduit pas au problème du foulard, il s'en faut de beaucoup.
C'est vrai que nous avons parlé, mais c'est vrai aussi que nous avons été très peu relayés et que je ne cesse de rencontrer des Socialistes qui me disent : mais pourquoi le Parti n'a rien dit sur l'Algérie, pourquoi le Parti n'a fait qu'un communiqué ? C'est à cause de cela que j'ai dit à Gérard Fuchs : mais il faut sortir de là, et qu'on a consacré une partie du Congrès à ce sujet parce qu'on va continuer à nous demander pourquoi nous ne disons rien.
De même, je vous le dis, sur la laïcité, un texte est prêt, il y manque une chose, c'est un paragraphe sur l'Islam en France, qui n'est pas un petit paragraphe, mais dont je dis tout de suite qu'entre Socialistes, il ne fait aucun problème, si problème il y avait il n'était pas là. Il sera publié dans la semaine qui vient, après repassage au Bureau exécutif.
Etre Socialiste, c'est parler des Droits de l'homme, c'est parler de la liberté, mais c'est aussi, mes camarades, parler de son contenu.
Je me demande quelle est l'impression d'un sans domicile fixe qui a froid et qui a faim quand on lui explique qu'il a le privilège de vivre dans la plus vieille démocratie du monde, et qu'il est protégé par les Droits de l'homme...
(Applaudissements)
Je ne dis pas qu'il ne faut pas qu'il le soit, mais je dis que cela ne suffit pas et qu'il faut prendre garde à cette dérive, à cette mode qui fait qu'aujourd'hui, la forme très souvent occulte totalement le fond. C'est à nous de le dire et c'est à nous de le faire remarquer. Etre Socialiste, mes chers camarades, c'est aussi considérer qu'il y a dans le monde des milliards de femmes et d'hommes qui sont traités, qui vivent comme des sous-catégories humaines, c'est réapprendre par rapport à autrui les mots de la solidarité, mais réclamer aussi les mécanismes d'une solidarité effective, d'une coopération effective, car même s'il est admirable, l'humanisme ne suffit pas.
Etre Socialiste enfin, mes chers camarades, c'est tout simplement contester l'ordre naturel des choses, c'est considérer que la vie n'est pas matière à subir, mais qu'elle est matière à créer.
(Applaudissements)
J'en viens au second point : est-ce que pour qu'il y ait des Socialistes, il faut qu'il y ait un Parti Socialiste ?
La question peut vous étonner, mais elle a été posée et elle l'est régulièrement. J'ai entendu parler dans nos rangs de "secte agonisante". Bonjour la secte !
(Applaudissements)
J'ai entendu parler d'organisation à bout de souffle. C'est un jugement de

valeur, chacun a droit au sien et l'exerce en conscience. Mes chers camarades, j'arrête là. La question ne se pose pas. Un orateur à cette tribune ici le rappelait hier, je crois que c'est toi, Lionel, le Parti Socialiste est la composante essentielle de la Gauche, reste la composante essentielle de la Gauche. Il n'y a pas de recomposition à Gauche possible sans le Parti Socialiste. Il n'y a pas d'alternative à Gauche possible sans le Parti Socialiste, sauf à marcher dans son rêve à défaut de marcher à la tête de cohortes fantômes !

J'observe que dimanche après dimanche, les candidats de cette "secte agonisante" sont tout de même les challengers du candidat de Droite et qu'il leur arrive de gagner. Et j'espère que ce sera le cas ce soir à Decazeville.

(Applaudissements)

Donc la question ne se pose pas, mes camarades. Mais la question qui se pose en revanche, c'est : quel parti voulons-nous construire ?

D'abord, j'y ai fait allusion en commençant mon propos, un parti qui arrive à surmonter les dérives qui ont été les siennes. Un parti qui retrouve le goût du débat. Un parti qui arrive à rompre avec les excès qui ont été ceux des courants depuis le malheureux Congrès de Rennes, ces courants qu'ensuite, faute de débat ou faute de retrouver les bonnes modalités, nous avons perpétué à travers tous les Congrès suivants.

Nous savons toutes et tous que nous avons touché les limites de cela, et je remercie, d'ailleurs, à cette tribune les militantes et les militants, mais aussi les responsables, qui l'ont compris.

Déjà les choses ont changé. Puis-je vous faire observer que c'est le premier Congrès du Parti Socialiste depuis longtemps où je n'ai pas entendu d'appel à la tribune pour des réunions de courants... (applaudissements)… même sous forme de célébrations d'anniversaires ? (Rires)

Chers camarades, je vous ai écrit pour vous dire, et ce n'était pas une tâche facile, qu'en réalité ce dont il s'agissait, ce qui était nécessaire, c'était de créer un état d'esprit nouveau, de retrouver le sens de nos responsabilités par rapport à nous-mêmes et par rapport aux autres, et je crois que le processus est en marche.

Je crois aussi que tout cela passe par le débat politique, et je tiens à dire à cette tribune que si, lors de notre Conseil national de synthèse, j'ai parlé d'axe majoritaire, si j'ai parlé de pôle de renouveau - les mots ne coûtent pas cher, les mots ne coûtent jamais cher... - ce n'est pas avec la volonté de créer à l'intérieur du Parti une frontière entre les uns et les autres, c'est tout simplement par réalisme, parce que j'ai constaté que dans les années passées, dans les Congrès passés, l'unanimisme ne suffisait pas à garantir la stabilité, et nous en savons quelque chose. Que donc il fallait par défaut créer les conditions de cette stabilité.

Mais je dis que nul n'est exclu a priori de ce pôle de renouveau et que toutes celles et tous ceux qui voudront s'inscrire - ils peuvent faire d'autres choix, bien entendu, ce n'est pas une obligation - avec loyauté et sincérité dans la reconstruction du Parti y trouveront leur place, si vraiment ils s'inscrivent dans un pacte de confiance. Un parti qui doit retrouver le débat.

Mes chers camarades, ce Congrès a été de ce point de vue à mi-chemin, et je

Fondation Jean Jaurès

remercie les camarades de la motion 2 qui, en déposant un texte, ont tout de même permis qu'il y ait un minimum de débat. Peut-être pas celui qu'ils auraient souhaité, mais un minimum de débat.
(Applaudissements)
Qu'ils sachent bien que loin de m'inquiéter, leur démarche m'est extrêmement sympathique.
En effet j'ai réclamé, chers camarades, tout au long de l'été, je n'ai cessé de réclamer le débat, pour ceux qui l'auraient oublié. Et si je me suis rallié au Conseil national à l'idée de la synthèse, c'est, vous le savez toutes et tous, pour d'autres raisons où la conjoncture n'est tout de même pas étrangère et dont je parlerai bien entendu dans un instant.
Il faut donc ouvrir le débat à tous les niveaux avec des Conventions nationales, et je propose que le Parti en tienne une dans le courant du premier trimestre 1995 sur l'immense sujet de la protection sociale, parce que ce sujet là aussi sera au cœur du débat qui vient.
(Applaudissements)
Cela ne suffira pas. Il faut renouveler, voire accélérer, amplifier - je ne fais de procès à personne - la tenue de colloques, la publication de livres blancs à soumettre aux fédérations, et puis aussi, pourquoi ne pas organiser le débat de manière décentralisée ? Lorsque les Premiers secrétaires fédéraux, les nouveaux, seront élus, je les rassemblerai non seulement pour leur demander de faire une campagne d'adhésion qui me paraît s'imposer, mais aussi pour savoir qui parmi elles et parmi eux est candidat à organiser le débat, sur la drogue, sur le Sida.
Pourquoi une fédération ou des fédérations, avec le soutien si elles le souhaitent de nos experts ou le renfort de nos Commissions, ne prendraient pas l'initiative ? Pourquoi toujours attendre tout du sommet ?
(Applaudissements)
Sur des sujets qui leur conviendront, je leur demanderai d'organiser le débat non pas seulement pour eux-mêmes, mais pour ensuite l'élargir à tout le Parti.
De ce point de vue mes chers camarades, il est évident que nous avons à bouger, que nous avons à innover, que nous avons à organiser les choses de manière différente, parce que c'est le mouvement même de la vie.
Imaginez que l'on pourrait rester dans l'état où nous étions il y a vingt ans, ou il y a trente ans. Ce serait évidemment un non-sens par rapport à la rationalité. Je demanderai donc tout cela. Et puis un débat ouvert sur les autres. Nous devrons débattre avec les autres composantes de la Gauche, et de ce point de vue là les assises de la transformation sociale ont été une excellente chose. Nous pouvons le vérifier dès aujourd'hui dans les rencontres bilatérales que nous avons avec un certain nombre de mouvements, de groupes, qui ont participé à ces assises où l'on voit bien que beaucoup de chemin a été fait dans leur tête et dans la nôtre, ce qui facilitera, je le crois, un certain nombre d'accords pour les municipales dont je parlerai aussi dans un instant.
Oui, un parti ouvert sur les autres. Et je me félicite que nous mettions en place, à l'occasion de ce Congrès, le quart sociétal.
Nous avons souvent exprimé la nécessité de bouger les structures, cela n'a pas

Fondation Jean-Jaurès

été souvent suivi d'effet. Eh bien, cette fois-ci, il y aura chers camarades, dans le futur Conseil national 102 membres qui ne seront pas élus sur la base de la proportionnelle, mais par des Commissions exécutives régionales, par les secteurs du Parti, et pour 8 d'entre elles ou d'entre eux, par le Secrétariat national. Et il y aura 102 membres représentatifs de secteurs de la production, des syndicats, des milieux associatifs, coopératifs ou mutualistes. Je le dis très tranquillement à cette tribune, nous en reparlerons dans les instances nécessaires, il n'est pas question que ce quart sociétal devienne la liste de rattrapage du Conseil national.
(Applaudissements)
C'est une réforme importante que nous devons faire vivre. Et je le dis, pour ne pas être plus long sur le sujet, je vous prie de considérer et de croire que ce n'est pas une réforme pour solde de tout compte, mais que c'est seulement le début de quelque chose.
(Applaudissements)
Avant de conclure sur le Parti, deux points encore. Nous sommes dans une situation financière difficile, vous le savez toutes et tous, et dès le 15 septembre la nouvelle direction fera une demande d'apurement public, public parce que nous n'avons rien à cacher. Nous ferons évidemment appel à vous, à votre solidarité, et de manière un peu plus marquée à celle de nos élus, mais il nous faudra aussi, si nous voulons surmonter les difficultés présentes, revoir notre organisation centrale pour adapter nos besoins à nos ressources, car aujourd'hui le problème, c'est que le niveau de nos dépenses et aussi des dettes accumulées ne correspond plus à nos ressources.
Le dernier point concerne la direction.
Mes chers camarades, j'ai parlé de direction homogène et je le répète devant ce Congrès, mais homogène cela ne veut pas dire monocolore. Ce n'est pas non plus un terme d'exclusion. Cela veut dire des femmes et des hommes qui s'engagent loyalement sur une orientation politique claire. Cela veut dire des femmes et des hommes qui s'engageront loyalement à servir les idées du Parti, plutôt que des carrières.
(Applaudissements)
Cela veut dire des femmes et des hommes qui s'engageront dans le combat collectif. Oh, je sais que c'est un pari osé et je sais que c'est plus facile à dire qu'à faire. Je ne vais pas refaire la nature humaine à moi tout seul. Mais sachant ce qu'a pu être dans les années passées votre irritation pour ne pas dire votre exaspération, il me semble que je tiens de ce Congrès un mandat sérieux pour le faire.
(Applaudissements)
J'en viens au dernier point de cet exposé un peu long, mais moins long, croyez-moi, tout de même que si je vous avais infligé mes 42 pages !
Nous avons, troisième objectif de ce Congrès, à nous mettre en ordre de bataille pour les échéances futures. Ces échéances sont devant nous, elles sont importantes. Les municipales, la présidentielle, les sénatoriales à l'automne, et j'espère des législatives, ce n'est pas rien !

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)
Cela concerne quasiment tous les niveaux de pouvoir. Mais d'abord les municipales. Ce ne sera pas facile, nous partons d'un niveau élevé en 1989, qui a été le niveau le plus élevé de notre histoire. Nous avons à la fois bénéficié de notre bonne santé, et puis aussi vous le savez toutes et tous, vous les avez en mémoire, de quelques triangulaires, de quelques quadrangulaires.
Pas facile, parce que le vilain Monsieur Pasqua, et le bon Monsieur Balladur, ont quand même sérieusement chahuté le calendrier et la chronologie en les reportant après la présidentielle pour des raisons que je ne prends pas le temps de vous rappeler, parce que vous les avez toutes et tous en tête. Difficile aussi parce que parfois les Socialistes ne sont pas en ordre de bataille, ils sont divisés sur le terrain. Et, je le dis avec une certaine gravité, dans les semaines qui viennent et avec les membres de la nouvelle direction, je m'emploierai tout de même à essayer de réduire ces fractures qui pourraient devenir dangereuses, je ne sais si j'y parviendrai à tous les coups, mais ce sera une responsabilité de la direction que je ne négligerai pas, parce qu'il n'y a rien de pire, il n'y a rien de plus triste que ces concurrences à l'intérieur de nos propres rangs, entre ceux qui sont les meilleurs et ceux qui croient l'être ou vice-versa, et qui se terminent à chaque fois par une catastrophe.
Ayons donc la responsabilité les uns et les autres ou de patienter, ou d'attendre, ou de savoir passer le relais. Ayons avant toute chose le souci de gagner.
(Applaudissements)
Aucune et aucun d'entre nous n'est irremplaçable. Il y en a qui sont moins ordinaires que d'autres, mais irremplaçable, il n'y en a pas.
Alors, dans ce contexte, difficile, je demanderai un effort particulier, soigner son ego et comment, et avec qui ? Eh bien, mes chers camarades, ces élections municipales, nous allons les préparer comme d'habitude, comme nous l'avons toujours fait, avec l'ensemble de la Gauche, en recherchant l'accord et l'alliance avec nos alliés traditionnels, le Parti Communiste, les Radicaux, j'allais dire de gauche, le Radical, comment faut-il dire maintenant ?... avec le Radical, et le Parti Communiste et d'autres, avec aussi, tous les mouvements qui ont participé au processus des assises de la transformation sociale, et je dirai même avec ceux qui n'y étaient pas et qui souhaiteraient être avec nous, dans ce combat.
C'est la raison pour laquelle nous avons repris contact avec le Parti Communiste, j'allais dire, comme d'habitude. Mais aussi, avec d'autres mouvements et je peux vous dire que, pour l'instant, cela ne fonctionne pas trop mal et que dans les jours qui viennent, vous verrez se multiplier un certain nombre de communiqués marquant la volonté d'un certain nombre de formations, de participer à cette dynamique de rassemblement - car c'est de cela dont il s'agit, non pas de l'union de la Gauche, du temps du programme commun, mais nous non plus, on n'aime pas les photos jaunies, encore que parfois, quand elles sont d'archives, elles ont une valeur inestimable… (applaudissements)… mais pour recréer une dynamique du rassemblement et que si quelqu'un, ou quelqu'une, pense que ce n'est pas la bonne méthode, qu'ils nous expliquent comment il faudrait faire.

Fondation Jean Jaurès

Et puis il y a une autre inquiétude. Je crois, mes chers camarades, que sur les divisions, nous pouvons agir, sur la stratégie, c'est à nous qu'il appartient de la choisir et de la maîtriser.
Sur les alliances, je pense qu'il faut en discuter. Nous faisons ce qu'il faut et vous aurez, pour cela, un document intéressant qui est le manifeste municipal de la FNESER, qui vous permettra d'engager, avec tous ces partenaires possibles, une discussion sur le fond. Toutes celles et ceux qui voudront s'inscrire dans cette logique de l'approfondissement de la démocratie locale, dans cette logique de la solidarité qui doit être la nôtre - car c'est aussi au niveau des communes que tous ces problèmes, dont on parle, à longueur de journée, explosent, c'est devant les bureaux d'aide sociale que tout se termine, c'est dans les quartiers des villes et villages que tout se termine par ailleurs - tous ceux-là seront les bienvenus. Vous me direz que c'est bien mais tout de même, et les effets de la présidentielle ?
Mes chers camarades, on peut soutenir tous les points de vue. On peut soutenir qu'elle aura un effet de souffle et que les Français confondront le Président de la République avec le maire ; l'Elysée avec l'hôtel de ville. On peut au contraire, se dire que, vraisemblablement, ce ne sera pas le cas. Comme d'habitude, la vérité sera sûrement quelque part entre les deux. Je ne suis donc sûr de rien ! Je ne suis sûr que d'une chose : c'est que les commentaires sont déjà prêts.
Si les Français confirment leurs votes à l'élection présidentielle, il y aura des discours sur la puissance de la logique institutionnelle de la 5ème République ; sur l'effet de souffle structurant de cette élection primordiale. Et, si cen'est pas le cas, il y aura des commentaires tout aussi gracieux, tout aussi flatteurs, sur la subtilité du corps électoral français qui a le génie de rééquilibrer ses votes ! Donc ne vous inquiétez pas !
(Rires et applaudissements)
Le commentaire est prêt, mes camarades, mais tout de même, si nous pouvions gagner la présidentielle, cela nous aiderait sans doute.
(Vifs applaudissements)
Et c'est d'elle dont je vais vous parler pour terminer. Cette présidentielle omniprésente, cette présidentielle qui, comme la télé, rend fou... à Droite !
(Rires)... à Droite ! Cette présidentielle dont on m'a parlé tout l'été, dont on m'a parlé tout l'automne et dont on me parlera sans doute encore longtemps. Je suis prêt...! Et j'en parlerai en reprenant l'ordre chronologique d'un été, d'un automne particulièrement chargés sur le sujet.
Il y a d'abord eu, souvenez-vous, mes camarades, la théorie de l'impasse. Le Parti Socialiste était désormais entre les mains d'une poignée de femmes et d'hommes qui n'avaient qu'un souci, faire l'impasse sur la présidentielle afin, sans doute, de pouvoir se vautrer dans les paradis de l'opposition auquel ils aspiraient. Mes chers camarades, je ne sais si c'est parce que j'ai dit qu'en politique, une impasse était toujours une tombe, mais toujours est-il qu'on ne nous en parle plus. Je crois qu'en réalité, l'explication est plus simple. C'est que dans le monde où nous vivons, un sujet chasse l'autre et, de même qu'un sujet chasse l'autre, une théorie chasse l'autre et la théorie du grand écart, qui n'a pas

que des avantages a eu au moins l'avantage d'enterrer la théorie de l'impasse. Donc exit la théorie de l'impasse !
(Applaudissements)
Venons-en donc à la théorie du grand écart... (rires)... quand est apparue cette théorie ?
Elle est apparue au début de l'automne, au début du mois de septembre avec les premières feuilles mortes… (rires)... lorsque l'un d'entre nous, depuis peu, depuis vingt ans, qui occupe actuellement une fonction éminente (je crois qu'il s'agit du président de la Commission européenne), lorsque donc le président de la Commission européenne s'est mis à gravir la "côte" de popularité, jusqu'à un seuil où l'on peut imaginer, sans être déraisonnable, qu'il est en capacité de départager de manière claire nos deux amis de trente ans !
(Rires et applaudissements)
A partir d'un certain moment, sur la pente, est apparue la théorie du grand écart. C'était très simple, c'est toujours d'ailleurs, dans certains commentaires, très simple.

- Ou bien le Parti Socialiste, pour ne pas gêner le candidat potentiel, entrait immédiatement en hibernation, pour ne pas dire en voie de disparition, autrement dit se soumettre.
- Ou bien le candidat potentiel allait prendre les jambes à son cou, effarouché, et ne pas l'être.

L'autre versant de la théorie, c'était :

- Ou bien le candidat arrive à soumettre le Parti Socialiste.
- Ou bien il ne pourra pas être.

Bref, c'est shakespearien, vous l'avez bien compris ! C'est une question existentielle de part et d'autre.
Dans cette affaire, il n'y a d'ailleurs de cadeau pour personne. Ah ! Si nous devions nous soumettre ou disparaître, quelle triste destin ! Et si le candidat potentiel n'avait d'autre choix que de nous soumettre ou de ne pas être, ce n'est pas, réfléchissez-y bien, une alternative extraordinaire non plus. Il est évident, mes chers camarades, que tout cela est ridicule. Tout cela est ridicule parce que, d'abord, l'homme dont il s'agit, je le rappelle, est membre de notre Parti depuis presque aussi longtemps que moi, à un an près... (applaudissements)... et que nous sommes nombreux, parmi les éminences naufragées, à avoir siégé à ses côtés dans un gouvernement.
Parce que ce n'est pas d'hier, mes chers camarades, que Jacques Delors, pour ne pas le nommer, occupe une place à part dans le Parti Socialiste et que, contrairement à ce que j'entends, à ce que je lis ou je vois, cela ne lui a pas valu l'aversion des Socialistes. Il me semble au contraire (mais je ne conseille pas à tout le monde de suivre cet exemple, ce n'est pas ce que je veux dire là... (rires)) qu'il est devenu ministre des Finances, qu'il est devenu président de la Commission européenne et je serais tenté de dire : si je pouvais avoir le même destin, de grâce, qu'on m'en veuille !
(Rires)
Tout cela n'est pas sérieux. Parce que ce n'est pas d'hier, non, qu'il y a des

Fondation Jean Jaurès

différences et parce que ce Parti a toujours eu la capacité, oui (cela a été sa force et il faut que cela redevienne), d'avoir dans ses rang, en son sein, des gens qui ne sont pas d'accord sur tout, des gens qui ont eu des itinéraires différents, qui ont des cultures différentes et qui ont parfois même des croyances différentes. Et alors ? Et alors ?

Je vous dis très tranquillement que le petit jeu qui consisterait à commencer par faire le décompte des différences est stupide, parce que si vous cherchez bien, vous en trouverez, entre Socialistes, des différences, et ceux qui voudront faire l'exercice jusqu'au bout ont un sacré travail devant eux ! C'est ridicule aussi parce que, mes chers camarades, s'il était candidat, l'homme dont nous parlons ne serait pas candidat à être Premier Ministre, pas plus qu'il ne serait candidat au poste de Premier secrétaire du Parti Socialiste... sauf à refaire un Congrès dans quelques mois !

(Quelques sourires)

De quoi s'agit-il ? Il s'agit de l'Elysée, il s'agit de la présidence de la République et je pense, de ce point de vue-là, que nos institutions évoluent et qu'elles doivent évoluer... Je pense que le prochain Président de la République ne sera pas son prédécesseur (je ne parle pas des personnalités, je parle du rôle, bien entendu), pas plus d'ailleurs que l'actuel Président de la République n'est tout à fait dans le même rôle que ses prédécesseurs. Parce que si vous êtes attentifs, vous observerez que, depuis le début de la 5ème République, le rôle du Président de la République n'a cessé d'évoluer d'une conception, qui était la sienne à l'origine, extrêmement rigide, je dirai quasi-monarchique, vers un rôle plus arbitral.

Ce que les Français attendent du Président de la République, me semble-t-il, ce sont des garanties sur l'essentiel, sur la sécurité de la France, sur la place et l'image de la France dans le monde, sur le fonctionnement des institutions, sur le fonctionnement de la démocratie. Ils attendent évidemment aussi des indications sur la direction qui sera empruntée par les candidats. Ils veulent savoir, par exemple, si le candidat qu'ils porteront à l'Elysée est un partisan sincère de la solidarité ou si, au contraire, comme MM. Chirac et Balladur, ils considèrent que la solidarité n'est qu'un sous-produit de l'économie, qui peut ne pas être donné par surcroît. C'est sur des sujets comme ceux-là, sur des orientations comme celles-là, que les Français attendent d'être éclairés et non pas, me semble-t-il, sur un programme de gouvernement.

Si j'observe ce qui se passe aujourd'hui, je vois que les Français, lorsque je parle d'évolution des institutions, ne paraissent pas choqués des deux expériences de cohabitation qui ont eu lieu. Je ne suis pas en train de plaider pour de futures expériences de cohabitation, mais je vous fais observer tout de même que les choses ont beaucoup bougé.

Oui, je crois, c'est ce que les Socialistes et les Français attendent d'un candidat et c'est la raison pour laquelle le Parti Socialiste doit avoir une plate-forme présidentielle récapitulant ces principes essentiels et ces grandes orientations. Je ne vois pas pourquoi, sauf à vivre sur un quiproquo vieux de vingt ans, à ce niveau-là il y aurait des écarts et, a fortiori, un grand écart. Et le Parti dans tout

cela, me direz-vous ?
Eh bien, le Parti, comme le candidat, doit rester lui-même. Le Parti, comme son nom l'indique, est partisan, il n'a pas vocation à rassembler tous les Français, ni même (pardonnez-moi ce geste de modestie) la totalité de la Gauche. Nous pouvons rêver et je ne doute pas que notre Parti redevienne le premier parti de France, mais tout de même, entre ce que nous sommes et 50 et quelques %, il y a encore un peu de marge pour travailler, si vous me permettez cette expression.
Donc, le Parti doit développer sa réflexion, doit développer ses propositions, en quelque sorte il doit travailler à l'élaboration d'un programme législatif car, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, j'espère bien que si nous gagnons cette bataille présidentielle, il y aura des élections législatives. Voilà, mes chers camarades, le schéma que j'ai dans la tête. C'est celui-là et pas un autre. Un schéma qui ne me paraît ni impossible, ni improbable, mais souhaitable, et qui me permet à ce stade de m'exprimer avec une certaine liberté. Je n'ai pas, mes chers camarades, qualité à choisir à votre place le candidat que soutiendra le Parti Socialiste. J'ai dit, depuis le début, et je tiendrai parole, que ce sont les militantes et les militants Socialistes qui choisiront le moment venu... (applaudissements)... ce qui implique, outre la plateforme présidentielle, une procédure de désignation, un calendrier de désignation, qui n'est pas arrêté à ce jour mais dont je pense qu'il devrait se situer quelque part dans le courant du mois de janvier. Mais vous comprendrez qu'éventuellement quelques ajustements pourraient s'avérer nécessaires...
Je n'ai donc pas qualité à choisir en leur nom.
Mais, harcelé comme je le suis depuis plusieurs mois sur mon opinion, sur mon souhait, sur ce que je pense, eh bien ! Je vais répondre !
Je vais répondre et je vais le faire là où je devais le faire, c'est-à-dire devant vous.
(Applaudissements)
Je vais m'adresser à Jacques Delors, en votre nom à presque toutes et tous, je crois... pas toutes et tous (ce n'est jamais l'unanimité dans ce parti et c'est souhaitable), mais une très large majorité d'entre vous. Je lui dis : Jacques Delors, lundi dernier, en t'adressant aux Français, tu leur as dit : "Si je devais être candidat, ce serait par devoir".
Eh bien, je pense avoir le droit de te dire, au nom de la majorité des Socialistes, que c'est ton devoir !
(Très vifs applaudissements prolongés)
Arrêtez... ne lui faisons pas peur !
(Rires)
C'est ton devoir, non pas envers les Socialistes, mais c'est tout simplement ton devoir envers les Français, c'est ton devoir envers la jeunesse qui attend, c'est ton devoir envers celles et ceux qui souffrent et qui souffriront sans doute davantage si nous perdions cette bataille, envers les chômeurs, envers les exclus, envers ceux qui craignent de le devenir, c'est ton devoir envers l'Europe qui hésite... bref, c'est ton devoir envers tous ces Françaises et ces Français qui pourraient, dans l'hypothèse où la Droite qui nous gouverne ferait sauter le

Fondation Jean Jaurès

dernier verrou de la solidarité, c’est-à-dire celui de l’Elysée, craindre le pire.
(Applaudissements)
Voilà, mes chers camarades, ce que je pense, et voilà ce que vous trancherez, après que Jacques Delors lui-même, dont je respect, comme vous toutes et vous tous, la liberté de choix, aura lui aussi tranché.
Mes chers camarades, vous comprendrez que, pour terminer, en cette toute dernière minute du Congrès de Liévin, mes pensées aillent vers celui qui nous a rendu visite hier... (applaudissements)... que mes pensées aillent vers François Mitterrand, le prédécesseur, en quelque sorte, pour lui dire simplement que nous avons été honorés et émus de sa venue à Liévin, que nous avons organisée de manière à concilier les charges de sa fonction avec l’amitié retrouvée qui est la nôtre, pour lui dire donc tout simplement merci, pour lui dire courage, et pour lui dire : Monsieur le Président, la promesse de Liévin sera tenue !
(Très vifs applaudissements de la salle, debout)
Je demande à Laurent Fabius, à Lionel Jospin et à Pierre Mauroy, qui sont dans la salle, de venir à la tribune.
(Très vifs applaudissements prolongés de la salle, debout)
(La salle, debout, chante "L’Internationale")

Coll. Fondation Jean Jaurès